

Canada Gazette



Gazette du Canada

Part II

Partie II

OTTAWA, WEDNESDAY, MARCH 17, 1999

OTTAWA, LE MERCREDI 17 MARS 1999

Statutory Instruments 1999

Textes réglementaires 1999

SOR/99-104 to 115 and SI/99-18 to 22

DORS/99-104 à 115 et TR/99-18 à 22

Pages 614 to 738

Pages 614 à 738

NOTICE TO READERS

The *Canada Gazette* Part II is published under authority of the *Statutory Instruments Act* on January 6, 1999 and at least every second Wednesday thereafter.

Part II of the *Canada Gazette* contains all "regulations" as defined in the *Statutory Instruments Act* and certain other classes of statutory instruments and documents required to be published therein. However, certain regulations and classes of regulations are exempted from publication by section 15 of the *Statutory Instruments Regulations* made pursuant to section 20 of the *Statutory Instruments Act*.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada. Rates will be quoted on request.

The *Canada Gazette* Part II is available in most libraries for consultation.

For residents of Canada, the cost of an annual subscription to the *Canada Gazette* Part II is \$67.50, and single issues, \$3.50. For residents of other countries, the cost of a subscription is \$87.75 and single issues, \$4.95. Orders should be addressed to: Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

Copies of Statutory Instruments that have been registered with the Clerk of the Privy Council are available, in both official languages, for inspection and sale at Room 418, Blackburn Building, 85 Sparks Street, Ottawa, Canada.

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette du Canada* Partie II est publiée en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* le 6 janvier 1999 et au moins tous les deux mercredis par la suite.

La Partie II de la *Gazette du Canada* est le recueil des « règlements » définis comme tels dans la loi précitée et de certaines autres catégories de textes réglementaires et de documents qu'il est prescrit d'y publier. Cependant, certains règlements et catégories de règlements sont soustraits à la publication par l'article 15 du *Règlement sur les textes réglementaires*, établi en vertu de l'article 20 de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Il est possible d'obtenir un tiré à part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant aux Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Le tarif sera indiqué sur demande.

On peut consulter la *Gazette du Canada* Partie II dans la plupart des bibliothèques.

Pour les résidents du Canada, le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette du Canada* Partie II est de 67,50 \$ et le prix d'un exemplaire, de 3,50 \$. Pour les résidents d'autres pays, le prix de l'abonnement est de 87,75 \$ et le prix d'un exemplaire, de 4,95 \$. Veuillez adresser les commandes à : Les Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

Des exemplaires des textes réglementaires enregistrés par le greffier du Conseil privé sont à la disposition du public, dans les deux langues officielles, pour examen et vente à la pièce 418, édifice Blackburn, 85, rue Sparks, Ottawa, Canada.

Registration
SOR/99-104 25 February, 1999

CANADIAN WHEAT BOARD ACT

Regulations Amending the Canadian Wheat Board Regulations

P.C. 1999-296 25 February, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Natural Resources, pursuant to subparagraph 32(1)(b)(i), subsection 47(2) and section 61 of the *Canadian Wheat Board Act*, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Canadian Wheat Board Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE CANADIAN WHEAT BOARD REGULATIONS

AMENDMENT

1. Subsections 26(1) to (3)¹ of the *Canadian Wheat Board Regulations*² are replaced by the following:

26. (1) The Board shall pay to producers selling and delivering wheat produced in the designated area to the Board the following sums certain per tonne basis in storage in Vancouver or Lower St. Lawrence, in respect of the grade No. 1 Canada Western Red Spring:

- (a) \$160 for straight wheat;
- (b) \$157 for tough wheat;
- (c) \$149.50 for damp wheat;
- (d) \$152 for straight wheat, rejected, account stones;
- (e) \$149 for tough wheat, rejected, account stones; and
- (f) \$141.50 for damp wheat, rejected, account stones.

(2) The Board shall pay to producers selling and delivering wheat produced in the designated area to the Board the following sums certain per tonne basis in storage in Vancouver or Lower St. Lawrence, in respect of the grade No. 1 Canada Western Amber Durum:

- (a) \$162 for straight wheat;
- (b) \$159 for tough wheat;
- (c) \$151.50 for damp wheat;
- (d) \$154 for straight wheat, rejected, account stones;
- (e) \$151 for tough wheat, rejected, account stones; and
- (f) \$143.50 for damp wheat, rejected, account stones.

(3) The Board shall pay to producers selling and delivering barley produced in the designated area to the Board the following sums certain per tonne basis in storage in Vancouver or Lower St. Lawrence, in respect of the grade No. 1 Canada Western:

- (a) \$110 for straight barley;
- (b) \$107 for tough barley;
- (c) \$100.50 for damp barley;
- (d) \$105 for straight barley, rejected, account stones;

Enregistrement
DORS/99-104 25 février 1999

LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

Règlement modifiant le Règlement sur la Commission canadienne du blé

C.P. 1999-296 25 février 1999

Sur recommandation du ministre des Ressources naturelles et en vertu du sous-alinéa 32(1)b(i), du paragraphe 47(2) et de l'article 61 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur la Commission canadienne du blé*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

MODIFICATION

1. Les paragraphes 26(1) à (3)¹ du *Règlement sur la Commission canadienne du blé*² sont remplacés par ce qui suit :

26. (1) La Commission paie aux producteurs qui lui vendent et lui livrent du blé produit dans la région désignée la somme suivante par tonne métrique pour le blé de grade Blé roux de printemps n° 1 de l'Ouest canadien, en magasin à Vancouver ou dans le Bas-Saint-Laurent :

- a) 160 \$ s'il est à l'état sec;
- b) 157 \$ s'il est à l'état gourd;
- c) 149,50 \$ s'il est à l'état humide;
- d) 152 \$ s'il est à l'état sec, rejeté en raison de pierres;
- e) 149 \$ s'il est à l'état gourd, rejeté en raison de pierres;
- f) 141,50 \$ s'il est à l'état humide, rejeté en raison de pierres.

(2) La Commission paie aux producteurs qui lui vendent et lui livrent du blé produit dans la région désignée la somme suivante par tonne métrique pour le blé de grade Blé durum ambré n° 1 de l'Ouest canadien, en magasin à Vancouver ou dans le Bas-Saint-Laurent :

- a) 162 \$ s'il est à l'état sec;
- b) 159 \$ s'il est à l'état gourd;
- c) 151,50 \$ s'il est à l'état humide;
- d) 154 \$ s'il est à l'état sec, rejeté en raison de pierres;
- e) 151 \$ s'il est à l'état gourd, rejeté en raison de pierres;
- f) 143,50 \$ s'il est à l'état humide, rejeté en raison de pierres.

(3) La Commission paie aux producteurs qui lui vendent et lui livrent de l'orge produite dans la région désignée la somme suivante par tonne métrique pour l'orge de grade n° 1 de l'Ouest canadien, en magasin à Vancouver ou dans le Bas-Saint-Laurent :

- a) 110 \$ si elle est à l'état sec;
- b) 107 \$ si elle est à l'état gourd;
- c) 100,50 \$ si elle est à l'état humide;
- d) 105 \$ si elle est à l'état sec, rejetée en raison de pierres;

¹ SOR/99-36

² C.R.C., c. 397

¹ DORS/99-36

² C.R.C., ch. 397

- (e) \$102 for tough barley, rejected, account stones; and
 (f) \$95.50 for damp barley, rejected, account stones.

- e) 102 \$ si elle est à l'état gourde, rejetée en raison de pierres;
 f) 95,50 \$ si elle est à l'état humide, rejetée en raison de pierres.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. These Regulations come into force on March 9, 1999.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 9 mars 1999.

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(This statement is not part of the Regulations.)

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description**Description**

Section 26 establishes in the *Canadian Wheat Board Regulations* the initial payments to be paid upon delivery for grains delivered to the Canadian Wheat Board (CWB). The amendment establishes a higher initial payment for the base grades of wheat (an increase of \$15 per metric tonne), amber durum wheat (an increase of \$12 per metric tonne) and barley (an increase of \$10 per tonne) for the 1998-99 crop year. The CWB advises that, upon review of the wheat, amber durum wheat and barley pool accounts, increases in the initial payments are recommended.

L'article 26 du *Règlement sur la Commission canadienne du blé* établit les acomptes à la livraison à effectuer pour les grains livrés à la Commission canadienne du blé (CCB). La modification prévoit une augmentation des acomptes à la livraison pour les grades de base de blé (une augmentation de 15 \$ par tonne métrique), de blé durum ambré (une augmentation de 12 \$ par tonne métrique) et d'orge (une augmentation de 10 \$ par tonne métrique) pour la campagne agricole 1998-1999. Après avoir examiné les comptes de mise en commun pour le blé, le blé durum ambré et l'orge, la CCB recommande une hausse des acomptes à la livraison.

Alternatives**Solutions envisagées**

In addition to the increases, the option of retaining the existing initial payments for wheat, amber durum wheat and barley was considered. Maintaining the initial payments at current levels is not in keeping with the CWB's objective of putting money in farmers' hands as quickly as possible when sales from pools are sufficient to allow this to be done without risk.

Outre la mesure, on a envisagé le maintien des acomptes à la livraison pour le blé, le blé durum ambré et l'orge à ses niveaux actuels. Maintenir les acomptes à la livraison à leurs niveaux actuels ne serait pas en accord avec l'objectif que s'est fixé la CCB d'accroître les revenus des céréaliculteurs le plus vite possible, lorsque les ventes de mise en commun sont suffisantes pour permettre une telle augmentation sans trop de risque.

Benefits and Costs**Avantages et coûts**

The higher initial payments will represent increased revenues to wheat and barley producers for their deliveries to the CWB. If producers deliver to the pool accounts 12.1 million tonnes of wheat, 4.6 million tonnes of amber durum wheat and 150,000 tonnes of barley during the 1998-99 crop year, then these initial payment adjustments would represent about \$235 million in additional grain receipts for wheat and barley producers. The initial payments established by this Regulation relates to the returns anticipated from the market and thus transmits the appropriate market signals to producers. There is no environmental impact of this amendment.

La majoration des acomptes à la livraison entraînera une augmentation du revenu des producteurs de blé et d'orge en ce qui touche leurs livraisons destinées à la CCB. Si les livraisons aux comptes de mise en commun s'établissent à 12,1 millions de tonnes métriques de blé, 4,6 millions de tonnes métriques de blé durum ambré et 150 000 tonnes métriques au cours de la campagne 1998-1999, l'ajustement des acomptes à la livraison se traduira par des recettes additionnelles d'environ 235 millions de dollars pour les producteurs de blé et d'orge. Les acomptes à livraison établis par ce règlement sont reliés aux profits anticipés des ventes de grain et, par conséquent, transmettent aux producteurs des signaux du marché appropriés. Cette modification n'aura pas d'impact sur l'environnement.

Consultation**Consultations**

This amendment has been recommended by the Canadian Wheat Board and discussed with the Department of Finance.

Cette modification a été recommandée par la Commission canadienne du blé et a été débattue avec le ministère des Finances.

Compliance and Enforcement**Respect et exécution**

There is no compliance and enforcement mechanism. This Regulation governs payments made to grain producers for deliveries made under the *Canadian Wheat Board Regulations* governing delivery permits and quota acres.

Il n'y a pas de mécanisme d'application de la Loi et de conformité. Le règlement détermine les acomptes versés aux céréaliculteurs pour les livraisons faites conformément au *Règlement sur la Commission canadienne du blé* régissant les carnets de livraison et les surfaces contingentées.

Contact

Craig Fulton
Commerce Officer
Grains and Oilseeds Division
International Markets Bureau
Market and Industry Services Branch
Agriculture and Agri-Food Canada
Sir John Carling Building
930 Carling Avenue
Ottawa, Ontario
K1A 0C5
Tel.: (613) 759-7698
FAX: (613) 759-7476

Personne-ressource

Craig Fulton
Agent commercial
Division des céréales et des oléagineux
Bureau des marchés internationaux
Direction générale des services à l'industrie et
aux marchés
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Édifice Sir John Carling
930, avenue Carling
Ottawa (Ontario)
K1A 0C5
Téléphone : (613) 759-7698
TÉLÉCOPIEUR : (613) 759-7476

Registration
SOR/99-105 4 March, 1999

FISHERIES ACT

Regulations Amending the Ontario Fishery Regulations, 1989

P.C. 1999-315 4 March, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Fisheries and Oceans, pursuant to section 43^a of the *Fisheries Act*, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Ontario Fishery Regulations, 1989*.

REGULATIONS AMENDING THE ONTARIO FISHERY REGULATIONS, 1989

AMENDMENTS

1. (1) The definition “provincial act” in subsection 2(1) of the *Ontario Fishery Regulations, 1989*¹ is replaced by the following:

“provincial Act” means the *Fish and Wildlife Conservation Act, 1997*, S.O. 1997, c. 41; (*Loi provinciale*)

(2) Subsection 2(1) of the Regulations is amended by adding the following in alphabetical order:

“fork length” means the distance measured from the tip of the head of a fish with the jaws closed to the end of the central part of the caudal fin; (*longueur à la fourche*)

2. Section 3 of the Regulations is replaced by the following:

3. (1) Subject to subsections (2) and (3), these Regulations apply in respect of fishing in the Province of Ontario and of the transporting of live fish taken from the waters of the Province of Ontario.

(2) Subject to paragraph 4(1)(b), these Regulations do not apply in respect of

- (a) the waters set out in a licence permitting aquaculture; or
- (b) artificial waters
 - (i) that are not on a regional flood plain,
 - (ii) that lie wholly within the boundaries of privately owned land,
 - (iii) that have no connection or outflow to natural waters,
 - (iv) that contain water from surface run-off, natural springs, ground water or water pumped from a stream or lake,
 - (v) that are not composed of natural streams, and
 - (vi) into which fish supplied from either an aquaculture facility licensed under the provincial Act or a commercial fishing operation licensed under the provincial Act are released for non-commercial purposes.

Enregistrement
DORS/99-105 4 mars 1999

LOI SUR LES PÊCHES

Règlement modifiant le Règlement de pêche de l’Ontario de 1989

C.P. 1999-315 4 mars 1999

Sur recommandation du ministre des Pêches et des Océans et en vertu de l’article 43^a de la *Loi sur les pêches*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement de pêche de l’Ontario de 1989*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE PÊCHE DE L’ONTARIO DE 1989

MODIFICATIONS

1. (1) La définition de « Loi provinciale », au paragraphe 2(1) du *Règlement de pêche de l’Ontario de 1989*¹, est remplacée par ce qui suit :

« Loi provinciale » La *Loi de 1997 sur la protection du poisson et de la faune*, L.O. 1997, ch. 41 (*provincial Act*)

(2) Le paragraphe 2(1) du même règlement est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« longueur à la fourche » Distance mesurée de l’extrémité de la tête d’un poisson, geule fermée, au centre de la nageoire caudale. (*fork length*)

2. L’article 3 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

3. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le présent règlement s’applique à la pêche dans la province d’Ontario et au transport du poisson vivant pris dans les eaux de cette province.

(2) Sous réserve de l’alinéa 4(1)b), le présent règlement ne s’applique pas à la pêche effectuée :

- a) dans les eaux mentionnées dans un permis autorisant l’aquaculture;
- b) dans un plan d’eau artificiel :
 - (i) qui ne se trouve pas sur un lit majeur régional,
 - (ii) qui est situé entièrement dans les limites d’une propriété privée,
 - (iii) qui ne se déverse pas dans un plan d’eau naturel ni n’y est raccordé,
 - (iv) qui comporte des eaux provenant de l’égouttement des surfaces, de sources naturelles, de la nappe souterraine ou de l’eau pompée d’un ruisseau ou d’un lac,
 - (v) qui ne comporte pas d’eau provenant de petits cours d’eau naturels,
 - (vi) dans lequel du poisson provenant d’une installation d’aquaculture ou d’une entreprise de pêche commerciale faisant l’objet d’un permis délivré en vertu de la Loi provinciale est relâché à des fins non commerciales.

^a S.C. 1991, c. 1, s. 12

¹ SOR/89-93

^a L.C. 1991, ch. 1, art. 12

¹ DORS/89-93

(3) These Regulations do not apply in respect of the waters of national parks situated in the Province of Ontario where the *National Parks Fishing Regulations* apply.

3. The portion of subsection 10(1)² of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

10. (1) No person other than the holder of a Commercial Bait Licence, a Bait Dealer's Licence or any other licence that authorizes the culture of bait-fish shall catch and retain in one day or possess

4. The Regulations are amended by adding the following after section 10.1:

10.2 No person other than the holder of a Commercial Bait Licence or a Bait Dealer's Licence shall bring live leeches into Ontario for use as bait.

5. Subsection 11(2) of the Regulations is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a), by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) artificial lures when angling through the ice in the waters of Division 34.

6. Section 12.1³ of the Regulations is replaced by the following:

12.1 No person shall use smelt as bait, or possess smelt for use as bait, in Division 22, 22A, 24, 30, 31 or 32.

7. Section 18⁴ of the Regulations is replaced by the following:

18. (1) Subject to subsections (2) and (3), no person shall engage in angling through the ice with more than two lines.

(2) No person shall engage in angling through the ice with more than five lines at any time in the waters of Labyrinth Lake at approximate Latitude 48°14'N., Longitude 79°31'W. in the geographic Township of Ossian in the Territorial District of Timiskaming or in that portion of Waterhen Creek that is downstream of Access Road Bridge.

(3) No person shall engage in angling through the ice with more than one line in the waters set out in the table to this subsection.

(3) Le présent règlement ne s'applique pas aux eaux des parcs nationaux situés dans la province d'Ontario auxquelles s'applique le *Règlement sur la pêche dans les parcs nationaux*.

3. Le passage du paragraphe 10(1)² du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Il est interdit à quiconque n'est pas titulaire d'un permis de pêche commerciale d'appât, d'un permis de vente d'appât ou de tout autre permis qui autorise l'élevage du poisson-appât, de prendre et de garder, dans une même journée, ou d'avoir en sa possession :

4. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 10.1, de ce qui suit :

10.2 Il est interdit à quiconque n'est pas titulaire d'un permis de pêche commerciale d'appât ou d'un permis de vente d'appât d'introduire en Ontario des sangsues vivantes pour servir d'appât.

5. Le paragraphe 11(2) du même règlement est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) qu'un leurre artificiel pour la pêche à la ligne sous la glace dans les eaux de la division 34.

6. L'article 12.1³ du même règlement est remplacé par ce qui suit :

12.1 Il est interdit d'utiliser de l'éperlan comme appât, ou d'en avoir en sa possession à cette fin, dans les divisions 22, 22A, 24, 30, 31 et 32.

7. L'article 18⁴ du même règlement est remplacé par ce qui suit :

18. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), il est interdit de pêcher à la ligne sous la glace avec plus de deux lignes.

(2) Il est interdit de pêcher à la ligne sous la glace avec plus de cinq lignes dans les eaux du lac Labyrinth par environ 48°14' de latitude nord et 79°31' de longitude ouest, dans le canton géographique d'Ossian, district territorial de Timiskaming, ou dans la partie du ruisseau Waterhen qui se trouve en aval du pont du chemin Access.

TABLE

Item	Waters
1.	<i>Division 7</i> Dickey Lake (44°47'N., 77°44'W.) in the geographic Township of Lake, Grimsthorpe Lake (44°52'N., 77°24'W.) in the geographic Township of Grimsthorpe, and Thanet Lake (44°47'N., 77°46'W.) in the geographic Township of Lake, all in the County of Hastings.
2.	<i>Division 15</i> (1) Sucker Lake (44°46'N., 78°16'W.) in the geographic Township of Anstruther, Crystal Lake (44°46'N., 78°29'W.) in the geographic Township of Galway, Salmon Lake (44°49'N., 78°27'W.) in the geographic Township of Cavendish, Long Lake (44°41'N., 78°10'W.) in the geographic Township of Burleigh, and Loucks Lake (44°41'N., 78°14'W.) in the geographic Township of Burleigh, all in the County of Peterborough. (2) Cashel Lake (44°55'N., 77°33'W.) in the geographic Township of Cashel, Faraday Lake (45°04'N., 77°55'W.) in the geographic Township of Faraday, Limerick Lake (44°53'N., 77°37'W.) in the geographic Township of Limerick, Mephisto Lake (44°56'N., 77°35'W.) in the geographic Township of Cashel, Papineau Lake (45°21'N., 77°49'W.) in the geographic Townships of Bangor and Wicklow, Purdy Lake (45°21'N., 77°44'W.) in the geographic Township of Bangor, Limestone Lake (45°04'N., 77°34'W.) in the geographic Township of Mayo, Lake St. Peter (45°19'N., 78°02'W.) in the geographic Township of McClure, McKenzie Lake (45°22'N., 78°01'W.) in the geographic Township of McClure and in the geographic Township of Sabine in the Territorial District of Nipissing, and Wollaston Lake (44°51'N., 77°50'W.) in the geographic Township of Wollaston, all in the County of Hastings.

² SOR/94-730

³ SOR/95-589

⁴ SOR/97-248

² DORS/94-730

³ DORS/95-589

⁴ DORS/97-248

TABLE—*Continued*

Item	Waters
	Column I
	(3) Paudash Lake (44°58'N., 78°03'W.) in the geographic Township of Cardiff, Silent Lake (44°55'N., 78°04'W.) in the geographic Township of Cardiff, Art Lake (45°03'N., 78°27'W.) in the geographic Township of Dysart, Bob Lake (44°55'N., 78°47'W.) in the geographic Township of Anson, Boshkung Lake (45°04'N., 78°44'W.) in the geographic Township of Stanhope, Eagle Lake (45°08'N., 78°29'W.) in the geographic Township of Guilford, Esson Lake (45°01'N., 78°16'W.) in the geographic Township of Monmouth, Farquhar Lake (45°05'N., 78°12'W.) in the geographic Township of Harcourt, Grace Lake (45°04'N., 78°14'W.) in the geographic Townships of Harcourt and Dudley, Havelock Lake (45°17'N., 78°38'W.) in the geographic Township of Havelock, Johnson Lake (45°16'N., 78°37'W.) in the geographic Township of Havelock, Kashagawigamog Lake (44°59'N., 78°36'W.) in the geographic Township of Minden, Kushog Lake (45°04'N., 78°47'W.) in the geographic Township of Stanhope, Little Boshkung Lake (45°02'N., 78°44'W.) in the geographic Township of Minden, Long Lake (45°03'N., 78°22'W.) in the geographic Township of Dudley, Marsden Lake (45°14'N., 78°31'W.) in the geographic Townships of Guilford and Havelock, Miskwabi Lake (45°03'N., 78°19'W.) in the geographic Township of Dudley, Moose Lake (45°09'N., 78°28'W.) in the geographic Townships of Guilford and Harburn, Mountain Lake (44°59'N., 78°43'W.) in the geographic Township of Minden, Nunikani Lake (45°12'N., 78°44'W.) in the geographic Township of Sherborne, Raven Lake (45°12'N., 78°51'W.) in the geographic Township of Sherborne, St. Nora Lake (45°09'N., 78°50'W.) in the geographic Townships of Sherborne and Stanhope, Soyers Lake (45°01'N., 78°37'W.) in the geographic Township of Minden, Twelve Mile Lake (45°01'N., 78°43'W.) in the geographic Township of Minden, Bear Lake (45°20'N., 78°42'W.) in the geographic Township of Livingstone, Glamor Lake (44°57'N., 78°22'W.) in the geographic Township of Glamorgan, Gull Lake (44°51'N., 78°47'W.) in the geographic Township of Lutterworth, Koshlong Lake (44°58'N., 78°29'W.) in the geographic Township of Glamorgan, Moore Lake (44°47'N., 78°48'W.) in the geographic Township of Lutterworth, Clinto Lake (45°19'N., 78°52'W.) in the geographic Township of McClintock, Kawagama Lake (45°18'N., 78°45'W.) in the geographic Townships of Sherborne, McClintock, Havelock and Livingstone, Kimball Lake (45°21'N., 78°21'W.) in the geographic Township of Livingstone, Oxtongue Lake (45°22'N., 78°55'W.) in the geographic Township of McClintock, Clean Lake (45°15'N., 78°32'W.) in the geographic Township of Havelock, Eyre Lake (45°15'N., 78°30'W.) in the geographic Township of Eyre, Little Clean lake (45°15'N., 78°31'W.) in the geographic Township of Eyre, MacDonald Lake (45°14'N., 78°34'W.) in the geographic Township of Havelock, and Halls Lake (45°06'N., 78°45'W.) in the geographic Township of Stanhope, all in the County of Haliburton.
	(4) Paugh Lake (45°35'N., 77°42'W.) in the geographic Township of Burns, Round Lake (45°38'N., 77°30'W.) in the geographic Township of Richards, Kaminiskeg Lake (45°25'N., 77°41'W.) in the geographic Townships of Sherwood and Burns, Carson Lake (45°39'N., 77°45'W.) in the geographic Township of Jones, and Wendigo Lake (46°08'N., 78°17'W.) and Waterloo Lake (46°10'N., 78°11'W.) in the geographic Township of Clara, all in the County of Renfrew.
	(5) Bella Lake (45°26'N., 79°02'W.) in the geographic Township of Sinclair, Camp Lake (45°26'N., 78°55'W.) in the geographic Township of Finlayson, and Skeleton Lake (45°15'N., 79°27'W.) in the geographic Townships of Cardwell, Stephenson, Stisted and Watt, all in the District Municipality of Muskoka.
	(6) Aylen Lake (45°37'N., 77°51'W.) in the geographic Township of Dickens, Galeairy Lake (45°30'N., 78°17'W.) in the geographic Township of Airy, Lyell Lake (45°24'N., 77°57'W.) in the geographic Township of Lyell, Victoria Lake (45°37'N., 78°01'W.) in the geographic Townships of Murchison and Clancy, and McCauley Lake (45°33'N., 78°07'W.) in the geographic Townships of Airy and Murchison, all in the Territorial District of Nipissing.
	(7) Clear Lake (45°16'N., 79°47'W.) in the geographic Township of Humphrey, and Whitefish Lake (45°18'N., 79°47'W.) in the geographic Township of Humphrey, both in the Territorial District of Parry Sound.
3.	<i>Division 16</i>
	(1) The eastern portion of Parry Sound (known locally as Big Sound), being the waters of that part of the inner Big Sound of Georgian Bay, including Depot Harbour, Hay Bay and Parry Sound Harbour of eastern Georgian Bay, in the Territorial District of Parry Sound bounded on the west by a straight line drawn from Cadotte Point on the north shore of Parry Island to the most easterly extremity of Killbear Provincial Park; THENCE following the water's edge along the northwesterly, easterly and southerly shores past the town of Parry Sound to the bridge at Rose Point; THENCE in a straight line northwesterly under the bridge to Parry Island; THENCE following the water's edge to the place of beginning.
	(2) Georgian Bay immediately to the west of Parry Sound (known locally as Big Sound), being the waters of that part of eastern Georgian Bay in the Territorial District of Parry Sound, to the west of Parry Sound (Big Sound), and lying within lines described as follows: BEGINNING at Cyril Point; THENCE in a straight line southwesterly to the southernmost point of Spruce Island; THENCE southwesterly to the lighthouse located immediately north of the Nias Islands; THENCE southerly to the northernmost point of the westernmost island of the Nias Islands; THENCE southeasterly to the southernmost point of Rose Island; THENCE southwesterly to Liddon Point on Parry Island; THENCE southerly along the water's edge of the western shore of Parry Island to Oak Point; THENCE in a straight line northwesterly to the lighthouse on Jones Island; THENCE in a straight line northwesterly to the lighthouse on Gordon Rocks; THENCE in a straight line northwesterly to the most northerly point of Snake Island; THENCE northeasterly, in a straight line to the lighthouse on Snug Island; THENCE in a due west direction to shore; THENCE in a southerly and westerly direction along the water's edge to the place of beginning.
4.	<i>Division 29</i>
	(1) Lucky Lake (45°03'N., 77°01'W.) in the geographic Township of Miller, Brule Lake (45°03'N., 77°03'W.) in the geographic Township of Miller, and Palmerston Lake (45°01'N., 76°51'W.) in the geographic Townships of Palmerston and South Canonto, all in the County of Frontenac, Buckshot Lake (45°00'N., 77°04'W.) in the geographic Townships of Miller and Abinger in the Counties of Frontenac and Lennox and Addington.
	(2) Effingham Lake (45°00'N., 77°23'W.) and Rainy Lake (44°54'N., 77°20'W.) in the geographic Township of Effingham and Weslemkoon Lake (45°02'N., 77°25'W.), Barnard Lake (45°07'N., 77°28'W.), Crystal Lake (45°07'N., 77°28'W.) and Otter Lake (45°04'N., 77°23'W.) in the geographic Township of Ashby, all in the County of Lennox and Addington, and Mazinaw Lake (44°55'N., 77°12'W.) and Lower Mazinaw Lake (44°52'N., 77°10'W.) in the geographic Townships of Abinger and Barrie, in the Counties of Frontenac and Lennox and Addington.

(3) Il est interdit de pêcher à la ligne sous la glace avec plus d'une ligne dans les eaux visées au tableau du présent paragraphe.

TABLEAU

Article	Eaux
1.	<i>Division 7</i>
	Le lac Dickey (44°47'N., 77°44'O.) dans le canton géographique de Lake, le lac Grimsthorpe (44°52'N., 77°24'O.) dans le canton géographique de Grimsthorpe, et le lac Thanet (44°47'N., 77°46'O.) dans le canton géographique de Lake, tous dans le comté de Hastings.

TABLEAU (suite)

Colonne I	
Article	Eaux
2.	<i>Division 15</i>
(1)	Le lac Sucker (44°46'N., 78°16'O.) dans le canton géographique d'Anstruther, le lac Crystal (44°46'N., 78°29'O.) dans le canton géographique de Galway, le lac Salmon (44°49'N., 78°27'O.) dans le canton géographique de Cavendish, le lac Long (44°41'N., 78°10'O.) dans le canton géographique de Burleigh, et le lac Loucks (44°41'N., 78°14'O.) dans le canton géographique de Burleigh, tous dans le comté de Peterborough.
(2)	Le lac Cashel (44°55'N., 77°33'O.) dans le canton géographique de Cashel, le lac Faraday (45°04'N., 77°55'O.) dans le canton géographique de Faraday, le lac Limerick (44°53'N., 77°37'O.) dans le canton géographique de Limerick, le lac Mephisto (44°56'N., 77°35'O.) dans le canton géographique de Cashel, le lac Papineau (45°21'N., 77°49'O.) dans les cantons géographiques de Bangor et de Wicklow, le lac Purdy (45°21'N., 77°44'O.) dans le canton géographique de Bangor, le lac Limestone (45°04'N., 77°34'O.) dans le canton géographique de Mayo, le lac St. Peter (45°19'N., 78°02'O.) dans le canton géographique de McClure, le lac McKenzie (45°22'N., 78°01'O.) dans le canton géographique de McClure et dans le canton géographique de Sabine dans le district territorial de Nipissing, et le lac Wollaston (44°51'N., 77°50'O.) dans le canton géographique de Wollaston, tous dans le comté de Hastings.
(3)	Le lac Paudash (44°58'N., 78°03'O.) dans le canton géographique de Cardiff, le lac Silent (44°55'N., 78°04'O.) dans le canton géographique de Cardiff, le lac Art (45°03'N., 78°27'O.) dans le canton géographique de Dysart, le lac Bob (44°55'N., 78°47'O.) dans le canton géographique de Anson, le lac Boshkung (45°04'N., 78°44'O.) dans le canton géographique de Stanhope, le lac Eagle (45°08'N., 78°29'O.) dans le canton géographique de Guilford, le lac Esson (45°01'N., 78°16'O.) dans le canton géographique de Monmouth, le lac Farquhar (45°05'N., 78°12'O.) dans le canton géographique de Harcourt, le lac Grace (45°04'N., 78°14'O.) dans les cantons géographiques de Harcourt et de Dudley, le lac Havelock (45°17'N., 78°38'O.) dans le canton géographique de Havelock, le lac Johnson (45°16'N., 78°37'O.) dans le canton géographique de Havelock, le lac Kashagawigamog (44°59'N., 78°36'O.) dans le canton géographique de Minden, le lac Kushog (45°04'N., 78°47'O.) dans le canton géographique de Stanhope, le lac Little Boshkung (45°02'N., 78°44'O.) dans le canton géographique de Minden, le lac Long (45°03'N., 78°22'O.) dans le canton géographique de Dudley, le lac Marsden (45°14'N., 78°31'O.) dans les cantons géographiques de Guilford et de Havelock, le lac Miskwabi (45°03'N., 78°19'O.) dans le canton géographique de Dudley, le lac Moose (45°09'N., 78°28'O.) dans les cantons géographiques de Guilford et de Harburn, le lac Mountain (44°59'N., 78°43'O.) dans le canton géographique de Minden, le lac Nunikani (45°12'N., 78°44'O.) dans le canton géographique de Sherborne, le lac Raven (45°12'N., 78°51'O.) dans le canton géographique de Sherborne, le lac St. Nora (45°09'N., 78°50'O.) dans les cantons géographiques de Sherborne et de Stanhope, le lac Soyers (45°01'N., 78°37'O.) dans le canton géographique de Minden, le lac Twelve Mile (45°01'N., 78°43'O.) dans le canton géographique de Minden, le lac Bear (45°20'N., 78°42'O.) dans le canton géographique de Livingstone, le lac Glamor (44°57'N., 78°22'O.) dans le canton géographique de Glamorgan, le lac Gull (44°51'N., 78°47'O.) dans le canton géographique de Lutterworth, le lac Koshlong (44°58'N., 78°29'O.) dans le canton géographique de Glamorgan, le lac Moore (44°47'N., 78°48'O.) dans le canton géographique de Lutterworth, le lac Clinto (45°19'N., 78°52'O.) dans le canton géographique de McClintock, le lac Kawagama (45°18'N., 78°45'O.) dans les cantons géographiques de Sherborne, de McClintock, de Havelock et de Livingstone, le lac Kimball (45°21'N., 78°21'O.) dans le canton géographique de Livingstone, le lac Oxtongue (45°22'N., 78°55'O.) dans le canton géographique de McClintock, le lac Clean (45°15'N., 78°32'O.) dans le canton géographique de Havelock, le lac Eyre (45°15'N., 78°30'O.) dans le canton géographique de Eyre, le lac Little Clean (45°15'N., 78°31'O.) dans le canton géographique de Eyre, le lac MacDonald (45°14'N., 78°34'O.) dans le canton géographique de Havelock, et le lac Halls (45°06'N., 78°45'O.) dans le canton géographique de Stanhope, tous dans le comté de Haliburton.
(4)	Le lac Paugh (45°35'N., 77°42'O.) dans le canton géographique de Burns, le lac Round (45°38'N., 77°30'O.) dans le canton géographique de Richards, le lac Kaminskog (45°25'N., 77°41'O.) dans les cantons géographiques de Sherwood et de Burns, le lac Carson (45°39'N., 77°45'O.) dans le canton géographique de Jones, le lac Wendigo (46°08'N., 78°17'O.) et le lac Waterloo (46°10'N., 78°11'O.) dans le canton géographique de Clara, tous dans le comté de Renfrew.
(5)	Le lac Bella (45°26'N., 79°02'O.) dans le canton géographique de Sinclair, le lac Camp (45°26'N., 78°55'O.) dans le canton géographique de Finlayson, et le lac Skeleton (45°15'N., 79°27'O.) dans les cantons géographiques de Cardwell, de Stephenson, de Stisted et de Watt, tous dans la municipalité du district de Muskoka.
(6)	Le lac Ayleen (45°37'N., 77°51'O.) dans le canton géographique de Dickens, le lac Galeairy (45°30'N., 78°17'O.) dans le canton géographique de Airy, le lac Lyell (45°24'N., 77°57'O.) dans le canton géographique de Lyell, le lac Victoria (45°37'N., 78°01'O.) dans les cantons géographiques de Murchison et de Clancy, et le lac McCauley (45°33'N., 78°07'O.) dans les cantons géographiques de Airy et de Murchison, tous dans le district territorial de Nipissing.
(7)	Le lac Clear (45°16'N., 79°47'O.) et le lac Whitefish (45°18'N., 79°47'O.) dans le canton géographique de Humphrey, district territorial de Parry Sound.
3.	<i>Division 16</i>
(1)	La partie est de Parry Sound (connue localement sous le nom de Big Sound), soit les eaux formant la partie intérieure de Big Sound, dans la baie Georgienne, y compris Depot Harbour, la baie Hay et le port de Parry Sound du côté est de la baie Georgienne, district territorial de Parry Sound, limitées à l'ouest par une ligne droite tirée de la pointe Cadotte sur la rive nord de l'île Parry jusqu'à l'extrémité la plus à l'est du parc provincial Killbear; de là, suivant le bord de l'eau, le long des rives nord-ouest, est et sud, au delà de la ville de Parry Sound jusqu'au pont de la pointe Rose; de là, en ligne droite, en direction nord-ouest sous le pont jusqu'à l'île Parry; de là, le long du bord de l'eau jusqu'au point de départ.
(2)	La baie Georgienne, immédiatement à l'ouest de Parry Sound (connue localement sous le nom de Big Sound) soit les eaux formant la partie est de la baie Georgienne, dans le district territorial de Parry Sound, à l'ouest de Parry Sound (Big Sound), et situées à l'intérieur des lignes décrites comme suit : commençant à la pointe Cyril; de là, en ligne droite, en direction sud-ouest jusqu'au point le plus au sud de l'île Spruce; de là, en direction sud-ouest jusqu'au phare situé immédiatement au nord des îles Nias; de là, en direction sud jusqu'au point le plus au nord de l'île la plus à l'ouest des îles Nias; de là, en direction sud-est jusqu'au point le plus au sud de l'île Rose; de là, en direction sud-ouest jusqu'à la pointe Liddon sur l'île Parry; de là, en direction sud, le long du bord de l'eau sur la rive ouest de l'île Parry jusqu'à la pointe Oak; de là, en ligne droite, en direction nord-ouest jusqu'au phare de l'île Jones; de là, en ligne droite, en direction nord-ouest jusqu'au phare de Gordon Rocks; de là, en ligne droite, en direction nord-ouest jusqu'au point le plus au nord de l'île Snake; de là, en ligne droite, en direction nord-est jusqu'au phare de l'île Snug; de là, en direction franc ouest jusqu'à la rive; de là, en direction sud et ouest le long du bord de l'eau jusqu'au point de départ.
4.	<i>Division 29</i>
(1)	Le lac Lucky (45°03'N., 77°01'O.) dans le canton géographique de Miller, le lac Brule (45°03'N., 77°03'O.) dans le canton géographique de Miller, et le lac Palmerston (45°01'N., 76°51'O.) dans les cantons géographiques de Palmerston et de South Canonto, tous dans le comté de Frontenac, le lac Buckshot (45°00'N., 77°04'O.) dans les cantons géographiques de Miller et d'Abinger, dans les comtés de Frontenac, de Lennox et d'Addington.
(2)	Le lac Effingham (45°00'N., 77°23'O.) et le lac Rainy (44°54'N., 77°20'O.) dans le canton géographique d'Effingham, et le lac Weslemkoon (45°02'N., 77°25'O.), le lac Barnard (45°07'N., 77°28'O.), le lac Crystal (45°07'N., 77°28'O.) et le lac Otter (45°04'N., 77°23'O.) dans le canton géographique de Ashby, tous dans le comté de Lennox et d'Addington, et le lac Mazinan (44°55'N., 77°12'O.) et le lac Lower Mazinan (44°52'N., 77°10'O.) dans les cantons géographiques d'Abinger et de Barrie, dans les comtés de Frontenac, de Lennox et d'Addington.

8. (1) Item 1 of the table to subsection 20(4) of the Regulations is amended by adding the following after subitem (5):

Column I		Column II
Item	Waters	Period
1.	(6) The waters of that part of the Grand River in Wellington County and the Regional Municipality of Waterloo (a) between 100 m downstream of Pilkington 2nd Line Bridge, Pilkington Township, and 100 m upstream of the boundary of Pilkington and Woolwich Townships, and (b) between 100 m downstream of the boundary of Pilkington and Woolwich Townships, Woolwich Township, and 100 m upstream of the Highway 86 bridge.	January 1 to December 31

(2) Item 6⁴ of the table to subsection 20(4) of the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Waters	Period
6.	Division 34	January 1 to December 31
7.	Borealis Lake (49°01'N., 86°44'W.)	January 1 to December 31
8.	Wylie Lake (49°02'N., 86°45'W.)	January 1 to December 31
9.	Lake St. Joseph (51°05'N., 90°35'W.)	January 1 to December 31

9. (1) Item 3³ of the table to subsection 21(2) of the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Licence	Species of Fish
3.	Non-resident Sport Fishing Licence	Smelt, northern pike, coarse fish, carp and sucker

(2) Subsection 21(4)⁵ of the Regulations is replaced by the following:

(4) The holder of a Resident Sport Fishing Licence may take bait-fish by means of a bait-fish trap the length of which does not exceed 51 cm and the diameter of which does not exceed 31 cm.

10. Sections 23.01⁴ and 23.02⁴ of the Regulations are replaced by the following:

23.01 No person shall use for retaining fish in Division 34,

- (a) stringers;
- (b) impounding devices; or
- (c) live holding boxes, unless the boxes form part of or are attached to the boat.

23.02 No person shall possess any live brook trout or lake trout taken by angling from the waters of Division 34.

11. (1) The portion of subsection 24(1)⁵ of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

24. (1) Subject to subsections (2) to (4), no person other than a person engaged in commercial fishing shall catch and retain in any day or at any time possess

8. (1) L'article 1 du tableau du paragraphe 20(4) du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Eaux	Période
1.	(6) Les eaux de la partie de la rivière Grand situées dans le comté de Wellington et la municipalité régionale de Waterloo : a) comprises entre un point situé à 100 m en aval du pont de la 2 ^e ligne Pilkington et un point situé à 100 m en amont de la limite des comtés de Pilkington et de Woolwich b) comprises entre un point situé à entre 100 m en aval de la limite des comtés de Pilkington et de Woolwich et un point situé à 100 m en amont du pont de la route 86	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

(2) L'article 6⁴ du tableau du paragraphe 20(4) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Eaux	Période
6.	Division 34	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
7.	Le lac Borealis (49°01'N., 86°44'O.)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
8.	Le lac Wylie (49°02'N., 86°45'O.)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
9.	Le lac St. Joseph (51°05'N., 90°35'O.)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

9. (1) L'article 3³ du tableau du paragraphe 21(2) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Permis	Espèce de poisson
3.	Permis de pêche sportive pour non-résident	Éperlan, grand brochet, poisson commun, carpe et meunier

(2) Le paragraphe 21(4)⁵ du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(4) Le titulaire d'un permis de pêche sportive pour résident peut prendre du poisson-appât au moyen d'un piège à poisson-appât dont la longueur n'exécède pas 51 cm et dont le diamètre n'exécède pas 31 cm.

10. Les articles 23.01⁴ et 23.02⁴ du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

23.01 Il est interdit d'utiliser, pour garder le poisson dans la division 34 :

- a) des chaînes ou cordes à poissons;
- b) des dispositifs de capture;
- c) des viviers, sauf s'ils font partie intégrante d'un bateau ou s'ils sont fixés à celui-ci.

23.02 Il est interdit d'avoir en sa possession de l'omble de fontaine ou du touladi vivants pêchés à la ligne dans les eaux de la division 34.

11. (1) Le passage du paragraphe 24(1)⁵ du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

24. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), il est interdit à toute personne, sauf celle qui pratique la pêche commerciale, de prendre et de garder, dans une même journée, ou d'avoir en sa possession :

⁵ SOR/94-295

⁵ DORS/94-295

(2) Paragraph 24(2)(f)⁴ of the Regulations is replaced by the following:

(f) 100 yellow perch in the aggregate from the waters of the St. Lawrence River and Lake St. Francis in Division 12A, or the waters in Lancaster and Charlottenburgh Townships and the City of Cornwall in Division 9.

(3) The portion of subsection 24(3)⁵ of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Subject to subsection (4), no person engaged in sport fishing under the authority of a Conservation Licence shall catch and retain in any day or at any time possess

(4) Subsection 24(4)⁵ of the Regulations is replaced by the following:

(4) No person engaged in sport fishing under the authority of a Conservation Licence shall catch and retain in one day more than

(a) 25 yellow perch in the aggregate from the waters of the tributaries of Lake Simcoe in Division 4, Lake Couchiching (44°40'N., 79°22'W.) in Division 4, Division 5, and the tributaries of Lake Simcoe in the County of Simcoe and the Regional Municipality of Durham in Division 6; or

(b) 50 yellow perch in the aggregate from the waters of Division 12A, and the waters in Lancaster and Charlottenburgh Townships and the City of Cornwall in Division 9.

(5) For the purposes of subsections (1) to (4), fish caught and retained by, or in the possession of, a person under 18 years of age who is engaged in fishing under the authority of a licence held by another person shall be considered to be caught and retained by, or in the possession of, the licence holder.

12. Item 2⁴ of the table to section 24.1 of the Regulations is replaced by the following:

Item	Waters
2.	The waters of Division 12A, and the waters in Lancaster and Charlottenburgh Townships and the City of Cornwall in Division 9.

13. The Regulations are amended by adding the following after section 24.1:

24.2 No person who is engaged in sport fishing whether from shore, in a vessel, or through the ice in the waters in Charlottenburgh and Lancaster Townships and the city of Cornwall in Division 9 shall possess more yellow perch than the daily fishing quota for that species.

14. Section 32 of the Regulations is replaced by the following:

32. No person shall engage in commercial fishing by means of a bait-fish trap that is not legibly marked with the name of the holder of the Commercial Bait Licence under which the trap is being used.

15. Paragraph 36(1)(c) of the Regulations is replaced by the following:

(c) the fishing gear that may be used and the rule or gauge used to measure the gear;

(2) L'alinéa 24(2)(f)⁴ du même règlement est remplacé par ce qui suit :

f) plus de 100 perchaudes au total provenant des eaux du fleuve Saint-Laurent et du lac St-Francis dans la division 12A ou des eaux des cantons de Lancaster et de Charlottenburgh et de la ville de Cornwall dans la division 9.

(3) Le passage du paragraphe 24(3)⁵ du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), il est interdit à quiconque pratique la pêche sportive aux termes d'un permis écologique de prendre et de garder, dans une même journée, ou d'avoir en sa possession :

(4) Le paragraphe 24(4)⁵ du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(4) Il est interdit à quiconque pratique la pêche sportive aux termes d'un permis écologique de prendre et de garder, dans une même journée :

a) plus de 25 perchaudes au total provenant des eaux tributaires du lac Simcoe dans la division 4, du lac Couchiching (44°40'N., 79°22'O.) dans la division 4, et de la division 5, et des eaux tributaires du lac Simcoe dans le comté de Simcoe et la municipalité régionale de Durham dans la division 6;

b) plus de 50 perchaudes au total provenant des eaux de la division 12A et de celles de la division 9 dans les cantons de Lancaster et de Charlottenburgh et de la ville de Cornwall.

(5) Pour l'application des paragraphes (1) à (4), lorsqu'une personne âgée de moins de 18 ans pêche aux termes du permis dont une autre personne est titulaire, les poissons qu'elle prend et garde ou qui sont en sa possession sont considérés comme ayant été pris et gardés par le titulaire du permis ou comme étant en sa possession.

12. L'article 2⁴ du tableau de l'article 24.1 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Article	Eaux
2.	Les eaux de la division 12A et celles des cantons de Lancaster et de Charlottenburgh et de la ville de Cornwall dans la division 9.

13. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 24.1, de ce qui suit:

24.2 Il est interdit à quiconque pratique la pêche sportive, que ce soit à partir de la rive ou d'un bateau, ou sous la glace, dans les eaux des cantons de Lancaster et de Charlottenburgh et de la ville de Cornwall dans la division 9, d'avoir en sa possession un nombre de perchaudes supérieur au contingent quotidien fixé pour celles-ci.

14. L'article 32 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

32. Il est interdit de pratiquer la pêche commerciale au moyen d'un piège à poisson-appât qui ne porte pas de façon lisible le nom du titulaire du permis de pêche commerciale d'appât aux termes duquel le piège est utilisé.

15. L'alinéa 36(1)(c) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

c) les engins de pêche qui peuvent être utilisés et la règle ou la jauge utilisée pour les mesurer;

16. Paragraph 36.1(2)(c)⁶ of the Regulations is replaced by the following:

(c) the fishing gear that may be used and the rule or gauge used to measure the gear;

17. The definition “Director”⁵ in subsection 36.2(1) of the Regulations is replaced by the following:

“Director” means the Director of Fish and Wildlife of the Ontario Ministry of Natural Resources; (*directeur*)

18. (1) Subparagraph 1(6)(c)(ii)⁷ of Part I of Schedule III to the Regulations is repealed.

(2) Item 1 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
1.	(12.1) Division 12A (22.1) Division 22A (34) Division 34	(12.1) 1 (22.1) 1 (34) 1	(12.1) n/a (22.1) n/a (34) n/a	(12.1) Dec. 24 (22.1) Oct. 11 to Dec. 31 (34) Oct. 11 to Dec. 31

(2) Les colonnes II à V de l'article 1 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
1.	(12.1) Les eaux de la division 12A (22.1) Les eaux de la division 22A (34) Les eaux de la division 34	(12.1) 1 (22.1) 1 (34) 1	(12.1) s/o (22.1) s/o (34) s/o	(12.1) le 24 décembre (22.1) du 11 octobre au 31 décembre (34) du 11 octobre au 31 décembre

19. (1) Item 3 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following after subitem (12):

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
3.	(12.1) Division 12A	(12.1) 5	(12.1) n/a	(12.1) Dec. 24

19. (1) Les colonnes II à V de l'article 3 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, après le paragraphe (12), de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
3.	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 5	(12.1) s/o	(12.1) le 24 décembre

(2) The portion of paragraphs 3(19)(e) and (f) of Part I of Schedule III to the Regulations in column II⁷ is replaced by the following:

	Column II
Item	Waters
3.	(19)(e) Paint Lake (48°32'N., 85°21'W.), Newcombe Lake (48°29'N., 84°53'W.), One Island Lake (48°27'N., 85°30'W.), Rock Lake (48°30'N., 84°34'W.), and the portion of the Kabinakagami River and all its tributary lakes and streams in the Townships of McGowan, Broughton, Atkinson, Cooper, Doucett, Nameigos and Mosambik, in the Territorial District of Algoma (f) All those waters in the Territorial Districts of Algoma and Cochrane lying within a line described as follows: BEGINNING at the intersection of the west bank of the Kabinakagami River and the south boundary of the geographic Township of McFarlan; THENCE westerly along the southern boundary of the geographic Townships of McFarlan, Dowsley, Newlands and Elgie; THENCE northerly along the western boundary of the geographic Townships of Elgie and Frost; THENCE westerly along the southern boundary of the geographic Township of Mercer; THENCE northerly along the western boundary of the geographic Townships of Mercer, Kohler, Shuvel and Burrell to the northwest corner of the geographic Township of Burrell; THENCE westerly along the northern boundary of the geographic Township of Bicknell to the northwestern corner of that geographic Township; THENCE northerly to the 7th baseline; THENCE easterly along the 7th baseline to the west bank of the Nagagami River; THENCE southerly along the edge of the Nagagami River to the Kabinakagami River; THENCE along the water's edge to the west bank of the Kabinakagami River to the place of beginning.

⁶ SOR/90-229

⁷ SOR/93-119

⁶ DORS/90-229

⁷ DORS/93-119

(2) La colonne II⁷ des alinéas 3(19)e) et f) de la partie I de l'annexe III du même règlement est remplacée par ce qui suit :**Colonne II****Article Eaux**

3. (19)e) le lac Paint (48°32'N., 85°21'O.), le lac Newcombe (48°29'N., 84°53'O.), le lac One Island (48°27'N., 85°53'O.), le lac Rock (48°30'N., 84°34'O.), et la partie de la rivière Kabinakagami et tous les lacs et ruisseaux qui lui sont tributaires dans les cantons de McGowan, Broughton, Atkinson, Cooper, Doucett, Nameigos et Mosambik dans le district territorial d'Algoma
- f) toutes les eaux des districts territoriaux d'Algoma et de Cochrane qui se trouvent en deçà d'une ligne décrite comme suit : commençant à l'intersection de la rive ouest de la rivière Kabinakagami et de la limite sud du canton géographique de McFarlan; de là, vers l'ouest le long de la limite sud des cantons géographiques de McFarlan, Dowsley, Newlands et Elgie; de là, vers le nord le long de la limite ouest des cantons géographiques d'Elgie et de Frost; de là, vers l'ouest le long de la limite sud du canton géographique de Mercer; de là, vers le nord le long de la limite ouest des cantons géographiques de Mercer, Kohler, Shuvel et Burrell jusqu'au coin nord-ouest du canton géographique de Burrell; de là, vers l'ouest le long de la limite nord du canton géographique de Bicknell jusqu'au coin nord-ouest de ce canton; de là, vers le nord jusqu'à la 7^e ligne de base; de là, vers l'est le long de la 7^e ligne de base jusqu'à la rive ouest de la rivière Nagagami; de là, vers le sud le long de la rive de la rivière Nagagami jusqu'à la rivière Kabinakagami; de là, le long de la rive jusqu'à la rive ouest de la rivière Kabinakagami jusqu'au point de départ

(3) Item 3 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
3.	(22.1) Division 22A (34) Division 34	(22.1) 5 (34) 2	(22.1) n/a (34) 0 to 46 cm	(22.1) Dec. 24 (34) Sept. 16 to the Friday preceding the last Saturday in April

(3) Les colonnes II à V de l'article 3 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
3.	(22.1) Les eaux de la division 22A (34) Les eaux de la division 34	(22.1) 5 (34) 2	(22.1) s/o (34) 0 à 46 cm	(22.1) le 24 décembre (34) du 16 septembre au vendredi précédant le dernier samedi d'avril

20. Item 4 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Colonne V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
4.	(12.1) Division 12A (22.1) Division 22A (34) Division 34	(12.1) 5 (22.1) 5 (34) 5	(12.1) n/a (22.1) n/a (34) n/a	(12.1) Dec. 24 (22.1) Sept. 16 to Dec. 31 (34) Sept. 16 to Dec. 31

20. Les colonnes II à V de l'article 4 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
4.	(12.1) Les eaux de la division 12A (22.1) Les eaux de la division 22A (34) Les eaux de la division 34	(12.1) 5 (22.1) 5 (34) 5	(12.1) s/o (22.1) s/o (34) s/o	(12.1) le 24 décembre (22.1) du 16 septembre au 31 décembre (34) du 16 septembre au 31 décembre

21. Item 5 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Items	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
5.	(12.1) Division 12A (22.1) Division 22A (34) Division 34	(12.1) 30 (22.1) 30 (34) 5	(12.1) n/a (22.1) n/a (34) n/a	(12.1) n/a (22.1) Dec. 24 (34) Dec. 24

21. Les colonnes II à V de l'article 5 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
5.	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 30	(12.1) s/o	(12.1) s/o
	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 30	(22.1) s/o	(22.1) le 24 décembre
	(34) Les eaux de la division 34	(34) 5	(34) s/o	(34) le 24 décembre

22. Item 6 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
6.	(12.1) Division 12A	(12.1) 2	(12.1) n/a	(12.1) Dec. 24
	(22.1) Division 22A	(22.1) 2	(22.1) n/a	(22.1) Oct. 1 to Dec. 31
	(34) Division 34	(34) 2, not more than one of which is greater than 70 cm in length	(34) n/a	(34) Oct. 1 to the last day of February

22. Les colonnes II à V de l'article 6 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
6.	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 2	(12.1) s/o	(12.1) le 24 décembre
	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 2	(22.1) s/o	(22.1) du 1 ^{er} octobre au 31 décembre
	(34) Les eaux de la division 34	(34) 2, dont au plus 1 mesure plus de 70 cm	(34) s/o	(34) du 1 ^{er} octobre au dernier jour de février

23. Item 7 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
7.	(12.1) Division 12A	(12.1) 6	(12.1) n/a	(12.1) April 1 to the Friday preceding the last Saturday in June
	(22.1) Division 22A	(22.1) 6	(22.1) n/a	(22.1) Dec. 24
	(34) Division 34	(34) 6	(34) n/a	(34) Dec. 24

23. Les colonnes II à V de l'article 7 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
7.	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 6	(12.1) s/o	(12.1) du 1 ^{er} avril au vendredi précédant le dernier samedi de juin
	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 6	(22.1) s/o	(22.1) le 24 décembre
	(34) Les eaux de la division 34	(34) 6	(34) s/o	(34) le 24 décembre

24. (1) The portion of subitem 8(12) of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V⁷ is replaced by the following:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
8.	(12) Division 12	(12) 1	(12) 0 to 104 cm fork length	(12) Dec. 1 to the Thursday preceding the third Friday in June
	(12.1) Division 12A	(12.1) 2	(12.1) 0 to 112 cm	(12.1) Dec. 1 to the Friday preceding the third Saturday in June

24. (1) Les colonnes II à V⁷ du paragraphe 8(12) de la partie I de l'annexe III du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
8.	(12) Les eaux de la division 12	(12) 1	(12) 0 à 104 cm de longueur à la fourche	(12) du 1 ^{er} décembre au jeudi précédant le troisième vendredi de juin
	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 2	(12.1) 0 à 112 cm	(12.1) du 1 ^{er} décembre au vendredi précédant le troisième samedi de juin

(2) Item 8 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
8.	(22.1) Division 22A	(22.1) 2	(22.1) 0 to 102 cm	(22.1) Dec. 1 to the Friday preceding the third Saturday in June
	(34) Division 34	(34) 2	(34) 0 to 86 cm	(34) Dec. 24

(2) Les colonnes II à V de l'article 8 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
8.	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 2	(22.1) 0 à 102 cm	(22.1) du 1 ^{er} décembre au vendredi précédant le troisième samedi de juin
	(34) Les eaux de la division 34	(34) 2	(34) 0 à 86 cm	(34) le 24 décembre

25. (1) The portion of subitem 9(3) of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V⁷ is replaced by the following:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
9.	(3)(a) Division 3, except the waters set out in paragraph (b)	(3)(a) 6	(3)(a) n/a	(3)(a) n/a
	(b) All that part of the Grand River and its tributaries in Division 3, downstream of the Onondaga and Tuscarora Township line to the edge of Lake Erie	(b) n/a	(b) n/a	(b) March 1 to the Friday preceding the second Saturday in May

25. (1) Les colonnes II à V⁷ du paragraphe 9(3) de la partie I de l'annexe III du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
9.	(3)(a) Les eaux de la division 3, à l'exclusion des eaux visées à l'alinéa b)	(3)(a) 6	(3)(a) s/o	(3)(a) s/o
	b) la partie de la rivière Grand et de ses tributaires située dans la division 3, en aval de la limite des cantons d'Onondaga et de Tuscarora jusqu'à la rive du lac Érié	b) s/o	b) s/o	b) du 1 ^{er} mars au vendredi précédant le deuxième samedi de mai

(2) The portion of subitem 9(12) of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V⁷ is replaced by the following:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
9.	(12) Division 12	(12) 6	(12) n/a	(12) April 1 to the Thursday preceding the second Friday in May
	(12.1) Division 12A	(12.1) 6	(12.1) n/a	(12.1) Dec. 24

(2) Les colonnes II à V⁷ du paragraphe 9(12) de la partie I de l'annexe III du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
9.	(12) Les eaux de la division 12	(12) 6	(12) s/o	(12) du 1 ^{er} avril au jeudi précédant le deuxième vendredi de mai
	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 6	(12.1) s/o	(12.1) le 24 décembre

(3) The portion of paragraph 9(18)(c) of Part I of Schedule III to the Regulations in column II⁷ is replaced by the following:

	Column II
Item	Waters
9.	(18)(c) Kinniwabi Lake (47°55'N., 84°20'W.)

(3) La colonne II⁷ de l'alinéa 9(18)c) de la partie I de l'annexe III du même règlement est remplacée par ce qui suit :

	Article	Colonne II
		Eaux
9.	(18)(c)	Les eaux du lac Kinniwabi (47°55'N., 84°20'O.)

(4) Item 9 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
9.	(22.1) Division 22A	(22.1) 6, not more than one of which is greater than 70 cm in length	(22.1) n/a	(22.1) April 15 to the Friday preceding the third Saturday in May
	(34) Division 34, including the tributaries up to the first barrier to migration, the waters on the islands, Bonner Lake (49°26'N., 88°17'W.), Little Bonner Lake (49°24'N., 88°16'W.), and Jackpot Lake (49°44'N., 89°06'W.)	(34) 4, not more than one of which is greater than 70 cm in length	(34) n/a	(34) April 15 to the Friday preceding the third Saturday in May

(4) Les colonnes II à V de l'article 9 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
9.	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 6, dont au plus 1 mesure plus de 70 cm	(22.1) s/o	(22.1) du 15 avril au vendredi précédant le troisième samedi de mai
	(34) Les eaux de la division 34, y compris les tributaires jusqu'au 1 ^{er} barrage de migration, les eaux sur les îles, le lac Bonner (49°26'N., 88°17'O.), le lac Little Bonner (49°24'N., 88°16'O.) et le lac Jackpot (49°44'N., 89°06'O.)	(34) 4, dont au plus 1 mesure plus de 70 cm	(34) s/o	(34) du 15 avril au vendredi précédant le troisième samedi de mai

26. (1) Subparagraph 10(6)(c)(iii)⁷ of Part I of Schedule III to the Regulations is repealed.

26. (1) Le sous-alinéa 10(6)c)(iii)⁷ de la partie I de l'annexe III du même règlement est abrogé.

(2) Item 10 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
10.	(12.1) Division 12A	(12.1) 5	(12.1) n/a	(12.1) Dec. 24
	(22.1) Division 22A	(22.1) 5	(22.1) n/a	(22.1) Dec. 24
	(34) Division 34	(34) 5	(34) n/a	(34) Dec. 24

(2) Les colonnes II à V de l'article 10 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Article	Colonne II Eaux	Colonne III Contingent	Colonne IV Limite de longueur	Colonne V Période de fermeture de pêche à la ligne
10.	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 5	(12.1) s/o	(12.1) le 24 décembre
	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 5	(22.1) s/o	(22.1) le 24 décembre
	(34) Les eaux de la division 34	(34) 5	(34) s/o	(34) le 24 décembre

27. Item 11 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

Item	Column II Waters	Column III Fishing Quota	Column IV Length Limits	Column V Angling Close Time
11.	(12.1) Division 12A	(12.1) 5	(12.1) n/a	(12.1) Dec. 24
	(22.1) Division 22A	(22.1) 5	(22.1) n/a	(22.1) Dec. 24
	(34) Division 34	(34) 5	(34) n/a	(34) Dec. 24

27. Les colonnes II à V de l'article 11 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Article	Colonne II Eaux	Colonne III Contingent	Colonne IV Limite de longueur	Colonne V Période de fermeture de pêche à la ligne
11.	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 5	(12.1) s/o	(12.1) le 24 décembre
	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 5	(22.1) s/o	(22.1) le 24 décembre
	(34) Les eaux de la division 34	(34) 5	(34) s/o	(34) le 24 décembre

28. Item 12 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

Item	Column II Waters	Column III Fishing Quota	Column IV Length Limits	Column V Angling Close Time
12.	(12.1) Division 12A	(12.1) 6	(12.1) n/a	(12.1) April 1 to the Friday preceding the second Saturday in May
	(22.1) Division 22A	(22.1) 6, not more than one of which is greater than 50 cm in length	(22.1) n/a	(22.1) April 15 to the Friday preceding the third Saturday in May
	(34) Division 34, including the tributaries up to the first barrier to migration, the waters on the islands, Bonner Lake (49°26'N, 88°17'W), Little Bonner Lake (49°24'N., 88°16'W.), and Jackpot Lake (49°44'N., 89°06'W.)	(34) 6	(34) n/a	(34) April 15 to June 9

28. Les colonnes II à V de l'article 12 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Article	Colonne II Eaux	Colonne III Contingent	Colonne IV Limite de longueur	Colonne V Période de fermeture de pêche à la ligne
12.	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 6	(12.1) s/o	(12.1) du 1 ^{er} avril au vendredi précédant le deuxième samedi de mai
	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 6, dont au plus 1 mesure plus de 50 cm	(22.1) s/o	(22.1) du 15 avril au vendredi précédant le troisième samedi de mai
	(34) Les eaux de la division 34, y compris les tributaires jusqu'au 1 ^{er} barrage de migration, les eaux sur les îles, le lac Bonner (49°26'N., 88°17'O.), le lac Little Bonner (49°24'N., 88°16'O.) et le lac Jackpot (49°44'N., 89°06'O.)	(34) 6	(34) s/o	(34) du 15 avril au 9 juin

29. Item 13 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
13.	(12.1) Division 12A	(12.1) 6	(12.1) n/a	(12.1) April 1 to the Friday preceding the last Saturday in June
	(22.1) Division 22A	(22.1) 6	(22.1) n/a	(22.1) Dec. 24
	(34) Division 34	(34) 6	(34) n/a	(34) Dec. 24

29. Les colonnes II à V de l'article 13 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
13.	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 6	(12.1) s/o	(12.1) du 1 ^{er} avril au vendredi précédant le dernier samedi de juin
	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 6	(22.1) s/o	(22.1) le 24 décembre
	(34) Les eaux de la division 34	(34) 6	(34) s/o	(34) le 24 décembre

30. (1) The portion of subitem 14(12) of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V⁷ is replaced by the following:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
14.	(12) Division 12	(12) 2	(12) n/a	(12) October 1 to the Thursday preceding the last Friday in May
	(12.1) Division 12A	(12.1) 5	(12.1) n/a	(12.1) Dec. 24

30. (1) Les colonnes II à V⁷ du paragraphe 14(12) de la partie I de l'annexe III du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
14.	(12) Les eaux de la division 12	(12) 2	(12) s/o	(12) du 1 ^{er} octobre au jeudi précédant le dernier vendredi de mai
	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 5	(12.1) s/o	(12.1) le 24 décembre

(2) Item 14 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
14.	(22.1) Division 22A	(22.1) 5	(22.1) n/a	(22.1) Oct. 1 to Dec. 31
	(34) Division 34	(34) 5	(34) n/a	(34) Oct. 1 to Dec. 31

(2) Les colonnes II à V de l'article 14 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
14.	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 5	(22.1) s/o	(22.1) du 1 ^{er} octobre au 31 décembre
	(34) Les eaux de la division 34	(34) 5	(34) s/o	(34) du 1 ^{er} octobre au 31 décembre

31. (1) The portion of subitem 15(12) of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V⁷ is replaced by the following:

	Column II	Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
15.	(12) Division 12	(12) 1	(12) n/a	(12) November 1 to June 14
	(12.1) Division 12A	(12.1) 0	(12.1) n/a	(12.1) Jan. 1 to Dec. 31

31. (1) Les colonnes II à V⁷ du paragraphe 15(12) de la partie I de l'annexe III du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Article	Colonne II Eaux	Colonne III Contingent	Colonne IV Limite de longueur	Colonne V Période de fermeture de pêche à la ligne
15.	(12) Les eaux de la division 12 (12.1) Les eaux de la division 12A	(12) 1 (12.1) 0	(12) s/o (12) s/o	(12) du 1 ^{er} novembre au 14 juin (12.1) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

(2) Item 15 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

Item	Column II Waters	Column III Fishing Quota	Column IV Length Limits	Column V Angling Close Time
15.	(22.1) Division 22A (34) Division 34	(22.1) 1 (34) 1	(22.1) 0 to 114 cm (34) n/a	(22.1) May 16 to June 29 (34) May 15 to June 14

(2) Les colonnes II à V de l'article 15 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Article	Colonne II Eaux	Colonne III Contingent	Colonne IV Limite de longueur	Colonne V Période de fermeture de pêche à la ligne
15.	(22.1) Les eaux de la division 22A (34) Les eaux de la division 34	(22.1) 1 (34) 1	(22.1) 0 à 114 cm (34) s/o	(22.1) du 16 mai au 29 juin (34) du 15 mai au 14 juin

32. Item 16 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

Item	Column II Waters	Column III Fishing Quota	Column IV Length Limits	Column V Angling Closing Time
16.	(12.1) Division 12A (22.1) Division 22A (34) Division 34, including the tributaries up to the first barrier to migration, the waters on the islands, Bonner Lake (49°26'N., 88°17'W.), Little Bonner Lake (49°24'N., 88°16'W.) and Jackpot Lake (49°44'N., 89°06'W.)	(12.1) 6 (22.1) 6, not more than one of which is greater than 50 cm in length (34) 6	(12.1) n/a (22.1) n/a (34) n/a	(12.1) April 1 to the Friday preceding the last Saturday in May (22.1) April 15 to the Friday preceding the third Saturday in May (34) April 15 to June 9

32. Les colonnes II à V de l'article 16 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Article	Colonne II Eaux	Colonne III Contingent	Colonne IV Limite de longueur	Colonne V Période de fermeture de pêche à la ligne
16.	(12.1) Les eaux de la division 12A (22.1) Les eaux de la division 22A (34) Les eaux de la division 34, y compris les tributaires jusqu'au 1 ^{er} barrage de migration, les eaux sur les îles, le lac Bonner (49°26'N., 88°17'O.), le lac Little Bonner (49°24'N., 88°16'O.) et le lac Jackpot (49°44'N., 89°06'O.)	(12.1) 6 (22.1) 6, dont au plus 1 mesure plus de 50 cm (34) 6	(12.1) s/o (22.1) s/o (34) s/o	(12.1) du 1 ^{er} avril au vendredi précédant le dernier samedi de mai (22.1) du 15 avril au vendredi précédant le troisième samedi de mai (34) du 15 avril au 9 juin

33. Item 17 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

Item	Column II Waters	Column III Fishing Quota	Column IV Length Limits	Column V Angling Closing Time
17.	(12.1) Division 12A (22.1) Division 22A (34) Division 34	(12.1) 25 (22.1) 25 (34) 6	(12.1) n/a (22.1) n/a (34) n/a	(12.1) Dec. 24 (22.1) Dec. 24 (34) Dec. 24

33. Les colonnes II à V de l'article 17 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Colonne II		Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
17.	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 25	(12.1) s/o	(12.1) le 24 décembre
	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) 25	(22.1) s/o	(22.1) le 24 décembre
	(34) Les eaux de la division 34	(34) 6	(34) s/o	(34) le 24 décembre

34. (1) The portion of paragraph 18(9)(b) of Part I of Schedule III to the Regulations in column II⁴ is replaced by the following:

Column II	
Item	Waters
18.	(9) (b) Waters in Lancaster and Charlottenburg Townships and the City of Cornwall

34. (1) La colonne II⁴ de l'alinéa 18(9)(b) de la partie I de l'annexe III du même règlement est remplacée par ce qui suit :

Colonne II	
Article	Eaux
18.	(9)(b) Les eaux des cantons de Lancaster et de Charlottenburgh et de la ville de Cornwall

(2) The portion of subitem 18(12) of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V⁴ is replaced by the following:

Column II		Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
18.	(12) Division 12	(12) n/a	(12.1) n/a	(12) n/a
	(12.1) Division 12A	(12.1) 200	(12.1) n/a	(12.1) April 1 to the Friday preceding the second Saturday in May

(2) Les colonnes II à V⁴ du paragraphe 18(12) de la partie I de l'annexe III du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne II		Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
18.	(12) Les eaux de la division 12	(12) s/o	(12) s/o	(12) s/o
	(12.1) Les eaux de la division 12A	(12.1) 200	(12.1) s/o	(12.1) du 1 ^{er} avril au vendredi précédant le deuxième samedi de mai

(3) Item 18 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

Column II		Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
18.	(22.1) Division 22A	(22.1) n/a	(22.1) n/a	(22.1) Dec. 24
	(34) Division 34	(34) n/a	(34) n/a	(34) Dec. 24

(3) Les colonnes II à V de l'article 18 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Colonne II		Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
18.	(22.1) Les eaux de la division 22A	(22.1) s/o	(22.1) s/o	(22.1) le 24 décembre
	(34) Les eaux de la division 34	(34) s/o	(34) s/o	(34) le 24 décembre

35. Item 19 of Part I of Schedule III to the Regulations in columns II to V is amended by adding the following in numerical order:

Column II		Column III	Column IV	Column V
Item	Waters	Fishing Quota	Length Limits	Angling Close Time
19.	(12.1) Division 12A	(12.1) n/a	(12.1) n/a	(12.1) n/a
	(22.1) Division 22A	(22.1) n/a	(22.1) n/a	(22.1) Dec. 24
	(34) Division 34	(34) n/a	(34) n/a	(34) Dec. 24

35. Les colonnes II à V de l'article 19 de la partie I de l'annexe III du même règlement sont modifiées par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
Article	Eaux	Contingent	Limite de longueur	Période de fermeture de pêche à la ligne
19.	(12.1) Les eaux de la division 12A (22.1) Les eaux de la division 22A (34) Les eaux de la division 34	(12.1) s/o (22.1) s/o (34) s/o	(12.1) s/o (22.1) s/o (34) s/o	(12.1) s/o (22.1) le 24 décembre (34) le 24 décembre

36. The portion of subitem 2(3) of Part III of Schedule III to the Regulations in columns II and III⁵ is replaced by the following:

	Column II	Column III
Item	Waters	Fishing Quota
2.	(3) Division 14, McGovern Lake (47°05'N., 84°20'W.), Pancake Lake (47°05'N., 84°37'W.), Gong Lake (47°05'N., 83°32'W.) in Division 18, and the waters of Division 20, excluding Albany River from longitude 89°00'W. to longitude 85°30'W. and Johnny Lake (50°10'N., 86°46'W.) (4) Oakley Lake (47°56'N., 84°43'W.) and Maquon Lake (47°42'N., 84°38'W.) in Division 18, Paint Lake (48°32'N., 85°21'W.), Newcombe Lake (48°29'N., 84°53'W.), One Island Lake (48°27'N., 85°30'W.), Rock Lake (48°36'N., 84°05'W.), Kabinakagami River (50°25'N., 84°20'W.) and all other lakes and tributaries in the Townships of Broughton, Atkinson, Cooper, Doucett, Nameigos and Mosambik in the Territorial District of Algoma, in Division 19	2, not more than 1 of which is greater than 40 cm in length 2, not more than 1 of which is greater than 40 cm in length, and not more than one of which is less than 40 cm in length

36. Les colonnes II et III⁵ du paragraphe 2(3) de la partie III de l'annexe III du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III
Article	Eaux	Contingent
2.	(3) Les eaux de la division 14, le lac McGovern (47°05'N., 84°20'O.), le lac Pancake (47°05'N., 84°37'O.), le lac Gong (47°05'N., 83°32'O.) dans la division 18, et les eaux de la division 20, à l'exclusion de la rivière Albany à partir de la longitude 89°00'O. jusqu'à la longitude 85°30'O. et du lac Johnny (50°10'N., 86°46'O.) (4) Le lac Oakley (47°56'N., 84°43'O.) et le lac Maquon (47°42'N., 84°38'O.) dans la division 18; le lac Paint (48°32'N., 85°21'O.), le lac Newcombe (48°29'N., 84°53'O.), le lac One Island (48°27'N., 85°30'O.), le lac Rock (48°36'N., 84°05'O.), la rivière Kabinakagami (50°25'N., 84°20'O.) et tous les autres lacs et tributaires dans les cantons de Broughton, Atkinson, Cooper, Doucett, Nameigos et Mosambik, district territorial d'Algoma, dans la division 19	2, dont au plus 1 mesure plus de 40 cm 2, dont au plus 1 mesure plus de 40 cm et dont au plus 1 mesure moins de 40 cm

37. Item 4⁵ of Part III of Schedule III to the Regulations is replaced by the following:

	Column I	Column II	Column III
Item	Species	Waters	Fishing Quota
4.	Crappie	Divisions 8 to 12A, 22, 22A and 29	30

37. L'article 4⁵ de la partie III de l'annexe III du même règlement est remplacé par ce qui suit :

	Colonne I	Colonne II	Colonne III
Article	Espèce	Eaux	Contingent
4.	Marigane	Les eaux des divisions 8 à 12A, 22, 22A et 29	30

38. The portion of subitem 7(2) of Part III of Schedule III to the Regulations in columns II⁵ and III⁵ is replaced by the following:

	Column II	Column III
Item	Waters	Fishing Quota
7.	(2) Picnic Lake (48°36'N., 85°16'W.), Upper Lola Lake (48°24'N., 84°35'W.), Bare Tent Lake (48°26'N., 84°33'W.), Hawk Lake (48°04'N., 84°34'W.), Rennie Lake (48°23'N., 83°58'W.) and the waters of Obatanga Provincial Park in the Townships of Dahl and Chapais in the Territorial District of Algoma, in Division 19	2, not more than 1 of which is greater than 40 cm in length, and not more than one of which is less than 40 cm in length

38. Les colonnes II⁵ et III⁵ du paragraphe 7(2) de la partie III de l'annexe III du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III
Article	Eaux	Contingent
7.	(2) Le lac Picnic (48°36'N., 85°16'O.), le lac Upper Lola (48°24'N., 84°35'O.), le lac Bare Tent (48°26'N., 84°33'O.), le lac Hawk (48°04'N., 84°34'O.), le lac Rennie (48°23'N., 83°58'O.) et les eaux du parc provincial Obatanga dans les cantons de Dahl et de Chapais, district territorial d'Algoma, dans la division 19	2, dont au plus 1 mesure plus de 40 cm et dont au plus 1 mesure moins de 40 cm de longueur

39. The portion of subitem 12(3) of Part III of Schedule III to the Regulations in columns II⁸ and III⁸ is replaced by the following:

	Column II	Column III
Item	Waters	Fishing Quota
12.	(3) The waters in the Townships of Lancaster and Charlottenburgh and the City of Cornwall in Division 9, and Division 12A	100

40. The reference to “the waters described in Division 8.” in item 7⁸ of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

the waters described in Division 8; and including the waters of Grimsthorpe Lake in the Counties of Hastings and Lennox and Addington.

41. The reference to “the waters described in divisions 11 and 12.” in item 9 of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

the waters described in Divisions 11, 12 and 12A.

42. Item 12⁹ of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

12. The waters of the Ottawa River lying south of the dam situated in Temiscamingue, Quebec.

Division 12A

12.1 The waters of the St. Lawrence River, including Lake St. Francis, lying between the easterly side of the dam at the site of the Robert H. Saunders Generating Station and the interprovincial boundary between Ontario and Quebec.

43. The reference to “Selwyn Lake (50°02’N., 85°38’W.)” in item 22⁶ of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

Selwyn Lake (49°55’N., 85°48’W.), and including the waters on the islands of Nipigon Bay including Vert, St. Ignace and Simpson;

44. Schedule IV to the Regulations is amended by adding the following after item 22:

Division 22A

22.1 The waters in the Territorial District of Kenora lying within a line described as follows:

BEGINNING at the mouth of the Cedar River where it enters Rice Lake (which is part of the English River) at 50°34’07”N., 93°17’43”W.; THENCE in a northeasterly direction 7.5 km, crossing the Ontario Hydro Transmission Line right-of-way; THENCE southeasterly for 30.5 km following Highway 105, east of Goose Lake (50°34’02”N., 93°11’33”W.) to a point east of Dennis Lake; THENCE in an easterly direction for 2 km; THENCE east of an unnamed lake at 50°18’15”N., 93°01’15”W.; THENCE southerly for 2.5 km; thence in an easterly, southerly and westerly direction, following the height of land for approximately 25 km to a point between the east shore of Square Lake and the west shore of Gary Lake at 50°13’50”N., 92°59’12”W., continuing along the northeast shore of Thaddeus Lake; thence southwesterly 10 km, to a

39. Les colonnes II⁸ et III⁸ du paragraphe 12(3) de la partie III de l’annexe III du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne II	Colonne III
Article	Eaux	Contingent
12.	(3) Les eaux des cantons de Lancaster et de Charlottenburgh et de la ville de Cornwall dans la division 9 et les eaux de la division 12A	100

40. Dans l’article 7⁸ de l’annexe IV du même règlement, « eaux décrites à la division 8 » est remplacé par ce qui suit :

eaux décrites à la division 8, y compris les eaux du lac Grimsthorpe dans les comtés de Hastings et de Lennox et d’Addington

41. Dans l’article 9 de l’annexe IV du même règlement « eaux décrites aux divisions 11 et 12 » est remplacé par ce qui suit :

eaux décrites aux divisions 11, 12 et 12A

42. L’article 12⁹ de l’annexe IV du même règlement est remplacé par ce qui suit :

12. Les eaux de la rivière des Outaouais situées au sud du barrage de Témiscamingue au Québec.

Division 12A

12.1 Les eaux du fleuve Saint-Laurent, y compris celles du lac Saint-François, situées entre le côté est du barrage de la centrale hydroélectrique Robert H. Saunders et la frontière entre l’Ontario et le Québec.

43. Dans l’article 22⁶ de l’annexe IV du même règlement « lac Selwyn (50°02’N., 85°38’O.) » est remplacé par ce qui suit :

Lac Selwyn (49°55’N., 85°48’O.), y compris les eaux sur les îles de la baie Nipigon, y compris les îles Vert, Saint-Ignace et Simpson

44. L’annexe IV du même règlement est modifiée par adjonction, après l’article 22, de ce qui suit :

Division 22A

22.1 Les eaux du district territorial de Kenora situées à l’intérieur d’une ligne décrite comme suit :

Commençant à l’embouchure de la rivière Cedar là où elle se jette dans le lac Rice (lequel fait partie de la rivière English) (50°34’07”N., 93°17’43”O.); de là, en direction nord-est sur 7,5 km, traversant l’emprise de la ligne de transmission d’Ontario Hydro; de là, en direction sud-est sur 30,5 km le long de la route 105 à l’est du lac Goose (50°34’02”N., 93°11’33”O.) jusqu’à un point à l’est du lac Dennis; de là, en direction est sur 2 km; de là, à l’est d’un lac sans nom (50°18’15”N., 93°01’15”O.); de là, en direction sud sur 2,5 km; de là, en direction est, sud et ouest, suivant la ligne de partage des eaux sur environ 25 km jusqu’à un point situé entre la rive est du lac Square et la rive ouest du lac Gary (50°13’50”N., 92°59’12”O.), et le long de la rive nord-est du lac Thaddeus; de là, en direction sud-ouest sur 10 km jusqu’à un point à l’ouest

⁸ SOR/95-337

⁹ SOR/91-113

⁸ DORS/95-337

⁹ DORS/91-113

point west of Fawcett Lake; thence westerly 10 km to a point east of Moose Lake at 50°04'24"N., 93°01'54"W.; thence southerly 3 km, to a point northwest of Black Lake; thence southeasterly 3 km; thence southerly 2 km, west of Ladysmith Creek; thence westerly 4 km, south of the unnamed lakes at 50°02'23"N., 93°01'27"W. and 50°02'03"N., 93°02'15"W.; thence northwesterly 2.5 km, east of Meridian Lake; thence southerly 6 km, along the east side of Norse and Walsh Lakes; thence westerly 3.5 km, to a point east of Wauchope Lake; thence northerly 4 km and westerly 5 km, between the north shore of Affleck Lake and the south shore of Ross Lake; thence northerly and westerly 14 km, to a point south of an unnamed lake at 50°06'31"N., 93°18'50"W.; thence northwesterly 2 km; thence westerly 1 km, south of Mystery Lake; thence southerly 3 km; thence westerly 7.5 km, to a point south of an unnamed lake at 50°05'55"N., 93°21'06"W. and the southwest shores of Evening and Twilight Lakes; thence northerly 1 km; thence northeasterly 10 km, to a point southwest of Cliff Lake; thence northerly 4.5 km and northwesterly 4.5 km; thence northerly and easterly north of King Lake at 50°10'55"N., 93°23'19"W.; thence northerly 2 km; thence southwesterly 2.5 km, north of Beaton Lake; thence southerly 2 km; thence westerly 2.5 km, south of two small unnamed lakes draining into Schultz Lake; thence northeasterly 2 km; thence northwesterly 1 km; thence southwesterly 2 km; thence northwesterly 8 km intercepting the Fleet Lake Road at approximately 50°13'48"N., 93°32'50"W.; thence northerly 10 km, east of Gabby Lake and west of an unnamed lake at 50°19'53"N., 93°05'35"W.; thence easterly 4 km; thence northeasterly 4.5 km, between the west shore of Aerobus Lake and the east shore of Bornite Lake; thence westerly 5 km, north of Bornite Lake; thence northwesterly 15 km, west of the unnamed lake at 50°17'25"N., 93°04'46"W., east of Toole Lake, west of Anishinabi Lake and between the unnamed lakes at 50°12'55"N., 93°01'08"W. and 50°16'21"N., 93°03'50"W.; thence northeasterly 6.5 km, south of Howard lake and north of Halverson Lake; thence northerly 1 km; thence easterly 2.5 km; thence northeasterly 7 km; thence northerly 5 km to the place of beginning.

45. Item 23 of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

23. The waters of Lake Superior, not including the waters on the islands of Nipigon Bay, including Vert, St. Ignace, and Simpson.

46. Item 29 of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

29. The waters in that part of the County of Frontenac lying northerly of the centreline of the King's Highway 7, excepting both the waters of Silver Lake in the Township of Oso, the waters of the Madawaska River in the Township of North Canonto; and the waters in that part of the County of Lennox and Addington lying northerly of the centreline of the King's Highway 7; and excepting the waters of Grimsthorpe Lake in the Counties of Hastings and Lennox and Addington.

47. The reference to "THENCE northerly along the high-water mark on the easterly shore of the Nipigon River, Helen

du lac Fawcett; de là, en direction ouest sur 10 km jusqu'à un point situé à l'est du lac Moose (50°04'24"N., 93°01'54"O.); de là, en direction sud sur 3 km jusqu'à un point situé au nord-ouest du lac Black; de là, en direction sud-est sur 3 km; de là, en direction sud sur 2 km à l'ouest du ruisseau Ladysmith; de là, en direction ouest sur 4 km au sud de lacs sans nom (50°02'23"N., 93°01'27"O.) et (50°02'03"N., 93°02'15"O.); de là, en direction nord-ouest sur 2,5 km à l'est du lac Meridian; de là, en direction sud sur 6 km le long du côté est des lacs Norse et Walsh; de là, en direction ouest sur 3,5 km jusqu'à un point situé à l'est du lac Wauchope; de là, en direction nord sur 4 km et en direction ouest sur 5 km entre la rive nord du lac Affleck et la rive sud du lac Ross; de là, en direction nord et ouest sur 14 km jusqu'à un point situé au sud d'un lac sans nom (50°06'31"N., 93°18'50"O.); de là, en direction nord-ouest sur 1 km, au sud du lac Mystery; de là, en direction sud sur 3 km; de là, en direction ouest sur 7,5 km jusqu'à un point au sud d'un lac sans nom (50°05'55"N., 93°21'06"O.) et des rives sud-ouest des lacs Evening et Twilight; de là, en direction nord sur 1 km; de là, en direction nord-est sur 10 km jusqu'à un point situé au sud-ouest du lac Cliff; de là, en direction nord sur 4,5 km et en direction nord-ouest sur 4,5 km; de là, en direction nord et nord-est du lac King (50°10'55"N., 93°23'19"O.); de là, en direction nord sur 2 km; de là, en direction sud-ouest sur 2,5 km au nord du lac Beaton; de là, en direction sud sur 2 km; de là, en direction ouest sur 2,5 km, au sud de deux petits lacs sans nom se déversant dans le lac Schultz; de là, en direction nord-est sur 2 km; de là, en direction nord-ouest sur 1 km; de là, en direction sud-ouest sur 2 km; de là, en direction nord-ouest sur 8 km interceptant le chemin du lac Fleet par environ 50°13'48"N., et 93°32'50"O.; de là, en direction nord sur 10 km à l'est du lac Gabby et à l'ouest d'un lac sans nom (50°19'53"N., 93°05'35"O.); de là, en direction est sur 4 km; de là, en direction nord-est sur 4,5 km entre la rive ouest du lac Aerobus et la rive est du lac Bornite; de là, en direction ouest sur 5 km au nord du lac Bornite; de là, en direction nord-ouest sur 15 km à l'ouest d'un lac sans nom (50°17'25"N., 93°04'46"O.), à l'est du lac Toole, à l'ouest du lac Anishinabi et entre les lacs sans nom (50°12'55"N., 93°01'08"O.) et (50°16'21"N., 93°03'50"O.); de là, en direction nord-est sur 6,5 km au sud du lac Howard et au nord du lac Halverson; de là, en direction nord sur 1 km; de là, en direction est sur 2,5 km; de là, en direction nord-est sur 7 km; de là, en direction nord sur 5 km jusqu'au point de départ.

45. L'article 23 de l'annexe IV du même règlement est remplacé par ce qui suit :

23. Les eaux du lac Supérieur, à l'exclusion des eaux des îles de la baie Nipigon, y compris les îles Vert, Saint-Ignace et Simpson.

46. L'article 29 de l'annexe IV du même règlement est remplacé par ce qui suit :

29. Les eaux de la partie du comté de Frontenac situées au nord de la ligne médiane de la partie du King's Highway 7, à l'exclusion des eaux du lac Silver dans le canton d'Oso et des eaux de la rivière Madawaska dans le canton de North Canonto; et les eaux de la partie du comté de Lennox et d'Addington situées au nord de la ligne médiane de la partie du King's Highway 7, à l'exclusion des eaux du lac Grimsthorpe dans les comtés de Hastings, de Lennox et d'Addington.

47. Dans l'article 33² de l'annexe IV du même règlement, « de là, vers le nord, le long de la laisse des hautes eaux sur la

Lake and Jessie Lake to the confluence with Lake Nipigon;» in item 33² of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

THENCE northerly along the high-water mark on the easterly shore of the Nipigon River, Helen Lake and Jessie Lake to the Pine Portage dam; THENCE northerly along the high-water mark on the east shore of Forgan Lake and the east shore of the Nipigon River to the confluence with Lake Nipigon; THENCE northeasterly along the high-water mark to the westerly shore of the Pikitigushi River;

48. Schedule IV to the Regulations is amended by adding the following after item 33:

Division 34

34. The waters of Lake Nipigon, including waters on the islands, Forgan Lake, Bonner Lake, Little Bonner Lake and Jackpot Lake.

49. (1) Subitem 2(1) of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I	Column II
Item	Description
2.	(1) The waters of Big Creek lying southerly of the Quance Dam in the town of Delhi to Regional Road 21 in the Hamlet of Lynedoch in the Township of Delhi in the Regional Municipality of Haldimand-Norfolk.

49. (1) Le paragraphe 2(1) de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I	Colonne II
Article	Description
2.	(1) Les eaux du ruisseau Big situées au sud du barrage Quance dans la ville de Delhi, jusqu'à la route régionale 21 dans le hameau de Lynedoch, dans canton de Delhi, municipalité régionale de Haldimand-Norfolk.

(2) Item 2 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (8):

Column I	Column II
Item	Description
2.	(9) The waters of Big Creek lying southerly of the dam in the Hamlet of Teeterville to the Quance dam in the Town of Delhi in the Township of Delhi in the Regional Municipality of Haldimand-Norfolk.

(2) L'article 2 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (8), de ce qui suit :

Colonne I	Colonne II
Article	Description
2.	(9) Les eaux du ruisseau Big situées au sud du barrage dans le hameau de Teeterville jusqu'au barrage de Quance dans la ville de Delhi, canton de Delhi, municipalité régionale de Haldimand-Norfolk.

50. Item 3 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (47):

Column I	Column II
Item	Description
3.	(48) The waters of that part of Whitemans Creek and its tributaries from East Quarter Town Line Road in the Township of Burford downstream to the confluence of the Grand River.
	(49) The waters of Galt Creek (Mill Creek) upstream of the boundary of North Dumfries and Puslinch Townships, including the waters of Aberfoyle Creek (a tributary of Galt Creek).

50. L'article 3 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (47), de ce qui suit :

Colonne I	Colonne II
Article	Description
3.	(48) Les eaux de la partie du ruisseau Whiteman et de ses tributaires à partir de la rue East Quarter Town Line dans le canton de Burford en aval jusqu'au confluent de la rivière Grand.
	(49) Les eaux du ruisseau Galt (Mill Creek) en amont de la limite des cantons de North Dumfries et de Puslinch, y compris les eaux du ruisseau Aberfoyle (un tributaire du ruisseau Galt).

rive est de la rivière Nipigon, du lac Helen et du lac Jessie jusqu'à son point de confluence avec le lac Nipigon; » est remplacé par ce qui suit :

de là, vers le nord, le long de la laisse des hautes eaux sur la rive est de la rivière Nipigon, du lac Helen et du lac Jessie jusqu'au barrage Pine Portage; de là, vers le nord, le long de la laisse des hautes eaux sur la rive est du lac Forgan et la rive est de la rivière Nipigon jusqu'à son point de confluence avec le lac Nipigon; de là, vers le nord-est, le long de la laisse des hautes eaux jusqu'à la rive ouest de la rivière Pikitigushi;

48. L'annexe IV du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 33, de ce qui suit :

Division 34

34. Les eaux du lac Nipigon, y compris les eaux sur les îles, et celles du lac Forgan, du lac Bonner, du lac Little Bonner et du lac Jackpot.

51. (1) Subitem 5(16)² of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
5.	(16) The waters of that portion of the Ganaraska River in the Town of Port Hope lying between the south side of the Highway 401 bridge downstream to the south side of the Jocelyn Street bridge in the Town of Port Hope.	January 1 to December 31

51. (1) Le paragraphe 5(16)² de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
5.	(16) Les eaux de la partie de la rivière Ganaraska dans la ville de Port Hope situées en aval entre le côté sud du pont de la route 401 et le côté sud du pont de la rue Jocelyn dans la ville de Port Hope.	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

(2) Item 5 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (20):

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
5.	(21) The waters of that portion of Cobourg Brook (Factory Creek) in the Town of Cobourg, lying between the downstream side of the lamprey barrier south and the downstream side of the King Street Bridge.	January 1 to December 31

(2) L'article 5 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (20), de ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
5.	(21) Les eaux de la partie du ruisseau Cobourg (Factory Creek) dans la ville de Cobourg, situées entre le côté aval de la barrière sud des lamproies et le côté aval du pont de la rue King.	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

52. (1) Subitem 8(2) of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
8.	(2) The waters of that part of the Raisin River in the Township of Charlottenburgh in the Hamlet of Martintown in the County of Glengarry lying between the southerly limit of the right-of-way of County Road Number 18 and the northeasterly production of the northwesterly limit of Kirk Street in the said Hamlet of Martintown.	April 1 to April 30

52. (1) Le paragraphe 8(2) de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
8.	(2) Les eaux de la partie de la rivière Raisin dans le canton de Charlottenburgh dans le hameau de Martintown, comté de Glengarry, situées entre la limite sud de l'emprise de la route de comté 18 et la projection nord-est de la limite nord-ouest de la rue Kirk dans le même hameau.	Du 1 ^{er} avril au 30 avril

(2) Subitem 8(6) of Schedule V to the Regulations is repealed.

(2) Le paragraphe 8(6) de l'annexe V du même règlement est abrogé.

(3) Subitem 8(12)⁸ of Schedule V to the Regulations is repealed.

(3) Le paragraphe 8(12)⁸ de l'annexe V du même règlement est abrogé.

53. Item 9 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (18):

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
9.	(19) The waters of that part of Opinicon Lake known as Darlings Bay (44°32'N., 76°22'W.) in the Township of Storrington in the County of Frontenac lying within lots 15 and 16 in Concession XIV and lot 16 in Concession XV.	January 1 to December 31
	(20) The waters of that part of the Mississippi River between the falls in the Town of Almonte in the County of Lanark and the upstream side of the bridge on Lanark County Road Number 20 in the Township of Pakenham in the County of Lanark.	March 1 to the first Monday in June

53. L'article 9 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (18), de ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
9.	(19) Les eaux de la partie du lac Opinicon connue sous le nom de la baie de Darlings (44°32'N., 76°22'O.) dans le canton de Storrington, comté de Frontenac, situées dans les lots 15 et 16, concession XIV, et le lot 16, concession XV. (20) Les eaux de la partie de la rivière Mississippi situées entre les chutes dans la ville d'Almonte, comté de Lanark, et le côté en amont du pont sur la route 20 du comté de Lanark dans le canton de Pakenham, comté de Lanark.	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre Du 1 ^{er} mars au premier lundi de juin

54. Item 11 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (7):

Item	Description	Close Time
11.	(8) The waters of Stringer Lake (45°26'N., 78°31'W.) in the geographic Township of Lawrence in the County of Haliburton.	January 1 to December 31

54. L'article 11 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :

Article	Description	Période de fermeture
11.	(8) Les eaux du lac Stringer (45°26'N., 78°31'O.) dans le canton géographique de Lawrence, comté de Haliburton.	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

55. (1) Subitem 12(43) of Schedule V to the Regulations is repealed.**55. (1) Le paragraphe 12(43) de l'annexe V du même règlement est abrogé.****(2) Item 12 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (87):**

Item	Description	Close Time
12.	(88) The waters of the Muskrat River starting at Highway 17 in the Township of Pembroke and continuing downstream through the City of Pembroke to its confluence with the Ottawa River. (89) The waters of the Indian River starting at Boundary Road in the City of Pembroke downstream to its confluence with the Muskrat River. (90) The waters of Teardrop Lake in the Township of Killarney, in Killarney Provincial Park. (91) The waters of White Oak Lake in the Township of Tilton, in the Judicial District of Sudbury. (92) The waters of Jack Lake (44°42'N., 78°02'W.) lying north of the most northerly narrows of Rathbun Bay in lot 27, Concession 8, of Methuen Township. (93) The waters of Jack Lake (44°42'N., 78°02'W.) lying within lots 22, 23, 24 and 25 in concession 8, and lots 21, 22, 23, 24, 25 and 26 in concessions 9 and 10 of Methuen Township.	First Saturday in March to the Friday preceding the third Saturday in May First Saturday in March to the Friday preceding the third Saturday in May January 1 to December 31 January 1 to December 31 March 1 to the Friday preceding the third Saturday in May April 1 to the Friday preceding the third Saturday in May

(2) L'article 12 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (87), de ce qui suit :

Article	Description	Période de fermeture
12.	(88) Les eaux de la rivière Muskrat commençant à la route 17 dans le canton de Pembroke, continuant en aval à travers la ville de Pembroke jusqu'au point de confluence avec la rivière des Outaouais. (89) Les eaux de la rivière Indian commençant au chemin Boundary dans la ville de Pembroke en aval jusqu'au point de confluence avec la rivière Muskrat. (90) Les eaux du lac Teardrop dans le canton de Killarney, dans le parc provincial de Killarney. (91) Les eaux du lac White Oak dans le canton de Tilton, district judiciaire de Sudbury. (92) Les eaux du lac Jack (44°42'N., 78°02'O.) situées au nord de la partie la plus au nord du passage de la baie Rathbun, lot 27, concession 8, canton de Methuen. (93) Les eaux du lac Jack (44°42'N., 78°02'O.) situées à l'intérieur des lots 22, 23, 24 et 25, concession 8, et des lots 21, 22, 23, 24, 25 et 26, concessions 9 et 10, canton de Methuen.	Du premier samedi de mars au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du premier samedi de mars au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre Du 1 ^{er} mars au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} avril au vendredi précédant le troisième samedi de mai

56. Subitem 13(1) of Schedule V to the Regulations is repealed.**56. Le paragraphe 13(1) de l'annexe V du même règlement est abrogé.****57. Item 14 of Schedule V to the Regulations is renumbered as subitem 14(1) and is amended by adding the following:**

Item	Description	Close Time
14.	(2) The waters of that part of McGregor Bay of the North Channel of Lake Huron known as Iroquois Bay in the Territorial Districts of Sudbury and Manitoulin.	January 1 to April 30

57. L'article 14 de l'annexe V du même règlement devient le paragraphe 14(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
14.	(2) Les eaux de la partie de la baie McGregor du canal nord du lac Huron connue sous le nom de la baie Iroquois dans les districts territoriaux de Sudbury et de Manitoulin.	Du 1 ^{er} janvier au 30 avril

58. (1) Subitems 15(118)¹⁰ and (119)¹⁰ of Schedule V to the Regulations are replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
15.	(118) The waters of Forte Creek downstream of Mission Lake in the Township of Rabazo in the Territorial District of Algoma.	April 15 to June 15
	(119) The waters of the tributaries of the Michipicoten River in the Township of Rabazo and the waters of Trout Creek (47°56'N., 84°47'W.) and its tributaries from the Michipicoten River to 2 km upstream of the Ontario Hydro transmission line in the Townships of Rabazo, Lendrum and McMurray in the Territorial District of Algoma.	April 15 to June 15

58. (1) Les paragraphes 15(118)¹⁰ et (119)¹⁰ de l'annexe V du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
15.	(118) Les eaux du ruisseau Forte en aval du lac Mission dans le canton de Rabazo, district territorial d'Algoma.	Du 15 avril au 15 juin
	(119) Les eaux des tributaires de la rivière Michipicoten situées dans le canton de Rabazo et les eaux du ruisseau Trout (47°56'N., 84°47'O.) et de ses tributaires à partir de la rivière Michipicoten jusqu'à 2 km en aval de la ligne de transmission d'Ontario Hydro dans les cantons de Rabazo, de Lendrum et de McMurray, district territorial d'Algoma.	Du 15 avril au 15 juin

(2) Subitem 15(121)⁷ of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
15.	(121) The waters of Four Mile Creek within Lots 8 and 9 in Concession A, C, I and II in the geographic Township of Widdifield in the Territorial District of Nipissing.	December 24

(2) Le paragraphe 15(121)⁷ de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
15.	(121) Les eaux du ruisseau Four Mile dans les lots 8 et 9, concession A, C, I et II dans le canton géographique de Widdifield, district territorial de Nipissing.	Le 24 décembre

(3) Item 15 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (135):

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
15.	(136) The waters of Montreal River and Bunny Creek (47°22'N., 84°04'W.) in McParland Township in the Territorial District of Algoma described as follows: The bay on the Montreal River north of a line extending from the point about 400 m south of the mouth of Bunny Creek northeast to the point about 600 m east of the mouth of Bunny Creek; and Bunny Creek upstream about 800 m to the top of the first rapids.	March 15 to June 15

(3) L'article 15 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (135), de ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
15.	(136) Les eaux de la rivière Montreal et du ruisseau Bunny (47°22'N., 84°04'O.) dans le canton de McParland, district territorial d'Algoma, décrites comme suit : la baie sur la rivière Montreal au nord d'une ligne s'étendant de la pointe à environ 400 m au sud de l'embouchure du ruisseau Bunny au nord-est de la pointe jusqu'à environ 600 m à l'est de l'embouchure du ruisseau Bunny et en amont du ruisseau Bunny à environ 800 m au sommet des premiers rapides.	Du 15 mars au 15 juin

¹⁰ SOR/92-217¹⁰ DORS/92-217

59. (1) Subitem 16(7) of Schedule V to the Regulations is repealed. 59. (1) Le paragraphe 16(7) de l'annexe V du même règlement est abrogé.

(2) Subitem 16(13)⁶ of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
16.	(13) The waters of that part of the Foch River lying within the townships of Foch, Flanders, and Frances in the Territorial District of Algoma.	March 15 to June 15

(2) Le paragraphe 16(13)⁶ de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
16.	(13) Les eaux de la partie de la rivière Foch située dans les cantons de Foch, de Flanders et de Frances, district territorial d'Algoma.	Du 15 mars au 15 juin

(3) Subitems 16(18)⁶ and (19)⁶ of Schedule V to the Regulations are replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
16.	(18) The waters of the Kabinakagami River in the geographic townships of Lizar and Mosambik, in the Territorial District of Algoma, extending upstream from the mouth of the Kabinakagami River in Little Kaby Bay to a line drawn perpendicularly across the said river 100 m above the falls known as Chipmunk Falls, which line is also distant 870 m, more or less, measured upstream along the thread of the said river from the north boundary of the geographic Township of Mosambik.	March 15 to June 15
	(19) The waters of that part of the Oba River and its expansions in the geographic Township of Ermine, in the Territorial District of Algoma, extending downstream from the north boundary of the geographic Township of Ermine to Kabinakagami Lake.	March 15 to June 15

(3) Les paragraphes 16(18)⁶ et (19)⁶ de l'annexe V du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
16.	(18) Les eaux de la rivière Kabinakagami dans les cantons géographiques de Lizar et de Mosambik, district territorial d'Algoma, s'étendant en amont de l'embouchure de la rivière Kabinakagami dans la baie Little Kaby jusqu'à une ligne perpendiculaire tirée en travers de cette rivière à 100 m au-dessus des chutes connues sous le nom de Chipmunk, laquelle ligne est aussi située à environ 870 m, mesurée en amont le long de l'axe de cette rivière, de la limite nord du canton géographique de Mosambik.	Du 15 mars au 15 juin
	(19) Les eaux de la partie de la rivière Oba et de ses élargissements dans le canton géographique d'Ermine, district territorial d'Algoma, s'étendant en aval de la limite nord du canton géographique d'Ermine jusqu'au lac Kabinakagami.	Du 15 mars au 15 juin

(4) Subitem 16(21)⁶ of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
16.	(21) The waters of Linbarr Creek in the geographic Township of Lessard in the Territorial District of Algoma, situated between Linbarr Lake and Lessard Lake.	March 15 to June 15

(4) Le paragraphe 16(21)⁶ de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
16.	(21) Les eaux du ruisseau Linbarr dans le canton géographique de Lessard, district territorial d'Algoma, situées entre le lac Linbarr et le lac Lessard.	Du 15 mars au 15 juin

(5) Subitems 16(23)⁶ and (24)⁶ of Schedule V to the Regulations are replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
16.	(23) The waters of the Obakamiga River in the geographic Township of Chollette in the Territorial District of Algoma, situated between Granitehill Lake and Obakamiga Lake.	March 15 to June 15
	(24) The waters of that part of Obakamiga Lake in the geographic Townships of Foch and Lessard, in the Territorial District of Algoma, lying between a line drawn across Rocky Narrows of Obakamiga Lake in the Township of Foch and which line is the downward vertical projection of the centre line of the Ontario Hydro transmission line and the outlet of that lake into Obakamiga River at Canyon Portage.	March 15 to June 15

(5) Les paragraphes 16(23)⁶ et (24)⁶ de l'annexe V du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
16.	(23) Les eaux de la rivière Obakamiga dans le canton géographique de Chollette, district territorial d'Algoma, situées entre le lac Granitehill et le lac Obakamiga.	Du 15 mars au 15 juin
	(24) Les eaux de la partie du lac Obakamiga dans les cantons géographiques de Foch et de Lessard, district territorial d'Algoma, situées entre une ligne tirée en travers du passage Rocky du lac Obakamiga dans le canton de Foch, ligne qui est la projection verticale vers le bas de l'axe du câble de transmission d'énergie d'Ontario Hydro et l'exécutoire de ce lac dans la rivière Obakamiga au canyon Portage.	Du 15 mars au 15 juin

(6) Subitem 16(53)⁹ of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
16.	(53) The waters of the Obakamiga River from Nagagami Lake upstream to the uppermost part of the Sagi Rapids in the Township of Nagagami in the Territorial District of Algoma.	March 15 to June 15

(6) Le paragraphe 16(53)⁹ de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
16.	(53) Les eaux de la rivière Obakamiga à partir du lac Nagagami en amont jusqu'à la partie la plus élevée des rapides Sagi dans le canton de Nagagami, district territorial d'Algoma.	Du 15 mars au 15 juin

(7) Subitem 16(62)¹⁰ of Schedule V to the Regulations is repealed.

(7) Le paragraphe 16(62)¹⁰ de l'annexe V du même règlement est abrogé.

(8) Subitems 16(67)¹⁰ and (68)¹⁰ of Schedule V to the Regulations are replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
16.	(67) The waters of White Lake (48°47'N., 85°37'W.) and the White River located at Moberg in Laberge Township in the Territorial District of Thunder Bay described as follows: the bay of White Lake south of a line from the northeast corner of Regan Point east to the eastern shore of White Lake at the road from the new Moberg subdivision; and the White River from White Lake upstream about 700 m to the bridge on Moberg Road.	March 15 to June 15
	(68) The waters of White Lake, the Shabotik River, and the Kwinkwaga River (48°51'N., 85°31'W.) located in Atikameg Township in the Territorial District of Thunder Bay described as follows: the part of Shabotik Bay in White Lake east of a line extending from the point on the south shore of Shabotik Bay about 850 m southwest of the mouth of the Shabotik River north to the west tip of the low island along the north shore of Shabotik Bay about 1050 m northwest of the mouth of the Shabotik River; the Shabotik River from White Lake upstream to the top of the first rapids about 350 m above the confluence with the Kwinkwaga River; the Kwinkwaga River from the Shabotik River upstream to Atikameg Lake; and including all tributary waters to the top of the first rapids or obstruction to fish.	March 15 to June 15

(8) Les paragraphes 16(67)¹⁰ et (68)¹⁰ de l'annexe V du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
16.	(67) Les eaux du lac White (48°47'N., 85°37'O.) et de la rivière White situées à Moberg dans le canton de Laberge, district territorial de Thunder Bay décrites comme suit : la baie du lac White au sud d'une ligne s'étendant de l'angle nord-est de la pointe Regan à l'est jusqu'à la rive est du lac White à son intersection avec le chemin de la nouvelle division Moberg; et la rivière White à partir du lac White en amont sur une distance d'environ 700 m jusqu'au pont du chemin Moberg.	Du 15 mars au 15 juin
	(68) Les eaux du lac White, des rivières Shabotik et Kwinkwaga (48°51'N., 85°31'O.) situées dans le canton d'Atikameg, district territorial de Thunder Bay, décrites comme suit : la partie de la baie Shabotik dans le lac White à l'est d'une ligne s'étendant d'un point sur la rive sud de la baie Shabotik à environ 850 m au sud-ouest de l'embouchure de la rivière Shabotik puis, vers le nord au sommet ouest de la pointe de l'île basse le long de la rive nord de la baie Shabotik à environ 1 050 m au nord-ouest de l'embouchure de la rivière Shabotik; la rivière Shabotik à partir du lac White en amont jusqu'au sommet des premiers rapides à environ 350 m au-dessus de son point de jonction avec la rivière Kwinkwaga; la rivière Kwinkwaga à partir de la rivière Shabotik en amont jusqu'au lac Atikameg, y compris toutes les eaux tributaires jusqu'au sommet des premiers rapides ou du premier obstacle au poisson.	Du 15 mars au 15 juin

(9) Subitem 16(77)¹⁰ of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
16.	(77) The waters of the Jackpine River and Shikwamkwa Lake located in the Townships of Keesickquayash and Miskokomon in the Territorial District of Algoma, lying between a point where the Little Jackpine River enters the Jackpine River at 47°58'47"N., 84°10'49"W., downstream to a point where Shikwamkwa Lake intersects latitude 48°03'30"N.	March 15 to June 15

(9) Le paragraphe 16(77)¹⁰ de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
16.	(77) Les eaux de la rivière Jackpine et du lac Shikwamkwa situées dans les cantons de Keesickquayash et de Miskokomon, district territorial d'Algoma, entre un point où la rivière Little Jackpine se déverse dans la rivière Jackpine par 47°58'47"N. et 84°10'49"O., en aval jusqu'au point où le lac Shikwamkwa croise la latitude 48°03'30"N.	Du 15 mars au 15 juin

(10) Subitems 16(81) to (84)² of Schedule V to the Regulations are replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
16.	(81) The waters of Fairy Creek (known locally as Lipton Creek) between Lipton Lake in the Township of Lipton and Kabinakagami Lake in the Township of Lizar, all in the Territorial District of Algoma.	March 15 to June 15
	(82) The waters of Stoney Creek between Breckenridge Lake in Breckenridge Township and Kabinakagami Lake in Lizar Township, all in the Territorial District of Algoma	March 15 to June 15
	(83) The waters of Noisy Creek between Kabinakagami Lake in Lizar Township and the east boundary of Lizar Township, all in the Territorial District of Algoma.	March 15 to June 15
	(84) The waters of Ermine Creek between Kabinakagami Lake and Ermine Lake, all in the Territorial District of Algoma.	March 15 to June 15

(10) Les paragraphes 16(81) à (84)² de l'annexe V du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
16.	(81) Les eaux du ruisseau Fairy (connu localement sous le nom de ruisseau Lipton) comprises entre le lac Lipton dans le canton de Lipton et le lac Kabinakagami dans le canton de Lizar, tous dans le district territorial d'Algoma.	Du 15 mars au 15 juin
	(82) Les eaux du ruisseau Stoney comprises entre le lac Breckenridge dans le canton de Breckenridge et le lac Kabinakagami dans le canton de Lizar, tous dans le district territorial d'Algoma.	Du 15 mars au 15 juin
	(83) Les eaux du ruisseau Noisy entre le lac Kabinakagami dans le canton de Lizar et la limite est du canton de Lizar, tous dans le district territorial d'Algoma.	Du 15 mars au 15 juin
	(84) Les eaux du ruisseau Ermine entre les lacs Kabinakagami et Ermine, tous dans le district territorial d'Algoma.	Du 15 mars au 15 juin

(11) Item 16 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (98):

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
16.	(99) The waters of Waterhen Creek in Ossian Township from the culvert crossing of the Pontiac-McVittie Road east to the mouth of the creek as it flows into Labyrinth Lake.	April 1 to June 14
	(100) The waters of Racine Lake, North East Judicial Region, beginning at Latitude 48°00'25"N., Longitude 83°19'50"W. where the northern boundary of Lots 8 and 9, Concession 5, D'Arcy Township, crosses Racine Lake and including all waters of the lake southward to the first rapids in Lot 10, Concession 3, D'Arcy Township at 47°57'25"N., 83°20'10"W.	April 1 to June 14
	(101) The waters of that part of Wabikoba Creek from the downstream side of the bridge on Highway 17 to Cedar Lake (48°42'N., 85°48'W.) and including the north end of Cedar Lake not within Brothers Township.	March 15 to June 15
	(102) The waters of that part of Wabikoba Creek from the Theresa Lake dam following south and extending 200 m from the creek mouth into Wabikoba Lake.	March 15 to June 15
	(103) The waters of the unnamed creek between Wabikoba Lake (48°47'N., 85°45'W.) and Ellis Lake including Edna Creek upstream to the first obstruction to fish.	March 15 to June 15
	(104) The waters of that part of Alder Creek from the downstream side of the culvert at Highway 17 downstream to Cedar Lake and 200 m out from the creek mouth into Cedar Lake.	March 15 to June 15
	(105) The waters of Cedar Creek between Cedar Lake and Little Cedar Lake, in Brothers Township, and 200 m out from each end of the creek into Cedar and Little Cedar Lakes.	March 15 to June 15
	(106) The waters of that part of Hillspport Creek from the downstream side of the culverts on Bound Lake Road to 200 m out from the creek mouth into White Otter Lake.	March 15 to June 15
	(107) The waters of the south branch of the Porcupine River in Lot 2 of Concessions I and II, and Lot 1 of Concession II of Tisdale Township, and Lot 12 of Concession II of Whitney Township extending for a distance of a 200 m radius from the mouth of the creek in an arch out into Porcupine Lake.	April 1 to June 15

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
(108)	The waters of the north branch of the Porcupine River in Lots 2 and 3 of Concession III, Lots 1 and 2 of Concession II of Tisdale Township and Lot 12 of Concession II of Whitney Township extending for a distance of a 200 m radius from the mouth of the creek in an arch out into Porcupine Lake.	April 1 to June 15
(109)	The waters of Bobs Creek exiting Bobs Lake in Lots 8, 9 and 10 of Concession III of Whitney Township extending for a distance of a 200 m radius from the mouth of the creek in an arch out into Porcupine Lake.	April 1 to June 15
(110)	The waters of Oskabukuta Lake (48°34'N., 85°39'W.) located in unsurveyed territory in the Territorial District of Thunder Bay.	Jan. 1 to Dec. 31
(111)	The waters of Hawk Lake and McVeigh Creek (48°05'N., 84°33'W.) in the Townships of Esquega and Corbiere in the Territorial District of Algoma, described as follows: The part of Hawk Lake north of a line extending from the point on the northwest shore about 250 m south of the mouth of McVeigh Creek northeast to the north shore due south of the intersection of the Finn Town Road and Highway 547; and McVeigh Creek from Hawk Lake upstream about 3 km to the Algoma Central Railway crossing in the south part of Corbiere Township, and including all connecting waters.	Mar. 15 to June 15
(112)	The waters of White Lake, Olga Creek and McGill Creek (48°52'N., 85°36'W.) in unsurveyed territory in the Territorial District of Thunder Bay, described as follows: The part of Shabotik Bay on White Lake north of a line extending from the point about 300 m west of the mouth of Olga Creek southeast to the point about 650 m southeast of the mouth of Olga Creek; Olga Creek from White Lake to the small lake about 2 km upstream; and McGill Creek from Olga Creek upstream about 1 km to the west boundary of Atikameg Township.	March 15 to June 15
(113)	The waters of Kwinkwaga Lake (48°48'N., 85°20'W.) and Kwinkwaga River located in Flood Township in the Territorial District of Thunder Bay and Johns Township in the Territorial District of Algoma, described as follows: The bay of Kwinkwaga Lake east of a line extending from the point about 300 m north of the mouth of the Kwinkwaga River southwest to the point about 500 m west of the mouth of the Kwinkwaga River; and the Kwinkwaga River from Kwinkwaga Lake upstream about 1300 m to the widening in the river.	March 15 to June 15
(114)	The waters of Picnic Lake and Tukaneek Creek (48°36'N., 85°15'W.) located in Hunt Township in the Territorial District of Algoma, described as follows: The bay on the southeast corner of Picnic Lake south of a line extending from the point on the east shore of the lake about 200 m northeast at the culverts of Highway 631 northwest to the point on the south shore about 200 m north of the culverts at Highway 631 including the bay known as Little Picnic Lake; and Tukaneek Creek from Picnic Lake upstream about 500 m to the first pond above the small bridge.	March 15 to June 15
(115)	The waters of Ruthie Lake (48°42'N., 85°14'W.) and its tributaries located in Common Township in the Territorial District of Algoma, described as follows: The south bay of Ruthie Lake south of a line extending from the point on the east shore about 320 m north of the south end of the lake west to the east point of the island in the south bay and from the west point of that island west to the point on the west shore of the lake about 450 m northwest of the south end of the lake; the tributary at the southeast corner of the lake upstream to the top of the first rapids; and the tributary at the southwest corner of the lake upstream to John Lake.	March 15 to June 15
(116)	The waters of Crayfish Lake (48°16'N., 85°05'W.) and its tributaries located in Killins Township in the Territorial District of Algoma, described as follows: The two small bays at the south end of Crayfish Lake south of a line extending due east and due west through the tip of the peninsula about 200 m northwest of the inlet from West Kabenung Lake; all the tributary waters from West Kabenung Lake to Crayfish Lake; and the tributary about 200 m west of the inlet from West Kabenung Lake from Crayfish Lake to the small lake about 150 m upstream.	March 15 to June 15
(117)	The waters of Kabenung Lake and Ruthelda Creek (48°18'N., 84°57'W.) located in Dahl Township in the Territorial District of Algoma, described as follows: The narrow bay on the northeast corner of Kabenung Lake northeast of a line extending from the point on the north shore about 400 m southwest of the crossing at Highway 17 southwesterly to the point on the east shore about 400 m southwest of the crossing at Highway 17; and Ruthelda Creek upstream to the top of the first rapids about 700 m east of the crossing at Highway 17.	March 15 to June 15
(118)	The waters of Dibben Bay (48°33'N., 84°13'W.) of Wabatongushi Lake and Dibben Creek in the Townships of Simpson, Moorehouse and Challenger in the Territorial District of Algoma, described as follows: The part of Wabatongushi Lake northeast of a line extending from the point on the northeast shore about 1300 m west of the mouth of Dibben Creek, southeast to a point on the east shore about 1200 m southwest of Dibben Creek, and Dibben Creek from Wabatongushi Lake upstream about 4 km to Dibben Lake, and including the creek connecting Dibben Creek and the unnamed lake due north of Dibben Lake.	March 15 to June 15
(119)	The waters of French Creek from Lot 15, Concession 10, to Lot 19, Concession 8, in the Township of Hanlan, Ryland Creek from Lot 19, Concession 8 to Lot 15, Concession 7 in the Township of Hanlan, and the area between Hanlan and Wolverine Lakes from Lot 13, Concession 10 to Lot 16, Concession 11 (known locally as Hanlan Narrows).	April 1 to June 14
(120)	The waters of Banana Lake in the Township of Dalmas, in the Territorial District of Sudbury, lying south of a line drawn between a point on the west shore at 47°42'02"N., 83°37'24"W., and a point on the east shore at 47°41'57"N., 83°37'10"W.	Aug. 24 to Dec. 31
(121)	The waters of the Goldie River in the Township of Delmage, in the Territorial District of Sudbury, lying east of a narrowing of the Goldie River at 48°04'08"N., 83°51'26"W., and south to a point at 48°03'17"N., 83°50'48"W., and extending downstream to a point at 48°04'57"N., 83°51'03"W.	March 1 to June 14
(122)	The waters of Delmage Bay in the Township of Delmage, in the Territorial District of Sudbury, lying east of a line drawn between a point on the south shore at 48°04'36"N., 83°51'24"W., and a point on the north shore at 48°04'49"N., 83°51'13"W., southwardly along the west side of the railway tracks to a point where Delmage Bay enters the Goldie River at 48°04'14"N., 83°50'53"W.	March 1 to June 14
(123)	The waters of the Windermere River, the Goldie River and Shikwamkwa Lake located in the Township of Echum, in the Territorial District of Algoma, from a point on the shore of Shikwamkwa Lake at 48°07'38"N., 84°03'47"W., to another point on the shore of that lake at 48°07'36"N., 84°03'40"W., upstream to a point on the Goldie River at 48°08'24"N., 84°02'31"W., and to a point on the Windermere River upstream of where the Goldie River enters the Windermere River at 48°06'55"N., 84°01'13"W.	March 15 to June 15
(124)	The waters of the Kebsquasheshing River known locally as Chapleau River, in the Township of Chapleau, in the Territorial District of Sudbury, lying between Three Mile Rapids at 47°50'16"N., 83°27'24"W., and a narrowing in the Kebsquasheshing River at 47°50'05"N., 83°26'53"W.	April 1 to June 14
(125)	The waters of the Nebkwashi River in the Township of Chapleau, in the Territorial District of Sudbury, lying between a point where Highway 129 crosses the Nebkwashi River at 47°49'10"N., 83°23'54"W., and a narrowing of the Nebkwashi River at 47°49'34"N., 83°23'36"W.	April 1 to June 14

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
(126)	The waters of Borden Lake located in the Township of Cochrane, in the Territorial District of Sudbury, lying north of a line drawn between a point on the east shore at 47°51'58"N., 83°16'55"W., and a point on the west shore at 47°51'58"N., 83°17'25"W.	April 1 to June 14
(127)	The waters of Borden Lake located in the Township of Cochrane, in the Territorial District of Sudbury, lying east of a line drawn between a point on the south shore of Grout Bay at 47°51'23"N., 83°13'25"W., and a point on the north shore of Grout Bay at 47°51'55"N., 83°13'32"W.	April 1 to June 14
(128)	The waters of Nagasin Lake in the Townships of Caouette and Caverly in the Territorial District of Sudbury, lying north of a line drawn between a point on the west shore at 47°45'13"N., 83°36'20"W., and a point on the north shore at 47°45'20"N., 83°36'07"W., including all of Bland Bay and Fagus Bay.	April 1 to June 14
(129)	The waters of Nagasin Lake in the Township of Caouette, in the Territorial District of Sudbury, lying northeast of a line drawn between a point on the north shore at 47°45'44"N., 83°33'51"W., and a point on the east shore at 47°45'40"N., 83°33'44"W., including all of the remaining portions of Bird Bath Bay.	April 1 to June 14
(130)	The waters of Nebskwashi River and Highbrush Lake in the Township of Caverley, in the Territorial District of Sudbury, lying northeast of a point on the Nebskwashi River at 47°43'11"N., 83°34'23"W., to a line drawn between a point on the west shore of Highbrush Lake at 47°44'11"N., 83°33'13"W., and a point on the southeast shore at 47°44'00"N., 83°32'44"W.	April 1 to June 14
(131)	The waters of Wenebegon Lake and Wenebegon River in the Townships of Langlois and Lynch, in the Territorial District of Sudbury, lying north of a line drawn between a point on the west shore at 47°26'13"N., 83°06'13"W., and a point on the east shore at 47°26'13"N., 83°05'18"W., extending up the Wenebegon River to a point at 47°27'25"N., 83°08'12"W.	April 1 to June 14
(132)	The waters of Bateman Lake (49°23'N., 80°04'W.) in the Township of Tomlinson.	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(133)	The waters of Brayley Lake (49°31'N., 80°10'W.) in the Township of Blakelock.	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(134)	The waters of Floodwood Lake (49°28'N., 80°15'W.) in the Townships of Tweed and Blakelock.	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(135)	The waters of Magiskan Lake (49°28'N., 80°09'W.) in the Township of Blakelock.	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(136)	The waters of Mego Lake (49°29'N., 80°08'W.) in the Township of Blakelock.	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(137)	The waters of Mikwam Lake (49°31'N., 80°10'W.) in the Township of Blakelock.	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(138)	The waters of Payntouk Lake (49°24'N., 79°59'W.) in the Township of Tomlinson.	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(139)	The waters of Snare Lake (49°24'N., 80°06'W.) in the Township of Newman.	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(140)	The waters of Twopeak Lake (49°24'N., 80°12'W.) in the Township of Newman.	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(141)	The waters of Bounce Lake (49°48'N., 80°42'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(142)	The waters of Esker Lake (49°50'N., 80°45'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(143)	The waters of French Lake (49°39'N., 80°30'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(144)	The waters of Little Wakwayowkastic Lake (49°49'N., 80°33'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(145)	The waters of Louise (Choppa) Lake (49°50'N., 80°36'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(146)	The waters of North French Lake (49°45'N., 80°38'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(147)	The waters of Sand Lake (49°44'N., 80°43'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(148)	The waters of Today Lake (49°51'N., 80°41'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(149)	The waters of Tomorrow Lake (49°55'N., 80°41'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(150)	The waters of Unknown Lake (49°47'N., 80°39'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(151)	The waters of Yesterday Lake (49°50'N., 80°43'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(152)	The waters of Anthead Lake (49°58'N., 80°40'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(153)	The waters of Burnt Lake (49°42'N., 80°33'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(154)	The waters of Deluxe Lake (49°52'N., 80°45'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(155)	The waters of Echo Lake (50°00'N., 80°36'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(156)	The waters of Hill's Lake (49°53'N., 80°34'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(157)	The waters of Keith Lake (Walter's Lake) (49°45'N., 80°38'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(158)	The waters of Larry Lake (49°44'N., 80°34'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
(159)	The waters of Lauzon Lake (49°49'N., 80°48'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(160)	The waters of Marsh Lake (49°58'N., 80°36'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(161)	The waters of Moose Lake (49°40'N., 80°34'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(162)	The waters of Moving Rock Lake (49°49'N., 80°38'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(163)	The waters of North Choppa Lake (49°51'N., 80°35'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(164)	The waters of North Unknown Lake (49°48'N., 80°41'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(165)	The waters of South Choppa Lake (49°49'N., 80°37'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(166)	The waters of Verana Lake (49°49'N., 80°33'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(167)	The waters of Yesterday River Lake (49°49'N., 80°46'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(168)	The waters of West Choppa Lake (49°50'N., 80°38'W.).	November 1 to the Friday before the third Saturday in May

(11) L'article 16 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (98), de ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
16.	(99) Les eaux du ruisseau Waterhen dans le canton d'Ossian à partir du ponceau du chemin Pontiac-McVittie à l'est de l'embouchure du ruisseau où il se déverse dans le lac Labyrinth.	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
	(100) Les eaux du lac Racine dans la région judiciaire du Nord-est commençant à la latitude 48°00'25"N. et la longitude 83°19'50"O., où la limite nord des lots 8 et 9, concession 5, canton de D'Arcy, traverse le lac Racine, y compris toutes les eaux du lac en direction sud jusqu'aux premiers rapides, lot 10, concession 3, canton de D'Arcy (47°57'25"N., 83°20'10"O.).	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
	(101) Les eaux de la partie du ruisseau Wabikoba du côté aval du pont sur la route 17 jusqu'au lac Cedar (48°42'N., 85°48'O.), y compris la partie nord du lac Cedar à l'extérieur du canton de Brothers.	Du 15 mars au 15 juin
	(102) Les eaux de la partie du ruisseau Wabikoba à partir du barrage du lac Theresa, vers le sud et s'étendant sur 200 m de l'embouchure du ruisseau jusqu'au lac Wabikoba.	Du 15 mars au 15 juin
	(103) Les eaux d'un ruisseau sans nom entre le lac Wabikoba (48°47'N., 85°45'O.) et le lac Ellis, y compris le ruisseau Edna en amont jusqu'au premier obstacle au poisson.	Du 15 mars au 15 juin
	(104) Les eaux de la partie du ruisseau Alder du côté aval du ponceau sur la route 17 vers le lac Cedar et s'étendant sur 200 m de l'embouchure du ruisseau jusqu'au lac Cedar.	Du 15 mars au 15 juin
	(105) Les eaux du ruisseau Cedar situées entre les lacs Cedar et Little Cedar dans le canton de Brothers et s'étendant sur 200 m de chaque extrémité du ruisseau jusqu'aux lacs Cedar et Little Cedar.	Du 15 mars au 15 juin
	(106) Les eaux de la partie du ruisseau Hillspout du côté aval des ponceaux du chemin du lac Bound sur une distance de 200 m de l'embouchure du ruisseau jusqu'au lac White Otter.	Du 15 mars au 15 juin
	(107) Les eaux de l'embranchement sud de la rivière Porcupine, lot 2, concessions I et II, et lots 1 et 2, concession II, canton de Tisdale et lot 12, concession II, canton de Whitney, dans un rayon de 200 m à partir de l'embouchure du ruisseau en arc de cercle sur le lac Porcupine.	Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	(108) Les eaux de l'embranchement nord de la rivière Porcupine, lots 2 et 3, concession III, lots 1 et 2, concession II, canton de Tisdale, et lot 12, concession II, du canton de Whitney, dans un rayon de 200 m à partir de l'embouchure du ruisseau en arc de cercle sur le lac Porcupine.	Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	(109) Les eaux du ruisseau Bobs sortant du lac Bobs, lots 8, 9 et 10, concession III, du canton de Whitney, dans un rayon de 200 m à partir de l'embouchure du ruisseau en arc de cercle sur le lac Porcupine.	Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	(110) Les eaux du lac Oskabukuta (48°34'N., 85°39'O.) situées dans un territoire non arpenté dans le district territorial de Thunder Bay.	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
	(111) Les eaux du lac Hawk et du ruisseau McVeigh (48°05'N., 84°33'O.) dans les cantons d'Esquega et de Corbière, district territorial d'Algoma, décrites comme suit : la partie du lac Hawk au nord d'une ligne s'étendant d'un point de la rive nord-ouest à environ 250 m au sud de l'embouchure du ruisseau McVeigh au nord-est jusqu'à la rive nord en direction franc sud de l'intersection du chemin Finn Town et de la route 547; et le ruisseau McVeigh à partir du lac Hawk en amont sur 3 km jusqu'au passage à niveau du Algoma Central Railway dans la partie sud du canton de Corbière, y compris toutes les eaux qui les relient.	Du 15 mars au 15 juin
	(112) Les eaux du lac White, des ruisseaux Olga et McGill (48°52'N., 85°36'O.) dans un territoire non arpenté, district territorial de Thunder Bay, décrites comme suit : la partie de la baie Shabotik sur le lac White au nord d'une ligne s'étendant du point situé à environ 300 m à l'ouest de l'embouchure du ruisseau Olga, au sud-est jusqu'à un point situé à environ 650 m au sud-est de l'embouchure du ruisseau Olga; le ruisseau Olga à partir du lac White au petit lac à environ 2 km en amont; et le ruisseau McGill à partir du ruisseau Olga en amont sur environ 1 km jusqu'à la limite ouest du canton d'Atikameg.	Du 15 mars au 15 juin
	(113) Les eaux du lac Kwinkwaga (48°48'N., 85°20'O.) et de la rivière Kwinkwaga situées dans le canton de Flood, district territorial de Thunder Bay et dans le canton de Johns, district territorial d'Algoma, décrites comme suit : la baie du lac Kwinkwaga à l'est d'une ligne s'étendant d'un point situé à environ 300 m au nord de l'embouchure de la rivière Kwinkwaga, au sud-ouest jusqu'à un point situé à environ 500 m à l'ouest de l'embouchure de la rivière Kwinkwaga; et la rivière Kwinkwaga à partir du lac Kwinkwaga en amont sur environ 1 300 m jusqu'à son élargissement.	Du 15 mars au 15 juin

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
(114)	Les eaux du lac Picnic et du ruisseau Tukaneé (48°36'N., 85°15'O.) situées dans le canton de Hunt, district territorial d'Algoma, décrites comme suit : la baie à l'angle sud-est du lac Picnic au sud d'une ligne s'étendant d'un point sur la rive est du lac à environ 200 m au nord-est des ponceaux de la route 631 vers le nord-ouest jusqu'à un point sur la rive sud à environ 200 m au nord des ponceaux de la route 631, y compris la baie connue sous le nom du lac Little Picnic et le ruisseau Tukaneé à partir du lac Picnic en amont sur environ 500 m jusqu'au premier étang au-dessus du petit pont.	Du 15 mars au 15 juin
(115)	Les eaux du lac Ruthie (48°42'N., 85°14'O.) et ses tributaires situées dans le canton de Common, district territorial d'Algoma, décrites comme suit : la baie sud du lac Ruthie au sud d'une ligne s'étendant d'un point sur la rive est à environ 320 m au nord de l'extrémité sud du lac à l'ouest jusqu'au point est de l'île dans la baie sud et à partir du point ouest de cette île à l'ouest jusqu'à un point sur la rive ouest du lac à environ 450 m au nord-ouest de l'extrémité sud du lac; les eaux tributaires de l'extrémité sud-est du lac en amont jusqu'au sommet des premiers rapides et les eaux tributaires de l'extrémité sud-ouest du lac en amont jusqu'au lac John.	Du 15 mars au 15 juin
(116)	Les eaux du lac Crayfish (48°16'N., 85°05'O.) et de ses tributaires situées dans le canton de Killins, district territorial d'Algoma, décrites comme suit : les deux petites baies à l'extrémité sud du lac Crayfish au sud d'une ligne s'étendant en direction franc est et en direction franc ouest et passant par l'extrémité de la péninsule à environ 200 m au nord-ouest du ruisseau du lac West Kabenung; toutes les eaux tributaires du lac West Kabenung jusqu'au lac Crayfish et les eaux tributaires situées à environ 200 m, à l'ouest du ruisseau partant du lac West Kabenung, à partir du lac Crayfish jusqu'au petit lac à environ 150 m en amont.	Du 15 mars au 15 juin
(117)	Les eaux du lac Kabenung et du ruisseau Ruthelda (48°18'N., 84°57'O.) situées dans le canton de Dahl, district territorial d'Algoma, décrites comme suit : la baie étroite à l'angle nord-est du lac Kabenung, au nord-est d'une ligne s'étendant d'un point sur la rive nord à environ 400 m au sud-ouest du passage à niveau de la route 17, vers le sud-ouest jusqu'à un point sur la rive est à environ 400 m au sud-ouest du passage à niveau de la route 17 et du ruisseau Ruthelda en amont jusqu'au sommet des premiers rapides à environ 700 m à l'est du passage de la route 17.	Du 15 mars au 15 juin
(118)	Les eaux de la baie Dibben (48°33'N., 84°13'O.) du lac Wabatongushi et du ruisseau Dibben dans les cantons de Simpson, de Moorehouse et de Challener, district territorial d'Algoma, décrites comme suit : la partie du lac Wabatongushi au nord-est d'une ligne s'étendant d'un point sur la rive nord-est à environ 1 300 m à l'ouest de l'embouchure du ruisseau Dibben au sud-est jusqu'à un point sur la rive est à environ 1 200 m au sud-ouest du ruisseau Dibben, et le ruisseau Dibben à partir du lac Wabatongushi en amont sur environ 4 km vers le lac Dibben, y compris le ruisseau reliant le ruisseau Dibben et le lac sans nom en direction franc nord du lac Dibben.	Du 15 mars au 15 juin
(119)	Les eaux du ruisseau French à partir du lot 15, concession 10, au lot 19, concession 8, dans le canton de Hanlan, le ruisseau Ryland à partir du lot 19, concession 8, au lot 15, concession 7, dans le canton de Hanlan, et le secteur entre les lacs Hanlan et Wolverine à partir du lot 13, concession 10, au lot 16, concession 11 (connu localement sous le nom de passage Hanlan).	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
(120)	Les eaux du lac Banana dans le canton de Dalmas, district territorial de Sudbury, situées au sud d'une ligne tirée entre un point sur la rive ouest (47°42'02"N., 83°37'24"O.) et un point sur la rive est (47°41'57"N., 83°37'10"O.).	Du 24 août au 31 décembre
(121)	Les eaux de la rivière Goldie dans le canton de Delmage, district territorial de Sudbury, situées, à l'est d'un resserrement de la rivière Goldie (48°04'08"N., 83°51'26"N.) et vers le sud jusqu'au point (48°03'17"N., 83°50'48"O.) et s'étendant en aval jusqu'à un point par 48°04'57"N., 83°51'03"O.	Du 1 ^{er} mars au 14 juin
(122)	Les eaux de la baie Delmage dans le canton de Delmage, district territorial de Sudbury, situées à l'est d'une ligne tirée entre un point de la rive sud (48°04'36"N., 83°51'24"O.) et un point de la rive nord (48°04'49"N., 83°51'13"O.), en direction sud le long du côté ouest de la voie ferrée jusqu'au point où la baie Delmage se jette dans la rivière Goldie (48°04'14"N., 83°50'53"O.).	Du 1 ^{er} mars au 14 juin
(123)	Les eaux de la rivière Windermere, de la rivière Goldie et du lac Shikwamkwa situées dans le canton d'Echum, district territorial d'Algoma, à partir d'un point sur la rive du lac Shikwamkwa (48°07'38"N., 84°03'47"O.) à un autre point sur la rive de ce lac (48°07'36"N., 84°03'40"O.), en amont jusqu'à un point sur la rivière Goldie (48°08'24"N., 84°02'31"O.) et jusqu'à un point sur la rivière Windermere en amont d'où la rivière Goldie se jette dans la rivière Windermere (48°06'55"N., 84°01'13"O.).	Du 15 mars au 15 juin
(124)	Les eaux de la rivière Keksquasheshing connue localement sous le nom de la rivière Chapleau dans le canton de Chapleau, district territorial de Sudbury, situées entre les rapides Three Mile (47°50'16"N., 83°27'24"O.) et un resserrement de la rivière Keksquasheshing (47°50'05"N., 83°26'53"O.).	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
(125)	Les eaux de la rivière Nebskwashi dans le canton de Chapleau, district territorial de Sudbury, situées entre un point où la route 129 croise la rivière Nebskwashi (47°49'10"N., 83°23'54"O.), et un resserrement de la rivière Nebskwashi (47°49'34"N., 83°23'36"O.).	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
(126)	Les eaux du lac Borden dans le canton de Cochrane, district territorial de Sudbury, situées au nord d'une ligne tirée entre un point de la rive est (47°51'58"N., 83°16'55"O.) et un point de la rive ouest (47°51'58"N., 83°17'25"O.).	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
(127)	Les eaux du lac Borden situées dans le canton de Cochrane, district territorial de Sudbury, situées à l'est d'une ligne tirée entre un point sur la rive sud de la baie Grout (47°51'23"N., 83°13'25"O.) et un point sur la rive nord de la baie Grout (47°51'55"N., 83°13'32"O.).	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
(128)	Les eaux du lac Nagasin dans les cantons de Caouette et de Caverly, district territorial de Sudbury, situées au nord d'une ligne tirée entre un point sur la rive ouest (47°45'13"N., 83°36'20"O.) et un point sur la rive nord (47°45'20"N., 83°36'07"O.), y compris les baies Bland et Fagus.	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
(129)	Les eaux du lac Nagasin dans le canton de Caouette, district territorial de Sudbury, situées au nord-est d'une ligne tirée entre un point de la rive nord (47°45'44"N., 83°33'51"O.) et un point de la rive est (47°45'40"N., 83°33'44"O.), y compris toutes les parties restantes de la baie Bird Bath.	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
(130)	Les eaux de la rivière Nebskwashi et du lac Highbrush dans le canton de Caverly, district territorial de Sudbury, situées au nord-est d'un point sur la rivière Nebskwashi (47°43'11"N., 83°34'23"O.) à une ligne tirée entre un point sur la rive ouest du lac Highbrush (47°44'11"N., 83°33'13"O.) et un point sur la rive sud-est (47°44'00"N., 83°32'44"O.).	Du 1 ^{er} avril au 14 juin
(131)	Les eaux du lac Wenebegan et de la rivière Wenebegan dans les cantons de Langlois et de Lynch, district territorial de Sudbury, situées au nord d'une ligne tirée entre un point de la rive ouest (47°26'13"N., 83°06'13"O.) et un point de la rive est (47°26'13"N., 83°05'18"O.) se prolongeant jusqu'à la rivière Wenebegan au point (47°27'25"N., 83°08'12"O.).	Du 1 ^{er} avril au 14 juin

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
(132)	Les eaux du lac Bateman (49°23'N., 80°04'O.) dans le canton de Tomlinson.	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(133)	Les eaux du lac Brayley (49°31'N., 80°10'O.) dans le canton de Blakelock.	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(134)	Les eaux du lac Floodwood (49°28'N., 80°15'O.) dans les cantons de Tweed et de Blakelock.	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(135)	Les eaux du lac Magiskan (49°28'N., 80°09'O.) dans le canton de Blakelock.	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(136)	Les eaux du lac Mego (49°29'N., 80°08'O.) dans le canton de Blakelock.	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(137)	Les eaux du lac Mikwam (49°31'N., 80°10'O.) dans le canton de Blakelock.	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(138)	Les eaux du lac Payntouk (49°24'N., 79°59'O.) dans le canton de Tomlinson.	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(139)	Les eaux du lac Snare (49°24'N., 80°06'O.) dans le canton de Newman.	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(140)	Les eaux du lac Twopeak (49°24'N., 80°12'O.) dans le canton de Newman.	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(141)	Les eaux du lac Bounce (49°48'N., 80°42'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(142)	Les eaux du lac Esker (49°50'N., 80°45'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(143)	Les eaux du lac French (49°39'N., 80°30'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(144)	Les eaux du lac Little Wakwayowkastic (49°49'N., 80°33'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(145)	Les eaux du lac Louise (Choppa) (49°50'N., 80°36'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(146)	Les eaux du lac North French (49°45'N., 80°38'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(147)	Les eaux du lac Sand (49°44'N., 80°43'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(148)	Les eaux du lac Today (49°51'N., 80°41'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(149)	Les eaux du lac Tomorrow (49°55'N., 80°41'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(150)	Les eaux du lac Unknown (49°47'N., 80°39'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(151)	Les eaux du lac Yesterday (49°50'N., 80°43'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(152)	Les eaux du lac Anthead (49°58'N., 80°40'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(153)	Les eaux du lac Burnt (49°42'N., 80°33'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(154)	Les eaux du lac Deluxe (49°52'N., 80°45'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(155)	Les eaux du lac Echo (50°00'N., 80°36'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(156)	Les eaux du lac Hill's (49°53'N., 80°34'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
(157)	Les eaux du lac Keith (lac Walter's) (49°45'N., 80°38'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(158)	Les eaux du lac Larry (49°44'N., 80°34'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(159)	Les eaux du lac Lauzon (49°49'N., 80°48'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(160)	Les eaux du lac Marsh (49°58'N., 80°36'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(161)	Les eaux du lac Moose (49°40'N., 80°34'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(162)	Les eaux du lac Moving Rock (49°49'N., 80°38'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(163)	Les eaux du lac North Choppa (49°51'N., 80°35'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(164)	Les eaux du lac North Unknown (49°48'N., 80°41'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(165)	Les eaux du lac South Choppa (49°49'N., 80°37'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(166)	Les eaux du lac Verana (49°49'N., 80°33'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(167)	Les eaux du lac Yesterday River (49°49'N., 80°46'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai
(168)	Les eaux du lac West Choppa (49°50'N., 80°38'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai

60. (1) Subitem 18(35)¹⁰ of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I	Column II	
Item	Description	Close Time
18.	(35) The waters of the Nipigon River from the downstream edge of the Parmacheene C.N.R. bridge abutments upstream to the first narrows, being a distance of approximately 400 m as measured along the high-water mark of the eastern shore.	The first Tuesday after Labour Day to the Friday before the fourth Saturday in May

60. (1) Le paragraphe 18(35)¹⁰ de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
18.	(35) Les eaux de la rivière Nipigon à partir du bord en aval des contreforts du pont Parmacheene C.N.R. en amont jusqu'aux premiers passages, soit une distance d'environ 400 m telle que mesurée le long de la laisse des hautes eaux de la rive est.	Du premier mardi suivant la fête du Travail jusqu'au vendredi précédant le quatrième samedi de mai

(2) Item 18 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (47):

Column I	Column II	
Item	Description	Close Time
18.	(48) The waters of Lac Des Mille Lacs in the Territorial District of Thunder Bay.	March 16 to the Friday preceding the second Saturday in March
	(49) The waters of Cushing Lake in the Territorial District of Thunder Bay.	March 16 to the Friday preceding the second Saturday in March
	(50) The waters of the Savanne River in the Territorial District of Thunder Bay.	March 16 to the Friday preceding the second Saturday in March
	(51) The waters of the Little Savanne River in the Territorial District of Thunder Bay.	March 16 to the Friday preceding the second Saturday in March

(2) L'article 18 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (47), de ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
18.	(48) Les eaux du Lac Des Mille Lacs, district territorial de Thunder Bay.	Du 16 mars au vendredi précédant le deuxième samedi de mars
	(49) Les eaux du lac Cushing, district territorial de Thunder Bay.	Du 16 mars au vendredi précédant le deuxième samedi de mars
	(50) Les eaux de la rivière Savanne, district territorial de Thunder Bay.	Du 16 mars au vendredi précédant le deuxième samedi de mars
	(51) Les eaux de la rivière Little Savanne, district territorial de Thunder Bay.	Du 16 mars au vendredi précédant le deuxième samedi de mars

61. (1) Subitems 19(48)⁶ and (49)⁹ of Schedule V to the Regulations are repealed.

61. (1) Les paragraphes 19(48)⁶ et (49)⁹ de l'annexe V du même règlement sont abrogés.

(2) Subitems 19(51)⁹ and (52)⁹ of Schedule V to the Regulations are repealed.

(2) Les paragraphes 19(51)⁹ et (52)⁹ de l'annexe V du même règlement sont abrogés.

(3) Subitem 19(65)⁷ of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
19.	(65) The waters of the English River between English River Falls downstream to include all of Grassy Bay of Minnitaki Lake to a line drawn from the western shore of Minnitaki Lake starting at 49°55'49"N., 91°48'29"W. to the most southerly point of Nicks Island, then continuing to the eastern shore of Minnitaki Lake at 49°56'14"N., 91°47'46"W.	April 1 to June 15
	(66) The waters of Nelson Lake, contained within Cedar Lake, of the Territorial District of Kenora, commencing at a line between the western shoreline at approximately 50°13'09"N., 93°09'44"W., and the eastern shoreline at 50°13'05"N., 93°09'26"W., then upstream in a northerly direction including the north part of Nelson Lake and including the creek and Richmond Lake at approximately 50°14'26"N., 93°09'14"W.	April 1 to May 31
	(67) The waters of Mud Lake, contained within Wabaskang Lake, of the Territorial District of Kenora, commencing at its mouth where it enters Wabaskang Lake at 50°25'21"N., 93°14'01"W.	April 1 to May 31

(3) Le paragraphe 19(65)⁷ de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
19.	(65) Les eaux de la rivière English entre les chutes de la rivière English en aval de façon à inclure toute la baie Grassy du lac Minnitaki et une ligne tirée de la rive ouest du lac Minnitaki (49°55'49"N., 91°48'29"O.) jusqu'au point le plus au sud de l'île Nicks puis s'étendant jusqu'à la rive est du lac Minnitaki (49°56'14"N., 91°47'46"O.).	Du 1 ^{er} avril au 15 juin
	(66) Les eaux du lac Nelson comprises au sein du lac Cedar, district territorial de Kenora, commençant à une ligne située entre la rive ouest à environ (50°13'09"N., 93°09'44"O.) et la rive est (50°13'05"N., 93°09'26"O.) puis, en amont en direction nord, y compris la partie nord du lac Nelson et le ruisseau et le lac Richmond par environ 50°14'26"N., 93°09'14"O.	Du 1 ^{er} avril au 31 mai
	(67) Les eaux du lac Mud comprises au sein du lac Wabaskang, district territorial de Kenora, commençant à l'embouchure où il se déverse dans le lac Wabaskang (50°25'21"N., 93°14'01"O.).	Du 1 ^{er} avril au 31 mai

62. Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after item 19:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
<i>Division 22A</i>		
19.01	The waters of that part of Perrault Falls and Wabaskang Lake in the unsurveyed portion of the Territorial District of Kenora lying between the bridge on Highway 105 in the Town of Perrault Falls and a line drawn east and west astronomically across the narrows at the inflow to Wabaskang Lake at a distance of 500 m measured northeast astronomically from the aforementioned bridge.	April 1 to May 31
<i>Division 24</i>		
19.02	The waters of Zeemel Lake (52°34'N., 90°22'W.) including the Paseminon River upstream to a point 300 m above Musselwhite Mine Road	January 1 to December 31
<i>Division 25</i>		
19.03	(1) The waters of Edgar Lake (50°22'N., 80°23'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
	(2) The waters of McParlon Lake (50°09'N., 80°42'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
	(3) The waters of Nettogami Lake (50°13'N., 80°34'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
	(4) The waters of Piyagoskogau Lake (50°14'N., 80°25'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
	(5) The waters of Bill's Lake (50°07'N., 80°36'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
	(6) The waters of Partridge Lake (50°24'N., 80°19'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
	(7) The waters of Pot Hole Lake (50°08'N., 80°40'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
(8)	The waters of Rainy Lake (50°05'N., 80°36'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(9)	The waters of South West Kesagami Lake (50°17'N., 80°23'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(10)	The waters of Steve's Lake (50°05'N., 80°38'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(11)	The waters of Echo Lake (50°00'N., 80°36'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(12)	The waters of Lauzon Lake (49°49'N., 80°48'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(13)	The waters of Moving Rock Lake (49°49'N., 80°38'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May
(14)	The waters of Yesterday River Lake (49°49'N., 80°46'W.)	November 1 to the Friday before the third Saturday in May

62. L'annexe V du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 19, de ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
<i>Division 22A</i>		
19.01	Les eaux de la partie des chutes Perrault et du lac Wabaskang dans la partie non arpentée du district territorial de Kenora situées entre le pont de la route 105 dans la ville de Perrault Falls et une ligne tirée à l'est et à l'ouest astronomiques à travers les passages à l'afflux du lac Wabaskang à une distance mesurée de 500 m au nord-est astronomique à partir de ce pont.	Du 1 ^{er} avril au 31 mai
<i>Division 24</i>		
19.02	Les eaux du lac Zeemel (52°34'N., 90°22'O.), y compris la rivière Paseminon en amont jusqu'à un point à 300 m au-dessus du chemin Musselwhite Mine.	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
<i>Division 25</i>		
19.03	(1) Les eaux du lac Edgar (50°22'N., 80°23'O.). (2) Les eaux du lac McParlon (50°09'N., 80°42'O.). (3) Les eaux du lac Nettogami (50°13'N., 80°34'O.). (4) Les eaux du lac Piyagoskogau (50°14'N., 80°25'O.). (5) Les eaux du lac Bill's (50°07'N., 80°36'O.). (6) Les eaux du lac Partridge (50°24'N., 80°19'O.). (7) Les eaux du lac Pot Hole (50°08'N., 80°40'O.). (8) Les eaux du lac Rainy (50°05'N., 80°36'O.). (9) Les eaux du lac South West Kesagami (50°17'N., 80°23'O.). (10) Les eaux du lac Steve (50°05'N., 80°38'O.). (11) Les eaux du lac Echo (50°00'N., 80°36'O.). (12) Les eaux du lac Lauzon (49°49'N., 80°48'O.). (13) Les eaux du lac Moving Rock (49°49'N., 80°38'O.). (14) Les eaux du lac Yesterday River (49°49'N., 80°46'O.).	Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai Du 1 ^{er} novembre au vendredi précédant le troisième samedi de mai

63. (1) Subitems 23(7)⁶ and (8)⁶ of Schedule V to the Regulations are replaced with the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
23.	(7) The waters of that part of the Chukuni River and Hoyles Bay of Red Lake, situated at approximately 51°09'30"N., 93°45'30"W., in the geographic Townships of McDonough and Bateman, in the Territorial District of Kenora, Patricia Portion, lying between the first narrows of Little Vermilion Lake at the beginning of the outflow of the Chukuni River, and then downstream to include Hoyles Bay of Red Lake, marked by a line drawn from the northwest point of East Narrows, then due west to the peninsula on the west shore of Hoyles Bay.	April 15 to May 31
	(8) The waters of that part of Golden Creek and East Bay of Red Lake, situated at approximately 51°10'30"N., 93°40'30"W., in the geographic Township of Bateman, in the Territorial District of Kenora, Patricia Portion, lying between the Pine Ridge Road and a line drawn northwest from the first point of land immediately west of Pindar Creek to a point on the opposite shore of East Bay.	April 15 to May 31

63. (1) Les paragraphes 23(7)⁶ et (8)⁶ de l'annexe V du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
23.	(7) Les eaux de la partie de la rivière Chukuni et de la baie Hoyles du lac Red située par environ 51°09'30"N. et 93°45'30'O. dans les cantons géographiques de McDonough et de Bateman, district territorial de Kenora, partie Patricia, situées entre les premiers passages du lac Little Vermilion au début de l'afflux de la rivière Chukuni et en aval y compris la baie Hoyles du lac Red, marquée par une ligne tirée du point nord-ouest du East Narrows, puis en direction franc l'ouest jusqu'à la péninsule de la rive ouest de la baie Hoyles.	Du 15 avril au 31 mai

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
(8)	Les eaux de la partie du ruisseau Golden et de la baie East du lac Red située par environ 51°10'30"N. et 93°40'30"O. dans le comté géographique de Bateman, district territorial de Kenora, partie Patricia, situées entre le chemin Pine Ridge et une ligne tirée au nord-ouest de la première pointe de terre immédiatement à l'ouest du ruisseau Pindar jusqu'à un point sur la rive opposée de la baie East.	Du 15 avril au 31 mai

(2) Subitem 23(10)⁶ of Schedule V to the Regulations is replaced by the following:

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
23.	(10) The waters of Ranger Lake, Ranger Creek and the north portion of Gullrock Lake in the geographic Township of Ranger, in the Territorial District of Kenora, Patricia Portion, marked by a line drawn from a point of land on the west shore of Gullrock Lake, approximately 51°02'N., 94°35'W., running southeasterly to the point of land at 51°01'30"W., 93°34'50"N., on the east shore.	April 15 to May 31

(2) Le paragraphe 23(10)⁶ de l'annexe V du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
23.	(10) Les eaux du lac Ranger, du ruisseau Ranger et de la partie nord du lac Gullrock dans le canton géographique de Ranger, district territorial de Kenora, partie Patricia, marquée par une ligne tirée d'une pointe de terre sur la rive ouest du lac Gullrock par environ 51°02'N., 94°35'O., en direction sud-est jusqu'à une pointe de terre par 51°01'30"O., 93°34'50"N. sur la rive est.	Du 15 avril au 31 mai

(3) Subitems 23(22) to (26)¹⁰ of Schedule V to the Regulations are repealed. **(3) Les paragraphes 23(22) à (26)¹⁰ de l'annexe V du même règlement sont abrogés.**

64. Item 25 of Schedule V to the Regulations is amended by adding the following after subitem (5):

Column I		Column II
Item	Description	Close Time
25.	(6) The waters of the unnamed lake known as Wylie Lake (49°02'N., 86°45'W.).	Jan. 1 to Dec. 31
	(7) The waters of Borealis Lake (49°01'N., 86°44'W.).	Jan. 1 to Dec. 31
	(8) The waters of that part of the Kagiano River (at the south end of Kagiano Lake), upstream from Kagiano Lake to the first small unnamed lake and 200 m out from the river mouth into Kagiano Lake.	March 15 to June 15
	(9) The waters of that part of Gentian Creek, between Lobelia Lake and Kagiano Lake, from the unnamed lake downstream to Kagiano Lake and approximately 1000 m out from the mouth of Gentian Creek into Kagiano Lake.	March 15 to June 15
	(10) The waters of that part of Unnamed Creek (500 m south of Kagiano River Inlet), at the south end of Kagiano Lake, from the first obstruction to fish to 200 m out from the creek mouth into Kagiano Lake.	March 15 to June 15
	(11) The waters of that part of Unnamed Creek (in a small bay east of the southernmost narrows) at the south end of Kagiano Lake, from the first obstruction to fish to 200 m out from the creek mouth into Kagiano Lake.	March 15 to June 15
	(12) The waters of that part of Kagiano River at Michal Lake, from the location where Marmota Creek joins the Kagiano River, upstream to the top of the rapids.	March 15 to June 15
	(13) The waters of Onaman Lake (50°00'N., 87°26'W.) in the Territorial District of Thunder Bay.	March 1 to June 1

64. L'article 25 de l'annexe V du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Colonne I		Colonne II
Article	Description	Période de fermeture
25.	(6) Les eaux du lac sans nom connu sous le nom de lac Wylie (49°02'N., 86°45'O.).	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
	(7) Les eaux du lac Borealis (49°01'N., 86°44'O.).	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
	(8) Les eaux de la partie de la rivière Kagiano (à l'extrémité sud du lac Kagiano) en amont du lac Kagiano jusqu'au premier petit lac sans nom et sur 200 m de l'embouchure de la rivière au lac Kagiano.	Du 15 mars au 15 juin
	(9) Les eaux de la partie du ruisseau Gentian située entre le lac Lobelia et le lac Kagiano, à partir du lac sans nom en aval jusqu'au lac Kagiano et jusqu'à environ 1 000 m de l'embouchure du ruisseau Gentian au lac Kagiano.	Du 15 mars au 15 juin
	(10) Les eaux de la partie du ruisseau sans nom situées à 500 m au sud du bras de la rivière Kagiano, à l'extrémité sud du lac Kagiano à partir du premier obstacle de poisson jusqu'à 200 m de l'embouchure du ruisseau au lac Kagiano.	Du 15 mars au 15 juin
	(11) Les eaux de la partie du ruisseau sans nom située dans une petite baie à l'est du passage le plus au sud, à l'extrémité sud du lac Kagiano, à partir du premier obstacle au poisson jusqu'à 200 m de l'embouchure du ruisseau au lac Kagiano.	Du 15 mars au 15 juin
	(12) Les eaux dans la partie de la rivière Kagiano au lac Michal à partir du point où le ruisseau Marmota rejoint la rivière Kagiano en amont jusqu'au sommet des rapides.	Du 15 mars au 15 juin
	(13) Les eaux du lac Onaman (50°00'N., 87°26'O.), district territorial de Thunder Bay.	Du 1 ^{er} mars au 1 ^{er} juin

65. (1) Paragraph 4(6)(f)⁷ of Part I of Schedule VII to the Regulations is replaced by the following:

(f) Johnson Lake (Latitude 45°23'N., Longitude 77°53'W.) in the geographic Township of Wicklow;

(2) Paragraphs 4(6)(m) to (o)⁷ of Part I of Schedule VII to the Regulations are replaced by the following:

(m) Tommies Lake (Latitude 44°59'N., Longitude 77°53'W.) in the geographic Township of Cashel;

(n) Wicklow Lake (Latitude 44°21'N., Longitude 77°58'W.) in the geographic Township of Wicklow;

(o) Yuill Lake (Latitude 45°22'N., Longitude 77°52'W.) in the geographic Township of Wicklow.

66. (1) Subitem 5(2) of Part I of Schedule VII to the Regulations is amended by adding the following after paragraph (i):

(j) Liberty Lake (47°11'N., 80°04'W.) in the Township of Ashton.

(2) Paragraphs 5(4)(g) to (i) of Part I of Schedule VII to the Regulations are replaced by the following:

(g) All of the waters in the Townships of Redsky and Restoule except Anjigami Lake, and all of the waters in the townships of Roy, Stoney, Suganaqueb, Barnes, Beaudin, Bullock, Cannard, Greenwood, Grootenboer and Labonte, and the waters north of the Montreal River in the Townships of Larson, Home and Peever;

67. (1) Subsection 6(1) of Part I of Schedule VII to the Regulations is amended by adding the following after paragraph (e):

(f) Semple 54 Lake (47°58'N., 81°18'W.), Semple Township;

(g) Nayowin Lake (47°47'N., 81°23'W.), Burrows Township.

(2) Subsection 6(3) of Part I of Schedule VII to the Regulations is amended by adding the following after paragraph (b):

(c) Pallet Lake (48°16'N., 80°39'W.), Nordica Township;

(d) Reed Lake (47°45'N., 80°05'W.), Bryce Township.

(3) Subitem 6(4)³ of Part I of Schedule VII to the Regulations is replaced by the following:

(4) *Territorial District of Thunder Bay*

(a) Three Finger Lake (Latitude 48°43'N., Longitude 86°19'W.), Pic Township;

(b) That part of the Territorial District of Thunder Bay described as follows: beginning at a point in the high-water mark of Lake Superior where the said high-water mark is intersected by the easterly boundary of the Territorial District of Thunder Bay; thence northerly along that easterly boundary to the southeasterly corner of the Township of Knowles; thence west astronomically along the southerly boundary of that township and its production to the high-water mark of Lake Superior; thence southerly and easterly along that high-water mark to the place of beginning;

(c) Clearwater Lake (48°41'N., 85°41'W.), Laberge Township;

(d) Greenwater Lake (49°39'N., 85°56'W.);

(e) Alberta Lake (48°52'N., 86°03'W.).

65. (1) L'alinéa 4(6)(f)⁷ de la partie I de l'annexe VII du même règlement est remplacé par ce qui suit :

f) le lac Johnson (45°23'N., 77°53'O.) dans le canton géographique de Wicklow;

(2) Les alinéas 4(6)(m) à (o)⁷ de la partie I de l'annexe VII du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

m) le lac Tommies (44°59'N., 77°53'O.) dans le canton géographique de Cashel;

n) le lac Wicklow (44°21'N., 77°58'O.) dans le canton géographique de Wicklow;

o) le lac Yuill (45°22'N., 77°52'O.) dans le canton géographique de Wicklow.

66. (1) Le paragraphe 5(2) de la partie I de l'annexe VII du même règlement est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit :

j) le lac Liberty (47°11'N., 80°04'O.) dans le canton d'Ashton.

(2) Les alinéas 5(4)(g) à (i) de la partie I de l'annexe VII du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

g) toutes les eaux des cantons de Redsky et de Restoule, à l'exception de celles du lac Anjigami, et toutes les eaux des cantons de Roy, Stoney, Suganaqueb, Barnes, Beaudin, Bullock, Cannard, Greenwood, Grootenboer et Labonte, et les eaux situées au nord de la rivière Montreal dans les cantons de Larson, Home et Peever;

67. (1) Le paragraphe 6(1) de la partie I de l'annexe VII du même règlement est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :

f) le lac Semple 54 (47°58'N., 81°18'O.) dans le canton de Semple;

g) le lac Nayowin (47°47'N., 81°23'O.) dans le canton de Burrows.

(2) Le paragraphe 6(3) de la partie I de l'annexe VII du même règlement est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) le lac Pallet (48°16'N., 80°39'O.) dans le canton de Nordica;

d) le lac Reed (47°45'N., 80°05'O.) dans le canton de Bryce.

(3) Le paragraphe 6(4)³ de la partie I de l'annexe VII du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(4) *District territorial de Thunder Bay*

a) Le lac Three Finger (48°43'N., 86°19'O.) dans le canton de Pic;

b) la partie du district territorial de Thunder Bay décrite comme suit : commençant à un point d'intersection entre la laisse des hautes eaux du lac Supérieur et la limite est du district territorial de Thunder Bay; de là, en direction nord, le long de cette limite est jusqu'à l'angle sud-est du canton de Knowles; de là, en direction ouest astronomique le long de la limite sud de ce canton et de son prolongement jusqu'à la laisse des hautes eaux du lac Supérieur; de là, en direction sud et est, le long de cette laisse des hautes eaux, jusqu'au point de départ;

c) le lac Clearwater (48°41'N., 85°41'O.) dans le canton de Laberge;

d) le lac Greenwater (49°39'N., 85°56'O.);

e) le lac Alberta (48°52'N., 86°03'O.).

(5) Territorial District of Algoma

The waters of Pokei Creek (48°27'N., 85°15'W.), Soulier Lake (48°22'N., 85°20'W.), Gibson Lake (48°20'N., 85°20'W.), Jarvey Lake (48°19'N., 85°20'W.), Coronation Creek and Coronation Lake (48°16'N., 85°18'W.), Farwell Creek (48°10'N., 85°27'W.), Warbedeelius Lake (48°10'N., 85°19'W.), and including all their tributary lakes and streams.

68. Item 7⁹ of Part I of Schedule VII to the Regulations is replaced by the following:

7. Division 20

Territorial District of Algoma

Lake Number One in the Township of Kapuskasing.

69. Part I of Schedule VII to the Regulations is amended by adding the following after item 10:

11. Division 33

Territorial District of Thunder Bay

- (a) Borealis Lake (Latitude 49°01'N., Longitude 86°44'W.);
 (b) The unnamed lake known as Wylie Lake (Latitude 49°02'N., Longitude 86°45'W.).

70. Part II of Schedule VII to the Regulations is amended by adding the following after item 2:

2.1 Division 18

Territorial District of Algoma

The waters of Oakley Lake (47°56'N., 84°43'W.) in the geographic Townships of McMurray and Naveau.

71. Paragraphs 3(1)(a) to (h)¹⁰ of Part II of Schedule VII to the Regulations are replaced by the following:

The portion of Kabinakagami River and all its tributary lakes and streams in the Townships of McGowan, Atkinson, Broughton, Cooper, Doucett and Mosambik, and the southeast half of Nameigos township, but excluding Anaharea Lake.

72. Item 4 of Part II of Schedule VII to the Regulations is amended by adding the word “and” at the end of paragraph (a), by striking out the word “and” at the end of paragraph (b) and by repealing paragraph (c)².**73. Part II of Schedule VII to the Regulations is amended by adding the following after item 4:**

5. Division 22

Territorial District of Kenora

Maskinonge, Hooch and Cloudlet Lakes.

74. Paragraph 1(1)(c)¹⁰ of Part III of Schedule VII to the Regulations is repealed.**75. (1) Paragraph 1(2)(a)² of Schedule VIII to the Regulations is replaced by the following:**

(a) Big Creek

That part of Big Creek south of the Quance Dam in the Town of Delhi and lying within the Townships of Middleton, Charlotteville, North Walsingham and South Walsingham;

(2) Subitem 1(2) of Schedule VIII to the Regulations is amended by adding the following after paragraph (c):

(d) North Creek

That part of North Creek south of King's Highway 3 in the Township of Middleton;

(5) District territorial d'Algoma

Les eaux du ruisseau Pokei (48°27'N., 85°15'O.), du lac Soulier (48°22'N., 85°20'O.), du lac Gibson (48°20'N., 85°20'O.), du lac Jarvey (48°19'N., 85°20'O.), du ruisseau Coronation et du lac Coronation (48°16'N., 85°18'O.), du ruisseau Farwell (48°10'N., 85°27'O.), du lac Warbedeelius (48°10'N., 85°19'O.), y compris tous les lacs et ruisseaux qui leur sont tributaires.

68. L'article 7⁹ de la partie I de l'annexe VII du même règlement est remplacé par ce qui suit :

7. Division 20

District territorial d'Algoma

Le lac Number One dans le canton de Kapuskasing.

69. La partie I de l'annexe VII du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 10, de ce qui suit :

11. Division 33

District territorial de Thunder Bay

- a) Le lac Borealis (49°01'N., 86°44'O.);
 b) le lac sans nom connu sous le nom de lac Wylie (49°02'N., 86°45'O.).

70. La partie II de l'annexe VII du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

2.1 Division 18

District territorial d'Algoma

Les eaux du lac Oakley (47°56'N., 84°43'O.) dans les cantons géographiques de McMurray et de Naveau.

71. Les alinéas 3(1)(a) à (h)¹⁰ de la partie II de l'annexe VII du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

La partie de la rivière Kabinakagami et tous les lacs et ruisseaux qui lui sont tributaires situé dans les cantons de McGowan, d'Atkinson, de Broughton, de Cooper, de Doucett et de Mosambik, et la moitié sud-est du canton de Nameigos, à l'exclusion du lac Anaharea.

72. L'alinéa 4c)² de la partie II de l'annexe VII du même règlement est abrogé.**73. La partie II de l'annexe VII du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 4, de ce qui suit :**

5. Division 22

District territorial de Kenora

Les lacs Maskinonge, Hooch et Cloudlet.

74. L'alinéa 1(1)(c)¹⁰ de la partie III de l'annexe VII du même règlement est abrogé.**75. (1) L'alinéa 1(2)(a)² de l'annexe VIII du même règlement est remplacé par ce qui suit :**

a) Ruisseau Big

La partie du ruisseau Big au sud du barrage Quance dans la ville de Delhi située dans les cantons de Middleton, de Charlotteville, de North Walsingham et de South Walsingham.

(2) Le paragraphe 1(2) de l'annexe VIII du même règlement est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) Ruisseau North

La partie du ruisseau North au sud du King's Highway 3 dans le canton de Middleton;

(e) Grand River

That part of the Grand River from the boundary of the County of Brant to the edge of Lake Erie.

76. Item 2 of Schedule VIII to the Regulations is amended by adding the following before subitem (1):

*(0.1) County of Brant**Grand River*

That part of the Grand River from 25 m downstream of Wilkes Dam in the City of Brantford downstream to the boundary of the County of Brant.

77. Schedule X to the Regulations is amended by adding the following before item 1:

0.1 Division 18

(1) Territorial District of Algoma

(a) Geographic Township of McMurray: Dycie Lake (47°56'N., 84°46'W.);

(b) Geographic Township of Naveau: Centennial Lake (47°55'N., 84°43'W.);

(c) Geographic Township of Rabazo: Norwalk Lake (47°55'N., 84°44'W.).

78. (1) Subitem 1(1) of Schedule X to the Regulations is amended by adding the following after paragraph (d):

(e) Geographic Township of Dumas:

(i) Mystery Lake (48°19'N., 84°43'W.),

(ii) Souloup Lake (48°19'N., 84°43'W.).

(2) Item 1 of Schedule X to the Regulations is amended by adding the following after subitem (4):

*(5) Territorial District of Thunder Bay**Geographic Township of Cecile:*

(a) Dragline Lake (48°38'N., 85°23'W.);

(b) North Twin Lake (48°38'N., 85°24'W.);

(c) South Twin Lake (48°38'N., 85°24'W.).

79. (1) The portion of subitem 3(9) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
3.	(9) Division 12 (9.1) Division 12A	(9) Jan. 1 to Dec. 31 (9.1) Dec. 24

(2) The portion of subitem 3(13) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
3.	(13) Division 18 to 22A inclusive	(13) Jan. 1 to Dec. 31

e) Rivière Grand

La partie de la rivière Grand de la limite du comté de Brant jusqu'à bord du lac Érié.

76. L'article 2 de l'annexe VIII du même règlement est modifié par adjonction, avant le paragraphe (1), de ce qui suit :

*(0.1) Comté de Brant**Rivière Grand*

La partie de la rivière Grand à partir de 25 m en aval du barrage Wilkes dans la ville de Brantford, en aval jusqu'à la limite du comté de Brant.

77. L'annexe X du même règlement est modifiée par adjonction, avant l'article 1, de ce qui suit :

0.1 Division 18

(1) District territorial d'Algoma

a) Canton géographique de McMurray : lac Dycie (47°56'N., 84°46'O.);

b) Canton géographique de Naveau : lac Centennial (47°55'N., 84°43'O.);

c) Canton géographique de Rabazo : lac Norwalk (47°55'N., 84°44'O.).

78. (1) Le paragraphe 1(1) de l'annexe X du même règlement est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

e) Canton géographique de Dumas :

(i) Le lac Mystery (48°19'N., 84°43'O.),

(ii) Le lac Souloup (48°19'N., 84°43'O.).

(2) L'article 1 de l'annexe X du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

*(5) District territorial de Thunder Bay**Canton géographique de Cecile :*

a) Le lac Dragline (48°38'N., 85°23'O.);

b) Le lac North Twin (48°38'N., 85°24'O.);

c) Le lac South Twin (48°38'N., 85°24'O.).

79. (1) Les colonnes III et IV du paragraphe 3(9) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
3.	(9) Les eaux de la division 12 (9.1) Les eaux de la division 12A	(9) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre (9.1) le 24 décembre

(2) Les colonnes III et IV du paragraphe 3(13) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
3.	(13) Les eaux des divisions 18 à 22A inclusivement	(13) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

(3) The portion of subitem 3(17) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

	Column III	Column IV
Item	Waters	Close Time
3.	(17) Division 28 to 34 inclusive	(17) Jan. 1 to Dec. 31

80. (1) The portion of subitem 4(11) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

	Column III	Column IV
Item	Waters	Close Time
4.	(11) Division 11 and 12A	(11) Jan. 1 to Dec. 31

(2) The portion of paragraph 4(12)(b) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

	Column III	Column IV
Item	Waters	Close Time
4.	(12)(b) The Ottawa River downstream from the Chaudière Bridge fronting the Regional Municipality of Ottawa-Carleton and the Counties of Russell and Prescott	(12)(b) Aug. 1 to Apr. 30

(3) The portion of subitem 4(15) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

	Column III	Column IV
Item	Waters	Close Time
4.	(15) Division 18 to 34 inclusive	(15) Jan. 1 to Dec. 31

81. The portion of subitem 5(7) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

	Column III	Column IV
Item	Waters	Close Time
5.	(7) Division 18 to 34 inclusive	(7) Jan. 1 to Dec. 31

82. (1) The portion of subitem 6(8) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

	Column III	Column IV
Item	Waters	Close Time
6.	(8) Division 10 to 12A inclusive	(8) June 1 to the last day in February

(3) Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 3(17) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne III	Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
3.	(17) Les eaux des divisions 28 à 34 inclusivement	(17) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

80. (1) Les colonnes III et IV du paragraphe 4(11) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne III	Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
4.	(11) Les eaux des divisions 11 et 12A	(11) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

(2) Les colonnes III et IV de l'alinéa 4(12)(b) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne III	Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
4.	(12)(b) La rivière des Outaouais en aval du pont des Chaudières et longeant la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et les comtés de Russell et de Prescott	(12)(b) du 1 ^{er} août au 30 avril

(3) Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 4(15) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne III	Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
4.	(15) Les eaux des divisions 18 à 34 inclusivement	(15) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

81. Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 5(7) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne III	Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
5.	(7) Les eaux des divisions 18 à 34 inclusivement	(7) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

82. (1) Les colonnes III et IV du paragraphe 6(8) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

	Colonne III	Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
6.	(8) Les eaux des divisions 10 à 12A inclusivement	(8) du 1 ^{er} juin au dernier jour de février

(2) The portion of subitem 6(10) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
6.	(10) Division 14 to 34 inclusive	(10) June 1 to the last day in February

83. (1) The portion of subitem 7(9) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
7.	(9) Division 10 to 12A inclusive	(9) June 1 to the last day in February

(2) Subitem 7(13) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
7.	(13) Division 17 to 34 inclusive	(13) June 1 to March 31

84. (1) The portion of paragraph 8(3)(a) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
8.	(3)(a) Division 3, excluding the waters set out in paragraphs (b) to (d)	(3)(a) May 1 to the last day of February

(2) The portion of subitem 8(3) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is amended by adding the following after paragraph (c):

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
8.	(3)(d) All that part of the Grand River and its tributaries in Division 3, downstream of the Onondaga and Tuscarora Township line to the edge of Lake Erie	(3)(d) January 1 to December 31

(3) The portion of subitem 8(4) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
8.	(4) Divisions 4 to 34 inclusive	(4) Jan. 1 to Dec. 31

(2) Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 6(10) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
6.	(10) Les eaux des divisions 14 à 34 inclusivement	(10) du 1 ^{er} juin au dernier jour de février

83. (1) Les colonnes III et IV du paragraphe 7(9) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
7.	(9) Les eaux des divisions 10 à 12A inclusivement	(9) du 1 ^{er} juin au 31 mars

(2) Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 7(13) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
7.	(13) Les eaux des divisions 17 à 34 inclusivement	(13) du 1 ^{er} juin au 31 mars

84. (1) Les colonnes III et IV de l'alinéa 8(3)(a) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
8.	(3)(a) Les eaux de la division 3, à l'exclusion des eaux visées aux alinéas b) à d)	(3)(a) du 1 ^{er} mai au dernier jour de février

(2) Les colonnes III et IV du paragraphe 8(3) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont modifiées par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
8.	(3)(d) Toute la partie de la rivière Grand et de ses tributaires de la division 3, en aval de la ligne entre les cantons d'Onondaga et de Tuscarora jusqu'au bord du lac Érié	(3)(d) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

(3) Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 8(4) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
8.	(4) Les eaux des divisions 4 à 34 inclusivement	(4) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

85. (1) The portion of subitem 9(9) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
9.	(9) Divisions 10 to 12A inclusive	(9) June 1 to the last day of February

(2) The portion of subitem 9(12) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
9.	(12) Divisions 22 and 22A	(12) Jan. 1 to Dec. 31

(3) The portion of subitem 9(17) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
9.	(17) Divisions 32 to 34 inclusive	(17) June 1 to the last day of February

86. (1) The portion of subitem 10(9) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
10.	(9)(a) Division 12 (b) The Ottawa River downstream from the Chaudière Bridge fronting the Regional Municipality of Ottawa-Carleton and the Counties of Russell and Prescott	(9)(a) Jan. 1 to Dec. 31 (b) Aug. 1 to Apr. 30

(2) The portion of subitem 10(14) of Part I of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
10.	(14) Divisions 20 to 34 inclusive	(14) Jan. 1 to Dec. 31

87. (1) The portion of paragraph 1(11)(b) of Part III of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
1.	(11)(b) The Ottawa River downstream from the Chaudière Bridge fronting the Regional Municipality of Ottawa-Carleton and the Counties of Russell and Prescott	(11)(b) Aug. 1 to Apr. 30

85. (1) Les colonnes III et IV du paragraphe 9(9) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
9.	(9) Les eaux des divisions 10 à 12A inclusivement	(9) du 1 ^{er} juin au dernier jour de février

(2) Les colonnes III⁶ et IV⁶ du paragraphe 9(12) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
9.	(12) Les eaux des divisions 22 et 22A	(12) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

(3) Les colonnes III⁶ et IV⁶ du paragraphe 9(17) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
9.	(17) Les eaux des divisions 32 à 34 inclusivement	(17) du 1 ^{er} juin au dernier jour de février

86. (1) Les colonnes III et IV du paragraphe 10(9) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
10.	(9)(a) Les eaux de la division 12 (b) La rivière des Outaouais en aval du pont des Chaudières et longeant la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et les comtés de Russell et de Prescott	(9)(a) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre (b) du 1 ^{er} août au 30 avril

(2) Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 10(14) de la partie I de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
10.	(14) Les eaux des divisions 20 à 34 inclusivement	(14) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

87. (1) Les colonnes III et IV de l'alinéa 1(11)(b) de la partie III de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
1.	(11)(b) La rivière des Outaouais en aval du pont des Chaudières et longeant la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et les comtés de Russell et de Prescott	(11)(b) du 1 ^{er} août au 30 avril

(2) The portion of subitem 1(12) of Part III of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
1.	(11.1) Division 12A (12) Divisions 13 to 34 inclusive	(11.1) Aug. 1 to Apr. 30 (12) Jan. 1 to Dec. 31

88. The portion of subitem 2(5) of Part III of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
2.	(5) Divisions 5 to 34 inclusive	(5) Jan. 1 to Dec. 31

89. (1) The portion of subitem 3(9) of Part III of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
3.	(9) Divisions 10 to 12A inclusive	(9) June 1 to the last day of February

(2) The portion of subitem 3(12) of Part III of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
3.	(12) Divisions 22 and 22A	(12) Jan. 1 to Dec. 31

(3) The portion of subitem 3(17) of Part III of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
3.	(17) Divisions 32 to 34 inclusive	(17) June 1 to the last day of February

90. (1) The portion of paragraph 4(9)(b) of Part III of Schedule XI to the Regulations in columns III and IV is replaced by the following:

Column III		Column IV
Item	Waters	Close Time
4.	(9)(b) The Ottawa River downstream from the Chaudière Bridge fronting the Regional Municipality of Ottawa-Carleton and the Counties of Russell and Prescott	(9)(b) Aug. 1 to Apr. 30

(2) Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 1(12) de la partie III de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
1.	(11.1) Les eaux de la division 12A (12) Les eaux des divisions 13 à 34 inclusivement	(11.1) du 1 ^{er} août au 30 avril (12) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

88. Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 2(5) de la partie III de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
2.	(5) Les eaux des divisions 5 à 34 inclusivement	(5) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

89. (1) Les colonnes III et IV du paragraphe 3(9) de la partie III de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
3.	(9) Les eaux des divisions 10 à 12A inclusivement	(9) du 1 ^{er} juin au dernier jour de février

(2) Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 3(12) de la partie III de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
3.	(12) Les eaux des divisions 22 et 22A	(12) du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

(3) Les colonnes III⁶ et IV du paragraphe 3(17) de la partie III de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
3.	(17) Les eaux des divisions 32 à 34 inclusivement	(17) du 1 ^{er} juin au dernier jour de février

90. (1) Les colonnes III et IV de l'alinéa 4(9)(b) de la partie III de l'annexe XI du même règlement sont remplacées par ce qui suit :

Colonne III		Colonne IV
Article	Eaux	Période de fermeture
4.	(9)(b) La rivière des Outaouais en aval du pont des Chaudières et longeant la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et les comtés de Russell et de Prescott	(9)(b) du 1 ^{er} août au 30 avril

(2) The portion of subitem 4(10) of Part III of Schedule XI to the Regulations in columns III⁶ and IV is replaced by the following:

	Column III	Column IV
Item	Waters	Close Time
4.	(9.1) Division 12A (10) Divisions 13 to 34 inclusive	(9.1) Aug. 1 to Apr. 30 (10) Jan. 1 to Dec. 31

91. Schedule XIII to the Regulations is amended by adding the following in numerical order:

	Column I	Column II	Column III
Item	Offence	Provision of Regulations	Fine
25.5	Bring live fish, live crayfish, or live salamanders into Ontario for use as bait	10.1	\$50
25.6	Bring live leeches into Ontario for use as bait	10.2	\$50
38.11	Use of bait other than artificial lures in Division 34	11(2)(c)	\$50

92. Items 50 to 53² of Schedule XIII to the Regulations are replaced by the following:

	Column I	Column II	Column III
Item	Offence	Provision of Regulations	Fine
50.	Angle through the ice with more than two lines	18(1)	\$25 plus \$25 for each line in excess of the limit to a maximum of \$100
51.	Angle through the ice in Labyrinth Lake with more than five lines	18(2)	\$25 plus \$25 for each line in excess of the limit to a maximum of \$100
52.	Angle through the ice in Waterhen Creek with more than five lines	18(2)	\$25 plus \$25 for each line in excess of the limit to a maximum of \$100
53.	Angle through the ice in the waters listed with more than one line	18(3)	\$25 plus \$25 for each line in excess of the limit to a maximum of \$100

92. Les articles 50 à 53² de l'annexe XIII du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

	Colonne I	Colonne II	Colonne III
Article	Infraction	Disposition du règlement	Amende
50.	Pêcher à la ligne sous la glace avec plus de deux lignes	18(1)	25 \$, plus 25 \$ pour chaque ligne en sus de la limite jusqu'à un maximum de 100 \$
51.	Pêcher à la ligne sous la glace dans le lac Labyrinth avec plus de cinq lignes	18(2)	25 \$, plus 25 \$ pour chaque ligne en sus de la limite jusqu'à un maximum de 100 \$
52.	Pêcher à la ligne sous la glace dans le ruisseau Waterhen avec plus de cinq lignes	18(2)	25 \$, plus 25 \$ pour chaque ligne en sus de la limite jusqu'à un somme maximum de 100 \$
53.	Pêcher à la ligne sous la glace dans les eaux visées avec plus d'une ligne	18(3)	25 \$, plus 25 \$ pour chaque ligne en sus de la limite jusqu'à un maximum de 100 \$

93. Schedule XIII to the Regulations is amended by adding the following in numerical order:

	Column I	Column II	Column III
Item	Offence	Provision of Regulations	Fine
58.5	Engage in sport fishing by means of a dip-net, seine or bait-fish trap in a manner not in accordance with the regulations	21(1)	\$50
66.01	Using devices not prescribed for retaining fish in Division 34	23.01	\$50
66.02	Possess live brook trout or lake trout taken by angling in Division 34	23.02	\$50
73.21	Catch and retain more than 100 yellow perch from the prescribed waters	24(2)(f)	\$50 plus \$10 for each fish in excess of the quota to a maximum of \$100
73.61	Catch and retain more than 25 yellow perch from the prescribed waters	24(4)(a)	\$50 plus \$10 for each fish in excess of the quota to a maximum of \$100
73.62	Catch and retain more than 50 yellow perch from the prescribed waters	24(4)(b)	\$50 plus \$10 for each fish in excess of the quota to a maximum of \$100

93. L'annexe XIII du même règlement est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Colonne I	Colonne II	Colonne III
Article	Infraction	Disposition du règlement Amende
58.5	Pratiquer la pêche sportive au moyen d'une épuisette, d'une senne ou d'un piège à poisson-appât autrement qu'en conformité avec le règlement	21(1) 50 \$
66.01	Utiliser des engins non prescrits pour garder le poisson dans la division 34	23.01 50 \$
66.02	Avoir en sa possession de l'omble de fontaine ou du touladi vivants pêchés à la ligne dans les eaux de la division 34	23.02 50 \$
73.21	Prendre et garder plus de 100 perchaudes provenant des eaux visées	24(2)f) 50 \$, plus 10 \$ pour chaque poisson en sus du contingent jusqu'à un maximum de 100 \$
73.61	Prendre et garder plus de 25 perchaudes provenant des eaux visées	24(4)a) 50 \$, plus 10 \$ pour chaque poisson en sus du contingent jusqu'à un maximum de 100 \$
73.62	Prendre et garder plus de 50 perchaudes provenant des eaux visées	24(4)b) 50 \$, plus 10 \$ pour chaque poisson en sus du contingent jusqu'à un maximum de 100 \$

94. Item 73.7³ of Schedule XIII to the Regulations is replaced by the following:

Column I	Column II	Column III
Item	Offence	Provision of Regulations Fine
73.7	Possess, while sport fishing from a vessel, more fish on board the vessel than the daily fishing quota in the prescribed waters	24.1 \$100
73.8	Possess, while sport fishing in the waters specified, more yellow perch than the daily fishing quota	24.2 \$100

94. L'article 73.7³ de l'annexe XIII du même règlement est remplacé par ce qui suit :

Colonne I	Colonne II	Colonne III
Article	Infraction	Disposition du règlement Amende
73.7	Pendant la pratique de la pêche sportive à bord d'un bateau, avoir en sa possession un nombre de poissons supérieur au contingent quotidien dans les eaux visées	24.1 100 \$
73.8	Pendant la pratique de la pêche sportive dans les eaux visées, avoir en sa possession un nombre de perchaudes supérieur au contingent quotidien	24.2 100 \$

95. Items 6 to 8⁵ of Schedule XV to the Regulations are replaced by the following:

Item	Column I	Column II
6.	Commercial Bait Licence	Permis de pêche commerciale d'appât
7.	Bait Dealer's Licence	Permis de vente d'appât
8.	Licence permitting aquaculture	Permis autorisant l'aquaculture

95. Les articles 6 à 8⁵ de l'annexe XV du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

Article	Colonne I	Colonne II
6.	Permis de pêche commerciale d'appât	Commercial Bait Licence
7.	Permis de vente d'appât	Bait Dealer's Licence
8.	Permis autorisant l'aquaculture	Licence permitting aquaculture

96. Schedule XV to the Regulations is amended by adding the following after item 13:

Item	Column I	Column II
14.	Licence permitting the depositing of live fish into a body of water	Permis autorisant le dépôt de poissons vivants dans un plan d'eau
15.	Licence permitting the collection of fish from Ontario waters	Permis autorisant la collecte de poissons des eaux de l'Ontario

96. L'annexe XV du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 13, de ce qui suit :

Article	Colonne I	Colonne II
14.	Permis autorisant le dépôt de poissons vivants dans un plan d'eau	Licence permitting the depositing of live fish into a body of water
15.	Permis autorisant la collecte de poissons des eaux de l'Ontario	Licence permitting the collection of fish from Ontario waters

COMING INTO FORCE

97. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

ENTRÉE EN VIGUEUR

97. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT***(This statement is not part of the Regulations.)***Description**

The *Ontario Fishery Regulations, 1989* are being amended to make a number of minor administrative amendments as well as to make changes to:

- adjust the number of lines permitted from two to one for angling through the ice in the waters of Inner Parry Sound, Georgian Bay waters immediately west of Parry Sound, and a number of smaller lakes where ice fishing pressure is a concern to sustaining natural lake trout populations;
- allow only the holders of a commercial bait licence or a bait dealer's licence to import leeches to Ontario for use as bait. This will enable Ontario to establish standards and conditions for importing leeches, which may carry diseases or otherwise negatively impact aquatic ecosystems;
- allow only the holder of a resident sport fishing licence to take bait-fish for personal use. Ontario is concerned about the conservation and sustainability of the bait-fish resource. A review of the bait-fish licence system, that is currently in progress, includes discussion on options to manage the harvest of bait-fish;
- implement a regulatory exemption under paragraph 3(2)(b) that is consistent with an existing practice to allow commercially purchased fish to be used in privately owned ponds for non-commercial purposes;
- restrict the use of smelt as bait in areas where invasion of the species would affect the productivity of naturally reproducing fish stocks;
- adjust the conservation limits of yellow perch in waters where standard limits were recently introduced;
- adjust lake specific quotas, length limits or close times to maintain self-sustaining fisheries.

Alternatives

In developing these proposals, the options were assessed and considered in terms of health of the fish stocks, angling opportunities and compliance with the Regulation. The amendments as submitted balance health of the fishery with continued access to the resource. No alternatives to a regulatory amendment were considered.

Benefits and Costs**Costs**

In some areas, gear restriction, new close times and limits may impose some indirect costs on persons engaged in small businesses associated with sport fishing in the form of decreased business from anglers. Most of the costs will be in the form of some inconvenience to the anglers rather than actual financial loss and hardship. This has been avoided by the adoption of

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION***(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)***Description**

Le *Règlement de pêche de l'Ontario de 1989* est modifié afin d'apporter certaines modifications de nature administrative ainsi que des changements permettant :

- aux pêcheurs d'utiliser deux lignes plutôt qu'une seule s'ils pêchent sous la glace dans les eaux d'Inner Parry Sound, de celles de la Baie Georgienne, immédiatement à l'ouest de Parry Sound et dans celles d'un certain nombre de lacs plus petits où la pêche sous la glace représente une préoccupation pour la conservation du poisson et le développement de la ressource;
- seulement aux détenteurs de permis de pêche commerciale ou aux fournisseurs d'appât d'importer en Ontario des sangsues en guise d'appât. Cette démarche permettra à l'Ontario d'établir des normes et des conditions d'importation de sangsues étant donné qu'elles peuvent être porteuses de maladies ou encore avoir des impacts négatifs sur les écosystèmes aquatiques;
- expressément à un résidant, détenteur d'un permis de pêche sportive pour résidant, de se servir d'appât à des fins personnelles. La province d'Ontario est soucieuse d'assurer la protection du poisson et la conservation de la ressource. Une révision du système de permis touchant le poisson-appât présentement en cours comporte des discussions sur les façons de gérer les récoltes de poisson-appât;
- de mettre en œuvre une dérogation réglementaire en vertu de l'article 3(2)(b) qui reflète une pratique courante permettant l'usage du poisson acheté commercialement pour les étangs de propriété personnelle à des fins non commerciales;
- la restriction de l'usage d'éperlans à titre d'appât dans les secteurs où l'accroissement de cette espèce pourrait nuire à la reproduction naturelle des stocks de poissons;
- le rajustement des limites de conservation de la perchaude dans les eaux où des limites normales ont récemment été introduites;
- le rajustement de contingents spécifiés provenant des lacs, des limites de longueur ou de périodes de fermeture afin de maintenir la conservation de la ressource.

Autres mesures envisagées

Dans l'élaboration de ces propositions, les possibilités ont été évaluées et considérées en ce qui a trait à la salubrité des stocks de poissons, à la pêche à la ligne et en conformité avec le règlement. Ces modifications visent à trouver un équilibre entre le développement de la ressource et son accès continu.

Avantages et coûts**Coûts**

Dans certains secteurs, les nouvelles périodes de fermeture et les nouvelles limites imposées pourraient donner lieu à des pertes indirectes pour les exploitants de petites entreprises associées à la pêche sportive étant donné qu'elles seront moins fréquentées par les amateurs de pêche à la ligne. La plus grande partie des pertes se traduira davantage par des inconvénients pour les pêcheurs à la

regulations which is the least damaging to continued participation, as in the case of imposing a limit rather than closing the season, or the quality of the fishery or supporting ecosystem. Costs to the provincial government will be limited to the production of materials to publicise the amendments.

Benefits

Implementation of these Regulations will ensure conservation of self-sustaining fish stocks and the continued long-term use and enjoyment that these stocks provide. These long-term benefits offset the short-term and potential long-term costs to anglers and businesses of not taking responsible action to manage self-sustaining fisheries.

Consultation

The Province of Ontario has an extensive consultation process in place to ensure that changes affecting individual water bodies or fishing areas are discussed with local interests. Tourist outfitters, cottagers, area residents and fishing clubs have been advised of the problems and proposed solutions through open houses, Fisheries Advisory Committees or attendance at local fisheries club meetings. Consultation with provincial interest groups, associations and industry has also been undertaken when a change is being made at a provincial level that may affect these interests.

Compliance and Enforcement

The *Fisheries Act* provides for penalties for contravention of these Regulations, which can result in violators being sentenced to imprisonment for up to 24 months and/or fines up to \$500,000. In addition, the courts can order forfeiture of fishing gear, catch, vessels or other equipment used in the commission of an offence. Licence suspension or cancellation may also be imposed.

These revisions to the Regulation do not imply any additional enforcement costs.

Contact

Bob Beecher
Director
Fish and Wildlife Branch
Ontario Ministry of Natural Resources
P.O. Box 7000
Peterborough, Ontario
K9J 8M5

ligne que par des pertes financières ou de réelles difficultés. On a pu éviter ce dernier problème en adoptant une disposition réglementaire ayant le moins de répercussions sur la participation continue, comme par exemple, en imposant une limite plutôt qu'une période de fermeture soit sur la qualité des pêches, soit encore sur le soutien de l'écosystème. Les coûts du gouvernement provincial se limiteront à la production de documents visant à faire connaître cette modification.

Avantages

La mise en œuvre de cette modification assure la conservation et le développement des stocks de poisson pour que le grand public puisse continuer à les utiliser et à en jouir. Les coûts qui en découleront seront largement compensés par les avantages à long terme qui profiteront aux pêcheurs à la ligne et aux entreprises qui auront négligé de prendre leurs responsabilités en matière de gestion et de conservation des stocks.

Consultations

La province de l'Ontario a élaboré un vaste processus de consultations publiques afin d'assurer que les changements touchant les plans d'eau ou les zones de pêche soient discutés avec les autorités locales. Les pourvoyeurs, les propriétaires de chalets, les habitants de la région et les adhérents aux clubs de pêche ont été mis au courant des problèmes et des solutions proposées par le biais de journées d'accueil, de comités consultatifs sur les pêches ou d'incitation à participer aux réunions de clubs locaux de pêche. Des consultations ont également eu lieu avec des groupes d'intervenants provinciaux, d'organismes et de l'industrie lorsqu'une modification effectuée à l'échelle provinciale pourrait avoir quelque conséquence sur ces intérêts.

Respect et exécution

La *Loi sur les pêches* prévoit des peines pour les infractions au Règlement, les contrevenants pouvant être condamnés à un emprisonnement maximal de 24 mois et/ou une amende maximale de 500 000 \$. De plus, les tribunaux peuvent ordonner la saisie des engins de pêche, des prises, des véhicules ou d'autres équipements utilisés dans la perpétration d'une infraction. Des suspensions et des annulations de permis peuvent également être imposées.

Les présentes modifications au Règlement n'entraînent pas de nouveaux coûts pour la mise en application.

Personne-ressource

M. Bob Beecher
Directeur
Direction de la pêche et de la faune
Ministère des Richesses naturelles de l'Ontario
C.P. 7000
Peterborough (Ontario)
K9J 8M5

Registration
SOR/99-106 4 March, 1999

CUSTOMS TARIFF

Regulations Amending the Customs Bonded Warehouses Regulations

P.C. 1999-317 4 March, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance and the Minister of National Revenue, pursuant to subsection 91(4), paragraphs 99(f) and (j), section 100 and subsection 141(1) of the *Customs Tariff*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Customs Bonded Warehouses Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE CUSTOMS BONDED WAREHOUSES REGULATIONS

AMENDMENTS

1. Section 2 of the *Customs Bonded Warehouses Regulations*¹ is amended by adding the following in alphabetical order:

“bonded warehouse” means a place licensed as a bonded warehouse by the Minister under subsection 91(1) of the *Customs Tariff*; (*entrepôt de stockage*)

“Minister” means the Minister of National Revenue; (*ministre*)

2. The Regulations are amended by replacing the expression “subsection 81(4)” with the expression “subsection 91(4)” in the following provisions:

- (a) paragraph 3(1)(b); and
- (b) the portion of section 4 before paragraph (a).

COMING INTO FORCE

3. These Regulations are deemed to have come into force on January 1, 1998.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

These Regulations amend the *Customs Bonded Warehouses Regulations* made under the *Customs Tariff*, in order to introduce definitions of “bonded warehouse” and “Minister”, and to effect changes to legislative references. These have been necessitated by the passage of Bill C-11, which included a complete revision to the *Customs Tariff*.

Alternatives

No other practical alternatives are available.

^a S.C. 1997, c. 36
¹ SOR/96-46

Enregistrement
DORS/99-106 4 mars 1999

TARIF DES DOUANES

Règlement modifiant le Règlement sur les entrepôts de stockage des douanes

C.P. 1999-317 4 mars 1999

Sur recommandation du ministre des Finances et du ministre du Revenu national et en vertu du paragraphe 91(4), des alinéas 99f) et j), de l'article 100 et du paragraphe 141(1) du *Tarif des douanes*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les entrepôts de stockage des douanes*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES ENTREPÔTS DE STOCKAGE DES DOUANES

MODIFICATIONS

1. L'article 2 du *Règlement sur les entrepôts de stockage des douanes*¹ est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« entrepôt de stockage » Établissement agréé comme tel par le ministre en vertu du paragraphe 91(1) du *Tarif des douanes*. (*bonded warehouse*)

« ministre » Le ministre du Revenu national. (*Minister*)

2. Dans les passages suivants du même règlement, « 81(4) » est remplacé par « 91(4) » :

- a) l'alinéa 3(1)b);
- b) le passage de l'article 4 précédant l'alinéa a).

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

Ce règlement modifie le *Règlement sur les entrepôts de stockage des douanes* pris en vertu du *Tarif des douanes*, pour introduire une définition de l'expression « entrepôt de stockage » et du mot « ministre », et pour apporter des modifications aux renvois législatifs. Ces modifications ont été nécessitées par l'adoption du projet de loi C-11, qui comprend une révision complète du *Tarif des douanes*.

Solutions envisagées

Il n'existe aucune autre option pratique.

^a L.C. 1997, ch. 36
¹ DORS/96-46

Benefits and Costs

The amendments are of a minor technical nature and reflect no substantive changes to the instrument. They are, however, integral to the Tariff Simplification exercise and are needed in order to keep the legislative references current and accurate with the changes brought about by the passage of Bill C-11. This will prevent some confusion on the part of the importing community that might otherwise result if these amendments were not carried out.

Consultation

Since these are minor technical amendments, which have no impact on Canadian companies and importers, no consultations were conducted.

Compliance and Enforcement

Compliance is not an issue. The Department of National Revenue is responsible for the enforcement of the *Customs Tariff* legislation and regulations.

Contact

Mr. Gerry Patterson
Manager
Regulation Liaison Unit
Trade Policy and Interpretation Directorate
Customs and Trade Administration Branch
Department of National Revenue
2nd Floor, Connaught Building
Ottawa, Ontario
K1A 0L5
Telephone: (613) 954-6891
FAX: (613) 954-1423

Avantages et coûts

Toutes les modifications sont mineures sur le plan technique et ne véhiculent aucun changement significatif aux divers textes. Elles font, toutefois, partie intégrante de l'exercice de la Simplification du régime tarifaire. De plus, elles sont nécessaires pour que les renvois législatifs restent à jour et exacts en ce qui concerne les modifications qui ont été apportées par l'adoption du projet de loi C-11. Cela permettra d'éviter que les importateurs soient quelque peu désorientés, comme cela pourrait arriver si ces modifications n'étaient pas effectuées.

Consultations

Étant donné qu'il s'agit de modifications de forme mineures qui n'ont aucune répercussion sur les entreprises et les importateurs canadiens, aucune consultation n'a eu lieu.

Respect et exécution

L'observation ne pose pas de problème. Le ministère du Revenu national est responsable de l'administration de la législation et de la réglementation du *Tarif des douanes*.

Personne-ressource

Monsieur Gerry Patterson
Gestionnaire
Unité de liaison de la réglementation
Direction de la politique commerciale et de l'interprétation
Direction générale des douanes et de l'administration des politiques commerciales
Ministère du Revenu national
Édifice Connaught, 2^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5
Téléphone : (613) 954-6891
TÉLÉCOPIEUR : (613) 954-1423

Registration
SOR/99-107 4 March, 1999

RADIOCOMMUNICATION ACT

Regulations Amending the Radiocommunication Regulations

P.C. 1999-320 4 March, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Industry, pursuant to section 6^a of the *Radiocommunication Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Radiocommunication Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE RADIOCOMMUNICATION REGULATIONS

AMENDMENTS

1. The *Radiocommunication Regulations*¹ are amended by adding the following after section 15:

Exemption of Radio Apparatus on Board an Aircraft

15.1 (1) This section applies in respect of an aircraft that is
(a) registered or licensed under an Act of Parliament; or
(b) owned by, or under the direction or control of, Her Majesty in right of Canada or a province.

(2) A radio apparatus that is operated on board an aircraft in the performance of the aeronautical service or the radiodetermination service is exempt from subsection 4(1) of the Act, in respect of a radio licence, if

- (a) the operation of the radio apparatus occurs when
 - (i) the aircraft is within Canada,
 - (ii) the aircraft is outside Canada and the territory of another country, or
 - (iii) the aircraft is in the territory of another country with which Canada has entered into a reciprocal agreement that confers similar privileges on Canadians;
- (b) the operation of the radio apparatus is in accordance with the technical requirements for mobile stations operating in the aeronautical service that are specified in section 34.1; and
- (c) the radio apparatus meets the applicable standards.

Exemption of Radio Apparatus on Board a Ship or Vessel

15.2 (1) This section applies in respect of a ship or vessel that is

- (a) registered or licensed under an Act of Parliament; or
- (b) owned by, or under the direction or control of, Her Majesty in right of Canada or a province.

Enregistrement
DORS/99-107 4 mars 1999

LOI SUR LA RADIOCOMMUNICATION

Règlement modifiant le Règlement sur la radiocommunication

C.P. 1999-320 4 mars 1999

Sur recommandation du ministre de l'Industrie et en vertu de l'article 6^a de la *Loi sur la radiocommunication*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur la radiocommunication*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA RADIOCOMMUNICATION

MODIFICATIONS

1. Le *Règlement sur la radiocommunication*¹ est modifié par adjonction, après l'article 15, de ce qui suit :

Exemption des appareils radio à bord des aéronefs

15.1 (1) Le présent article s'applique à tout aéronef qui, selon le cas, :

- a) est immatriculé ou fait l'objet d'un permis aux termes d'une loi fédérale;
- b) appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, ou est placé sous sa responsabilité.

(2) L'appareil radio utilisé à bord d'un aéronef aux fins du service aéronautique ou du service de radiorepérage est soustrait à l'application du paragraphe 4(1) de la Loi, en ce qui concerne la licence radio, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) il est utilisé lorsque l'aéronef est :
 - (i) au Canada,
 - (ii) à l'extérieur du Canada et du territoire de tout autre pays,
 - (iii) dans le territoire d'un autre pays qui a conclu avec le Canada un accord de réciprocité accordant les mêmes privilèges aux Canadiens;
- b) son utilisation est conforme aux exigences techniques applicables aux stations mobiles fonctionnant dans le cadre du service aéronautique et visées à l'article 34.1;
- c) il satisfait aux normes applicables.

Exemption des appareils radio à bord des navires ou bâtiments

15.2 (1) Le présent article s'applique à tout navire ou bâtiment qui, selon le cas :

- a) est immatriculé ou fait l'objet d'un permis aux termes d'une loi fédérale;
- b) soit appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, ou est placé sous sa responsabilité.

^a S.C. 1989, c. 17, s. 4

^b S.C. 1989, c. 17, s. 2

¹ SOR/96-484

^a L.C. 1989, ch. 17, art. 4

^b L.C. 1989, ch. 17, art. 2

¹ DORS/96-484

(2) A radio apparatus that is operated on board a ship or vessel in the performance of the maritime service or the radiodetermination service is exempt from subsection 4(1) of the Act, in respect of a radio licence, if

- (a) the operation of the radio apparatus occurs when
 - (i) the ship or vessel is within Canada,
 - (ii) the ship or vessel is outside Canada and the territory of another country, or
 - (iii) the ship or vessel is in the territory of another country with which Canada has entered into a reciprocal agreement that confers similar privileges on Canadians;
- (b) the operation of the radio apparatus is in accordance with the technical requirements for mobile stations operating in the maritime service specified in section 34.2; and
- (c) the radio apparatus meets the applicable standards.

2. Section 34 of the Regulations is replaced by the following:

34. (1) A person who holds a radio licence authorizing the operation of any radio apparatus in the aeronautical service or maritime service may permit another person to operate the radio apparatus only if the other person holds the appropriate radio operator certificate set out in column I of any of items 1 and 3 to 14 of Schedule II.

(2) A person who operates any radio apparatus that is exempt from licensing in accordance with section 15.1 in the case of the aeronautical service, or section 15.2 in the case of the maritime service, may permit another person to operate the radio apparatus only if the other person holds the appropriate radio operator certificate set out in column I of any of items 1 and 3 to 14 of Schedule II.

Operation in the Aeronautical Service

34.1 A person shall operate any radio apparatus on board an aircraft in the aeronautical service in accordance with the *Technical Requirements for the Operation of Mobile Stations in the Aeronautical Service*, issued by the Minister, as amended from time to time.

Operation in the Maritime Service

34.2 A person shall operate any radio apparatus on board a ship or vessel in the maritime service in accordance with the *Technical Requirements for the Operation of Mobile Stations in the Maritime Service*, issued by the Minister, as amended from time to time.

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on April 1, 1999.

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

Industry Canada manages the use and development of the radio frequency spectrum for such essential radiocommunications services as over-the-air broadcasting, mobile radio, satellite, cellular, public safety, and the aeronautical and maritime services.

(2) L'appareil radio utilisé à bord d'un navire ou d'un bâtiment aux fins du service maritime ou du service de radiopéage est soustrait à l'application du paragraphe 4(1) de la Loi, en ce qui concerne la licence radio, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) il est utilisé lorsque le navire ou le bâtiment est :
 - (i) au Canada,
 - (ii) à l'extérieur du Canada et du territoire de tout autre pays,
 - (iii) dans le territoire d'un autre pays qui a conclu avec le Canada un accord de réciprocité accordant les mêmes privilèges aux Canadiens;
- b) son utilisation est conforme aux exigences techniques applicables aux stations mobiles fonctionnant dans le cadre du service maritime et visées à l'article 34.2;
- c) il satisfait aux normes applicables.

2. L'article 34 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

34. (1) Le titulaire d'une licence radio autorisant l'utilisation d'un appareil radio aux fins du service aéronautique ou du service maritime ne peut permettre à nul autre que le titulaire du certificat d'opérateur radio applicable mentionné à la colonne I d'un des articles 1 et 3 à 14 de l'annexe II de faire fonctionner cet appareil.

(2) La personne qui utilise un appareil radio exempté d'une licence en vertu de l'article 15.1 en ce qui concerne le service aéronautique ou de l'article 15.2 en ce qui concerne le service maritime ne peut permettre à nul autre que le titulaire du certificat d'opérateur radio applicable mentionné à la colonne I d'un des articles 1 et 3 à 14 de l'annexe II de faire fonctionner cet appareil.

Utilisation dans le cadre du service aéronautique

34.1 La personne qui utilise un appareil radio à bord d'un aéronef aux fins du service aéronautique se conforme aux *Exigences techniques pour l'exploitation des stations mobiles dans le service aéronautique*, publiées par le ministre, compte tenu de leurs modifications successives.

Utilisation dans le cadre du service maritime

34.2 La personne qui utilise un appareil radio à bord d'un navire ou bâtiment aux fins du service maritime se conforme aux *Exigences techniques pour l'exploitation des stations mobiles dans le service maritime*, publiées par le ministre, compte tenu de leurs modifications successives.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 1999.

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

Industrie Canada gère l'utilisation et le développement du spectre des fréquences radioélectriques pour des services de radiocommunication essentiels comme les services de radiodiffusion en direct, de radio mobile, de satellite, de cellulaires et de sécurité publique, ainsi que les services aéronautique et maritime.

This initiative is directed at the aeronautical and maritime services. Currently, Industry Canada issues approximately eighty thousand individual radio licences to people operating radios in these services. The operation of radio apparatus is authorized to provide for the safety, navigation and other operations of aircraft or ships as well as the exchange of messages for the public.

These amendments to the *Radiocommunication Regulations* waive the requirement for obtaining a radio licence, in the aeronautical or maritime service, in order to operate radio apparatus (a mobile station) on board an aircraft, a ship, or a vessel provided that the apparatus complies with the following exemption criteria:

- (a) restrictions relating to the international area of operation of the aircraft, ship or vessel;
- (b) technical requirements for the operation of mobile stations in the service to ensure proper operation of the radio apparatus in the applicable frequency bands; and
- (c) the use of approved radio apparatus that meets applicable standards.

The criteria were selected to exempt as many mobile radio stations as possible based upon sound spectrum management principles and to not have a negative impact on safety in the aeronautical and maritime services. The exemption criteria also recognize that the majority of the licensees that operate mobile stations in the aeronautical or maritime services are granted similar operating privileges as a term and condition of their licence.

For example, in the aeronautical service the terms of the licence are set out in the document "*Technical Requirements for the Operation of Mobile Stations in the Aeronautical Service*". The common set of obligations in this document regarding the use of the frequency bands, identifying the mobile station and using approved equipment facilitates delicensing the majority of mobile stations that operate in this radiocommunication service in Canada. Mobile stations in the maritime service are treated in a similar way.

Delicensing rather than deregulation of these types of stations effectively removes the administrative burden created by issuing licences and paying radio licence fees. It also improves the efficiency of the Department's spectrum management programme without compromising the regulatory regime for these services.

Effective regulatory control in the aeronautical and maritime service will be maintained by requiring the radio operators in these services to hold an operator's certificate and to share the use of internationally allocated radio frequency bands used exclusively for these services. The use of standard radio equipment that meets the requirements of Industry Canada and the Department of Transport also ensures effective control. In short, the operators of these stations must continue to comply with any Acts or Regulations governing their use.

The exemption may apply to the private and commercial operators of aircraft, ships and vessels. Those engaged in domestic recreational flying, boating, or as commercial regional airline carriers or in commercial fishing may benefit from this initiative. For example, most of the privately operated small aircraft within Canada would be exempted. Fewer commercially operated aircraft would qualify because they may fly international routes.

Ce projet vise les services aéronautique et maritime. À l'heure actuelle, Industrie Canada délivre environ 80 000 licences radio individuelles à des personnes qui utilisent des radios dans ces services. L'utilisation d'un appareil radio est autorisée afin d'assurer la sécurité, la navigation et d'autres activités des aéronefs ou navires, ainsi que l'échange de messages pour le compte du public.

Les modifications du *Règlement sur la radiocommunication* suppriment l'obligation d'obtenir une licence radio, dans les services aéronautique ou maritime, pour utiliser un appareil radio (station mobile) à bord d'un aéronef, d'un navire ou d'un bâtiment, à condition que l'appareil respecte les critères d'exemption suivants :

- a) les restrictions relatives au secteur international d'utilisation de l'aéronef, du navire ou du bâtiment;
- b) les exigences techniques visant l'utilisation de stations mobiles dans le service afin d'assurer le bon fonctionnement des appareils radio dans les bandes de fréquence applicables;
- c) l'utilisation d'appareils radio approuvés qui respectent les normes applicables.

Les critères ont été choisis afin d'exempter autant de stations de radio mobile que possible, en fonction de sains principes de gestion du spectre, et de n'entraîner aucun effet négatif sur la sécurité des services aéronautique et maritime. Les critères d'exemption reconnaissent également que la majorité des titulaires de licence qui utilisent des stations mobiles dans les services aéronautique ou maritime jouissent des mêmes privilèges d'utilisation que dans le cadre de leur licence.

Par exemple, dans le service aéronautique, les modalités de la licence sont énoncées dans un document intitulé « *Exigences techniques pour l'exploitation des stations mobiles dans le service aéronautique* ». La série d'obligations courantes figurant dans ce document relatif à l'utilisation des bandes de fréquence, visant l'identification de la station mobile et l'utilisation d'appareils approuvés, facilite l'élimination des licences pour la majorité des stations mobiles qui fonctionnent dans ce service de radiocommunication au Canada. Les stations mobiles du service maritime sont traitées de la même façon.

L'élimination de la licence plutôt que la déréglementation de ces types de stations supprime en fait le fardeau administratif que représentent la délivrance de licences et le versement de droits de licence radio. En outre, elle améliore l'efficacité du programme de gestion du spectre du Ministère sans compromettre le régime réglementaire visant ces services.

L'efficacité du contrôle réglementaire dans les services aéronautique et maritime sera maintenue par l'obligation faite aux opérateurs radio de ces services de détenir un certificat d'opérateur et de partager l'utilisation de bandes de fréquence radio accordées internationalement servant exclusivement à ces services. L'utilisation d'un équipement radio standard qui répond aux exigences d'Industrie Canada et du ministère des Transports assure également un contrôle efficace. Bref, les exploitants de ces stations doivent continuer de respecter les lois et les règlements régissant les stations.

L'exemption peut s'appliquer aux exploitants privés et commerciaux d'aéronefs, de navires et de bâtiments. Les personnes faisant des vols récréatifs ou du bateau de plaisance au pays, les transporteurs aériens régionaux commerciaux ou les intervenants du secteur de la pêche commerciale peuvent bénéficier de ce projet. Par exemple, la majorité des petits aéronefs exploités par des particuliers au Canada seraient exemptés. Un moins grand

Licences for radio apparatus on board aircraft and ships will continue to be issued to comply with certain international treaty obligations. For example, a licence will be required for radio apparatus on board an aircraft that is registered in Canada and that flies in the territory of another country. The current annual radio licence fee of \$36 per station will apply.

A licence will also be required for radio apparatus on board a ship or vessel that is registered in Canada and that travels in the territory of another country. Ships or vessels compulsorily fitted with radio apparatus in accordance with the *International Convention for the Safety of Life at Sea, 1974* or the Department of Transport's *Canada Shipping Act* may continue to require a licence. In each case, the current annual radio licence fee of \$36 per station will apply.

In the aeronautical or maritime service, fixed stations — those located at an airport or at a port — will still need to be licensed and pay the current annual renewal fee of \$41. Licensing of fixed stations in these services ensures compliance with international and domestic frequency coordination requirements.

A radio licence will also be required for aircraft and ship stations that use frequencies in the land mobile service and the applicable fees will be charged.

It is anticipated that these regulatory amendments will come into force April 1, 1999 to correspond with the expiry date of existing licences and the beginning of the next annual licence renewal.

Alternatives

Three alternatives were considered: keeping the status quo, adopting a one time licensing regime and seeking partners to assume licensing responsibilities on behalf of the Department.

Continuing with the existing practice of requiring radio station applications and collecting fees from the majority of licensees in these services is no longer acceptable. The Department has determined that for certain radiocommunication services individual licences are not needed to manage the radio spectrum and control the use of the radio apparatus.

One time rather than annual licensing of aircraft and ship radio apparatus would still require significant program resources. This option does not significantly reduce the regulatory paper burden of administering and issuing individual licences because of the large number of transfers of ownership of pleasure boats and aircraft.

Partnerships with Transport Canada and NAVCAN to assume licensing responsibility were discussed. Officials from both organizations indicated they did not see the value added by them undertaking the licensing of radio apparatus on board aircraft. A similar response was also expressed by the Department of Fisheries and Oceans and Transport Canada in respect of undertaking the licensing of ship radio stations.

nombre d'aéronefs exploités commercialement seraient exemptés parce qu'ils peuvent emprunter des routes internationales.

Les licences pour les appareils radio à bord des aéronefs et des navires continueront d'être délivrées pour que soient respectées certaines obligations imposées par les traités internationaux. Par exemple, une licence sera nécessaire pour les appareils radio à bord d'un aéronef immatriculé au Canada, qui vole dans le territoire d'un autre pays. Le droit de licence radio annuel actuel de 36 \$ par station s'appliquera.

Une licence sera également nécessaire pour les appareils radio à bord d'un navire ou d'un bâtiment immatriculé au Canada, qui circule dans le territoire d'un autre pays. Les navires ou bâtiments munis obligatoirement d'un appareil radio conformément à la *Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer de 1974* ou à la *Loi sur la marine marchande du Canada* de Transports Canada peuvent continuer d'avoir besoin d'une licence. Dans chaque cas, le droit de licence radio annuel actuel de 36 \$ par station s'appliquera.

Dans les services aéronautique ou maritime, les stations fixes, celles situées dans un aéroport ou un port, devront toujours avoir une licence et verser le droit de renouvellement annuel actuel de 41 \$. La licence des stations fixes de ces services assure la conformité aux exigences internationales et nationales visant la coordination des fréquences.

Une licence radio sera également nécessaire pour les stations à bord des aéronefs et des navires qui utilisent des fréquences du service mobile terrestre, et les droits applicables seront demandés.

L'entrée en vigueur de ces modifications est prévue pour le 1^{er} avril 1999, afin de correspondre à la date d'expiration des licences existantes et au début du renouvellement des licences annuelles suivantes.

Solutions envisagées

Trois solutions ont été envisagées : le maintien du statu quo, l'adoption d'un régime de licences permanentes et la recherche de partenaires qui assumerait les fonctions d'octroi de licences pour le Ministère.

Le maintien de la pratique existante consistant à exiger une demande de licence et à percevoir des droits de la majorité des titulaires de licence de ces services n'est plus acceptable. Le Ministère a décidé que, pour certains services de radiocommunication, les licences individuelles ne sont pas nécessaires à la gestion du spectre et au contrôle de l'utilisation des appareils radio.

L'octroi d'une licence permanente plutôt qu'annuelle pour les appareils radio à bord d'un aéronef ou d'un navire exigerait malgré tout d'importantes ressources du programme. Cette option ne diminue pas de façon significative le fardeau administratif imposé par le Règlement, qui consiste à administrer et à délivrer des licences individuelles, en raison du nombre élevé de transferts de propriété à l'égard des bateaux de plaisance et des aéronefs.

L'établissement d'un partenariat avec Transports Canada et NAVCAN visant la délivrance des licences a été discuté. Des représentants des deux organisations ont indiqué qu'ils ne voyaient pas la valeur qu'ils ajoutaient en assumant la fonction d'octroyer les licences pour les appareils radio à bord des aéronefs. Les ministères des Pêches et des Océans et Transports Canada ont répondu dans le même sens à l'égard des licences pour les stations radio à bord des navires.

Benefits and Costs**Benefits**

The Department will benefit by yearly savings in reducing costs of approximately \$116 K associated with issuing new licences, making amendments and printing and mailing renewal invoices and licences. The spectrum management programme resources currently involved with these transactional activities can be deployed to implement new radiocommunication services.

The operators of these stations that meet the exemption criteria will no longer need to obtain a radio licence or pay radio licence fees. This reduces the cost for all the parties and eliminates delay in obtaining aeronautical and maritime radiocommunication services.

No adverse impact upon the spectrum is anticipated.

Costs

Revenue from licence fees will decrease by approximately \$2.67 M with \$600 K attributed to the aeronautical service and \$2.07 M for the maritime service. This decrease in licence fee revenue is about 1% of the total licence fee revenue for the 1998-1999 fiscal year.

Consultation

Consultations with other government departments and organizations have been very favourable during Industry Canada's review of the licensing policy for radio equipment onboard aircraft and ships in Canada. The following views have been expressed while assessing the level of support for the initiative.

The Air Line Pilots Association-Canada has no objection to abolishing the requirements for private operators to have a radio licence for domestic operations provided that the radio equipment meets all the appropriate technical standards.

The Canadian Owners and Pilots Association fully supports the initiative and applauds the Department's efforts to seek a reciprocal operating agreement with the American Authorities that will allow exempt Canadian stations to operate in the United States without having to obtain a radio licence. The Americans have already eliminated their domestic licensing requirements.

Retaining equipment certification and technical operational requirements as part of the exemption criteria satisfy NAVCAN concerns over the proposal from either an Air Traffic Services operational perspective or a technical standard perspective. Transport Canada Civil Aviation also supports the initiative as the total effect of the exemption is solely to eliminate the document (licence) for domestic operation and the associated fee.

Officials from the Department of Transport Marine and Department of Fisheries and Oceans reviewed the proposal and anticipate no negative impact on their respective marine programs.

During a presentation to the Canadian Marine Association of Council (CMAC), representatives of the commercial fishing industry and members of the Global Maritime Distress and Safety System subcommittee expressed their support for the proposal to de-emphasize radio station licensing for the bulk of the marine community.

Avantages et coûts**Avantages**

Le Ministère réalisera des économies annuelles par la réduction d'environ 116 000 \$ des frais liés à la délivrance de nouvelles licences, aux modifications ainsi qu'à l'impression et à l'envoi par la poste des factures et des licences de renouvellement. Les ressources du programme de gestion du spectre affectées à l'heure actuelle à ces activités provisoires peuvent être déployées afin de mettre en œuvre les nouveaux services de radiocommunication.

L'exploitant des stations qui remplissent les critères d'exemption n'aura plus à obtenir ou à payer une licence radio, ce qui permettra de réduire les coûts pour toutes les parties et d'éliminer les retards dans l'obtention des services de radiocommunication aéronautique et maritime.

Aucune incidence négative sur le spectre n'est prévue.

Coûts

Les recettes résultant des droits de licence baisseront d'environ 2,67 millions de dollars, dont 600 000 \$ pour le service aéronautique et 2,07 millions de dollars pour le service maritime. Cette baisse correspond environ 1 p. 100 du total des recettes résultant des droits de licence pour l'exercice 1998-1999.

Consultations

Les consultations effectuées auprès d'autres ministères gouvernementaux et organismes se sont révélées très favorables lors de l'examen, par Industrie Canada, de sa politique d'octroi des licences pour l'équipement radio à bord des aéronefs et des navires au Canada. Les opinions suivantes ont été recueillies lors de l'évaluation de l'appui donné au projet.

La Air Line Pilots Association-Canada ne s'oppose pas à l'abolition de l'obligation, pour les exploitants privés, d'avoir une licence radio pour les vols intérieurs, à condition que l'équipement radio respecte toutes les normes techniques applicables.

La Canadian Owners and Pilots Association appuie entièrement le projet et applaudit aux efforts du Ministère qui tente de conclure une entente d'utilisation réciproque avec les autorités américaines qui permettront aux stations canadiennes exemptées d'exercer aux États-Unis sans avoir à obtenir une licence radio. Les Américains ont déjà éliminé leurs exigences à cet égard pour les vols intérieurs.

Le maintien de l'approbation de l'équipement et des exigences opérationnelles techniques parmi les critères d'exemption répond aux préoccupations de NAVCAN relatives à la proposition, tant du point de vue opérationnel des services de la circulation aérienne que de celui des normes techniques. Transports Canada Aviation civile appuie également le projet, car l'exemption n'a comme effet que d'éliminer le document (licence) pour les vols intérieurs et le droit connexe.

Les représentants du Groupe marine des Transports et des Pêches et des Océans ont examiné la proposition et ne prévoient aucune incidence négative sur leur programme maritime respectif.

Au cours d'une présentation au Conseil consultatif maritime canadien (CCMC), des représentants de l'industrie de la pêche commerciale et des membres du sous-comité du Global Maritime Distress and Safety System ont manifesté leur appui à la proposition de supprimer les licences relatives aux stations radio, pour l'ensemble du secteur maritime.

The Canadian Power and Sail Squadron support the proposal provided it meets with the Canadian Coast Guard approval and that operator proficiency certification is maintained. The elimination of radio station licences and the associated fees may improve safety on the water by acting as an incentive for boaters to install a radio on their vessel and respond to distress calls.

Compliance and Enforcement

Although an operator's radio apparatus in the aeronautical or maritime service is exempt from radio licensing requirements, the operator of the apparatus is still subject to the *Radiocommunication Act* and the *Radiocommunication Regulations* made thereunder. Improved radio equipment standards, the interest of the operator in maintaining the apparatus for purposes of safety, and regulatory sanctions, such as ticketing issued under the *Contraventions Act*, where appropriate, will continue to ensure the orderly management of the radio frequency spectrum for the aeronautical and maritime services.

Contact

Mr. Darius Breau
Manager
Spectrum Management Operations Directorate
Radiocommunication and Broadcasting Regulatory Branch
Industry Canada
300 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1A 0C8
Tel.: (613) 990-4736
FAX: (613) 952-9871
Internet: breau.darius@ic.gc.ca

Les Escadrilles canadiennes de plaisance appuient la proposition à condition que celle-ci reçoive l'approbation de la Garde côtière canadienne et que l'attestation de compétence des opérateurs soit maintenue. L'élimination de la licence de station radio et du droit connexe peut améliorer la sécurité sur les eaux en incitant les propriétaires de bateau à installer une radio sur leur bâtiment et à répondre aux appels de détresse.

Respect et exécution

Même si l'appareil radio d'un exploitant du service aéronautique ou maritime est exempté des exigences visant les licences radio, l'exploitant de l'appareil est toujours visé par la *Loi sur la radiocommunication* et le *Règlement sur la radiocommunication*. L'amélioration des normes applicables à l'équipement radio, l'intérêt de l'exploitant à entretenir l'appareil à des fins de sécurité et les sanctions réglementaires, par exemple les contraventions données en application de la *Loi sur les contraventions*, le cas échéant, continueront d'assurer la gestion ordonnée du spectre des fréquences radio pour les services aéronautique et maritime.

Personne-ressource

M. Darius Breau
Gestionnaire
Direction de l'exploitation de la gestion du spectre
Direction générale de la réglementation des radiocommunications et de la radiodiffusion
Industrie Canada
300, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 0C8
Tél. : (613) 990-4736
TÉLÉCOPIEUR : (613) 952-9871
Internet : breau.darius@ic.gc.ca

Registration
SOR/99-108 4 March, 1999

RADIOCOMMUNICATION ACT

Regulations Amending the Radiocommunication Regulations

P.C. 1999-321 4 March, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Industry, pursuant to section 6^a of the *Radiocommunication Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Radiocommunication Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE RADIOCOMMUNICATION REGULATIONS

AMENDMENT

1. The *Radiocommunication Regulations*¹ are amended by adding the following after section 10:

- 10.1** (1) The definitions in this subsection apply in this section.
- “earth station” means a fixed or mobile station that operates either in the fixed satellite service or in the mobile satellite service. (*station terrienne*)
- “fixed satellite service” means a radiocommunication service that provides for communications between fixed stations and space stations. (*service fixe par satellite*)
- “mobile satellite service” means a radiocommunication service that provides for communications between mobile stations and space stations. (*service mobile par satellite*)
- “radiocommunication service” means a service provided by means of radiocommunication but excludes telecommunications services supplied for the transmission of services regulated under the *Broadcasting Act* where such services are intended for direct reception by the public. (*service de radiocommunication*)

(2) Notwithstanding sections 9 and 10, the following persons, who operate an earth station in a fixed satellite service, are eligible to be issued, in respect of that earth station, a radio licence as a radiocommunication user, a radiocommunication service provider other than a radiocommunication carrier, or a radiocommunication carrier:

- (a) an individual who is
- (i) a citizen within the meaning of subsection 2(1) of the *Citizenship Act*,
 - (ii) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration Act*, or
 - (iii) a non-resident who has been issued an employment authorization under the *Immigration Act*;
- (b) a corporation that is incorporated or continued under the laws of Canada or a province;

Enregistrement
DORS/99-108 4 mars 1999

LOI SUR LA RADIOCOMMUNICATION

Règlement modifiant le Règlement sur la radiocommunication

C.P. 1999-321 4 mars 1999

Sur recommandation du ministre de l'Industrie et en vertu de l'article 6^a de la *Loi sur la radiocommunication*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur la radiocommunication*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA RADIOCOMMUNICATION

MODIFICATION

1. Le *Règlement sur la radiocommunication*¹ est modifié par adjonction, après l'article 10, de ce qui suit :

- 10.1** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- « service de radiocommunication » Service fourni par radiocommunication. Sont exclus de la présente définition les services de télécommunication qui sont fournis pour la transmission de services régis par la *Loi sur la radiodiffusion* et qui ont pour objet la réception directe par le public. (*radiocommunication service*)
- « service fixe par satellite » Service de radiocommunication qui sert à assurer les communications entre des stations fixes et des stations spatiales. (*fixed satellite service*)
- « service mobile par satellite » Service de radiocommunication qui sert à assurer les communications entre des stations mobiles et des stations spatiales. (*mobile satellite service*)
- « station terrienne » Station fixe ou station mobile qui est exploitée dans le cadre du service fixe par satellite ou du service mobile par satellite. (*earth station*)

(2) Malgré les articles 9 et 10, les personnes suivantes qui exploitent une station terrienne du service fixe par satellite sont admissibles à l'attribution d'une licence radio pour cette station à titre d'utilisateur radio, de fournisseur de services radio — autre qu'un transporteur de radiocommunications — ou de transporteur de radiocommunications :

- a) la personne physique qui est :
- (i) soit un citoyen au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la citoyenneté*,
 - (ii) soit un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration*,
 - (iii) soit un non-résident qui a obtenu une autorisation d'emploi sous le régime de la *Loi sur l'immigration*;
- b) la personne morale qui est constituée ou prorogée sous le régime des lois fédérales ou provinciales;

^a S.C. 1989, c. 17, s. 4

^b S.C. 1989, c. 17, s. 2

¹ SOR/96-484

^a L.C. 1989, ch. 17, art. 4

^b L.C. 1989, ch. 17, art. 2

¹ DORS/96-484

- (c) a partnership or joint venture where each partner or co-venturer is eligible to be issued a radio licence under this subsection; and
- (d) a Canadian government, whether federal, provincial or local, or an agency thereof.

(3) Notwithstanding sections 9 and 10, the following persons, who operate an earth station in a mobile satellite service, are eligible to be issued, in respect of that earth station, a radio licence as a radiocommunication user, a radiocommunication service provider other than a radiocommunication carrier, or a radiocommunication carrier:

- (a) an individual who is
- (i) a citizen within the meaning of subsection 2(1) of the *Citizenship Act*,
 - (ii) a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration Act*, or
 - (iii) a non-resident who has been issued an employment authorization under the *Immigration Act*;
- (b) a corporation that is incorporated or continued under the laws of Canada or a province;
- (c) a partnership or joint venture where each partner or co-venturer is eligible to be issued a radio licence under this subsection; and
- (d) a Canadian government, whether federal, provincial or local, or an agency thereof.

(4) This section applies beginning on March 1, 2000 in respect of earth stations that are fixed stations in the fixed satellite service and that provide telecommunication services between points in Canada and between points in Canada and the United States.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

On February 15, 1997, at the World Trade Organization (WTO), Canada and 68 other countries concluded a multilateral agreement, the General Agreement on Trade in Services Agreement on Basic Telecommunications (GATS-ABT), to liberalize trade in telecommunications services.

Under this agreement Canada committed to eliminating monopolies in overseas telecommunications services and fixed satellite services. As a result of these commitments, Teleglobe's monopoly on the provision of facilities for overseas ended on October 1, 1998. Telesat's monopoly on the provision of fixed satellites services will end on March 1, 2000. These measures will enable Canadians to have access to all types of competing domestic and foreign satellites (except direct-to-home and direct-broadcast satellite).

- c) la société de personnes ou la coentreprise dont chaque associé ou coentrepreneur est admissible à l'attribution d'une licence radio en vertu du présent paragraphe;
- d) le gouvernement fédéral, un gouvernement provincial ou une administration locale au Canada, ou un organisme de l'un d'eux.

(3) Malgré les articles 9 et 10, les personnes suivantes qui exploitent une station terrienne du service mobile par satellite sont admissibles à l'attribution d'une licence radio pour cette station à titre d'utilisateur radio, de fournisseur de services radio — autre qu'un transporteur de radiocommunications — ou de transporteur de radiocommunications :

- a) la personne physique qui est :
- (i) soit un citoyen au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la citoyenneté*,
 - (ii) soit un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration*,
 - (iii) soit un non-résident qui a obtenu une autorisation d'emploi sous le régime de la *Loi sur l'immigration*;
- b) la personne morale qui est constituée ou prorogée sous le régime des lois fédérales ou provinciales;
- c) la société de personnes ou la coentreprise dont chaque associé ou coentrepreneur est admissible à l'attribution d'une licence radio en vertu du présent paragraphe;
- d) le gouvernement fédéral, un gouvernement provincial ou une administration locale au Canada, ou un organisme de l'un d'eux.

(4) Le présent article s'applique à compter du 1^{er} mars 2000 aux stations terriennes qui sont des stations fixes du service fixe par satellite et qui offrent des services de télécommunication entre des lieux au Canada et entre des lieux au Canada et aux États-Unis.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

Le 15 février 1997, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Canada et 68 autres pays ont conclu un accord multilatéral, l'Accord sur les télécommunications de base de l'Accord général sur le commerce des services (ATB-AGCS), qui vise à libéraliser le commerce dans les services de télécommunications.

En vertu de cette entente, le Canada s'engageait à éliminer les monopoles dans les services de télécommunications outre-mer et les services fixes par satellite. Par suite de cet engagement, le monopole de Téléglobe sur la fourniture d'installations de téléphonie outre-mer a pris fin le 1^{er} octobre 1998. Le monopole de Télésat sur la prestation de services fixes de satellite prendra fin le 1^{er} mars 2000. Ces mesures permettront aux Canadiens d'avoir accès à tous les types de satellites qui se font concurrence dans les marchés nationaux et internationaux (à l'exception des satellites de radiodiffusion directe et des satellites de radiodiffusion directe à domicile).

Amongst other commitments concerning the mobile satellite service (MSS), and traffic routing requirements, Canada also agreed to consider removing foreign ownership and control restrictions for earth stations that operate in the fixed satellite service (FSS). The FSS uses fixed earth stations and one or more space stations to route radio signals between fixed locations. The MSS provides for communications between mobile stations (i.e. radio apparatus on board aircraft, ships and other vehicles) and space stations.

This amendment to the *Radiocommunication Regulations* concerns the eligibility requirements for licensing earth stations in the fixed and mobile satellite services. The existing Regulations require that radiocommunication carriers be Canadian owned and controlled. These licensing eligibility requirements are broadened to meet or to exceed Canada's GATS-ABT commitments.

Accordingly, a new provision is being added to the Regulations that complements the provision in the *Telecommunications Act* under which Canadian ownership and control provisions do not apply to earth stations that provide telecommunications services by means of satellites.

The new provision removes the requirement for Canadian ownership and control of licence holders for earth stations in the FSS and MSS that provide telecommunications services by means of satellites.

The new section of the Regulations will allow a service provider that is not Canadian owned and controlled to be eligible to hold a radio licence as a radiocommunication carrier for earth stations in the fixed satellite service and the mobile satellite service.

The new provision excludes telecommunications services supplied for the transmission of services regulated under the *Broadcasting Act* where such services are intended for direct reception by the public, i.e. direct-to-home and direct-broadcasting satellite.

The effective date of the Regulations is their date of registration.

Alternatives

There is no alternative: these are enabling Regulations required to meet or to exceed Canada's trade commitments.

Benefits and Costs

Benefits

The GATS agreement on basic telecommunications allows the Canadian telecommunications industry greater access to the United States, Europe and other important markets. Through this agreement Canadian telecommunications companies are able to capture a larger share of the multi billion dollar global market in telecommunications services. From a consumer perspective, implementation of the agreement is expected to result eventually in cheaper international long distance rates as competition in the overseas long distance market increases.

Le Canada, entre autres engagements concernant les services mobiles par satellite et les exigences de l'acheminement du trafic, a également accepté de considérer de lever les restrictions sur la propriété et le contrôle étrangers des stations terrestres qui assurent le fonctionnement des services fixes par satellite. Ces services utilisent des stations terrestres fixes et une ou plusieurs stations spatiales pour acheminer les signaux radio entre des points fixes. Les services mobiles par satellite assurent les communications entre des stations mobiles (p. ex. les appareils radio à bord des aéronefs, des navires et d'autres véhicules) et des stations spatiales.

Cette modification du *Règlement sur la radiocommunication* porte sur les exigences relatives à l'attribution de licences aux stations terrestres de services fixes et mobiles par satellite. La réglementation actuelle exige que les transporteurs de radiocommunications appartiennent à des intérêts canadiens et soient sous contrôle canadien. Ces règles d'admissibilité sont élargies pour répondre aux engagements du Canada dans le cadre de l'ATB-AGCS ou les dépasser.

En conséquence, une nouvelle disposition est ajoutée à la réglementation et vient compléter la disposition de la *Loi sur les télécommunications* en vertu de laquelle les dispositions relatives à la propriété et au contrôle canadiens ne s'appliquent pas aux stations terrestres fournissant des services de télécommunications par satellite.

La nouvelle disposition annule l'exigence de la propriété canadienne et du contrôle canadien pour les détenteurs de licences de stations terrestres fournissant des services fixes et mobiles de télécommunications par satellite.

La nouvelle partie de la réglementation permettra aux fournisseurs de services qui n'appartiennent pas à des intérêts canadiens ou qui ne sont pas sous contrôle canadien de se voir attribuer une licence radio comme transporteur de radiocommunications pour les stations terrestres dans le service fixe par satellite et le service mobile par satellite.

La nouvelle disposition exclut les services de télécommunications fournis pour la transmission de services réglementés par la *Loi sur la radiodiffusion*, lorsque ces services doivent être reçus directement par le grand public, c.-à-d. les satellites de radiodiffusion directe et des satellites de radiodiffusion directe à domicile.

La date d'entrée en vigueur du Règlement est la date d'enregistrement.

Solutions de rechange

Il n'y a pas de solution de rechange : il s'agit de règlements habilitants nécessaires au respect des engagements commerciaux du Canada ou à leur dépassement.

Avantages et coûts

Avantages

L'Accord sur les télécommunications de base de l'AGCS procure à l'industrie canadienne des télécommunications un accès plus grand aux marchés américain et européen et à d'autres marchés importants. Grâce à cet accord, les entreprises canadiennes de télécommunications peuvent s'assurer une part plus grande du marché mondial des services de télécommunications, d'une valeur de plusieurs centaines de milliards de dollars. Du point de vue du consommateur, la mise en oeuvre de l'ATB devrait tôt ou tard entraîner une réduction des tarifs interurbains internationaux,

Costs

No additional costs to the Department in administering the licensing of service providers is anticipated.

Consultation

The development of Canada's offer to the WTO was done with full public consultation and support of Canadian industry. The implementation of the agreement has been the subject of extensive consultation during the approval of legislative amendments to the *Telecommunications Act* (Bill C-17) and with the release of various policy and discussion papers.

In February 1998, the Department published a *Canada Gazette* notice (DGTP-001-98) that announced amendments to the *Policy Framework for the Provision of Mobile Satellite Services Via Regional and Global Satellite Systems in the Canadian Market (RP-007)*. The amendments rescinded the provision of the policy framework that required that the Canadian licensee for the provision of mobile satellite services in Canada hold an equity share in the entity owning the satellite system at least proportional to the expected Canadian usage. It also made other amendments that liberalized the routing of mobile satellite services.

The revised policy, however, maintained that the applicant (MSS service provider) must be a Canadian owned and controlled corporation incorporated or continued under the laws of Canada or a province.

In March 1998, the release of a document entitled *Policy Consultation Paper Respecting the Authorization of Earth and Space Stations for Fixed Satellite Services Following the Coming into Force of the GATS Agreement on Basic Telecommunications*, solicited public comment on issues relating to the Canadian satellite policies (other than the policies governing satellites providing mobile satellite and broadcasting services) that are to be implemented as a result of the agreement.

Overall, the response to the policy paper was favourable with many of the respondents supporting the Government's commitment to open its fixed satellite services market to full competition by March 1, 2000. Some respondents, such as the Teleglobe and the Satellite Industry Association (SIA) favour accelerating the timetable for the change from monopoly to competitive market conditions in order to offer new services to Canadian consumers. In response to this call, the date for the removal of certain routing restrictions on international services and on foreign ownership of fixed satellites used to provide service between points in Canada and all points outside Canada, except in the United States has been advanced to October 1, 1998 from December 31, 1999.

In response to the FSS policy paper, The Radio Advisory Board of Canada (RABC) requested that Industry Canada clarify the application of Canadian ownership and control requirements to radio apparatus communicating with fixed satellites that are interconnected with the public switched network. The RABC believes that a satellite service provider that supplies an earth

à mesure qu'augmentera la concurrence dans le marché des communications interurbaines outre-mer.

Coûts

On ne prévoit aucune augmentation des frais pour le Ministère découlant de l'administration de l'attribution de licences aux fournisseurs de services.

Consultations

L'offre canadienne à l'OMC a été élaborée après consultation générale du public et avec le soutien de l'industrie canadienne. La mise en oeuvre de l'accord a fait l'objet de consultations à grande échelle pendant l'approbation de modifications à la *Loi sur les télécommunications* (Projet de Loi C-17) et la parution de diverses politiques et de divers documents de travail.

En février 1998, le Ministère a fait paraître dans la *Gazette du Canada* un avis (DGTP-001-98) annonçant des modifications au *Cadre de politique pour la prestation de services mobiles par satellite au Canada, assurés au moyen de systèmes à satellites régionaux et mondiaux (RP-007)*. Les modifications révoquaient la disposition du cadre de politique exigeant que les détenteurs canadiens de licences de prestation de services mobiles par satellite au Canada détiennent une action participative dans l'entité qui possède le système à satellites au moins proportionnelle à l'utilisation que l'on compte faire du système au Canada. Il a également apporté d'autres modifications qui libéralisaient l'acheminement des services mobiles par satellite.

Toutefois, la politique révisée continuait d'imposer au requérant (fournisseur de services mobiles par satellite) d'être une société appartenant à des intérêts canadiens et sous contrôle canadien constituée ou prorogée en vertu des lois du Canada ou d'une province.

En mars 1998, la publication d'un document intitulé *Document de consultation sur l'autorisation des stations terriennes et des stations spatiales assurant des services fixes par satellite après l'entrée en vigueur de l'accord du GATS sur les services de télécommunications de base* visait à recueillir les observations du public sur les questions relatives aux politiques canadiennes sur les satellites (autres que les politiques applicables aux satellites fournissant des services mobiles et de radiodiffusion) qui doivent entrer en vigueur par suite de l'accord.

En général, la réaction à ce document d'orientation a été favorable, de nombreux répondants soutenant l'engagement du gouvernement à soumettre le marché des services fixes par satellite à la pleine concurrence d'ici le 1^{er} mars 2000. Certains répondants, tels que Téléglobe et la Satellite Industry Association (SIA), se sont prononcés en faveur de l'accélération de la transition d'un marché monopolistique à un marché concurrentiel afin d'offrir de nouveaux services aux consommateurs canadiens. En réponse à cette demande, la date pour la suppression de certaines restrictions relatives à l'acheminement de services internationaux et à la propriété étrangère de satellites fixes utilisés pour la prestation de services entre des points au Canada et tous les points à l'extérieur du Canada, sauf aux États-Unis, a été ramenée du 31 décembre 1999 au 1^{er} octobre 1998.

En réaction au document de politique sur les services fixes par satellite, le Conseil consultatif canadien de la radio (CCCR) a demandé à Industrie Canada d'éclaircir l'application des exigences relatives à la propriété et au contrôle canadiens aux appareils radio communiquant avec des satellites fixes reliés au réseau public commuté. Le CCCR est d'avis qu'un fournisseur de

station interconnected with the PSN should not be subject to Canadian ownership and control restrictions when it does not operate other telecommunication facilities. The Department has clarified these requirements with this new provision.

The different foreign ownership and control licensing eligibility requirements for earth stations in the MSS and FSS may unnecessarily restrict strategic business alliances that may wish to offer both services. Accordingly, the Department initiated public consultations to solicit views on liberalizing these requirements for the mobile satellite service by publishing (Notice No. DGTP-014-98) and this regulatory initiative in the *Canada Gazette Part I* on October 10, 1998.

The Department received comments from eight respondents: Canadian Wireless Telecommunication Association (CWTA), CANCOM "Canadian Satellite Communication Inc.", Globalstar Canada Co., Global U Network Inc., Iridium Canada Communications Inc., Stratos Wireless Inc., Teleglobe Canada Inc., and Telesat Canada Communications Inc.

All of the respondents welcomed Industry Canada's commitment for improving market access to facilitate the availability of mobile and fixed satellite services for Canadians and to give Canadian satellite operators greater access to international markets. Many applauded the Department's effort to meet or to exceed Canada's WTO commitments and expressed hope that these prompt and efficient market liberalization commitments will be mirrored in other jurisdictions, such as the United States, where Canadian entities may have an interest in offering service.

One of the respondents disagreed with the Department's view that the liberalization of the licensing regime for earth stations of the mobile satellite service should not lag that for fixed satellite services. However, the respondent's arguments that Canadian ownership of service providers ensure greater control over the quality of the service provided or that it offers control of the revenue of satellite carriers companies from Canadian sources or that foreign carriers may bypass Canadian service providers are not compelling reasons to require MSS service providers to be Canadian owned and controlled. The purpose of removing trade barriers in telecommunication services is to move global satellite services to full and open competition and to give Canadians access to cost effective satellite telecommunication services.

Another respondent pointed out that services regulated under the *Broadcasting Act* that are excluded from the application of Canada's WTO commitment required further clarification. This has been done with the publication of the *Policy Framework for the Provision of Fixed Satellite Services* in December 1998. Essentially, the existing satellite policies which apply to Direct-To-Home (DTH) or Direct Broadcast Satellite (DBS) services, whether provided by fixed or broadcast satellites, remains unchanged.

services par satellite qui exploite une station terrienne reliée au RPC ne devrait pas être assujéti aux restrictions relatives à la propriété et au contrôle canadiens lorsqu'il n'exploite pas d'autres installations de télécommunications. Le Ministère a éclairci ces exigences par cette nouvelle disposition.

Les différentes règles relatives à la propriété et au contrôle étrangers et à l'attribution de licences aux stations terriennes des services fixe et mobile par satellite pourraient inutilement faire obstacle à la constitution d'alliances par des entreprises qui souhaitent offrir les deux services. En conséquence, le Ministère a lancé des consultations publiques pour recueillir des observations sur la libéralisation de ces exigences relatives au service mobile par satellite en publiant un avis et cette initiative de réglementation dans la *Gazette du Canada Partie I* le 10 octobre 1998.

Le Ministère a reçu les commentaires de huit répondants, soit l'Association canadienne des télécommunications sans fil, CANCOM « Les Communications par satellite canadien Inc. », Globalstar Canada Co., Global U Network Inc., Iridium Canada Communications Inc., Stratos Wireless Inc., Teleglobe Canada Inc. et Télésat Canada Communications Inc.

Tous les répondants ont accueilli avec enthousiasme l'engagement d'Industrie Canada à améliorer l'accès aux marchés de façon que les Canadiens puissent obtenir plus facilement des services fixes et mobiles de télécommunications par satellite et à donner aux entreprises canadiennes chargées de l'exploitation des satellites un accès élargi aux marchés internationaux. Bon nombre d'entre eux ont applaudi les efforts déployés par le Ministère en vue de répondre aux engagements du Canada à l'égard de l'OMC et de les dépasser et ont dit espérer que ces engagements rapides et efficaces visant la libéralisation des marchés seront également pris dans d'autres pays tels que les États-Unis, où les organismes canadiens pourraient avoir un intérêt dans la prestation de services.

Un des répondants n'était pas d'accord avec l'opinion du Ministère selon laquelle la libéralisation du régime d'attribution de licences aux stations terriennes de services mobiles de télécommunications par satellite ne devrait pas être en retard sur celle des services fixes par satellite. Cependant, les arguments de ce répondant selon lesquels la propriété et le contrôle canadien des fournisseurs de services permet d'assurer un meilleur contrôle de la qualité des services offerts et des revenus de sources canadiennes des transporteurs de télécommunications par satellite et selon lesquels les transporteurs étrangers peuvent ne pas passer par les fournisseurs de services canadiens ne constituent pas des raisons suffisantes pour exiger des fournisseurs de services mobiles par satellite d'appartenir à des intérêts canadiens et d'être sous contrôle canadien. Éliminer les obstacles au commerce dans le domaine des services de télécommunications vise à exposer les services par satellite internationaux à la pleine concurrence et à donner aux Canadiens l'accès à des services de télécommunications par satellite rentables.

Un autre répondant a souligné la nécessité de clarifier la question des services régis par la *Loi sur la radiodiffusion* n'étant pas tenus de mettre en application l'engagement du Canada à l'égard de l'OMC. Ce point a été éclairci grâce à la publication d'une politique-cadre sur la prestation de services fixes de télécommunications par satellite en décembre 1998. Essentially, les politiques existantes sur les services par satellite touchant les services de radiodiffusion directe par satellite et de radiodiffusion directe par satellite à domicile, qu'ils soient fournis au moyen de satellites fixes ou de satellites de radiodiffusion, demeurent inchangées.

In light of the comments received, under the new section of the Regulations, a service provider that is not Canadian owned and controlled is eligible to hold a radio licence as a radiocommunication carrier for earth stations in the fixed satellite service and the mobile satellite service. Furthermore, a minor modification has been made to the definition of "radiocommunication service" in the provision for consistency with the existing satellite policies regarding broadcasting services.

Compliance and Enforcement

Service providers that are not Canadian owned and controlled and who are issued earth station licences will be subject to the same compliance and enforcement regime and laws as Canadian owned and controlled service providers. The Minister, through due process, will be able to suspend or revoke these licences for contraventions of the *Radiocommunication Act*, the *Radiocommunication Regulations* or terms and conditions of the licence.

Contact

Mr. Ronald Amero
Director
Space and International Regulatory Activity Directorate
Radiocommunication and Broadcasting Regulatory Branch
Industry Canada
300 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1A 0C8
Tel.: (613) 998-3759
FAX: (613) 952-9871
Internet: amero.ron@ic.gc.ca

À la lumière des commentaires reçus, les fournisseurs de services n'appartenant pas à des intérêts canadiens ou qui ne sont pas sous contrôle canadien pourront se voir attribuer une licence radio comme transporteur de radiocommunications pour les stations terrestres dans le service fixe par satellite et le service mobile par satellite en vertu de la nouvelle partie de la réglementation. De plus, une modification mineure a été apportée à la définition du terme « service de radiocommunication » dans la nouvelle disposition en vue d'assurer une uniformité avec les politiques existantes sur les satellites touchant les services de radiodiffusion.

Conformité et application

Les fournisseurs de services qui n'appartiennent pas à des intérêts canadiens et ne sont pas sous contrôle canadien et qui ont obtenu une licence d'exploitation de station terrestre devront se soumettre aux mêmes régimes et lois sur les licences que les fournisseurs de services qui appartiennent à des intérêts canadiens et qui sont sous contrôle canadien. Le Ministre, par application régulière de la loi, pourra annuler ou révoquer ces licences si leurs détenteurs contreviennent à la *Loi sur la radiocommunication* ou à son règlement d'application ou encore aux conditions de la licence.

Personne-ressource

M. Ronald Amero
Directeur
Direction des activités de réglementation des services spatiaux et internationaux
Direction générale de la réglementation des radiocommunications et de la radiodiffusion
Industrie Canada
300, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 0C8
Téléphone : (613) 998-3759
TÉLÉCOPIEUR : (613) 952-9871
Internet : amero.ron@ic.gc.ca

Registration
SOR/99-109 4 March, 1999

FIREARMS ACT

Regulations Amending the Public Agents Firearms Regulations

P.C. 1999-322 4 March, 1999

Whereas the Minister of Justice is of the opinion that the changes made to the *Public Agents Firearms Regulations*^a by the annexed *Regulations Amending the Public Agents Firearms Regulations* are so immaterial and insubstantial that section 118 of the *Firearms Act*^b should not be applicable in the circumstances;

And whereas the Minister of Justice will lay before each House of Parliament, in accordance with subsection 119(4) of the *Firearms Act*^b, a statement of the reasons why she formed that opinion;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraphs 117(l) and (m) of the *Firearms Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Public Agents Firearms Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE PUBLIC AGENTS FIREARMS REGULATIONS

AMENDMENTS

1. Subsection 18(2)¹ of the *Public Agents Firearms Regulations*² is replaced by the following:

(2) Sections 8 to 10 and 12 to 16 come into force on January 1, 2001.

2. The Regulations are amended by replacing the expression “April 1, 1999” with the expression “January 1, 2001” wherever it occurs in the following provisions:

- (a) the portion of subsection 8(1) before paragraph (a);
- (b) the portion of subsection 9(1) before paragraph (a);
- (c) subsection 9(2); and
- (d) the portion of subsection 10(1) before paragraph (a).

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

These Regulations form part of a comprehensive regulatory package implementing the new statutory scheme for the control of

Enregistrement
DORS/99-109 4 mars 1999

LOI SUR LES ARMES À FEU

Règlement modifiant le Règlement sur les armes à feu des agents publics

C.P. 1999-322 4 mars 1999

Attendu que la ministre de la Justice estime que l'obligation de dépôt prévue à l'article 118 de la *Loi sur les armes à feu*^a ne s'applique pas au *Règlement modifiant le Règlement sur les armes à feu des agents publics*, ci-après, parce qu'il n'apporte pas de modification de fond notable au *Règlement sur les armes à feu des agents publics*^b;

Attendu que, aux termes du paragraphe 119(4) de la *Loi sur les armes à feu*^a, la ministre de la Justice fera déposer devant chaque chambre du Parlement une déclaration énonçant les justificatifs sur lesquels elle se fonde,

À ces causes, sur recommandation de la ministre de la Justice et en vertu des alinéas 117l) et m) de la *Loi sur les armes à feu*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les armes à feu des agents publics*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES ARMES À FEU DES AGENTS PUBLICS

MODIFICATIONS

1. Le paragraphe 18(2)¹ du *Règlement sur les armes à feu des agents publics*² est remplacé par ce qui suit :

(2) Les articles 8 à 10 et 12 à 16 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

2. Dans les passages suivants du même règlement, « le 1^{er} avril 1999 » est remplacé par « le 1^{er} janvier 2001 » :

- a) le passage du paragraphe 8(1) précédant l'alinéa a);
- b) le passage du paragraphe 9(1) précédant l'alinéa a);
- c) le paragraphe 9(2);
- d) le passage du paragraphe 10(1) précédant l'alinéa a).

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie des règlements.)

Description

Ces règlements font partie de l'ensemble des textes réglementaires qui mettent en œuvre le nouveau régime législatif de

^a SOR/98-203

^b S.C. 1995, c. 39

¹ SOR/98-468

² SOR/98-203

^a L.C. 1995, ch. 39

^b DORS/98-203

¹ DORS/98-468

² DORS/98-203

firearms and other weapons provided for in the *Firearms Act* and a completely amended Part III of the *Criminal Code*.

The Regulations amend the date on which the *Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)*, the *Gun Shows Regulations* and certain sections of the *Public Agents Firearms Regulations* come into force.

Regulations Amending the Public Agents Firearms Regulations:

Sections 1 to 7, 11 and 17 were brought into force on December 1, 1998. Sections 8 to 10 and 12 to 16 were deferred to April 1, 1999. These Regulations further defer the coming into force of those sections until January 1, 2001. They also make consequential changes to references concerning the commencement date in sections 8(1), 9(1), 9(2) and 10(1).

The *Public Agents Firearms Regulations* will impose new administrative obligations on public service agencies. The sections being deferred will establish reporting requirements, such as the requirement that public agencies provide the Registrar with an inventory of firearms in their possession within one year of implementation. A delay in the coming into force of these provisions will allow for the development, testing and gradual implementation of the complex automated procedures and systems necessary to facilitate these processes. Further development of systems such as automated inventory recording systems, and of the communications linkages with the Registry required to provide for efficient transfer and processing of the data, will help to reduce the costs imposed upon public service agencies and the demands placed on their resources.

Regulations Amending the Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses):

These Regulations defer the coming into force of the *Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)* until January 1, 2001. In order to facilitate compliance, as was announced at an earlier date, the requirements of the *Importation and Exportation of Firearms Regulations (Individuals)* will not come into force until January 1, 2001. The sections of the Act, and the supporting Regulations, establishing border controls for both individuals and businesses will now be brought into force at the same time. This coordinated implementation will make training and border preparations more effective. The deferral of the regulations affecting businesses will allow businesses that export or import firearms or other regulated materials more time to prepare for compliance with the new requirements. Systems developers and businesses will have more time to establish processes and linkages in preparation for the necessary transactions between businesses, Revenue Canada — Customs and the Registrar, and this will help to ensure a smooth transition and a minimal effect on the flow of border traffic involving firearms.

Regulations Amending the Gun Shows Regulations:

The Regulations defer the coming into force of the *Gun Shows Regulations* until December 1, 1999. The *Gun Shows Regulations* impose new obligations on the organizers of and participants in

contrôle des armes à feu et des autres armes établi dans la *Loi sur les armes à feu* et la partie III entièrement modifiée du *Code criminel*.

Les règlements modifient la date à laquelle le *Règlement sur les autorisations d'exporter ou d'importer des armes à feu (entreprises)*, le *Règlement sur les expositions d'armes à feu* et certains articles du *Règlement sur les armes à feu des agents publics* entreront en vigueur.

Règlement modifiant le Règlement sur les armes à feu des agents publics :

Les articles 1 à 7, 11 et 17 sont entrés en vigueur le 1^{er} décembre 1998. L'entrée en vigueur des articles 8 à 10 et 12 à 16 a été reportée au 1^{er} avril 1999. Ce règlement reporte encore l'entrée en vigueur de ces articles jusqu'au 1^{er} janvier 2001. Il apporte également des modifications corrélatives aux renvois à la date d'entrée en vigueur indiquée aux paragraphes 8(1), 9(1), 9(2) et 10(1).

Le *Règlement sur les armes à feu des agents publics* imposera de nouvelles obligations administratives aux agences de services publics. Les articles qui sont reportés établiront des obligations de rendre compte, comme celle exigeant que les agences de services publics fournissent au directeur de l'enregistrement un inventaire des armes à feu en leur possession dans l'année qui suivra la mise en œuvre. Le report de la mise en œuvre de ces dispositions permettra d'élaborer, de tester et de mettre en place par étapes les procédures et les systèmes automatisés complexes qui doivent faciliter ces processus. La conception d'autres systèmes, comme le système automatisé d'enregistrement de l'inventaire et l'établissement de liens de communication avec le Registre en vue du transfert et du traitement efficaces des données, aidera à réduire les coûts que devront supporter les agences de services publics et les ressources qu'elles doivent consacrer au transfert des données.

Règlement modifiant le Règlement sur les autorisations d'exportation ou d'importation d'armes à feu (entreprises) :

Le règlement reporte l'entrée en vigueur du *Règlement sur les autorisations d'exportation et d'importation d'armes à feu (entreprises)* au 1^{er} janvier 2001. Pour faciliter la conformité, tel qu'il a été annoncé antérieurement, les exigences prévues par le *Règlement sur l'importation et l'exportation d'armes à feu (particuliers)* n'entreront pas en vigueur avant le 1^{er} janvier 2001. Les articles de la Loi, et ses règlements, qui établissent les contrôles frontaliers pour les particuliers et les entreprises entreront en vigueur au même moment. Cette mise en œuvre coordonnée rendra plus efficaces la préparation de la formation et ainsi que la préparation aux frontières. Le report de l'entrée en vigueur du règlement touchant les entreprises permettra aux entreprises qui exportent et importent des armes à feu, ou d'autre matériel assujéti au règlement, d'avoir plus de temps pour se conformer aux nouvelles exigences. Les concepteurs de systèmes et les entreprises auront plus de temps pour établir les processus et les liens nécessaires pour mener à terme les transactions entre les entreprises, Revenue Canada — Douanes et le Directeur de l'enregistrement; cela facilitera la transition pour les entreprises et fera en sorte que les répercussions sur le volume de trafic ayant trait aux armes à feu aux frontières seront minimales.

Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu :

Le règlement reporte l'entrée en vigueur du *Règlement sur les expositions d'armes à feu* au 1^{er} décembre 1999. Celui-ci impose de nouvelles obligations administratives aux organisateurs

gun shows. A further deferral in the implementation of the new gun show requirements will give organizers additional time to prepare for compliance with these obligations and will allow for the further development of enhanced automated systems and administrative processes that will facilitate this compliance. In the interim, public safety will be protected by administrative monitoring and by the application of other relevant statutory and regulatory provisions.

Alternatives

An amendment of the existing Regulations is the only means of deferring the implementation of the regulatory requirement.

Benefits and Costs

The delay in the coming into force of the *Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)* and certain sections of the *Public Agents Firearms Regulations* until January 1, 2001, and of the *Gun Shows Regulations* until December 1, 1999, will be highly beneficial to all of the groups involved.

The *Regulations Amending the Public Agents Firearms Regulations* will reduce the administrative burdens placed upon public agencies by the *Firearms Act* by allowing additional time for the development of automated systems and processes. The *Regulations Amending the Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)* will provide the time necessary to complete the development of automated processes, including high-volume electronic data transmission processes, that will minimize the impact on business activity involving firearms exports and imports. The *Regulations Amending the Gun Shows Regulations* will give further time to develop administrative processes that will help to minimize the impact on organizers and exhibitors, and provide additional time for these organizers and exhibitors to prepare for compliance with the new requirements. This will help to ensure an effective implementation of the regulatory requirements.

Consultation

Consultations on these Regulations were undertaken with: provincial authorities, in particular the chief provincial and territorial firearms officers; federal departments involved in the implementation of the new law, in particular the Department of the Solicitor General — Royal Canadian Mounted Police, and Revenue Canada — Customs; representatives of police agencies and police associations; and the User Group on Firearms established by the Minister of Justice as an advisory body.

Prior to the making of the Regulations being amended, extensive consultations had been undertaken with other concerned groups in addition to those enumerated above, in particular, firearms user and industry groups; businesses involved in the film, theatrical and television industry; and shooting organizations.

Compliance and Enforcement

These Regulations result in a delay in the implementation of existing provisions of certain *Firearms Act* Regulations, and no compliance mechanisms are therefore required.

d'expositions d'armes à feu et aux participants. Un report de la mise en vigueur des nouvelles exigences en matière d'expositions d'armes à feu donnera aux organisateurs le temps nécessaire pour se conformer aux nouvelles exigences et permettra d'apporter de plus amples améliorations aux systèmes automatisés et aux processus administratifs afin de faciliter la conformité. Entre-temps, la sécurité du public sera protégée par un contrôle administratif et par l'application d'autres dispositions législatives et réglementaires.

Autres mesures envisagées

Une modification au règlement actuel constitue la seule façon de reporter l'entrée en vigueur des exigences réglementaires.

Avantages et coûts

Le report de l'entrée en vigueur du *Règlement sur les autorisations d'exporter ou d'importer des armes à feu (entreprises)* et de certains articles du *Règlement sur les armes à feu des agents publics* jusqu'au 1^{er} janvier 2001, et du *Règlement sur les expositions d'armes à feu* jusqu'au 1^{er} décembre 1999, profitera considérablement aux groupes intéressés.

Le *Règlement modifiant le Règlement sur les armes à feu des agents publics* réduira le fardeau administratif que la *Loi sur les armes à feu* impose aux agences de services publics en leur accordant du temps supplémentaire pour élaborer les systèmes et les processus automatisés. Le *Règlement modifiant le Règlement sur les autorisations d'exporter ou d'importer des armes à feu (entreprises)* donnera aux entreprises le temps nécessaire pour terminer l'élaboration des processus automatisés, y compris des processus de transmission de grands volumes de données électroniques, afin que soient perturbées le moins possible les activités d'exportation et d'importation d'armes à feu des entreprises. Le *Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu* accordera du temps supplémentaire pour élaborer des processus administratifs qui aideront à minimiser les conséquences pour les organisateurs et les exposants, et pour que ces organisateurs et exposants se préparent à respecter ces nouvelles exigences. Cela aidera à assurer la mise en œuvre efficace de ces exigences réglementaires.

Consultations

On a mené des consultations sur ces Règlements avec : les autorités provinciales, notamment les contrôleurs des armes à feu des provinces et des territoires; les ministères fédéraux qui participent à la mise en œuvre de la nouvelle loi et, en particulier, le ministère du Solliciteur général, y compris la Gendarmerie royale du Canada et Revenu Canada — Douanes; des représentants des corps policiers et des associations de policiers; le Groupe des utilisateurs d'armes à feu créé par la ministre de la Justice à titre d'organe consultatif.

Avant l'élaboration du Règlement en cours de modification, des consultations poussées avaient été menées auprès d'autres groupes intéressés, en plus de ceux énumérés plus haut, notamment des groupes d'utilisateurs d'armes à feu et des groupes représentant des secteurs industriels; des entreprises oeuvrant dans les domaines du cinéma, du théâtre et de la télévision; des organismes de tir.

Conformité et application

Le règlement retarde l'application des dispositions existantes de certains règlements de la *Loi sur les armes à feu*; il n'est donc pas nécessaire de prévoir des mécanismes de conformité.

Contact

Legal Counsel
Canadian Firearms Centre
Department of Justice
East Memorial Building
284 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0H8
Telephone: 1-800-731-4000
FAX: (613) 941-1991

Personne-ressource

Conseiller juridique
Centre canadien des armes à feu
Ministère de la Justice
Édifce commémoratif de l'Est
284, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0H8
Téléphone : 1-800-731-4000
TÉLÉCOPIEUR : (613) 941-1991

Registration
SOR/99-110 4 March, 1999

FIREARMS ACT

Regulations Amending the Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)

P.C. 1999-323 4 March, 1999

Whereas the Minister of Justice is of the opinion that the change made to the *Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)*^a by the annexed *Regulations Amending the Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)* is so immaterial and insubstantial that section 118 of the *Firearms Act*^b should not be applicable in the circumstances;

And whereas the Minister of Justice will lay before each House of Parliament, in accordance with subsection 119(4) of the *Firearms Act*^b, a statement of the reasons why she formed that opinion;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to sections 44 to 47, paragraphs 117(a), (b) and (i), subparagraph 117(k)(iii) and paragraph 117(w) of the *Firearms Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)*.

REGULATIONS AMENDING THE AUTHORIZATION TO EXPORT OR IMPORT FIREARMS REGULATIONS (BUSINESSES)

AMENDMENT

1. Section 12¹ of the *Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)*² is replaced by the following:

12. These Regulations come into force on January 1, 2001.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 676, following SOR/99-109.

Enregistrement
DORS/99-110 4 mars 1999

LOI SUR LES ARMES À FEU

Règlement modifiant le Règlement sur les autorisations d'exportation ou d'importation d'armes à feu (entreprises)

C.P. 1999-323 4 mars 1999

Attendu que la ministre de la Justice estime que l'obligation de dépôt prévue à l'article 118 de la *Loi sur les armes à feu*^a ne s'applique pas au *Règlement modifiant le Règlement sur les autorisations d'exportation ou d'importation d'armes à feu (entreprises)*, ci-après, parce qu'il n'apporte pas de modification de fond notable au *Règlement sur les autorisations d'exportation ou d'importation d'armes à feu (entreprises)*^b;

Attendu que, aux termes du paragraphe 119(4) de la *Loi sur les armes à feu*^a, la ministre de la Justice fera déposer devant chaque chambre du Parlement une déclaration énonçant les justificatifs sur lesquels elle se fonde,

À ces causes, sur recommandation de la ministre de la Justice et en vertu des articles 44 à 47, des alinéas 117a), b) et i), du sous-alinéa 117k)(iii) et de l'alinéa 117w) de la *Loi sur les armes à feu*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les autorisations d'exportation ou d'importation d'armes à feu (entreprises)*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES AUTORISATIONS D'EXPORTATION OU D'IMPORTATION D'ARMES À FEU (ENTREPRISES)

MODIFICATION

1. L'article 12¹ du *Règlement sur les autorisations d'exportation ou d'importation d'armes à feu (entreprises)*² est remplacé par ce qui suit :

12. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. Le résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 676, suite au DORS/99-109.

^a SOR/98-214

^b S.C. 1995, c. 39

¹ SOR/98-469

² SOR/98-214

^a L.C. 1995, ch. 39

^b DORS/98-214

¹ DORS/98-469

² DORS/98-214

Registration
SOR/99-111 4 March, 1999

FIREARMS ACT

Regulations Amending the Gun Shows Regulations

P.C. 1999-324 4 March, 1999

Whereas the Minister of Justice is of the opinion that the change made to the *Gun Shows Regulations*^a by the annexed *Regulations Amending the Gun Shows Regulations* is so immaterial and insubstantial that section 118 of the *Firearms Act*^b should not be applicable in the circumstances;

And whereas the Minister of Justice will lay before each House of Parliament, in accordance with subsection 119(4) of the *Firearms Act*^b, a statement of the reasons why she formed that opinion;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to paragraphs 117(g), (h) and (o) of the *Firearms Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Gun Shows Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE GUN SHOWS REGULATIONS

AMENDMENT

1. Section 15¹ of the *Gun Shows Regulations*² is replaced by the following:

15. These Regulations come into force on December 1, 1999.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 676, following SOR/99-109.

Enregistrement
DORS/99-111 4 mars 1999

LOI SUR LES ARMES À FEU

Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu

C.P. 1999-324 4 mars 1999

Attendu que la ministre de la Justice estime que l'obligation de dépôt prévue à l'article 118 de la *Loi sur les armes à feu*^a ne s'applique pas au *Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu*, ci-après, parce qu'il n'apporte pas de modification de fond notable au *Règlement sur les expositions d'armes à feu*^b;

Attendu que, aux termes du paragraphe 119(4) de la *Loi sur les armes à feu*^a, la ministre de la Justice fera déposer devant chaque chambre du Parlement une déclaration énonçant les justificatifs sur lesquels elle se fonde,

À ces causes, sur recommandation de la ministre de la Justice et en vertu des alinéas 117g), h) et o) de la *Loi sur les armes à feu*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES EXPOSITIONS D'ARMES À FEU

MODIFICATION

1. L'article 15¹ du *Règlement sur les expositions d'armes à feu*² est remplacé par ce qui suit :

15. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} décembre 1999.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. Le résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 676, suite au DORS/99-109.

^a SOR/98-211

^b S.C. 1995, c. 39

¹ SOR/98-470

² SOR/98-211

^a L.C. 1995, ch. 39

^b DORS/98-211

¹ DORS/98-470

² DORS/98-211

Registration
SOR/99-112 4 March, 1999

MOTOR VEHICLE SAFETY ACT

Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Lighting and Retroreflective Devices)

P.C. 1999-330 4 March, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Transport, pursuant to subsection 5(1) and section 11 of the *Motor Vehicle Safety Act*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Lighting and Retroreflective Devices)*.

REGULATIONS AMENDING THE MOTOR VEHICLE SAFETY REGULATIONS (LIGHTING AND RETROREFLECTIVE DEVICES)

AMENDMENTS

1. (1) Subsection 108(12)¹ of Schedule IV to the *Motor Vehicle Safety Regulations*² is replaced by the following:

(12) Notwithstanding paragraphs S5.1.1 and S5.1.1.23 of TSD 108, every headlamp assembly on a motorcycle shall conform to paragraphs S7.8.2, S7.8.2.2, S7.8.3, S7.8.4 and S7.8.5.1(c) of TSD 108.

(2) Paragraph 108(40)(a)¹ of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

(a) in the case of a lamp assembly that has a mechanism that allows adjustment of the vertical and horizontal aim, conform to paragraphs S7.8.2, S7.8.2.2, S7.8.3, S7.8.4 and S7.8.5.1(c) of TSD 108; and

2. (1) Subparagraph 108.1(1)(d)(i)¹ of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

(i) paragraphs S5.1.2, S5.5.9, S7.4(g) and (h), S7.8.2, S7.8.2.1(a) and (b), S7.8.2.2, S7.8.3, S7.8.4 and S7.8.5.1(c) of TSD 108,

(2) Subsection 108.1(1) of Schedule IV to the Regulations is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (e), by adding the word “and” at the end of paragraph (f) and by adding the following after paragraph (f):

(g) when activated in a steady-burning state, do not have any styling ornament or other feature, such as a translucent cover or grill, in front of the lens.

(3) Subsection 108.1(4)³ of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

(4) Wipers may be fitted to the headlamps of a vehicle equipped pursuant to subsection (1) or (2), if the headlamps

Enregistrement
DORS/99-112 4 mars 1999

LOI SUR LA SÉCURITÉ AUTOMOBILE

Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (système d'éclairage et dispositifs rétro réfléchissants)

C.P. 1999-330 4 mars 1999

Sur recommandation du ministre des Transports et en vertu du paragraphe 5(1) et de l'article 11 de la *Loi sur la sécurité automobile*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (système d'éclairage et dispositifs rétro réfléchissants)*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ DES VÉHICULES AUTOMOBILES (SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE ET DISPOSITIFS RÉTRORÉFLÉCHISSANTS)

MODIFICATIONS

1. (1) Le paragraphe 108(12)¹ de l'annexe IV du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles*² est remplacé par ce qui suit :

(12) Malgré les dispositions S5.1.1 et S5.1.1.23 du DNT 108, les montages de projecteur de motocyclette doivent être conformes aux dispositions S7.8.2, S7.8.2.2, S7.8.3, S7.8.4 et S7.8.5.1(c) du DNT 108.

(2) L'alinéa 108(40)(a)¹ de l'annexe IV du même règlement est remplacé par ce qui suit :

a) dans les cas où les montages sont munis d'un mécanisme de réglage d'orientation horizontale et verticale, S7.8.2, S7.8.2.2, S7.8.3, S7.8.4 et S7.8.5.1(c) du DNT 108;

2. (1) Le sous-alinéa 108.1(1)(d)(i)¹ de l'annexe IV du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(i) aux dispositions S5.1.2, S5.5.9, S7.4(g) et (h), S7.8.2, S7.8.2.1(a) et (b), S7.8.2.2, S7.8.3, S7.8.4 et S7.8.5.1(c) du DNT 108,

(2) Le paragraphe 108.1(1) de l'annexe IV du même règlement est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :

g) qui, lorsqu'ils sont allumés de façon continue, sont dépourvus d'enjoliveurs ou autres éléments, comme un capot translucide ou une grille, devant les lentilles.

(3) Le paragraphe 108.1(4)³ de l'annexe IV du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(4) Des essuie-glaces peuvent être installés sur les projecteurs d'un véhicule équipé conformément aux paragraphes (1) ou (2),

^a S.C. 1993, c. 16

¹ SOR/96-366

² C.R.C., c. 1038

³ SOR/84-812

^a L.C. 1993, ch. 16

¹ DORS/96-366

² C.R.C., ch. 1038

³ DORS/84-812

conform to all of the applicable photometric requirements when the wipers are stopped in any position in front of the lens.

(4) Subsection 108.1(5)⁴ of Schedule IV to the Regulations is repealed.

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force 30 days after the day on which the notice is published in *Canada Gazette, Part I, respecting amendments to Technical Standards Document No. 108, Lamps, Retroreflective Devices and Associated Equipment, regarding visual optical aiming of headlamps.*

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

This amendment to the *Motor Vehicle Safety Regulations* makes several minor changes to section 108 “Lighting System and Retroreflective Devices” and section 108.1 “Alternative Requirements for Headlamps”. These changes are being made to accommodate a recent revision to Technical Standards Document (TSD) No. 108 “Lamps, Reflective Devices and Associated Equipment”, to respond to a manufacturer’s petition, and to correct inaccuracies in the existing section 108.1.

TSD No. 108, a Transport Canada publication, reproduces US Federal Motor Vehicle Safety Standard No. 108, with certain adaptations. These include: the deletion of material that does not apply under the *Motor Vehicle Safety Act* and Regulations, metrification of measurements, deletion of superseded dates, substitution of Canadian reporting requirements for US ones where appropriate, and minor editorial changes. Incorporated by reference in Section 108 of the Regulations, TSD No. 108 forms most of the safety requirements for exterior lighting systems on new motor vehicles offered for sale in Canada; the remainder of section 108 consists of several additional requirements, such as those for daytime running lamps. Section 108.1 allows headlamps designed to United Nations Economic Commission for Europe (ECE) regulations as an alternative to the “North American” or SAE beam pattern headlamps specified in section 108 on all motor vehicles. Section 108.1 also refers to certain provisions of TSD No. 108, notably those concerning the aiming and durability of headlamps.

This amendment to the Regulations corrects several references in section 108.1 to parts of TSD No. 108 that have changed as a result of a revision to TSD No. 108, notice of which will be given shortly in the *Canada Gazette Part I*, in accordance with section 17 of the *Motor Vehicle Safety Regulations*. The revision to the TSD is effective as of the date of publication of the notice in the *Canada Gazette Part I*, and is enforceable after 6 months of the date of publication of the *Canada Gazette Part I*.

⁴ SOR/91-692

pourvu que les projecteurs soient conformes à toutes les exigences photométriques applicables, quelle que soit la position d’arrêt des essuie-glaces devant les lentilles.

(4) Le paragraphe 108.1(5)⁴ de l’annexe IV du même règlement est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur 30 jours après la date à laquelle est publié dans la *Gazette du Canada Partie I* l’avis concernant les modifications relatives à l’orientation visuelle optique des projecteurs apportées au *Document de normes techniques n° 108 — Feux, dispositifs réfléchissants et pièces d’équipement complémentaires.*

**RÉSUMÉ DE L’ÉTUDE D’IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

La présente modification du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles* vise à apporter plusieurs changements mineurs à l’article 108 intitulé « Système d’éclairage et dispositifs rétro réfléchissants » et à l’article 108.1 intitulé « Autres projecteurs ». Ces changements sont apportés pour tenir compte d’une récente révision du Document de normes techniques (DNT) n° 108 intitulé « *Feux, dispositifs réfléchissants et pièces d’équipement complémentaires* », pour répondre à une requête d’un fabricant et pour corriger des inexactitudes qui se retrouvent à l’article 108.1 actuellement en vigueur.

Le DNT n° 108, une publication de Transports Canada, reproduit la *Federal Motor Vehicle Safety Standard No. 108* des États-Unis, avec certaines adaptations. Ces dernières comprennent la suppression de dispositions qui ne s’appliquent pas aux termes de la *Loi sur la sécurité automobile* et du règlement connexe, la conversion des unités impériales en unités métriques, la suppression de dates périmées, le remplacement d’exigences documentaires américaines par des exigences documentaires canadiennes, lorsque nécessaire, ainsi que de légers remaniements de texte. Incorporé par renvoi dans l’article 108 du Règlement, le DNT n° 108 renferme la plupart des exigences en matière de sécurité applicables aux systèmes d’éclairage extérieur des véhicules automobiles neufs en vente au Canada. Le reste de l’article 108 se compose de plusieurs autres exigences, notamment celles qui s’appliquent aux feux de jour. L’article 108.1 permet d’équiper tous les véhicules automobiles de projecteurs conçus conformément aux règlements de la Commission économique des Nations Unies pour l’Europe (CEE), plutôt que de projecteurs à faisceau « nord-américains » ou conformes aux normes de la SAE, prescrits à l’article 108. L’article 108.1 renvoie aussi à certaines dispositions du DNT n° 108, notamment à celles qui traitent de l’orientation et de la durabilité des projecteurs.

La présente modification au règlement vise à corriger plusieurs renvois que l’article 108.1 fait au DNT n° 108, à la suite de la révision de ce dernier. Un avis de modifications au DNT n° 108 sera donné sous peu dans la *Gazette du Canada Partie I*, conformément à l’article 17 du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles*. La révision faite au DNT prend effet à la date de publication de l’avis dans la *Gazette du Canada Partie I*, et devient exécutoire 6 mois après cette date.

⁴ DORS/91-692

The revision to TSD No. 108 allows a new type of headlamp, termed a visually-optically aimable (VOA) headlamp, providing a low beam that can be accurately aimed in the vertical direction by visual means as an alternative to the typical mechanically aimable headlamp which section 108 continues to allow. Further information on the changes can be found in the notice.

Prior to the revision, TSD No. 108 required the aim of all headlamps to be adjustable in both horizontal and vertical directions. In its revised version, TSD No. 108 allows VOA headlamps only to have either adjustable or fixed horizontal aim, at the manufacturer's option. The horizontal aim of VOA headlamps can be fixed because TSD No. 108 specifies a special broad low beam pattern that can accommodate any lateral misaim that might be induced by normal use. Horizontal vehicle headlamp aiming devices (VHAD) incorporating aim indicators are required on VOA headlamps with adjustable horizontal aim because the broad beam pattern is much less easily aimed by eye horizontally than vertically.

Subsection 108(12) and (40)(a)

Motorcycle headlamps designed to SAE standards, and ECE headlamps for all vehicle types, have always been designed to be aimed in both directions visually or with optical equipment. This amendment to the Regulation exempts these two types of headlamps from the optional requirement for either fixed horizontal aim or adjustable horizontal aim with an indicator, thus maintaining the requirement for horizontal adjustability without an indicator. There are two reasons for the exemption. First, the sharp outlines of the SAE motorcycle and ECE low beam patterns (compared to those specified for mechanically aimable headlamps) when they are projected on a wall or vertical screen allow for accurate aiming by eye in both horizontal and vertical directions, thus removing the need for an indicator. Second, if manufacturers were allowed to delete the horizontal aim adjusters of motorcycle headlamps and ECE headlamps, some of them would become irreversibly misaimed as a result of bulb replacement, road shock or slight impacts, thus permanently increasing glare or reducing visibility distances.

Existing paragraph (40)(b) allows fog lamps and other auxiliary front lamps that may be switched on with low beam headlamps¹ to have fixed horizontal aim, because their broad symmetrical beam patterns are insensitive to horizontal aim.

This amendment also exempts auxiliary lamps and motorcycle headlamps from a requirement that adjustment of the aim in the horizontal direction shall not alter the vertical aim setting, and

¹ The term "auxiliary lamps" will be used hereafter in the text to refer to front fog lamps, auxiliary low beams (as fitted to some heavy trucks) and any other forward lighting devices that are provided as original equipment of new vehicles and may be switched on with low beam headlamps.

La révision faite au DNT n° 108 permet l'installation d'un nouveau type de projecteur, appelé projecteur à orientation visuelle/optique (OVO), qui émet un faisceau-croisement qui peut être orienté avec précision dans l'axe vertical par des moyens visuels, en remplacement du projecteur typique orientable de façon mécanique que l'article 108 continue de permettre. On trouvera dans l'avis susmentionné d'autres renseignements sur les changements apportés.

Avant la révision, le DNT n° 108 exigeait que l'orientation de tous les projecteurs soit réglable dans l'axe tant horizontal que vertical. Dans sa nouvelle version, le DNT n° 108 permet aux seuls projecteurs OVO d'avoir une orientation horizontale fixe ou réglable, au choix du fabricant. L'orientation horizontale des projecteurs OVO peut être fixe parce que le DNT n° 108 prescrit un large faisceau-croisement spécial qui peut compenser tout défaut d'orientation latérale induit par un usage normal. Les indicateurs gradués des dispositifs d'orientation horizontale des projecteurs DOIV sont requis sur les projecteurs OVO qui ont une orientation horizontale parce qu'il est beaucoup moins facile d'orienter à l'oeil le large faisceau dans l'axe horizontal que de le faire dans le plan vertical.

Paragraphe 108(12) et (40)a

Les projecteurs de motocyclette conformes aux normes de la SAE et les projecteurs pour tous types de véhicules conformes aux règlements de la CEE ont toujours été conçus pour être orientés visuellement ou avec du matériel d'optique dans les deux directions. La présente modification au règlement exempte ces deux types de projecteurs de l'exigence optionnelle d'avoir soit une orientation horizontale fixe, soit une orientation horizontale réglable avec un indicateur, maintenant ainsi la disposition selon laquelle ils doivent être orientables dans l'axe horizontal sans indicateur. Il y a deux raisons pour cette exemption. La première, c'est que les contours bien délimités du faisceau-croisement de motocyclette conforme aux normes de la SAE et du faisceau-croisement conforme aux règlements de la CEE (par comparaison aux faisceaux exigés dans le cas de projecteurs orientables de façon mécanique) projetés sur un mur ou un écran vertical permettent une orientation précise à l'oeil dans l'axe tant horizontal que vertical, ce qui élimine le besoin d'un indicateur. La seconde raison, c'est que, si les fabricants étaient autorisés à supprimer les dispositifs de réglage de l'orientation horizontale des projecteurs de motocyclette et des projecteurs conformes aux règlements de la CEE, certains de ces projecteurs seraient mal orientés, et ce de manière irréversible, par suite du remplacement d'une ampoule, d'une secousse due à la route ou de légers chocs, ce qui accroîtrait l'éblouissement ou réduirait en permanence la distance de visibilité.

L'alinéa (40)b) actuel permet aux feux-brouillard et aux autres feux auxiliaires avant qui peuvent être allumés en même temps que les projecteurs-croisement¹ d'avoir une orientation horizontale fixe, car leur large faisceau symétrique est peu sensible à l'orientation horizontale.

Cette modification soustrait aussi les feux auxiliaires et les projecteurs de motocyclette à l'exigence selon laquelle le réglage de l'orientation dans l'axe horizontal ne doit pas modifier le

¹ Dans la suite du texte, le terme « feux auxiliaires » désigne les feux-brouillard avant, les projecteurs-croisement auxiliaires (dont sont équipés certains camions lourds) et les autres dispositifs d'éclairage avant qui font partie de l'équipement d'origine des véhicules neufs et qui peuvent être allumés en même temps que les projecteurs-croisement.

vice versa. Koito Manufacturing Co., Ltd., a lamp manufacturer, requested the exemption in the case of motorcycle headlamps because the low beam pattern required by the SAE standard sub-referenced in TSD No. 108 is easily aimed by eye, and there has been a trend towards broader beams. For the same reason and because of their insensitivity to horizontal aim, the department has decided to delete the test in the case of auxiliary lamps as well. However, the test remains applicable to headlamps of vehicles other than motorcycles because aim adjuster linearity contributes to the accuracy of aiming beams whose light intensities have sharper and asymmetrical variations in the horizontal direction.

Subsection 108.1(1)(d)(i)

Some references to TSD No. 108 had to be removed as they refer to aiming procedures and mechanisms that are not applicable to headlamps that conform to ECE Regulations.

Paragraph 108.1(1)(g) and subsection 108.1(4)

By removing from subsection 108.1(1)(d)(i) reference to subsection S7.8.5 of TSD No. 108, two requirements not related to the aiming procedure would be removed from section 108.1. In order to keep these requirements, a new paragraph and subsection are added to section 108.1.

Subsection 108.1(5)

This amendment also deletes from section 108.1 several out-of-date cross-references to a previous version of section 108².

Alternatives

With the exception of the changes exempting certain lamps from the requirement that adjustment of lamp aim in one direction shall not alter the aim setting in the other direction, no alternatives were considered since this amendment is required to correspond with the revisions made to TSD No. 108 and to avoid making unintended changes to aiming provisions for typical headlamps.

In the case of the test for the interaction of horizontal and vertical aim adjustments, the option of no change was considered. This would have resulted in continued non-harmonization with US Regulations in this regard, and unnecessary additional testing and possible design changes to motorcycles and vehicles fitted with auxiliary lamps.

Benefits and Costs

This amendment avoids the unintended application of horizontal aiming requirements to existing headlamps and auxiliary lamps. The horizontal aiming requirements are, however, necessary to ensure that the VOA headlamps allowed by the revision to TSD No. 108 perform safely. These requirements would have increased the cost of motorcycles and vehicles equipped with auxiliary lamps while providing no safety benefit.

Deletion of the test for the interaction of horizontal and vertical aim adjustments in the cases of auxiliary lamps and motorcycle

réglage de l'orientation verticale, et vice versa. Le fabricant de feux Koito Manufacturing Co., Ltd. a demandé une exemption pour les projecteurs de motocyclette parce que le faisceau exigé par la norme de la SAE à laquelle le DNT n° 108 fait référence s'oriente facilement à l'oeil et qu'on a eu tendance à adopter des faisceaux plus larges. Pour la même raison et parce que les feux auxiliaires sont peu sensibles à l'orientation horizontale, le Ministère a décidé de les soustraire eux aussi à l'essai. Cet essai continue toutefois de s'appliquer aux projecteurs des véhicules, autres que les motocyclettes, parce que la linéarité du dispositif de réglage de l'orientation aide à bien orienter les faisceaux dont l'intensité lumineuse connaît des variations asymétriques et plus nettes dans l'axe horizontal.

Paragraphe 108.1(1)(d)(i)

Certains renvois au DNT n° 108 ont été supprimés car ils font référence à des procédures et à des mécanismes d'orientation qui ne s'appliquent pas aux projecteurs conformes aux règlements de la CEE.

Paragraphe 108.1(1)(g) et (4)

En supprimant le renvoi au paragraphe S7.8.5 du DNT n° 108, deux exigences non liées à la procédure d'orientation auraient été éliminées de l'article 108.1. Afin de sauvegarder ces exigences, un nouveau paragraphe et un nouvel article ont été ajoutés à l'article 108.1.

Paragraphe 108.1(5)

La présente modification supprime également de l'article 108.1 plusieurs renvois périmés à une version antérieure de l'article 108.1².

Solutions envisagées

À l'exception des changements qui soustraient certains feux à l'application de l'exigence selon laquelle le réglage de l'orientation d'un feu dans une direction ne doit pas modifier son orientation dans l'autre direction, aucune autre solution n'a été envisagée puisqu'il est nécessaire d'apporter la présente modification pour tenir compte de la révision du DNT n° 108 et éviter d'apporter des changements non voulus aux dispositions régissant l'orientation des projecteurs typiques.

Pour ce qui est de l'essai concernant l'interaction des réglages de l'orientation verticale et horizontale, le statu quo a été envisagé. L'adoption d'une telle mesure aurait perpétué la non-harmonisation avec la réglementation des États-Unis à cet égard et entraîné des essais supplémentaires inutiles et peut-être une modification de la conception des motocyclettes et des véhicules équipés de feux auxiliaires.

Coûts et avantages

La présente modification évite l'application non voulue des exigences régissant l'orientation horizontale des feux aux projecteurs et aux feux auxiliaires actuels. Ces dernières exigences sont toutefois nécessaires pour que les projecteurs OVO récemment permis par la révision du DNT n° 108 remplissent leur fonction en toute sécurité. Ces exigences auraient haussé le coût des motocyclettes et des véhicules équipés de feux auxiliaires sans en accroître la sécurité.

Le fait de soustraire les feux auxiliaires et les projecteurs de motocyclette à l'essai concernant l'interaction des réglages de

² SOR/96-366, 1996 *Canada Gazette* Part II, p. 2440.

² DORS/96-366, *Gazette du Canada* Partie II de 1996, p. 2440.

headlamps will result in a small consumer cost savings on the order of \$50,000 annually while retaining the essential safety characteristics of the aiming hardware of those lamps.

Consultation

Notice of the Department of Transport's intention to allow visually-optically aimed headlamps on new motor vehicles through amendment of Technical Standards Document No. 108 was given in the 1997 *Federal Regulatory Plan* under proposal No. TC/97-9-1. The Department did not give public notice of its intention to simplify the tests for aiming mechanisms of auxiliary lamps and motorcycle headlamps, to avoid making unintended changes to aiming provisions of typical headlamps and to make minor amendments to accommodate the revision to TSD No. 108. However, motor vehicle manufacturers, importers, and public safety organizations (which, among other affected parties, represent consumers), were informed of these intended changes through regular meetings.

The Department also consulted with other governments through regular meetings of the Canadian Council of Motor Transport Administrators, whose members include the provincial, territorial and federal governments.

Manufacturers requested the change to the orthogonal deviation test. Departmental staff discussed this subject with interested vehicle and lighting device manufacturers at regular meetings of the Lighting Committee of the Society of Automotive Engineers.

There is no known opposition to the Regulation.

Compliance and Enforcement

Motor vehicle manufacturers and importers are responsible for ensuring that their products comply with the requirements of the *Motor Vehicle Safety Regulations*. The Department of Transport monitors the self-certification programs of manufacturers and importers by reviewing their test documentation, inspecting vehicles, and testing vehicles obtained in the open market. When a defect is found, the manufacturer or importer must issue a notice of defect to owners and to the Minister of Transport. If a vehicle does not comply with a safety standard, the manufacturer or importer is subject to prosecution and, if found guilty, may be fined as prescribed in the *Motor Vehicle Safety Act*.

l'orientation verticale et horizontale fera réaliser une légère économie annuelle d'environ 50 000 \$ aux consommateurs tout en maintenant les caractéristiques essentielles sur le plan de la sécurité du matériel d'orientation de ces feux.

Consultations

Le ministère des Transports a donné avis de son intention de permettre l'installation de projecteurs à orientation visuelle/optique sur les véhicules automobiles neufs par modification du Document de normes techniques dans les *Projets de réglementation fédérale de 1997*, proposition n° TC/97-9-1. Le Ministère n'a pas donné avis de son intention de simplifier les essais sur les mécanismes d'orientation des feux auxiliaires et des projecteurs de motocyclette, d'éviter d'apporter des changements non voulus aux dispositions régissant l'orientation des projecteurs typiques et d'apporter des changements mineurs pour tenir compte de la révision du DNT n° 108. Cependant, les fabricants de véhicules automobiles, les importateurs et les organismes de sécurité publique (qui représentent, entre autres, les consommateurs) ont été informés de ces changements lors de réunions régulières.

Le Ministère a également consulté les autres gouvernements aux réunions régulières du Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé, dont les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux font partie.

Un fabricant a demandé qu'on apporte le changement à l'essai de vérification de l'orientation orthogonale. Le personnel du Ministère en a discuté avec les fabricants de véhicules et de dispositifs d'éclairage intéressés lors des réunions régulières du *Lighting Committee* de la *Society of Automotive Engineers*.

Il n'y a pas d'opposition connue à cette norme.

Respect et exécution

Les fabricants et les importateurs de véhicules automobiles ont la responsabilité de s'assurer que leurs produits sont conformes aux exigences du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles*. Le ministère des Transports surveille leurs programmes d'autocertification en examinant leurs documents d'essai, en inspectant des véhicules et en mettant à l'essai des véhicules obtenus sur le marché commercial. Lorsqu'un défaut est décelé, le fabricant ou l'importateur doit émettre un avis de défaut à l'intention des propriétaires et du ministre des Transports. Si un véhicule s'avère non conforme à une norme de sécurité, le fabricant ou l'importateur est passible de poursuites et, s'il est reconnu coupable, il peut être condamné à une amende prévue par la *Loi sur la sécurité automobile*.

Contacts

For further information, please contact:

Marcin A. Gorzkowski, P. Eng.
Road Safety and Motor Vehicle Regulation Directorate
Department of Transport
330 Sparks Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N5
Tel.: (613) 998-1967
FAX: (613) 990-2913
Internet: gorzkom@tc.gc.ca

For copies of Technical Standards Documents, please contact:

Road Safety and Motor Vehicle Regulation Directorate
Department of Transport
330 Sparks Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N5
Tel.: (613) 998-8616 or 1-800-333-0371
FAX: (613) 990-2913

Personnes-ressources

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer :

Marcin A. Gorzkowski, ingénieur
Direction générale de la sécurité routière et de la réglementation automobile
Ministère des Transports
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario)
K1A 0N5
Téléphone : (613) 998-1967
TÉLÉCOPIEUR : (613) 990-2913
Internet : gorzkom@tc.gc.ca

Pour obtenir des documents de normes techniques, veuillez communiquer avec :

Direction générale de la sécurité routière et de la réglementation automobile
Ministère des Transports
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario)
K1A 0N5
Téléphone : (613) 998-8616 ou 1-800-333-0371
TÉLÉCOPIEUR : (613) 990-2913

Registration
SOR/99-113 4 March, 1999

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT

Order Adding Toxic Substances to Schedule I to the Canadian Environmental Protection Act

P.C. 1999-331 4 March, 1999

Whereas, pursuant to subsection 48(1) of the *Canadian Environmental Protection Act*^a, the Minister of the Environment published in the *Canada Gazette*, Part I, on April 4, 1998, a copy of the proposed *Order Adding Toxic Substances to Schedule I to the Canadian Environmental Protection Act*, substantially in the annexed form, and persons were given an opportunity to file a notice of objection requesting that a board of review be established and stating the reasons for the objection;

And whereas, pursuant to subsection 33(1)^b of that Act, the Governor in Council is satisfied that the substances set out in the annexed Order are toxic substances;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of the Environment and the Minister of Health, pursuant to subsection 33(1)^b of the *Canadian Environmental Protection Act*^a, hereby makes the annexed *Order Adding Toxic Substances to Schedule I to the Canadian Environmental Protection Act*.

ORDER ADDING TOXIC SUBSTANCES TO SCHEDULE I TO THE CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT

AMENDMENT

1. Schedule I to the *Canadian Environmental Protection Act*¹ is amended by adding the following after item 27:

Item	Name or Description of Substance
28.	Inorganic arsenic compounds
29.	Benzidine
30.	Bis(2-ethylhexyl)phthalate
31.	Inorganic cadmium compounds
32.	Chlorinated wastewater effluents
33.	Hexavalent chromium compounds
34.	Creosote-impregnated waste materials from creosote-contaminated sites
35.	3,3'-Dichlorobenzidine
36.	1,2-Dichloroethane
37.	Dichloromethane
38.	Effluents from pulp mills using bleaching
39.	Hexachlorobenzene
40.	Inorganic fluorides

^a R.S., c. 16 (4th Supp.)

^b S.C. 1989, c. 9, s. 1(1)

¹ R.S., c. 16 (4th Supp.)

Enregistrement
DORS/99-113 4 mars 1999

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Décret d'inscription de substances toxiques à l'annexe I de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement

C.P. 1999-331 4 mars 1999

Attendu que, conformément au paragraphe 48(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*^a, la ministre de l'Environnement a fait publier dans la *Gazette du Canada* Partie I, le 4 avril 1998, le projet de décret intitulé *Décret d'inscription de substances toxiques à l'annexe I de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, conforme en substance au texte ci-après, et que les intéressés ont ainsi eu la possibilité de déposer un avis d'opposition motivé demandant la constitution d'une commission de révision;

Attendu que, conformément au paragraphe 33(1)^b de cette loi, le gouverneur en conseil est convaincu que les substances mentionnées dans le décret ci-après sont des substances toxiques,

À ces causes, sur recommandation de la ministre de l'Environnement et du ministre de la Santé et en vertu du paragraphe 33(1)^b de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret d'inscription de substances toxiques à l'annexe I de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, ci-après.

DÉCRET D'INSCRIPTION DE SUBSTANCES TOXIQUES À L'ANNEXE I DE LA LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION

1. L'annexe I de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*¹ est modifiée par adjonction, après l'article 27, de ce qui suit :

Article	Dénomination de la substance
28.	Composés inorganiques d'arsenic
29.	Benzidine
30.	Phtalate de bis(2-éthylhexyle)
31.	Composés inorganiques de cadmium
32.	Eaux usées chlorées
33.	Composés de chrome hexavalent
34.	Matières résiduelles imprégnées de créosote provenant de lieux contaminés par la créosote
35.	3,3'-Dichlorobenzidine
36.	1,2-Dichloroéthane
37.	Dichlorométhane
38.	Effluents des usines de pâte blanchie
39.	Hexachlorobenzène
40.	Fluorures inorganiques

^a L.R., ch. 16 (4^e suppl.)

^b L.C. 1989, ch. 9, par. 1(1)

¹ L.R., ch. 16 (4^e suppl.)

Column I	
Item	Name or Description of Substance
41.	Refractory ceramic fibre
42.	Oxidic, sulphidic and soluble inorganic nickel compounds
43.	Polycyclic aromatic hydrocarbons
44.	Tetrachloroethylene
45.	Trichloroethylene

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on March 4, 1999.

Colonne I	
Article	Dénomination de la substance
41.	Fibres de céramique réfractaire
42.	Composés inorganiques de nickel oxygénés, sulfurés et solubles
43.	Hydrocarbures aromatiques polycycliques
44.	Tétrachloroéthylène
45.	Trichloroéthylène

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur le 4 mars 1999.

Registration
SOR/99-114 4 March, 1999

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Ocean Dumping Permit Fee Regulations (Site Monitoring)

P.C. 1999-333 4 March, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of the Environment and the Treasury Board, pursuant to paragraph 19.1(a)^a of the *Financial Administration Act*, hereby makes the annexed *Ocean Dumping Permit Fee Regulations (Site Monitoring)*.

OCEAN DUMPING PERMIT FEE REGULATIONS (SITE MONITORING)

INTERPRETATION

1. The words and expressions used in these Regulations have the same meaning as in Part VI of the *Canadian Environmental Protection Act*.

FEE

2. The holder of a permit granted under section 71 of the *Canadian Environmental Protection Act* shall pay to the Receiver General, for the permit, a fee of \$470 for every 1 000 cubic metres, or portion thereof, of dredged or excavated material that is authorized by the permit to be dumped at sea.

METHOD OF PAYMENT

3. The fee prescribed in section 2 shall be paid
(a) in full prior to publication of the permit in the *Canada Gazette*; or
(b) by payment of at least 50 per cent of the total fee, as calculated in accordance with section 2, prior to publication of the permit in the *Canada Gazette* and payment of the balance prior to the expiry of one half of the period for which the permit is valid.

COMING INTO FORCE

4. These Regulations come into force on the date on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not a part of the Regulations.)

Description

The purpose of the *Ocean Dumping Permit Fee Regulations (Site Monitoring)* under paragraph 19.1(a) of the *Financial Administration Act* (FAA), is to introduce a requirement upon publication in the *Canada Gazette* Part II, for permittees who dispose of dredged or excavated material at sea to pay fees of \$470 per

^a S.C. 1991, c. 24, s. 6

Enregistrement
DORS/99-114 4 mars 1999

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Règlement sur les prix à payer pour les permis d'immersion en mer (surveillance des sites)

C.P. 1999-333 4 mars 1999

Sur recommandation de la ministre de l'Environnement et du Conseil du Trésor et en vertu de l'alinéa 19.1a)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur les prix à payer pour les permis d'immersion en mer (surveillance des sites)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES PRIX À PAYER POUR LES PERMIS D'IMMERSION EN MER (SURVEILLANCE DES SITES)

INTERPRÉTATION

1. Les termes du présent règlement s'entendent au sens de la partie VI de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*.

PRIX

2. Le titulaire d'un permis délivré aux termes de l'article 71 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* verse au receveur général, pour le permis, 470 \$ par 1 000 mètres cubes de déblais de dragage ou d'excavation, ou fraction de cette quantité, dont l'immersion est autorisée par le permis.

MODE DE PAIEMENT

3. Le prix prévu à l'article 2 est versé de l'une des façons suivantes :
a) paiement intégral avant la date de publication du permis dans la *Gazette du Canada*;
b) paiement, avant la date de publication du permis dans la *Gazette du Canada*, d'au moins 50 pour cent du prix total calculé conformément à l'article 2, et paiement du reste avant l'expiration de la moitié de la durée du permis.

ENTRÉE EN VIGUEUR

4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

Conformément à l'alinéa 19.1a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), l'objet du *Règlement sur les prix à payer pour les permis d'immersion en mer (surveillance des sites)* est d'imposer, à compter de la date de publication dans la *Gazette du Canada* Partie II, des droits de 470 \$ par 1 000 mètres

^a L.C. 1991, ch. 24, art. 6

thousand cubic meters authorized under the permit for ocean dump site monitoring. The Department of the Environment (Department) originally intended to use disposal at sea regulations under a revised *Canadian Environmental Protection Act* (CEPA) for this new fee (Monitoring Fee). A delay in the promulgation of the new CEPA caused the Department to pursue the Monitoring Fee under the FAA in order to bring the program into compliance with the Treasury Board policy on cost recovery, without delay.

The Department regulates disposal at sea and meets its international obligations on the prevention of marine pollution by dumping (*London Convention 1972*, and *1996 Protocol*) by means of the CEPA Part VI and the *Ocean Dumping Regulations* (ODR). Under this legislation, those wishing to dispose of wastes at sea must submit a permit application, with the required information and a \$2,500 application fee. Cost recovery for permit application assessment and publication services was put in place in 1993 under ODR. For this fee, the Department assesses the application and sets permit conditions. More than 90% of the total quantity of waste disposed at sea is from dredged sediments and excavation material. Other wastes include fisheries wastes, old vessels and scrap metal. Permits are valid for up to one year.

At present, the Department only conducts dump site monitoring at representative sites receiving dredged and excavated materials. The monitoring allows clients continued access to suitable dump sites by helping to ensure that the permit conditions were met and verifying that assumptions made during the permit review and site selection process were correct and sufficient to protect the environment and human health. Annual monitoring reports are produced for client use and review by all interested parties. In addition to the monitoring performed, regional and headquarters staff provide technical assistance to the clients, including the selection of dump sites, advice on monitoring issues and day-to-day responses to client requests.

It is the policy of the Government of Canada to recover costs for government activities that have resulted in specific benefits received by identifiable clients. The Treasury Board Cost Recovery and Charging Policy allows federal departments, where a specific service, or right or privilege is provided, to fairly charge clients or beneficiaries who benefit beyond what is enjoyed by the general public. The intention to implement cost recovery was announced in the 1995 Government Response to the Recommendations of the Parliamentary Standing Committee on Environment and Sustainable Development on the review of the *Canadian Environmental Protection Act* (CEPA). Clients were also advised of the proposed monitoring fee during consultations as early as 1994.

The rationale for implementation of cost recovery is based on the Department's ability to adhere to the following principles found in recent Treasury Board policy:

cubes autorisés en vertu du permis accordé aux clients qui déversent des matières de dragage ou des déblais d'excavation. Le ministère de l'Environnement (Ministère) songeait initialement à appliquer le règlement sur l'immersion en mer prévu dans la nouvelle *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE), qui aurait autorisé le recouvrement des coûts au moyen de droits de surveillance. À cause d'un retard dans la promulgation de la nouvelle LCPE, il a décidé de mettre en œuvre ce règlement sur les droits de surveillance conformément à l'alinéa 19.1a) de la LGFP, afin de respecter sans tarder la politique du Conseil du Trésor sur le recouvrement des coûts.

Le Ministère réglemente l'immersion des déchets en mer et respecte ses obligations internationales sur la prévention de la pollution marine causée par l'immersion des déchets (*Convention de Londres de 1972 et Protocole de 1996*) en vertu de la Partie VI de la LCPE et du *Règlement sur l'immersion de déchets en mer*. En vertu de cette législation, ceux qui souhaitent éliminer des déchets en mer doivent faire une demande de permis en fournissant l'information requise et des droits de demande de 2 500 \$. Le recouvrement des coûts visant l'évaluation des demandes de permis et les services de publication a été imposé en 1993 dans le cadre du *Règlement sur l'immersion des déchets en mer*. En contrepartie de ces droits, le Ministère évalue la demande et établit les conditions de permis. Plus de 90 % de tous les déchets immergés en mer proviennent de matières draguées et de déblais d'excavation. Parmi les autres déchets, on note les déchets de pêche, les vieux navires et la ferraille. Les permis sont valides jusqu'à un an.

À l'heure actuelle, le Ministère effectue uniquement une surveillance des lieux d'immersion représentatifs au chapitre des matières draguées et des déblais d'excavation. Le programme de surveillance donne aux clients un accès constant à des lieux d'immersion convenables en garantissant que les conditions des permis ont été respectées ainsi qu'en vérifiant si l'hypothèse formulée lors de l'examen du processus d'attribution de permis et de sélection des lieux d'immersion a été correcte et suffisante pour protéger l'environnement de même que la santé humaine. Des rapports de surveillance annuels sont remis aux clients et à toutes les parties intéressées. Outre l'activité de surveillance, le personnel des régions et de l'Administration centrale fournit une aide technique aux clients (sélection des lieux d'immersion, conseils sur les questions de surveillance, réponse à des demandes de renseignements quotidiennes, etc.).

Le gouvernement du Canada a comme politique de recouvrer les coûts des activités gouvernementales qui procurent à des clients donnés des avantages particuliers. La Politique de recouvrement des coûts du Conseil du Trésor autorise les ministères fédéraux, dans les cas où un service, un droit ou un privilège particulier est fourni, de facturer équitablement les clients ou bénéficiaires qui profitent d'avantages supérieurs à ceux dont jouit le grand public. L'intention de recouvrer les coûts de surveillance a été annoncée dans la réponse du gouvernement fédéral (1995) aux recommandations du Comité permanent de l'environnement et du développement durable découlant de l'examen de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE). Les clients ont été informés dès 1994 des droits de surveillance proposés lors de consultations.

La mise en œuvre du recouvrement des coûts se justifie par la capacité d'EC de respecter les principes suivants de la Politique de recouvrement des coûts du Conseil du Trésor :

- **Equity:** User fees directly target those clients benefiting from the access to suitable, monitored disposal sites, rather than having program costs funded by general tax revenues.
 - **Right and Privilege:** By using a permit and accessing certain sites, dredging and excavation clients create the need for dump site monitoring. It is fair that, the cost of monitoring is borne by those creating that environmental/public risk thus earning a fair return for the Canadian public. This is in keeping with Canadian and international user pay and precautionary principles.
 - **Efficiency:** Market analysis suggests that the fee will not significantly effect the demand for permits/disposal. The 2-7% reduction in projected quantity disposed is largely a reflection of cumulative impacts from other cost recovery and restructuring (see Impact Assessment below).
 - **Accountability:** The Department has committed to providing its paying clients with detailed monitoring plans, with yearly consultative and planning meetings to allow for input and adjustments, and with annual reports of how and where the fees were spent. A three-year review of the regional equity of the fees has been promised.
 - **Partnership:** Extensive consultation beginning in 1994, encompassing the entire client base, other government departments, the provinces and interested industry and environmental groups has included two discussion papers with follow-up reports on client comments and three impact assessments, one internal and two by independent contractors. Clients accept the principal of cost recovery for monitoring, but continue to lobby for regional fees (see Consultations). The Department's commitment to re-examine the equity of its national fees in three years may reduce resistance.
 - **Cumulative Impact:** The Department has taken into account the effects on direct and indirect clients and has looked at the incremental and cumulative impacts. This fee represents only 1% of cumulative impacts (see Impact Assessment).
 - **Mediation:** A dispute resolution/appeals mechanism is being developed by the Department.
- **Équité :** Les frais d'utilisation visent directement les bénéficiaires de lieux d'immersion convenables et surveillés. Ainsi, le programme de surveillance ne sera plus financé par les recettes fiscales générales.
 - **Droit et privilège :** En utilisant un permis et certains lieux, les clients des secteurs du dragage et de l'excavation créent le besoin d'une surveillance des lieux d'immersion. Il est juste que les coûts de surveillance soient assumés par ceux qui sont à l'origine de ce risque pour l'environnement et pour le public. Cette démarche respecte les principes canadiens et internationaux de l'utilisateur payeur et de la précaution.
 - **Efficience :** Selon l'analyse de marché réalisée, les droits n'influeront pas beaucoup sur la demande de permis d'immersion. La réduction prévue de 2 à 7 % de la quantité de déchets immergés est largement attribuable aux effets cumulatifs d'autres activités de recouvrement des coûts et de restructuration (voir répercussions ci-après).
 - **Responsabilité :** Le Ministère s'est engagé à fournir à ses clients payeurs des plans de surveillance détaillés et des rapports annuels sur l'affectation des frais recouverts, de même qu'à tenir des réunions annuelles de consultation et de planification visant à examiner et à ajuster le processus. Il a aussi promis de revoir l'équité régionale des frais dans trois ans.
 - **Partenariat :** Dans le cadre des vastes consultations organisées depuis 1994 auprès de toute la clientèle, d'autres ministères fédéraux, des provinces, de l'industrie et de groupes environnementaux, on a établi deux documents de travail, des rapports de suivi sur les commentaires des clients et trois études d'impact (une interne et deux indépendantes). Les clients reconnaissent la pertinence du recouvrement des coûts de surveillance, mais continuent d'exercer des pressions en faveur de frais régionaux (voir consultations). En s'engageant à réévaluer les droits nationaux dans trois ans, le Ministère pourrait atténuer ces pressions.
 - **Effet cumulatif :** Le Ministère tient compte des répercussions sur les clients directs et indirects, de même que des effets supplémentaires et cumulatifs. Les droits proposés ne représentent que 1 % de ces effets.
 - **Médiation :** Le Ministère est en train de concevoir un mécanisme de résolution des différends et d'appels.

Public Good/Private Benefit

The public good and private benefit elements are delineated by the Department as follows; the costs to be recovered in this regulation are about 45% of the total costs of the disposal at sea program and represent a specific benefit to an identifiable client. A further 15% is cost recovered for the permit application assessment service. Other elements including enforcement, research, policy and international negotiations are considered public benefit and are not subject to cost recovery. Clients have not contested the split, except that they maintained that no indirect costs should be charged as they are not part of the private benefit. The Department re-evaluated the overhead and adjusted it (see Fee Structure for additional detail). Some indirect costs are associated with the delivery of the monitoring and will be charged to the client.

Bien public et intérêt privé

Le Ministère prend en considération le bien public et l'intérêt privé. Les coûts que le règlement permettra de recouvrer représentent environ 45 % des coûts du programme d'immersion en mer et constituent un avantage particulier pour un client donnée. En outre, le règlement permettra de recouvrer une autre tranche de 15 % des coûts liés à l'évaluation de l'application du régime de permis. D'autres éléments, dont l'exécution des dispositions réglementaires, la recherche, l'élaboration des politiques et les négociations internationales, sont considérés comme d'intérêt public et ne sont donc pas assujettis au recouvrement des coûts. Les clients ne contestent pas la répartition des coûts, sauf qu'ils s'opposent aux coûts indirects car ceux-ci ne font pas partie de l'intérêt privé. Le Ministère a réévalué puis rajusté les frais généraux (voir la section « Tarification »). Certains coûts indirects associés à la surveillance seront imposés aux clients.

Given that the impact on clients has been evaluated as about a 5% increase in specific project costs¹, and represents only 1% of the cumulative costs of restructuring and cost recovery initiatives on the marine sector, it was proposed to recover the full costs of the monitoring portion of the program, rather than partial costs.

Description of the Monitoring Program - What the Fees Will Pay For

The monitoring program, delivered to clients on an annual basis involves:

- a consultation service to allow client input when setting yearly monitoring plans;
- where necessary, adjusting the monitoring program with respect to potential environmental, economic or public concerns on certain dump sites raised during the consultations;
- selecting representative sites (two major, five minor per year);
- assessing movement of the material on the sea floor (e.g. is it staying at the site or moving towards a sensitive area?);
- assessing physical, chemical and biological properties over time (e.g. is there chemical contamination, toxicity or bioaccumulation?);
- taking appropriate management action, to keep the site operational, to modify its use or, in an extreme case, to close a site;
- producing a monitoring report.

Overall, monitoring provides a determination of whether dump sites are still suitable for use by clients and to what extent. It helps satisfy Canadian waste management and pollution prevention objectives for ocean disposal and meet international treaty obligations. The assessment outcome is made available to clients in report format. The use of revenue from Monitoring Fees will also be reported here.

Client Profile

The current client profile suggests 50-70 clients will be affected by the fee, of which almost 70% are from other federal governments; primarily the Department of Public Works and Government Services, the Department of Transport, and the Department of Fisheries and Oceans (Canadian Coast Guard and Small Craft Harbours). Non-government clients include Port or Harbour Authorities (or Commissions or Corporations), private dredging companies, marinas and construction companies. This fee will affect all those who provide dredging services for disposal at sea in Canada and the ports and marinas which commission the dredging, usually to maintain navigable waters. Clients disposing (or commissioning the disposal) of dredged material, are generally responsible for about 90% of the total volume disposed, which will be subject to the fees. The remaining 10% will be disposed by construction companies needing to dispose of clean excavation material. The number of excavation clients increased in 1996, which may be related to increased costs for

¹ Impacts were estimated based on cost increase with respect to individual permits. This is thought to be a worst case scenario as there is usually a broader base upon which to spread the costs - e.g. a government dredging budget, or a port's general operating budget.

Étant donné que les répercussions sur les clients représentent une augmentation de quelque 5 % des coûts spécifiques des projets¹, et uniquement 1 % des coûts cumulatifs des initiatives de restructuration et de recouvrement des coûts du secteur maritime, il a été proposé de recouvrer le coût complet du programme de surveillance plutôt qu'une partie du coût.

Description du programme de surveillance - affectation des droits

Le programme de surveillance offert aux clients annuellement comprend ce qui suit :

- service de consultation permettant la participation du client à l'établissement des plans de surveillance annuels;
- au besoin, ajustement du programme en fonction d'éventuelles préoccupations environnementales et économiques ou de préoccupations du public concernant certains lieux d'immersion soulevées lors des consultations;
- choix de lieux d'immersion représentatifs (deux majeurs et cinq mineurs par année);
- évaluation des déplacements des matières sur les fonds marins - est-ce qu'elles demeurent au lieu d'immersion ou se déplacent vers une zone sensible?
- évaluation des propriétés physiques, chimiques et biologiques - sur une longue période - y a-t-il contamination chimique, toxicité ou bioaccumulation?
- mesures de gestion pertinentes - maintenir le lieu d'immersion opérationnel, modifier l'utilisation ou, dans les cas extrêmes, fermer le lieu d'immersion;
- production d'un rapport de surveillance.

Dans l'ensemble, la surveillance permet de déterminer si les lieux d'immersion conviennent encore aux clients et dans quelle mesure. Elle contribue aussi à répondre aux objectifs canadiens en matière de gestion des déchets et de prévention de la pollution causée par l'immersion de déchets en mer et satisfait aux obligations découlant de traités internationaux. Les résultats de l'évaluation sont remis aux clients sous forme de rapports, lesquels détailleront également l'usage des recettes provenant des droits de surveillance.

Profil de la clientèle

Le profil de la clientèle donne à penser que 50 à 70 clients seront touchés par les droits, dont près de 70 % sont d'autres ministères fédéraux, notamment les suivants : Travaux publics et Services gouvernementaux; ministère des Transports; et ministère des Pêches et des Océans, dont la Garde côtière canadienne et les Ports pour petits bateaux. Les clients non gouvernementaux comprennent les administrations portuaires (commissions et sociétés), les sociétés privées de dragage, les ports de plaisance et les sociétés de construction. Les droits viseront tous ceux qui fournissent des services de dragage pour l'immersion en mer au Canada de même que les ports et ports de plaisance qui font effectuer du dragage, habituellement pour maintenir l'état des eaux navigables. Les clients qui déversent (ou font déverser) des matières draguées sont généralement responsables de plus de 90 % du volume total immergé qui sera soumis aux droits. Le reste, soit 10 %, sera déversé par les sociétés de construction qui doivent éliminer des déblais d'excavation propres. Le nombre de clients

¹ Les répercussions ont été estimées en fonction de l'augmentation des coûts de chaque permis. Nous croyons qu'il s'agit de la pire hypothèse car les coûts sont habituellement répartis sur une base plus large - p. ex., le budget de dragage du gouvernement ou le budget d'exploitation général d'un port.

landfill or ground transportation. Dredged material clients are in transition. It is expected that between 1997 and 2008, the private sector component will increase as the Canadian Coast Guard withdraws from dredging and as the Department of Transport and the Department of Fisheries and Oceans (Small Craft Harbours) reform the port and harbour systems. About 80% of all clients are small volume users who dispose of less than 25 000 cubic metres under a permit.

The client base likely to be affected by the Fee is not expected to be affected directly by the other major marine initiatives set forth in the National Marine Policy such as; the Marine Navigation Services Fees, the Ice Breaking Fees, the St. Lawrence Ship Channel Maintenance Dredging Service Fees, the reform of pilotage or the initiation of emergency response. Other federal initiatives such as the Department of Agriculture and Agri-Food inspection fees will also not impact directly on this client base. The marine community at large, however (e.g. vessels, port users etc.) may be affected indirectly through increases in harbour dues or other charges.

Alternatives

In 1994, the Department examined the pricing strategies of disposal at sea programs in England, France and two jurisdictions in the United States as shown in Table 1. Fees for alternative disposal at landfill sites were also examined.

Table 1 - Fees From Other Jurisdictions

Jurisdiction	Fee Structure
England	Full costs of all licensing activities calculated annually, includes an administrative fee and a licensing fee. In certain instances, the fee structure also attempts to distribute the financial burden from one licensee to all licensees who might benefit from the work.
France	No cost recovery for disposal at sea.
USA - Puget Sound, Washington	Partial cost recovery. Fees include a flat rate application fee and a disposal fee of approximately \$0.50 (US) per cubic yard (roughly \$0.97 (Can) per cubic metre) ² .
USA - Long Island Sound, Connecticut	Partial cost recovery. There are application, disposal and dredging fees. There is a flat rate disposal fee and a dredging fee which is based on the area dredged. The calculation of the dredging fee is done by the applicants using a formula supplied by the Department.
Canada - Government landfill sites	Most have full cost recovery and review their costs annually. The costs covered include overhead, capital expenditures, operations, monitoring and evaluation of material to be disposed. In 1995, public sector landfills averaged \$25 ³ per cubic metre for non-hazardous waste.

Tableau 1 - Droits dans d'autres pays et États

Pays	Structure tarifaire
Angleterre	Recouvrement intégral du coût de toutes les activités annuelles liées à la délivrance des permis, y compris les droits d'administration et les droits de permis. Dans certains cas, la structure tarifaire essaie aussi de répartir le fardeau financier d'un titulaire de permis à l'ensemble de ceux qui pourraient profiter des travaux.
France	Aucun recouvrement des coûts pour l'immersion en mer.
États-Unis - Puget Sound, Washington	Recouvrement partiel des coûts. Les droits comprennent un taux fixe lié à la demande de permis et un taux d'immersion en mer d'environ 0,50 \$ (US) la verge cube (environ 0,97 \$ (Can) le mètre cube) ² .

² This assumes 0.7645 cubic yards in a cubic metre and a 1998 US exchange rate of \$1.48.

³ This assumes a density of 1.3 tonnes per cubic meter. e.g. value of \$33 per tonne.

du secteur de l'excavation a augmenté en 1996, situation qui pourrait être attribuable à la hausse des coûts d'enfouissement et de transport terrestre. Les clients qui déversent des matières draguées vivent une période de transition. Nous prévoyons qu'entre 1997 et 2008 la composante secteur privé prendra de l'importance avec le retrait de la Garde côtière canadienne du dragage ainsi que la réorganisation du réseau des ports et des havres par le ministère des Transports et le ministère des Pêches et des Océans (Direction générale des Ports pour petits bateaux). Quelque 80 % des clients sont des utilisateurs de petits volumes qui éliminent moins de 25 000 mètres cubes en vertu d'un permis.

La clientèle qui sera touchée par les droits de surveillance ne devrait pas être visée directement par les autres initiatives importantes touchant le secteur maritime qui sont énoncées dans la Politique maritime nationale, notamment les suivantes : droits des services à la navigation maritime, droits de brisage des glaces, droits des services de dragage d'entretien du chenal maritime du Saint-Laurent, réforme du pilotage ou lancement des services d'urgence. D'autres initiatives fédérales comme les droits d'inspection du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire n'ont pas non plus de répercussions directes sur la clientèle. Cependant, le secteur maritime dans son ensemble (p. ex., exploitants de navires, utilisateurs de ports, etc.) pourraient être touchés indirectement par l'augmentation des droits portuaires ou d'autres frais.

Solutions de rechange envisagées

En 1994, le Ministère a examiné les stratégies de tarification des programmes d'immersion de déchets en mer de l'Angleterre, de la France et de deux États américains (voir tableau 1). Les droits d'enfouissement dans les décharges publiques ont également été analysés.

² En présumant une conversion de 0,7645 verge cube pour un mètre cube et un taux de change en devise américaine de 1,48 \$ en 1998.

Pays	Structure tarifaire
États-Unis - Long Island Sound, Connecticut	Recouvrement partiel des coûts. On retrouve des droits de demande, des droits d'immersion et des droits de dragage. Les droits d'immersion sont fixes et les droits de dragage sont établis en fonction de la superficie draguée. Les requérants calculent eux-mêmes le montant des droits de dragage au moyen d'une formule fournie par le Ministère.
Canada - Décharges publiques	On applique généralement le recouvrement intégral des coûts et les droits sont révisés chaque année. Les coûts visés correspondent aux frais généraux, aux coûts des immobilisations, aux coûts de fonctionnement, aux coûts liés à la surveillance et à l'évaluation des matières à éliminer. En 1995, les droits imposés dans les décharges publiques étaient en moyenne de 25 \$ ³ pour les déchets non dangereux.

After initial client consultations, two options for fee calculation were developed by the Department and presented to clients in a discussion paper.

- Option 1 - A charge per cubic metre of dredged and excavation material disposed. In terms of financial implications, based on 1995 client surveys, this approach would have produced an average increase in project costs of 5.2%. High and medium volume disposal operations would have been most affected with an average cost increase of about 7.3%. Small volume operations (less than 25 000 cubic metres per year), would have been less affected (4.7%). **(This was the formula that was chosen based upon lower impacts to most clients and preferences expressed during consultations - the actual fee/impacts are lower based on a revised recovery target).**
- Option 2 - provided a formula for the fee which more closely reflected the reality that the cost of dump site monitoring increases with volume but on a diminishing basis. Option 2 would charge clients a fee that becomes smaller on a cubic meter basis as volume increases. Here, large volume clients would have been affected less (6.0% increase in disposal project costs), but small and medium sized clients would have faced a greater average increase in project costs (15.4%). This option was not selected based on greater overall impact to most clients and as many clients expressed a preference for option 1.

Table 2 shows several alternatives suggested by clients over the course of consultations, which after consideration, were not acted upon.

Table 2 - Alternative Suggestions by Clients

Suggested Fee Structure	Rational - Position
Regional fees - Clients cited the <i>Marine Navigation Services Fees</i> as a precedent	In that case, fees were different because the type and level of the services varied across the country. This is not the case for the Monitoring Fee which is based on the same set of national guidelines across the country and the same right and privilege to access a monitored site. Costs vary depending on the analysis needed and the type, depth and the size of the site, which could not be better standardised on a regional basis. This is supported by the fact that projected percentage cost increases for clients in the Atlantic, Quebec and Pacific & Western regions, were similar. There would also be an unreasonable increase in administrative cost, which would not be balanced by an increase in fairness. Those disposing of more, should pay more. National fees should be retained but regional equity may be revisited after a three year period.
Fees to all clients (including fish offal and vessel disposal)	The Department incurs no incremental costs to maintain access to these sites through monitoring so no fees have been assessed. To date, research on fisheries waste has provided no data, to suggest a need for routine monitoring. Material is biodegradable and caught from areas generally removed from potential sources of pollution. Vessels and scrap metal are thoroughly cleaned before disposal takes place and are considered inert. Dredged and excavation material constitutes the majority of material disposed and may be contaminated from land based sources. Dredging clients continue to feel that fisheries waste should be monitored. If monitoring of these wastes is required at a later date, these clients will also pay the fees.
Fees negotiated on a site by site basis	It would be administratively complex to track and bill clients, given a 5-10 year monitoring cycle and multi-user sites. This potentially extended period between disposal and monitoring could also create a problem with enforcement of non-payment.

Après consultation initiale des clients, le Ministère a élaboré deux options de calcul des droits, qu'il a présentées aux clients dans un document de travail.

- Option 1 - Droits par mètre cube de matières draguées et de déblais d'excavation immergés. Sur le plan des répercussions financières, d'après des sondages réalisés en 1995 auprès des clients, cette méthode aurait entraîné une augmentation moyenne de 5,2 % des coûts des projets. Les activités d'immersion des volumes élevés et moyens ont été les plus touchées, avec une augmentation du coût moyen de quelque 7,3 %. Les activités à faible volume (moins de 25 000 mètres cubes par année) ont été moins touchées (4,7 %). **(C'est la formule qui a été retenue étant donné les répercussions plus faibles sur la plupart des clients et les préférences exprimées lors des consultations - les droits/impacts réels sont moins élevés compte tenu de l'objectif de recouvrement révisé.)**
- L'option 2 prévoyait une formule de calcul des droits qui reflétait plus fidèlement la réalité selon laquelle les coûts globaux de surveillance des lieux d'immersion augmentent avec le volume, mais en diminuant à l'unité. Selon l'option 2, les clients auraient payé un droit plus faible par mètre cube avec l'augmentation du volume. Dans ce cas-ci, les clients à fort volume auraient été moins touchés (augmentation de 6,0 % des coûts des projets d'immersion), mais les clients immergeant des volumes faibles et moyens auraient dû assumer une augmentation moyenne plus forte des coûts des projets (15,4 %). Cette option n'a pas été retenue parce qu'elle avait des répercussions plus fortes sur la plupart des clients et parce que de nombreux clients ont dit préférer l'option 1.

Le tableau 2 montre plusieurs possibilités suggérées par les clients pendant les consultations mais qui, après examen, n'ont pas été retenues :

³ En présumant une densité de 1,3 tonne le mètre cube (p. ex., une valeur de 33 \$ la tonne).

Suggested Fee Structure	Rational - Position
No fees or a fee to cover less than 100%	In accordance with the Treasury Board Cost Recovery and Charging, where a government service or right or privilege, provides benefits to an identifiable client, the cost of this service or enabling this right or privilege, should be recovered from the beneficiaries, unless this would impose an unreasonable cost burden on these clients. The impact studies conducted with the clients of this program indicate that the impact is about 5% of individual project costs, even on small volume clients. As such, the option of no fee or a reduced fee was not chosen. Clients are not happy with this result but appear resigned to it.
Clients do their own monitoring	An assessment of monitoring costs indicates that it would be more expensive for the majority of clients to monitor their individual sites. Also, some sites are used by a number of clients who would have to combine resources to do effective monitoring. There are three or four clients capable of conducting their own monitoring more cost effectively, however, these clients will also benefit from the representative monitoring conducted on other sites as this will provide yearly confirmation that their type of site continues to be suitable. At this time, the additional complexity of a two-tiered system does not appear to be warranted. Client offers of assistance with monitoring elements (such as sample collection) will be considered on a case-by-case basis.

Tableau 2 - Solutions de rechange proposées par les clients

Structure tarifaire suggérée	Motif - position
Droits par région - Les clients ont cité les droits des <i>Services à la navigation maritime</i> comme précédent.	Dans ce cas, les droits étaient différents parce que le type et l'intensité de services variaient dans tout le pays. Ce n'était pas le cas pour les droits de surveillance, qui sont basés sur les mêmes directives nationales applicables dans tout le pays, ainsi que sur le même droit ou privilège d'accès à un lieu surveillé. Les coûts varient selon l'analyse requise ainsi que le type, la profondeur et la taille du lieu d'immersion, ce qu'il serait impossible de mieux normaliser sur une base régionale. Cet argument s'appuie sur le fait que les augmentations prévues de coûts en pourcentage pour les clients des régions de l'Atlantique, du Québec, du Pacifique et de l'Ouest étaient semblables. On enregistrerait aussi une hausse déraisonnable des coûts d'administration, qui ne seraient pas compensés par un accroissement de l'équité. Ceux qui immergent plus de déchets devraient payer davantage. On devrait conserver les droits nationaux, mais réévaluer l'équité régionale après trois ans.
Droits pour tous les clients (y compris les déchets de poisson et l'élimination de vieux navires)	Comme le Ministère n'assume aucun frais supplémentaire pour maintenir l'accès aux lieux grâce à la surveillance, aucun droit n'a été estimé. À ce jour, la recherche sur les déchets de pêche n'a fourni aucune donnée permettant d'étayer l'exigence d'une surveillance régulière. Les matières sont biodégradables et tirées de zones généralement éloignées des sources potentielles de pollution. Les navires et la ferraille entièrement nettoyés avant l'immersion sont jugés inertes. Les matières draguées et les déblais d'excavation représentent la majeure partie des déchets immergés et peuvent être contaminés par des sources terrestres. Les clients du secteur du dragage estiment toujours que les déchets de pêche devraient faire l'objet d'une surveillance. Si la surveillance de ces déchets se révèle nécessaire à une date ultérieure, ces clients paieront aussi les droits.
Droits négociés en fonction des lieux d'immersion	Il serait très complexe sur le plan administratif d'assurer le suivi et la facturation des clients, étant donné un cycle de surveillance de 5-10 ans et des lieux d'immersion multi-utilisateurs. Cette période éventuellement prolongée entre l'immersion et la surveillance pourrait également poser des problèmes en cas de non-paiement.
Aucun droit ou des droits visant moins de 100 %	Conformément à la Politique de recouvrement des coûts du Conseil du Trésor du Canada, lorsqu'un service, un droit ou un privilège gouvernemental profite à un client, les coûts de ce service, droit ou privilège devraient être recouverts auprès des bénéficiaires, à moins que cette démarche n'impose un fardeau financier déraisonnable à ces derniers. Selon les études d'impact menées auprès des clients du programme, les répercussions s'élèvent à quelque 5 % des coûts individuels des projets, même pour les clients qui immergent de petites quantités. Par conséquent, l'option des droits annuels ou réduits n'a pas été retenue. Les clients n'approuvent pas cette décision, mais semblent s'y résigner.
Clients effectuant leur propre surveillance	L'évaluation des coûts de surveillance révèle qu'il serait plus coûteux pour la majorité des clients de surveiller eux-mêmes leurs lieux d'immersion. De plus, certains lieux d'immersion sont utilisés par un certain nombre de clients qui devraient regrouper des ressources afin de réaliser une surveillance efficace. Trois ou quatre clients en mesure d'effectuer leur propre surveillance pourraient le faire à moindre coût. Cependant, ces clients profiteront aussi de la surveillance des lieux d'immersion représentatifs effectués ailleurs par le Ministère, puisque cette activité confirmera chaque année que les lieux utilisés conviennent toujours. À l'heure actuelle, la complexité accrue d'un système à deux paliers ne semble pas se justifier. Des offres des clients avec des composantes de surveillance (comme la collecte d'échantillons) seront examinées individuellement.

Benefits and Costs**Client Benefits**

Clients benefit from the continued use of suitable disposal sites under an ocean disposal permit as it is generally cheaper than land based disposal, and is usually the environmentally preferable and practical alternative for disposal of dredged or excavated material. For these materials, the act of disposal at sea, however, creates the need to monitor the sites for long term effects, in order to safely allow continued access to these sites and meet national and international reporting requirements. Imposing a fee, based on monitoring costs, for the right or privilege of using an ocean dump site under a permit is a fair allocation of costs to a beneficiary. The benefits include:

- Greater client input to the planning and delivery of monitoring through annual regional meetings and follow-up monitoring report.

Avantages et coûts**Avantages pour les clients**

Les clients profitent de l'usage continu de lieux d'immersion convenables en vertu d'un permis puisque, généralement, cette option est moins coûteuse que l'enfouissement terrestre et constitue la solution la plus écologique et pratique pour éliminer des matières draguées ou des déblais d'excavation. Toutefois, l'immersion en mer de ces matières nécessitent la surveillance des effets à long terme, afin d'assurer l'accès sécuritaire aux lieux d'immersion ainsi que de satisfaire aux exigences nationales et internationales en matière de rapport. L'imposition de droits, fondés sur les coûts de surveillance, pour obtenir le droit ou le privilège d'utiliser un lieu d'immersion en mer en vertu d'un permis constitue un recouvrement de coûts équitable auprès du bénéficiaire. Voici certains avantages pour les clients :

- Clients are allowed continued access to suitable dump sites.
- Annual monitoring reports for client use and review by all interested parties increases transparency and accountability; clients may use them to promote refinements/efficiencies in the monitoring, as a marketing tool to show good environmental citizenship or for addressing environmental risks.
- Regional and headquarters staff provide technical assistance to the clients, including the selection of dump sites, advice on monitoring issues and day-to-day responses to client requests.
- Plus grande participation du client à la planification et à l'exécution du programme de surveillance grâce à des réunions régionales et à un rapport de surveillance.
- Accès continu à des lieux d'immersion convenables.
- La présentation de rapports de surveillance annuels aux clients et à toutes les parties intéressées augmente la transparence et la responsabilisation; les clients peuvent recourir à ces rapports pour favoriser l'amélioration/l'efficacité de la surveillance, pour promouvoir leur écovivisme et pour atténuer les risques environnementaux.
- Le personnel des bureaux central et régionaux offrent une aide technique aux clients (sélection de lieux d'immersion, conseils sur des questions de surveillance, réponse quotidienne à des demandes de renseignements, etc.).

The Full Cost to the Government

The Department referred to Environment Canada (1996) Draft *Guidelines to the National Policy Framework for Commercialisation in Environment Canada* and to Treasury Board guidelines in the determination of costs. The fair market value of the right or privilege of permitting access to suitable disposal sites, was estimated as being approximately equal to the Department's cost of maintaining that right or privilege through disposal site monitoring at representative sites. Where no monitoring is provided (e.g. for fisheries waste or vessels) site access can be maintained at no additional costs. Costing for dredged or excavation material was based on the minimum annual activity level recommended for monitoring requirements (according to National Guidelines for Monitoring at Ocean Disposal Sites). This would cover two major sites and five minor sites each year. Unit costing for a representative array of types of sites (e.g. shallow vs. deep) was carried out using regional office expenditure information and recent contract bids for similar work. A 41.8% factor was then applied to reflect indirect costs. This resulted in a total annual cost for the monitoring program of \$1,248,000 as described in Table 3.

Table 3 - Costs of the Operation of the Dump Site Monitoring Program based on Recommended Minimum Guideline Levels

Cost Element	Annual Costs
Salaries	\$200,000
Operating costs - primarily collection, sampling, analysis and report generation costs	\$655,000
Benefits - 20% of salaries	\$40,000
Indirect Costs for the Department of the Environment (41.8% of direct costs above)	\$353,000
TOTAL - assuming current availability of ships and number of sites remains fairly constant	\$ 1,248,000

Fee Structure

Ensuring that costs are equitably attributed to the users was the key consideration in the establishment of the fee structure. The pricing of the permit fee was directly linked to the cost of monitoring. Where no costs were likely to be incurred, no fee was

Coût total pour le gouvernement

Pour calculer ses coûts, le Ministère s'est appuyé sur l'ébauche d'Environnement Canada (1996) intitulée *Guidelines to the National Policy Framework for Commercialisation in Environment Canada* [Directives sur le cadre national des politiques de commercialisation au Ministère] et les directives applicables du Conseil du Trésor. Selon les estimations, la juste valeur marchande du droit ou privilège d'accès à des lieux d'immersion convenables équivaut à peu près aux coûts assumés par le Ministère pour maintenir ce droit ou privilège par la surveillance des lieux représentatifs. L'accès aux lieux d'immersion non surveillés (déchets de pêche, vieux navires, etc.) peut être maintenu sans frais supplémentaires. Par ailleurs, les coûts d'immersion de matières draguées ou de déblais d'excavation ont été fixés selon le volume d'activité annuel minimum recommandé pour les exigences de surveillance énoncées dans les Directives sur la surveillance des lieux d'immersion en mer. L'activité viserait deux lieux d'immersion majeurs et cinq lieux d'immersion mineurs chaque année. Les coûts unitaires pour un éventail représentatif de lieux d'immersion (p. ex. eau peu profonde et eau profonde) ont été calculés à partir des renseignements des bureaux régionaux sur les dépenses et des appels d'offres récents visant des travaux similaires. Un facteur de 41,8 % a ensuite été appliqué pour tenir compte des coûts indirects. Ces calculs ont donné un coût total annuel de 1 248 000 \$ pour le programme de surveillance (voir le tableau 3).

Tableau 3 - Coûts d'exploitation du programme de surveillance des lieux d'immersion suivant les niveaux minimums recommandés

Élément de coût	Coûts annuels
Salaires	200 000 \$
Coûts d'exploitation - essentiellement coûts de collecte, d'échantillonnage, d'analyse et de production de rapports	655 000 \$
Avantages sociaux - 20 % des salaires	40 000 \$
Coûts indirects pour le Ministère (41,8 % des coûts directs ci-dessus)	353 000 \$
TOTAL - en supposant que les navires sont actuellement disponibles et que le nombre de lieux d'immersion demeure à peu près constant	1 248 000 \$

Tarifification

La nécessité d'une imputation équitable des coûts à l'utilisateur a été le principal facteur pris en considération dans l'établissement de la tarification. Celle-ci a été calculée en fonction des coûts de la surveillance. Aucun droit n'a été estimé pour les coûts

assessed (e.g. fisheries waste). The calculation of the fee was based on costs to provide monitoring at representative dump sites on a per thousand m³ basis, assuming an average quantity disposed of about 2.1 million m³ of material per year. The average quantity was estimated using historical data from 1991-1995, and future projections provided through client consultations. Costs, discussed below, included total direct costs and indirect costs. Indirect costs, (overhead) include such things as indirect labour, legal and other government supplied services, rent, heat, maintenance, light, power, depreciation, taxes, and insurance. As a result of consultations, it was agreed that, as the majority of clients are other government departments, in particular the Department of Public Works and Government Services, who already pay a portion of these costs, such as heat, rent and OGD services, that they should not pay twice. Therefore, to avoid "double billing", the indirect costs were reduced by about 30% to remove duplicative elements. As there is only a small non-government client base (15-20 clients), this adjustment has been applied to all clients, for reasons of administrative simplicity and cost effectiveness. This revises the applicable cost to about \$1 million.

This Regulation proposes a fee of \$470 per thousand cubic meters of dredged or excavated material, disposed at sea, pursuant to an ocean disposal permit. To obtain a permit, permittees will pay at least 50% of the estimated Monitoring Fee before disposal operations begin and the remaining 50%, half way through the permit term.

Payments will be made to the Receiver General. The Program will recover monitoring costs. The use of credit cards will not be accepted. Fees will be applied to disposal activity taking place on or after publication of the Regulation in the *Canada Gazette Part II*.

Revenue Forecasts

Given that clients are well aware of the upcoming fees, it is likely that in the first year, most will apply for their permits before the implementation date. This will result in a greatly reduced income for the first year of cost recovery. Revenues in the neighbourhood of \$200,000 to \$600,000 are projected for 1998-99. A conservative estimate of revenues for years two to five is in the range of \$600,000 to \$800,000. In future years, factors such as natural dredging cycles (-12% to +9% since 1988) in addition to factors assessed during the impact assessment such as harbour re-organisation, other fees and taxes and general economic market factors which are not known at this time, may reduce the amount of disposal and the revenue.

Plans for Review of Fees

An accounting of revenues and expenditures will be provided to clients as part of the annual monitoring report. Review of yearly monitoring priorities will be done with client input at the planning phase each year. Clients were informed that it is the intention of the program to review the fees after a five-year period. Following consultations, it was agreed to review after three years, particularly on the issue of regional equity.

improbables (p. ex., les déchets de pêche). Les droits de permis ont été établis selon les coûts associés à la surveillance de lieux d'immersion représentatifs par mille mètres cubes, en supposant le déversement d'une quantité moyenne d'environ 2,1 millions de mètres cubes de matières par année. Cette quantité moyenne a été estimée d'après les données historiques de la période 1991-1995 et des projections futures résultant de consultations avec les clients. Les coûts, qui sont examinés ci-après, comprenaient l'ensemble des coûts directs et indirects. Ces derniers (frais généraux) englobent des éléments comme la main-d'œuvre, le loyer, le chauffage, l'entretien, l'éclairage, l'électricité, l'amortissement, les taxes et les assurances. Par suite des consultations, il a été convenu que la majorité des clients étant des ministères fédéraux, notamment Le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, qui paient déjà une partie des coûts (chauffage, loyer, services AMG, etc.), ces clients ne devraient pas payer deux fois. Par conséquent, afin d'éviter une « double facturation », les coûts indirects ont été réduits d'environ 30 % pour éliminer les éléments imputés en double. Compte tenu du faible nombre de clients non gouvernementaux (de 15 à 20), ce rajustement a été appliqué à tous les clients, pour des raisons de simplicité administrative et d'efficacité. Ainsi, le coût applicable passe à environ 1 million de dollars.

Le règlement propose un droit de 470,00 \$ par mille mètres cubes de matières draguées ou de déblais d'excavation immergés en mer en vertu d'un permis. Pour obtenir ce permis, les intéressés paieront au moins 50 % des droits de surveillance estimatifs avant le début des activités d'immersion, et le reste au milieu de la période du permis.

Les paiements seront faits au Receveur général. Les coûts du programme de surveillance seront recouverts. L'utilisation de cartes de crédit ne sera pas acceptée. La tarification s'appliquera aux activités d'immersion qui auront lieu à compter de la date de publication dans la *Gazette du Canada Partie II*.

Prévisions de recettes

Les clients étant bien informés de l'entrée en vigueur de la nouvelle tarification, il est probable que, pour la première année, la plupart feront leur demande de permis avant la date d'entrée en vigueur. Par conséquent, les recettes seront sensiblement réduites pour la première année de recouvrement des coûts. Des recettes oscillant entre 200 000 \$ et 600 000 \$ sont prévues pour 1998-1999. Une estimation prudente situe les recettes annuelles de la deuxième à la cinquième année entre 600 000 \$ et 800 000 \$. Dans les prochaines années, des aspects comme les cycles de dragage naturels (-12 % à +9 % depuis 1988), et d'autres facteurs définis pendant l'étude d'impact, comme la réorganisation du réseau portuaire, l'imposition d'autres droits et taxes et des facteurs économiques généraux inconnus pour le moment, pourraient contribuer à réduire la quantité des déversements et le montant des recettes.

Réexamen prévu de la tarification

Un relevé comptable des recettes et des dépenses sera fourni aux clients dans le rapport annuel relatif à l'activité de surveillance. L'examen des priorités de surveillance annuelles sera effectué, avec la contribution des clients, au moment de la phase de planification chaque année. Les clients ont été informés de l'intention des responsables du Programme de réexaminer la tarification après cinq ans. Suite aux consultations, il a été convenu de réévaluer la situation dans trois ans, particulièrement la question de l'équité régionale.

Additional Costs Engendered by the Cost Recovery Regulation**Costs to the Government**

Impact assessment estimates a 2-7% reduction in disposal activity following implementation of this fee. Further reductions are possible, as stated above under Revenue Projections. These reductions should not result in a need for additional resources beyond those already in place for this activity, but may reduce monitoring levels, corresponding to disposal levels. Enforcement costs are not anticipated to increase due to cost recovery, but the focus should be on potential illegal disposal, particularly in the first years.

Costs to the Industry

Based on the historical data in Table 4, approximately 7% of clients will bear 73% of the cost of dump site monitoring. Federal Government clients account for the majority of this.

Coûts additionnels engendrés par la réglementation de recouvrement des coûts**Coûts pour le gouvernement**

L'étude d'impact prévoit une réduction de 2 à 7 % de l'activité d'immersion par suite de la mise en œuvre de la nouvelle tarification. D'autres réductions sont possibles, comme il est mentionné ci-dessus à la section Prévisions de recettes. Ces réductions ne devraient pas exiger un accroissement des ressources au delà de celles qui sont déjà disponibles pour cette activité, mais pourraient se traduire par une réduction des niveaux de surveillance correspondant à la réduction de l'activité d'immersion. Le recouvrement ne devrait pas entraîner la hausse des coûts de mise en application, mais une attention doit être portée à la possibilité de déversements illégaux, surtout durant les premières années.

Coûts pour l'industrie

Selon les données historiques (tableau 4), environ 7 % des clients assumeront 73 % des coûts de la surveillance des sites d'immersion. Ces clients sont en majorité des ministères et organismes fédéraux.

Table 4 - Where the money will come from and example fees (based on 1991-1995 data)

Type of Client	Quantity Disposed (m ³)	Percent of permits (all clients)	Percent of permits (Government clients)	% of total revenue (all clients)	% of total revenue (Government clients)	Maximum fee (per type)
Small volume	0 - 25,000	83%	60%	11%	6%	\$ 11,750
Medium volume	25,001 - 100,000	10%	2%	16%	3%	\$ 47,000
Large volume	100,001 - 500,000	6%	3%	39%	24%	\$ 235,000
V. Large volume	500,001 - 1,000,000	1%	1%	34%	29%	\$ 470,000
Total		100%	66%	100%	61%	

Tableau 4 - Sources des recettes et exemples de tarification (d'après les données de 1991-1995)

Type de client	Quantité déversée (m ³)	% des permis (tous les clients)	% des permis (clients gouvernementaux)	% des recettes totales (tous les clients)	% des recettes totales (clients gouvernementaux)	Droit maximum (par type)
Faible volume	0 - 25 000	83 %	60 %	11 %	6 %	11 750 \$
Volume moyen	25 001 - 100 000	10 %	2 %	16 %	3 %	47 000 \$
Grand volume	100 001 - 500 000	6 %	3 %	39 %	24 %	235 000 \$
T. grand volume	500 001 - 1 000 000	1 %	1 %	34 %	29 %	470 000 \$
Total		100 %	66 %	100 %	61 %	

Impact Assessment

An initial impact assessment began in 1995, with preliminary client consultations and a user survey, requesting costing information on a permit-specific basis to gauge worst case impacts at the project level. A 1996-97 Discussion Paper on Ocean Disposal and Cost Recovery, (and follow-up meetings) by the Department, reported on the results of the analysis and offered clients further opportunity for input. Comparison to the Business Impact Test, often recommended by the Treasury Board Secretariat, was undertaken by an independent consultant in: *A Review of Business Impact Analyses of Cost Recovery Initiatives at Environment Canada* by BCI Regulatory Policy Inc. (1997). The Department's process was found to be equivalent to the BIT process.

A follow-up analysis in 1997 looked at cumulative impacts of other marine initiatives, at competitiveness impacts and at

Étude d'impact

On a amorcé une évaluation initiale en 1995 par des consultations préliminaires auprès des clients et un sondage auprès des utilisateurs, afin d'obtenir de l'information sur les coûts propres à un permis et de déterminer quels seraient, dans le pire des scénarios, les impacts sur le projet. Un document du Ministère intitulé *Document de travail sur l'immersion en mer et le recouvrement des coûts 1996-1997* (et des réunions de suivi) ont permis de communiquer aux clients les résultats de l'évaluation et de leur offrir une nouvelle occasion d'intervenir. Une comparaison avec le Test de l'impact sur les entreprises, souvent recommandée par le Secrétariat du Conseil du Trésor, a été réalisée par un consultant indépendant (*A Review of Business Impact Analyses of Cost Recovery Initiatives at Environment Canada*, par BCI Regulatory Policy Inc., 1997). Le processus du Ministère a été jugé équivalent au Test de l'impact sur les entreprises.

Une analyse de suivi, effectuée en 1997, a porté sur les impacts cumulatifs d'autres initiatives maritimes, les impacts sur la

potential reduction in disposal at sea, as a result of the Monitoring Fee and other fees. A second client survey was distributed at this time. The report: *Impact of Cost Recovery of Ocean Disposal Monitoring*, by CPCS Transcom Ltd. (1997) was concluded in October 1997. CPCS Transcom Ltd. (formally Hickling Corporation) was also the consultant responsible for the 1996 analysis of cumulative impacts of seven major Marine Initiatives under the National Marine Policy. The 1997 contract thus had the advantage of their databases on marine traffic and the thresholds for significant competitive impacts set in consultation with industry. The above documents provide a detailed assessment of the impacts. What follows is a brief summary of the results.

Incremental Impacts as a Result of the Monitoring Fee

1. An average 5% cost increase on a per permit basis - It is estimated that, given the fee of \$470 per 1 000 cubic metres, client project costs will increase on average by 4.7%. For the smaller dredgers/users, costs could increase by an average of 4.2% while costs for large and medium volume dredgers/users will increase by 6.6%. Impacts will be equal to or more likely less, as clients will generally be able to spread these costs over a much broader budget base.

2. No diversion of port business or closure of ports, dredgers will pass costs on - The Monitoring Fee alone will not have a significant effect on competitiveness of most clients, meaning that disruption of activity or diversion of business would not be likely to occur. Dredgers indicated they would generally pass on the cost. Proponents (those commissioning disposal) would neither be forced to close operations, nor was diversion of their business to other ports (including US and freshwater ports in Canada) expected. Increased costs per tonne of commercial cargo were estimated at less than \$0.02 in a typical port on the east coast and less than \$0.01 in a typical port on the west coast. Some port clients did indicate they may have short term difficulty passing the costs on to indirect users (port/harbour users, traffic) due to existing contracts. Long term impediments are unlikely.

3. No significant shift to land disposal - The significant use of other disposal alternatives (land disposal), was not expected, except where land disposal is already in use on the East coast. Clients indicated through the 1997 survey that unless the fee was to have the effect of increasing the project cost by 50% or more, ocean disposal would continue to be more attractive financially. Some excavators and small harbour operators indicated they would go to land disposal, but generally did not support the claim with costing information.

4. No differential regional impacts - On a regional basis, no significant competitive impacts are anticipated and increases to client project costs are expected to be similar in all marine regions based on 1995 survey responses, as seen in Table 5.

compétitivité et la réduction possible de l'immersion en mer par suite de l'entrée en vigueur des droits de surveillance et d'autres droits. Un deuxième sondage auprès des clients a alors été effectué. Le rapport résultant, *Impact of Cost Recovery of Ocean Disposal Monitoring*, par CPCS Transcom Ltd. (1997), a été terminé en octobre 1997. CPCS Transcom Ltd. (auparavant Hickling Corporation) est aussi le consultant qui a réalisé en 1996 l'analyse des impacts cumulatifs de sept initiatives maritimes majeures en vertu de la Politique maritime nationale. Pour l'analyse de 1997, ce consultant disposait donc de bases de données sur le trafic maritime et de seuils correspondant à des impacts concurrentiels significatifs, établis en consultation avec l'industrie. Les documents ci-dessus présentent une évaluation détaillée des impacts. Les paragraphes suivants résument brièvement les résultats.

Impacts différentiels attribuables aux nouveaux droits de permis

1. Augmentation moyenne des coûts de 5 % par permis - Selon les estimations, le droit de 470 \$ par 1 000 mètres cubes imposera aux clients une augmentation moyenne de 4,7 % des coûts des projets. Pour les exploitations de dragage/utilisateurs de petite taille, les coûts pourraient augmenter en moyenne de 4,2 %, tandis que pour les exploitations de dragage/utilisateurs de moyenne et de grande taille, ils pourraient augmenter de 6,6 %. Les répercussions sont équivalentes ou probablement moins grandes, puisque les clients pourront généralement répartir ces coûts sur une assise budgétaire beaucoup plus vaste.

2. Pas de déplacement d'activité portuaire ou de fermeture de port; les exploitations de dragage transféreront les coûts - Les droits de surveillance n'auront pas, à eux seuls, un effet marquant sur la compétitivité de la plupart des clients; il est donc peu probable que l'activité des entreprises soit perturbée ou déplacée. Les exploitations de dragage ont indiqué que de façon générale elle transféreront les coûts. Les requérants (ceux qui demandent les déversements) ne seront pas contraints de mettre fin à leurs activités, et aucun déplacement de leur activité vers d'autres ports (par exemple des ports américains ou des ports en eau douce du Canada) n'est prévu. L'accroissement des coûts par tonne de fret commercial est estimé à moins de 0,02 \$ dans un port type de la côte Est et à moins de 0,01 \$ dans un port type de la côte Ouest. Certains clients des ports ont indiqué qu'ils pourraient avoir de la difficulté à court terme à transférer les coûts aux utilisateurs indirects (navires, utilisateurs des ports) en raison des contrats existants. Il est peu probable que des obstacles puissent subsister à long terme.

3. Pas de déplacement important vers le déversement terrestre - Il n'y a pas lieu de prévoir un déplacement important vers d'autres solutions que l'immersion en mer (déversement terrestre), sauf aux endroits où le déversement terrestre est déjà pratiqué sur la côte Est. Les clients ont indiqué dans le sondage de 1997 qu'à moins que le recouvrement des coûts du Ministère n'ait pour effet d'accroître le coût des projets de 50 % ou plus, l'immersion en mer demeurerait financièrement plus attrayante. Certaines exploitations d'excavation et certains exploitants de petits ports ont indiqué qu'ils opéreraient pour le déversement terrestre, mais sans fournir en général de justification en termes de coûts.

4. Pas d'impact différentiel régional - À l'échelle régionale, aucun impact concurrentiel important n'est prévu, et les augmentations du coût des projets des clients devraient être semblables dans toutes les régions maritimes, selon les réponses fournies au sondage de 1995, comme l'indique le tableau 5.

Table 5 - Average projected increase in cost of disposal operations by region, as a result of the proposed fee (based on 1995 survey)

% Increase in Project Cost	Atlantic	Pacific & Yukon	Quebec
REGIONAL MEAN	4.32%	4.40%	5.08%

Some clients suggested a competitive advantage would be given to those conducting operations in fresh water (such as the St. Lawrence or Great Lakes). Freshwater disposal is already under a different regulatory and cost regime and may have different competitive advantages or disadvantages. For example, the new Maintenance Dredging Services Fee could impose similar costs on vessel traffic moving through the St. Lawrence region.

5. Projected 2% reduction in disposal activity from this fee alone - Based on 1997 survey data, for a fee at about this level.

Cumulative Impacts

Three other major initiatives may impact on this client base directly:

1. Port Reform should be neutral - (Department of Transport) - Eight of the 18 ports slated for transition to Port Authorities are traditional ocean disposal clients. Initial assessment by Hickling Corporation Ltd., in 1996, assumes the impact of port reform will be neutral in most cases. More detailed impact analysis is planned for 1997-98 by each port.

2. Withdrawal of the Coast Guard funding from dredging will increase port costs, but Monitoring Fee is incrementally small - (Department of Fisheries and Oceans) - The Port of Saint John, New Brunswick, and dredging in the Fraser River will be subject to the new Monitoring Fee and to increased dredging costs. The Miramichi River, has reduced its disposal activity and the Monitoring Fee will not apply to fresh water ports. A case study in Saint John (assumed to be typical) looked at the extra dredging costs (\$1.8 million), and cost recovery from other Marine Initiatives affecting port clients (\$8.46 million). These increases in port related costs are significant. The Monitoring Fee however represents only 2.4% of the total cost recovery fees.

3. Restructuring Small Craft Harbours will have limited effect on direct clients as dredging of active fishing harbours will remain a priority for Small Craft Harbours. Impacts after 2001 may need reassessment - A report provided by Small Craft Harbours indicates that the proposed Monitoring Fee would result in a 3% increase in dredging and disposal costs and the cancellation of one dredging project per year.

4. An additional reduction in disposal of 5% is forecast, for a total of 7% as a result of cumulative impacts. These results are based on the 1997 survey results and the above summary

Tableau 5 - Augmentation moyenne prévue du coût des activités d'immersion, par région, attribuable à la tarification proposée (selon le sondage de 1995)

% d'augmentation du coût des projets	Atlantique	Pacifique et Yukon	Québec
MOYENNE RÉGIONALE	4,32 %	4,40 %	5,08 %

Certains clients ont fait valoir que les exploitants menant leurs activités en eau douce (par exemple sur le Saint-Laurent ou dans les Grands Lacs) bénéficieraient d'un avantage concurrentiel. L'immersion en eau douce est déjà soumise à un régime différent de réglementation et de coûts, et pourrait comporter différents avantages ou désavantages concurrentiels. Par exemple, le nouveau droit de services de dragage d'entretien pourrait imposer des coûts du même ordre aux navires se déplaçant sur le Saint-Laurent.

5. Réduction prévue de 2 % de l'activité d'immersion résultant uniquement de l'imposition des nouveaux droits - Cette prévision repose sur les données du sondage de 1997 pour une tarification de cet ordre.

Impacts cumulatifs

Trois autres initiatives majeures pourraient avoir des incidences directes sur cette clientèle :

1. L'impact de la réforme du réseau portuaire devrait être neutre - (Ministère des Transports) - Huit des 18 ports dont le contrôle doit être cédé à des administrations portuaires sont des clients traditionnels effectuant de l'immersion en mer. Selon l'évaluation initiale faite par Hickling Corporation Ltd. en 1996, l'impact de la réforme des ports sera neutre dans la plupart des cas. Une analyse d'impact plus détaillée est prévue pour 1997-1998 par chacun des ports.

2. Le retrait de la Garde côtière des activités de dragage accroîtra les coûts des ports, mais les droits de surveillance ne représenteront qu'un léger fardeau additionnel - (Ministère des Pêches et des Océans) - Le port de Saint John au Nouveau-Brunswick, et le dragage sur le Fraser, seront assujettis à la nouvelle tarification de surveillance et à une augmentation des coûts de dragage. Dans le cas de la rivière Miramichi, les activités de déversement ont été réduites, et les droits de surveillance ne s'appliqueront pas aux ports en eau douce. Une étude de cas visant le port de Saint John (considéré comme un port type) a porté sur les coûts de dragage additionnels (1,8 million \$) et le recouvrement des coûts d'autres initiatives maritimes influant sur les clients du port (8,46 millions \$). Ces augmentations de coûts touchant le port sont importantes. Cependant, la tarification de surveillance ne représente que 2,4 % du total des droits perçus par recouvrement des coûts.

3. La restructuration de la Direction générale des Ports pour petits bateaux (DGPPB) aura un effet limité sur les clients directs, car le dragage des ports de pêche actifs demeurera une priorité pour la DGPPB. Les impacts postérieurs à 2001 pourraient exiger une réévaluation - Un rapport de la Direction générale des Ports pour petits bateaux indique que la tarification de surveillance proposée entraînerait une augmentation de 3 % des coûts de dragage et d'immersion, et l'annulation d'un projet de dragage par année.

4. On prévoit une réduction additionnelle de 5 % des déversements en raison des impacts cumulatifs, ce qui porte le total à 7 % - Ces résultats sont basés sur le sondage de 1997 et sur

information. A number of clients, particularly public sector clients who operate with fixed budgets, indicated that an increase in total dredging costs due to the Department's cost recovery fee and other initiatives would have to be offset by a reduction in activity. Clients would likely achieve this by reviewing requirements, prolonging the period between scheduled maintenance dredging, or cutting back on some projects. In the short term, this figure is likely to be much higher, due to clients undertaking additional disposal before the introduction of the new fees.

Indirect Client Impacts

1. Cumulative impacts of major Marine Initiatives on indirect clients (vessels, marine community) is moderate. The Monitoring Fee is only about 1% of the cost. As the costs of the Monitoring Fees will need to be passed on, to indirect clients including vessels and port users, the Department examined, on a gross basis, the total amount of the monitoring fee in relation to cost recovery fees or costing of services that the federal government will no longer be providing as a result of the National Marine Policy. There are seven major Marine Initiatives (MI), which according to the 1996 study by Hickling Corporation will cost the marine industry, on an aggregate basis about \$75 million in 1997-98 and was assessed as having a "moderate" impact. This compares to the Department's cost recovery target of \$1 million, which was assessed to have no significant competitive impacts. Overall, the cost of the Department's program represents just about 1% of the cumulative costs that have been identified. In assessing this information however, it should be noted that MI fees apply to a broader client base as they include the St. Lawrence and the Great Lakes.

2. Indirect clients on the west coast will proportionately pay less than other regions for marine initiatives, including Monitoring Fees - According to the 1996 Hickling Corporation report, the average MI cost per tonne will be \$.30/tonne. It is highest in PEI, at \$1.30, and lowest for BC at \$.093/tonne. The analysis also showed that as a percentage of total transport costs, the Atlantic provinces will bear the highest cost of the Marine Initiatives. British Columbia will experience the lowest impact on transport costs. The Monitoring Fee was estimated at an additional cost of less than \$0.02 for cargo moving through a typical east coast port and less than \$0.01 for cargo moving through a typical west coast port⁴.

Other Risks

With the introduction of the Monitoring Fee, some clients may choose to avoid payment of the fee through illegal disposal of material. The risk may be greater where the client base is in transition. New clients may not be aware of, or experienced with, the regulations/fees, in which case there may be potential for

l'information sommaire ci-dessus. Un certain nombre de clients, surtout des organisations du secteur public ayant des budgets fixes, ont indiqué qu'une augmentation des coûts totaux de dragage attribuable à la nouvelle tarification de recouvrement des coûts et à d'autres initiatives devrait être compensée par une réduction d'activité. La façon d'y parvenir consisterait vraisemblablement à réviser les exigences, à espacer davantage les travaux prévus de dragage d'entretien, ou à opérer des compressions dans certains projets. À court terme, la baisse sera probablement beaucoup plus élevée, car les clients effectueront des déversements additionnels avant la nouvelle tarification.

Impacts sur les clients indirects

1. Les impacts cumulatifs des initiatives maritimes majeures sur les clients indirects (navires, communauté maritime) sont modérés. La tarification de surveillance ne représente qu'environ 1 % du coût - Puisque les coûts engendrés par les droits de surveillance devront être transférés à des clients indirects, notamment les navires et les utilisateurs des ports, le Ministère a examiné, en termes bruts, le montant total des recettes de la tarification de surveillance en regard des droits perçus par recouvrement des coûts, ou des frais qui devront être assumés pour remplacer les services que le gouvernement fédéral n'offrira plus en raison de la Politique maritime nationale. Il y a sept initiatives maritimes majeures qui, selon l'étude de 1996 de Hickling Corporation, coûteront à l'industrie maritime une somme globale d'environ 75 millions \$ en 1997-1998, et dont l'impact a été jugé « modéré ». Par comparaison, l'objectif de recouvrement des coûts du Ministère est de 1 million \$, une somme dont l'impact concurrentiel a été jugé non significatif. Globalement, le coût du programme du Ministère représente seulement 1 % des coûts cumulatifs qui ont été calculés. Il faut toutefois garder à l'esprit, en examinant ces chiffres, que les droits afférents aux initiatives maritimes ci-dessus s'appliquent à une clientèle plus vaste, car ces initiatives visent aussi le Saint-Laurent et les Grands Lacs.

2. Les clients indirects de la côte Ouest paieront, de façon proportionnelle, moins que ceux des autres régions pour des initiatives maritimes, y compris les droits de surveillance - Selon le rapport de 1996 de Hickling Corporation, le coût moyen des initiatives maritimes sera de 0,30 \$ la tonne. Il sera le plus élevé à l'Î.-P.-É., à 1,30 \$ la tonne, et le plus bas en C.-B., à 0,093 \$ la tonne. L'analyse a aussi montré qu'en pourcentage des coûts totaux de transport, ce sont les provinces de l'Atlantique qui paieront le coût le plus élevé pour les initiatives maritimes. À l'opposé, l'impact le plus faible sur les coûts de transport sera enregistré en Colombie-Britannique. L'impact de la tarification de surveillance a été estimé à un coût additionnel de moins de 0,02 \$ pour le fret passant par un port type de la côte Est, et de moins de 0,01 \$ pour le fret passant par un port type de la côte Ouest⁴.

Autres risques

Quand les nouveaux droits de surveillance entreront en vigueur, certains clients pourraient refuser de les payer et s'adonner à l'immersion illégale de matières. Le risque pourrait être plus grand dans les secteurs où la clientèle se renouvelle. Les nouveaux clients pourraient ne pas être informés, ou ne pas avoir

⁴ The Vancouver estimate was made using historical data on quantities disposed, estimating the monitoring fee and dividing by the tonnage moving through the port. Saint John was estimated as per the case study presented in the CPCS Transcom Ltd. 1997 report.

⁴ L'estimation pour Vancouver a été faite d'après des données historiques sur les quantités déversées. Les recettes produites par le droit de surveillance ont été estimées, puis on a divisé par le nombre de tonnes passant par le port. Dans le cas de Saint John, l'estimation est fondée sur l'étude de cas présentée dans le rapport de 1997 de CPCS Transcom Ltd.

strong opposition and circumvention of the fee through illegal dumping.

Over the short term, some clients may have difficulty in passing off costs to indirect clients because of existing contracts.

Consultation

Extensive consultations have been undertaken. All stakeholders (ALL) includes the affected client base (AC), and other interested parties including all other clients (OC), other government departments (OGDs), the provinces (FPAC), Native groups (N) industry (I), consulting (C), environmental groups (ENGOS) and the interested public (Pub). Affected clients are further broken down into dredging (Dredge) and excavation (Excav) clients, small (Sm) and large (Lg) volume and federal government (Govt) and private sector (Priv) clients.

Table 6 shows the schedule of consultations, number of organisations/individuals sent the documentation or the invitations, the response rate and the "representativeness" of the response.

Stakeholders were informed of the intent to proceed with Monitoring Fees in 1994-95 during consultations on regulatory issues. A user's survey was conducted in 1995-96 to gauge client impacts and solicit opinions on options for the cost recovery fee for dump site monitoring. Details and results of that survey are presented above under Impact Assessment.

In 1996, a discussion paper was distributed to approximately 1,000 individuals and organisations who had expressed an interest in ocean disposal issues. Meetings were held in all regions of the country in January 1997. Approximately 110 people or organisations participated. Two additional meetings were held in June and July 1997 with major clients, to further discuss specific issues. A second survey was circulated, following consultations in 1997, to selected consultation participants to gather further information on the issues of competitiveness, potential for reduced disposal, and on incremental and cumulative impacts. Results of this analysis are discussed under Impact Assessment. It is assumed, that both surveys adequately represent all clients affected by the fee, as they included different size operations, clients from all marine regions (except the north), and government and non-government clients. Overall response was about 50%. It should be noted however, that response from the private sector was limited and excavation clients provided comments but no costing information. Provincial government departments were invited to comment through the Federal-Provincial Advisory Committee. No comments were received. In addition, the Pacific Ocean Disposal Group, which acts as a focal point for input from many west coast clients, elected not to complete the 1997 survey, but provided additional comments. The primary reason given, was a refusal by the Department to negotiate fees on a regional, rather than national basis.

l'expérience, du règlement et du droit à payer, auquel cas ils pourraient démontrer une vive opposition au paiement du droit et pratiquer des immersions illégales.

À court terme, certains clients pourraient avoir de la difficulté à transférer les coûts aux utilisateurs indirects en raison des contrats existants.

Consultations

On a amorcé de vastes consultations auprès de tous les intervenants (TOUS), à savoir les clients visés (CV), les autres parties intéressées (API), les autres ministères du gouvernement (AMG), les provinces (PRO), les groupes autochtones (GA), l'industrie (I), les groupes d'experts-conseils (GEC), les groupes environnementaux (ONGE) et les citoyens intéressés (CI). Les clients visés sont ensuite divisés en secteur du dragage (DRA) et secteur de l'excavation (EXC), en petit volume (PV) et en gros volume (GV) ainsi qu'en gouvernement fédéral (GF) et en secteur privé (SP).

Le tableau 6 présente le calendrier des consultations, le nombre d'organisations/de particuliers ayant reçu la documentation ou l'invitation, le taux de réponse et la « représentativité » de la réponse.

Les intéressés ont été informés du projet d'introduction d'un droit de surveillance en 1994-1995, durant les consultations sur la réglementation. Un sondage auprès des utilisateurs a été réalisé en 1995-1996 pour mesurer les impacts sur les clients et demander des opinions et des suggestions en ce qui concerne la tarification de recouvrement des coûts pour la surveillance des sites d'immersion. Les détails et les résultats de ce sondage sont présentés ci-dessus, à la section Étude d'impact.

En 1996, un document de travail a été distribué à environ 1 000 personnes et organisations qui avaient exprimé de l'intérêt envers les questions d'immersion en mer. Des réunions ont eu lieu dans toutes les régions du pays en janvier 1997. Environ 110 personnes ou organisations ont participé. Deux réunions additionnelles ont été tenues en juin et en juillet 1997 avec de grands clients, afin d'examiner plus à fond certains enjeux. Un deuxième sondage a été effectué, après les consultations de 1997, auprès d'un certain nombre de participants pour amasser de l'information additionnelle sur les questions de la compétitivité, de la réduction possible des déversements, et des impacts différentiels et cumulatifs. Les résultats de cette analyse sont présentés à la section Étude d'impact. Il est supposé que les deux sondages représentent adéquatement la population des clients touchés par la nouvelle tarification, car ils incluent des exploitations de différentes tailles, des clients de toutes les régions maritimes (sauf le Nord), et des clients gouvernementaux et non-gouvernementaux. Le taux de réponse global a été d'environ 50 %. Il est à noter, toutefois, que la réponse du secteur privé a été limitée et que les exploitations d'excavation ont soumis des commentaires, mais pas d'information sur les coûts. Les ministères des gouvernements provinciaux ont été invités à présenter leurs observations par l'entremise du Comité consultatif fédéral-provincial. Aucun commentaire n'a été reçu. Par ailleurs, le Pacific Ocean Disposal Group, qui agit comme relais pour de nombreux clients de la côte Ouest, a choisi de ne pas remplir le sondage de 1997, mais a soumis des commentaires additionnels. La raison principale fournie était le refus du Ministère de négocier la tarification sur une base régionale plutôt que nationale.

Table 6 - Summary of Consultation Efforts

Consultation	Purpose	Distribution	Response	Comments
1994-95 Discussion Paper on Ocean Disposal - an update (of similar 1993 paper) (Included invitation to consultation meetings) - by Department	Update on regulatory issues, announcement of intent to pursue cost recovery	120 of the 600 contacted in 1993 who expressed continuing interest - ALL sectors included	10 written comments - from AC, OC, OGDs, C	
1995 Regional and HQ Multi-stakeholder Consultation meetings - by Department	Provide forum for input on the above paper and clarify issues as needed	As above, and meetings were advertised in local news papers - ALL sectors included	80 including - AC, OC, OGDs, I, C, N, Prov/territory	Requested a wider distribution
Report on Ocean Disposal Consultations, Winter 1995, (Included invitation to participate in cost recovery impact/opinion survey) - by Department	Rollup comments from above paper and meetings and provide feedback on positions and further information	Revised Mailing list of 700 in response to client suggestions for wider distribution - ALL sectors included	about 80 AC, OC, OGDs, I, C, N, Prov/territory	
Major client meeting on Cost Recovery Options in Ottawa - by Department	Begin Discussions with clients on the mechanics of cost recovery	5 - OGDs, I	All provided input and suggestions for approaches and structures	Discussions based on total ocean disposal program (\$3.4 million, including overhead)
1995 - Client Cost Survey - by Department	To obtain costing information and opinions on options from clients, in order to assess potential impacts, and costing scenarios	The 50 who responded to the invitation (sent to ALL sectors), AC, (Govt, Priv, Sm, Lg, Dredge); and OC	29 responses overall - OC and Priv respondents gave no cost information but did comment Govt, Dredge, Sm and Lg provided requested info.	
1997 - Impacts of Cost Recovery of Ocean Disposal Monitoring - by CPCS Transcom Ltd. (formally Hickling)	To further evaluate - competitiveness and cumulative impacts - through second survey	28 ACs (ACs attending 1997 consultations were surveyed - all groups) Final document available on request	11 survey responses - Govt, Priv, Sm, Lg, Dredge (Major case studies reviewed with clients before release)	West Coast umbrella Group PODG - refused response on the basis of no regional fees
1997 - A Review of Business Impact Analyses of Cost Recovery Initiatives at Environment Canada - by BCI Regulatory Policy Inc.	To assess validity of impact assessment conducted for this initiative, as compared to the Dept. of Industry approved BIT test	Document available on request	Major findings incorporated into RIAS and 1997 Consultation Report - No comments to date -	Suggested equivalency with BIT
1997 Report on Consultations on Cost Recovery, 1997, - by Department	Rollup comments from above paper and meetings and provide feedback on positions and further information	200 - all participants and selected interested parties	10, including letters to the minister, largely from the members of the West Coast group - PODG, seeking regional fees	All letters were answered individually
1998 Prepublication in the <i>Canada Gazette</i> Part I	Provide one more opportunity for clients to comment on proposed regulation	Publication in the <i>Canada Gazette</i> Part I and distribution to major client groups	7 letters were received from four clients, three of the letters were sent directly to the minister	All letters were answered individually

Tableau 6 - Sommaire des consultations

Consultation	Objet	Distribution	Réponse	Commentaires
Document de travail (1994-1995) sur l'immersion en mer - mise à jour (d'un document similaire -1993) (Invitation aux consultations) - Ministère	Faire le point sur les questions de réglementation; annoncer l'intention d'appliquer le recouvrement des coûts	120 des 600 groupes contactés en 1993 qui ont dit souhaiter continuer - TOUS	10 commentaires écrits - CV, API, AMG, GEC	
Séances de consultation (1995) des bureaux central et régionaux avec les intervenants - Ministère	Fournir une tribune pour commenter le document précité et clarifier certaines questions au besoin	Comme ci-dessus - les séances ont été annoncées dans les journaux locaux - TOUS	80, dont CV, API, AMG, I, GEC, GA, provinces-territoires	On a demandé une plus grande distribution
Rapport concernant les consultations sur l'immersion en mer - hiver 1995. (Invitation à participer au sondage sur l'impact du recouvrement des coûts) - Ministère	Cumuler les commentaires découlant du document et des réunions précitées; transmettre les positions adoptées et d'autres renseignements	Liste de distribution augmentée (700 noms) à la suite de commentaires des clients - TOUS	Environ 80, dont CV, API, AMG, I, GEC, GA, provinces-territoires	
Réunion des principaux clients sur le recouvrement des coûts - à Ottawa - Ministère	Amorcer les discussions avec les clients sur le mécanisme de recouvrement des coûts	5 - AMG, I	Tous les intervenants ont formulé commentaires et suggestions quant aux méthodes et structures	Discussions fondées sur le budget total du programme d'immersion en mer (3,4 M\$, y compris les frais généraux)

Tableau 6 - Sommaire des consultations (suite)

Consultation	Objet	Distribution	Réponse	Commentaires
Sondage sur les coûts pour les clients - 1995 - Ministère	Obtenir de l'information sur l'établissement des coûts et les opinions des clients sur les options, afin d'évaluer les impacts potentiels et les scénarios de fixation des coûts	Les 50 intervenants qui ont répondu à l'invitation (lancée à TOUS les secteurs) : CV, AMG, SP, PV, GV, DRA et API	29 réponses en tout - Les répondants des groupes API et SP n'ont pas transmis d'information sur les coûts mais ont fait des commentaires. Les groupes AMG, DRA, PV et GV ont fourni l'information demandée	
1997- Impacts du recouvrement des coûts liés à la surveillance des lieux d'immersion en mer - CPCS Transcom Ltd (Hickling)	Approfondir l'évaluation de la compétitivité et des impacts cumulatifs grâce à un deuxième sondage	28 CV (ceux qui avaient pris part aux consultations de 1997 ont été sondés - tous les groupes). Document final disponible sur demande	11 réponses au sondage - AMG, SP, PV, GV et DRA (principales études de cas examinés avec les clients avant leur publication)	PODG, groupe de coordination de la côte Ouest - a refusé de répondre en raison de l'absence de droits régionaux
1997 - Examen des analyses d'impact sur les entreprises des initiatives de recouvrement des coûts à Environnement Canada - BCI Regulatory Policy Inc.	Évaluer la validité de l'étude d'impact réalisée pour l'initiative, par rapport au test d'impact sur les entreprises (TIE) d'Industrie Canada	Document disponible sur demande	Principaux résultats incorporés au REIR et au rapport des consultations 1997 - aucun commentaire	Équivalence au TIE suggérée
1997 - Rapport concernant les consultations sur le recouvrement des coûts - Ministère	Cumuler les commentaires découlant du document et des réunions précitées; transmettre les positions adoptées et d'autres renseignements	200 - tous les participants et certaines parties intéressées	10, dont des lettres au ministre, provenant surtout de la côte Ouest - PODG, qui préconise les droits régionaux	On a répondu à toutes les lettres individuellement
1998 Publication préalable	Commentaire additionnel	La publication dans la <i>Gazette du Canada</i> Partie I et la distribution aux clients significatifs	7 lettres étaient reçues de quatre clients, trois étaient envoyées directement au ministre	On a répondu à toutes les lettres individuellement

In general, there was little opposition to the concept of a Monitoring Fee, *per se*. However, a number of issues were raised during the consultations which are summarised in the following documents: *1996-97 Discussion Paper on Ocean Disposal and Cost Recovery*; and *1997 Report on Consultations* by the Marine Environment Division, Environment Canada, Ottawa. Major issues and responses are shown in Table 7. It should be noted that some additional issues, such as fee options and the reduction of overhead have been discussed previously (Table 2) and are not repeated here.

En général, le concept d'imposition de droits de surveillance en soi n'a pas suscité beaucoup d'opposition. Cependant, plusieurs enjeux ont été soulevés au cours des consultations et sont résumés dans les documents suivants : *Document de travail sur l'immersion en mer et le recouvrement des coûts 1996-1997* et *1997, Compte rendu des consultations*, par la Division du milieu marin, Environnement Canada, Ottawa. Les principaux enjeux et réponses sont présentés au tableau 7. Notons que certaines autres questions, par exemple les options de tarification et la réduction des frais généraux, ont déjà été abordées (tableau 2) et ne sont pas répétées ici.

Table 7 - Major Consultation Issues

Issue	Departmental Response
<i>Regional fees, like the Marine Services Fees are needed</i>	This option was considered (see Alternatives) but not adopted. This continues to be the most contentious issue as west coast clients feel they will be subsidising their competitors across the country as that region generally disposes of greater volumes. Agreement to revisit the regional equity issue in three years, may reduce the resistance.
<i>Current regional spending seems to be less than costs identified in the discussion paper</i>	Differences were due, in part, to the elements included in the assessment of total costs, such as salaries, benefits, overhead and vessel costs. The 1997 level of monitoring is also less than the minimum level required by the monitoring guidelines. Reductions in Overhead sought may also reduce the perceived disparity.
<i>Sand by-passing should be exempted or treated differently</i>	Sand by-passing is the disposal of sand by sidecasting it into an area where currents will move it along the shore line. Sidecasting of clean dredged sediment whether it be sand, clay or silt or a combination of all three is dumping under the <i>Canadian Environmental Protection Act</i> Part VI. Monitoring of these sites will be conducted as part of the monitoring proposed and therefore no exemption is envisaged. The Department is working with clients to examine the analytical requirements for application and options for alternate uses which do not require ocean disposal permits.
<i>The Monitoring Fee will divert excavated materials and materials from small dredging projects to land-based disposal sites, to the detriment of the environment</i>	Although some clients provided these comments, they chose not to participate in the impact analysis despite several invitations to do so, and the Department is not able to comment on the accuracy of these statements. Land based disposal on the west coast is becoming increasingly difficult to secure, however, and ocean disposal, despite the new fee, will likely remain a financially viable alternative.
<i>Impacts on new clients such as Harbour Authorities should be evaluated</i>	This has been done to the extent possible. Training/information for new clients will be offered, on an as needed basis. Small Craft Harbours, has also indicated that dredging at active fishing harbours will remain a priority with them. Recreational harbours will generally not be impacted as they do not need dredging.
<i>Clients wish greater input into the monitoring program. An appeals process is needed</i>	Yearly meetings will be arranged to allow for client input. Yearly reporting will account for the use of revenue and the monitoring done. An appeals process is under development by the Department in accordance with Treasury Board requirements.
<i>Paying the full fee at application time, and not getting a refund for unused disposal quantities is unacceptable</i>	Changes were made to allow payment closer to the start date, to allow split payments and to allow refunds. However, to limit the administrative burden, fees will be charged and refunded in 1 000 cubic meter units.

Table 7 - Major Consultation Issues — Continued

Issue	Departmental Response
<i>Need flexibility in how to report volumes</i>	Reporting on actual amounts disposed will be necessary. Scow measure will be required where practicable. Exceptions may be necessary, especially for suction dredging and similar disposal methods.
<i>Plenty of lead time is needed before introducing new fees</i>	A five year review cycle was planned. Cumulative impact analysis suggests a shorter review may be needed. The new time frame is now three years.

Tableau 7 - Principaux enjeux des consultations

Enjeu	Réponse du Ministère
<i>Une tarification régionale, à l'exemple des droits de services maritimes, est nécessaire</i>	Cette option a été envisagée (voir Options), mais n'a pas été retenue. C'est l'enjeu qui demeure le plus controversé, car les clients de la côte Ouest ont l'impression de devoir subventionner leurs concurrents d'ailleurs au pays, car cette région déverse en général de plus grands volumes. La décision de revoir l'équité régionale dans trois ans pourrait atténuer l'opposition.
<i>Les dépenses régionales courantes semblent être inférieures aux coûts mentionnés dans le document de travail</i>	Les écarts étaient dus, en partie, aux éléments inclus dans l'évaluation des coûts totaux, comme les salaires, les avantages sociaux, les frais généraux et les coûts des navires. Le niveau de surveillance de 1997 est également inférieur au niveau minimum exigé par les directives de surveillance. La réduction visée des frais généraux pourrait également réduire les écarts perçus.
<i>La dérivation de sable devrait être exemptée ou traitée différemment</i>	Il s'agit de l'évacuation de sable par son déplacement latéral dans une zone où les courants le pousseront le long du rivage. Le déplacement latéral de sédiments propres résultant du dragage, qu'il s'agisse de sable, d'argile, de limon ou d'une combinaison des trois constitue une immersion au sens de la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i> , partie VI. La surveillance de ces sites fera partie de la surveillance de sites représentatifs proposée et, par conséquent, aucune exemption n'est envisagée. Le Ministère, de concert avec les clients, examine les exigences d'analyse pour des demandes et des solutions de rechange qui n'exigent pas de permis d'immersion en mer.
<i>Les droits de surveillance favoriseront le déversement de déblais d'excavation et de matières provenant de petits travaux de dragage sur des sites terrestres, au détriment de l'environnement</i>	Bien que certains clients aient mentionné cette possibilité, ils ont choisi de ne pas participer à l'analyse d'impact, malgré plusieurs invitations, et le Ministère n'est pas en mesure de se prononcer sur l'exactitude de ces affirmations. Les autorisations de déversement sur des sites terrestres sont toutefois de plus en plus difficiles à obtenir sur la côte Ouest, et l'immersion en mer, malgré la nouvelle tarification, restera vraisemblablement la solution la plus viable financièrement.
<i>Les impacts sur de nouveaux clients comme les administrations portuaires devraient être évalués</i>	Cette évaluation a été faite dans toute la mesure du possible. Les nouveaux clients pourront obtenir de la formation et de l'information, selon les besoins. La Direction générale des Ports pour petits bateaux a également indiqué que les travaux de dragage effectués dans les ports de pêche actifs demeureront prioritaires. De façon générale, l'initiative n'aura pas d'incidence sur les ports de plaisance, car on n'y pratique pas le dragage.
<i>Les clients veulent avoir davantage leur mot à dire dans le Programme de surveillance. Un processus d'appel est nécessaire</i>	Des réunions annuelles seront organisées pour permettre aux clients de faire leurs observations. Les rapports annuels indiqueront à quoi les recettes ont servi et quelle surveillance a été effectuée. Un processus d'appel conforme aux exigences du Conseil du Trésor est en préparation au Ministère.
<i>Il est inacceptable d'avoir à payer la totalité du droit au moment de la demande et de ne pas pouvoir obtenir un remboursement pour les quantités d'immersion non utilisées</i>	Des changements ont été apportés de manière à permettre de payer à une date plus proche du début des activités, de faire deux versements et d'obtenir des remboursements. Toutefois, pour limiter le fardeau administratif, les remboursements viseront des unités de 1 000 mètres cubes complètes.
<i>Une flexibilité doit être offerte pour la déclaration des volumes</i>	La déclaration des quantités réelles immergées sera nécessaire. Des mesures prises sur le chaland seront requises quand ce sera possible. Des exceptions pourraient s'appliquer, notamment pour le dragage par suction ou des méthodes d'immersion semblables.
<i>Un long délai de préparation est nécessaire avant de mettre en vigueur une nouvelle tarification</i>	Un cycle de réexamen de cinq ans a été prévu. L'analyse des impacts cumulatifs laisse croire qu'il faudra peut-être réexaminer la tarification à une date plus hâtive. La réévaluation est maintenant prévue dans trois ans.

Compliance and Enforcement

The possible effect of fees on compliance with regulatory requirements will be evaluated on an on-going basis to ensure that cost recovery does not lead to illegal dumping. Training sessions on the regulatory and fee requirements for disposal at sea will be provided on an as needed basis, to encourage compliance.

Compliance mechanisms are provided through the application of the *Financial Administration Act* and the *Canadian Environmental Protection Act* and its Regulations.

Appeals/Inquiry Process

A Departmental cost recovery appeals process is being developed.

Communications Strategy

Copies of the Regulations as well as an implementation guide will be sent to all recent and current clients as well as to relevant non-government associations. The Department's Internet home

Respect et exécution

L'effet possible de la tarification sur le respect des exigences de la réglementation sera évalué de façon continue, afin d'assurer que le recouvrement des coûts n'engendre pas des activités d'immersion illégales. Des séances de formation sur la réglementation et la tarification visant l'immersion en mer seront organisées au besoin, pour encourager la conformité.

Les mécanismes de mise en application proviennent de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* et de sa réglementation.

Processus d'appel/d'enquête

Le Ministère s'affaire actuellement à établir un processus d'appel visant le recouvrement des coûts.

Stratégie de communications

Des exemplaires du règlement et du guide de mise en œuvre seront envoyés à tous les clients nouveaux et anciens, ainsi qu'aux associations non gouvernementales pertinentes. Le site Web du

page may be used to announce the introduction of the Regulations and for the distribution of pertinent information.

Contacts

James Osborne
Head, Ocean Disposal and Shellfish
Marine Environment Division
Toxic Pollution Prevention Directorate
Department of the Environment
Hull, Quebec
K1A 0H3
(819) 953-2265

Arthur Sheffield
Regulatory and Economic Assessment Branch
Regulatory and Economic Issues Directorate
Policy and Communications
Department of the Environment
Hull, Quebec
K1A 0H3
(819) 953-1172

Ministère pourrait servir à annoncer l'entrée en vigueur du règlement et à diffuser de l'information pertinente.

Personnes-ressources

James Osborne
Chef, Immersion de déchets en mer et zones coquillières
Division du milieu marin
Direction générale de la prévention de la pollution par des toxiques
Environnement Canada
Hull (Québec)
K1A 0H3
(819) 953-2265

Arthur Sheffield
Direction de l'évaluation réglementaire et économique
Direction générale des affaires réglementaires et économiques
Politiques et communications
Environnement Canada
Hull (Québec)
K1A 0H3
(819) 953-1172

Registration
SOR/99-115 4 March, 1999

FAMILY ORDERS AND AGREEMENTS ENFORCEMENT
ASSISTANCE ACT

Regulations Amending the Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations

P.C. 1999-336 4 March, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice and the Treasury Board, pursuant to paragraph 61(i)^a of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE FAMILY SUPPORT ORDERS AND AGREEMENTS GARNISHMENT REGULATIONS

AMENDMENT

1. Section 10¹ of the *Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations*² is replaced by the following:

10. A judgment debtor named in a garnishee summons served on the Minister shall pay a total fee of \$190 for a five-year period in respect of the processing of the garnishee summons, payable in instalments of \$38 per year.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

This amendment reduces the amount of the fee to be charged for the processing of every garnishee summons served on the Minister of Justice under sections 58 to 60 of Part II of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* (the Act). The amount of the fee will change, for a total period of five years, from \$405, payable in annual instalments of \$81, to \$190, payable in annual instalments of \$38.

Part II of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* provides for the garnishment of designated federal moneys to satisfy support orders and provisions.

^a S.C. 1993, c. 8, s. 18(2)

^b R.S., c. 4 (2nd Supp.)

¹ SOR/94-187

² SOR/88-181

Enregistrement
DORS/99-115 4 mars 1999

LOI D'AIDE À L'EXÉCUTION DES ORDONNANCES ET
DES ENTENTES FAMILIALES

Règlement modifiant le Règlement sur la saisie- arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires

C.P. 1999-336 4 mars 1999

Sur recommandation de la ministre de la Justice et du Conseil du Trésor et en vertu de l'alinéa 61i)^a de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SAISIE-ARRÊT POUR L'EXÉCUTION D'ORDONNANCES ET D'ENTENTES ALIMENTAIRES

MODIFICATION

1. L'article 10¹ du *Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires*² est remplacé par ce qui suit :

10. Le débiteur nommé dans tout bref de saisie-arrêt signifié au ministre doit payer des frais d'administration de 190 \$ pour une période de cinq ans à l'égard du traitement du bref, payables par versements annuels de 38 \$.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

Cette modification réduit les frais payables pour le traitement des brefs de saisie-arrêt signifiés au ministre de la Justice en vertu des articles 58 à 60 de la Partie II de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* (la Loi) en versements annuels de 81 \$ à 38 \$. Ce montant passerait, pour une période de cinq ans, de 405 \$, payable en versements annuels de 81 \$, à 190 \$, payable en versements annuels de 38 \$.

La partie II de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* prévoit la saisie-arrêt de certaines sommes fédérales pour assurer l'exécution des ordonnances et des dispositions alimentaires.

^a L.C. 1993, ch. 8, par. 18(2)

^b L.R., ch. 4 (2^e suppl.)

¹ DORS/94-187

² DORS/88-181

The Regulations developed pursuant to the Act set out which federal moneys can be intercepted, establish a fee for the administration of applications to the interception service, and define the application and interception processes.

The main features of the existing fee structure are as follows. The fee is collected only from moneys which are intercepted after all other money is paid to the provincial or territorial enforcement program. The fee is paid currently in yearly amounts of \$81, for a total of \$405 over the life of a garnishee summons. A summons remains in effect for five years and is the mechanism used by the various support enforcement programs to collect on the agreements of the parties or the order of the court. The fee is paid by the individual who owes support. There is provision for remission of the fee, in whole or part, whenever it is not possible to locate funds for payment of the fee. Remission of a fee prevents the carrying forward of fees through the accounting system. The fee is cumulative and, if not collected in one year, will be collected in a subsequent year once money becomes available.

Alternatives

The amount of the new fee was calculated in 1994 to reflect existing Treasury Board policies on cost recovery and the cost of processing requests for interception. No other alternative is available in order to maintain the current level of service for the processing of each garnishee summons.

Benefits and Costs

The Department received approval in 1994 to charge a fee of \$405 for a five-year period, payable in yearly instalments of \$81. This was based on an estimate of 40,000 summonses per year at a cost of \$3,240,000 per year, which includes providing the service to other departments.

Since 1994, the Department has had a significant increase in the number of active summonses, such that as of 1998-99 there are approximately 100,000 active summonses. During this period the Department has introduced new technologies.

Upon review of the costs for providing this service the Department can reduce the amount of the fee.

Collection of the fee is not guaranteed. The Act specifically provides that the fee will be paid by the individual who owes support and not from money otherwise payable to other individuals in the family. Therefore, this fee can only be collected if there is money owing or after the financial terms of the summons have been satisfied.

Consultation

The Act and the Regulations have been the subject of ongoing consultations with the provinces and territories since the fall of 1985. Extensive consultations have been undertaken with the Treasury Board Secretariat officials who agree with this change.

Compliance and Enforcement

Sections 58, 59 and 60 of the Act provide that this fee is chargeable for every garnishment summons served on Her Majesty.

Le Règlement établi en vertu de la Loi précise quelles sommes fédérales peuvent être interceptées, fixe un montant à payer pour l'administration des recours au service d'interception, et définit les processus de demande et d'interception.

La structure des frais en vigueur prévoit ce qui suit : les frais ne sont perçus que sur les sommes interceptées après que tous les autres fonds ont été versés dans le cadre des programmes provinciaux et territoriaux. Le montant total des frais actuels est de 405 \$, payable en versements annuels de 81 \$. Tout bref saisie-arrêt dure une période de cinq ans. Le bref de saisie-arrêt est l'instrument principal des programmes provinciaux et territoriaux pour le recouvrement des montants payables en conséquence des ententes des parties ou le décret d'une cour. Les frais sont perçus auprès des débiteurs en défaut de paiement d'une pension alimentaire. Le système actuel prévoit en outre la remise totale ou partielle des frais, s'il n'y a pas de fonds pour les payer. Cela évite le report des frais dans les livres comptables. Les frais sont cumulatifs, c'est-à-dire que s'ils demeurent impayés pendant une année, ils seront perçus au cours d'une année subséquente, lorsqu'il y aura des fonds pour les payer.

Solutions envisagées

Le montant des nouveaux frais a été fixé en 1994 compte tenu de la politique en vigueur du Conseil du Trésor sur le recouvrement des coûts et du coût du traitement des demandes d'interception. Il n'existe aucune autre solution qui permette de maintenir à son niveau actuel le service de traitement des brefs de saisie-arrêt.

Avantages et coûts

En 1994, le Ministère recevait l'autorisation de percevoir des frais de 405 \$ sur une période de cinq ans, payables en versements annuels de 81 \$. Le montant des frais se fondait sur les estimations suivantes : 40 000 brefs par année, à un coût de traitement de 3 240 000 \$, ce qui comprenait la prestation du service à d'autres ministères.

Depuis 1994, le Ministère a connu un accroissement important du nombre de brefs de saisie-arrêt actifs, à tel point que pour l'année 1998-1999, on en compte environ 100 000. Pendant cette période, le Ministère a mis en place des nouvelles technologies.

Après une révision de ces coûts le Ministère a décidé de réduire le montant des frais.

La perception des frais n'est pas chose certaine. En effet, la Loi prévoit la perception auprès des personnes qui doivent une pension alimentaire. Ils ne peuvent être recouverts des sommes payables à d'autres membres de la famille du débiteur. Par conséquent, les frais ne peuvent être perçus que s'il y a des sommes disponibles après que les conditions financières des brefs ont été remplies.

Consultations

La Loi et le règlement font l'objet de consultations avec les provinces et les territoires depuis 1985. Des consultations exhaustives ont eu lieu avec des représentants du Secrétariat du Conseil du Trésor et ceux-ci ont donné leur accord à cette modification.

Respect et exécution

Les articles 58, 59 et 60 de la Loi prévoient que les frais sont réclamés pour tout bref de saisie-arrêt signifié à la Couronne.

Contact

Ken Duford
Director, Family Law Assistance Section
Department of Justice
P.O. Box 2730, Station D
Ottawa, Ontario
K1P 5W7
Telephone: (613) 998-5670
FAX: (613) 990-8197

Personne-ressource

Ken Duford
Directeur, Services d'aide au droit familial
Ministère de la Justice
C.P. 2730, Succursale postale D
Ottawa (Ontario)
K1P 5W7
Tél. : (613) 998-5670
TÉLÉCOPIEUR : (613) 990-8197

Registration
SI/99-18 17 March, 1999

ANTI-PERSONNEL MINES CONVENTION
IMPLEMENTATION ACT

**Order Fixing March 1, 1999 as the Date of the
Coming into Force of the Act**

P.C. 1999-295 25 February, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Foreign Affairs, pursuant to section 25 of *An Act to implement the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction*, assented to on November 27, 1997, being chapter 33 of the Statutes of Canada, 1997, hereby fixes March 1, 1999 as the day on which that Act comes into force.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The enactment relates to the implementation of Canada's obligations under the *Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction*. In particular, the Convention binds the signing parties to ban anti-personnel mines, to cooperate in a number of ways to facilitate the implementation of the Convention, and to ensure that persons refrain from engaging in activities prohibited under the Convention. Canada has ratified the Convention and it will come into force on March 1, 1999.

Enregistrement
TR/99-18 17 mars 1999

LOI DE MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION SUR LES
MINES ANTIPERSONNEL

**Décret fixant au 1^{er} mars 1999 la date d'entrée en
vigueur de la Loi**

C.P. 1999-295 25 février 1999

Sur recommandation du ministre des Affaires étrangères et en vertu de l'article 25 de la *Loi de mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction*, sanctionnée le 27 novembre 1997, chapitre 33 des Lois du Canada (1997), Son Excellence le Gouverneur général en conseil fixe au 1^{er} mars 1999 la date d'entrée en vigueur de cette loi.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du décret.)

La loi porte sur l'exécution des obligations du Canada dans le cadre de la *Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction*. Les signataires s'engagent à interdire les mines antipersonnel, à coopérer, par divers moyens, en vue de faciliter la mise en œuvre de la Convention et à veiller à ce que les intéressés ne se livrent pas à des activités interdites par la Convention. Le Canada a ratifié la Convention et celle-ci entrera en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Registration

SI/99-19 17 March, 1999

AN ACT TO IMPLEMENT CONVENTIONS FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT TO INCOME TAX BETWEEN CANADA AND FRANCE, CANADA AND BELGIUM AND CANADA AND ISRAEL

Proclamation giving notice that the annexed November 30, 1995 supplementary agreement, entitled Protocol to the Tax Convention Between the Government of Canada and the Government of the French Republic signed on May 2, 1975 and amended by the Protocol of January 16, 1987, came into force on September 1, 1998

FRANK IACOBUCCI

Deputy of the Governor General

[L.S.]

Canada

Elizabeth the Second, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories QUEEN, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To All to Whom these Presents shall come or whom the same may in any way concern,

Greeting:

MORRIS ROSENBERG

Deputy Attorney General

A Proclamation

Whereas, by Order in Council P.C. 1999-138 of February 4, 1999, the Governor in Council, pursuant to subsection 10(4) of *An Act to implement conventions for the avoidance of double taxation with respect to income tax between Canada and France, Canada and Belgium and Canada and Israel*, being chapter 104 of the Statutes of Canada, 1974-75-76, has directed that a proclamation do issue giving notice that the annexed November 30, 1995 supplementary agreement, entitled *Protocol to the Tax Convention Between the Government of Canada and the Government of the French Republic signed on May 2, 1975 and amended by the Protocol of January 16, 1987*, came into force on September 1, 1998 and applies in accordance with the provisions of Article 21 of that supplementary agreement;

Now Know You that We, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, do by this Our Proclamation give notice that the annexed November 30, 1995 supplementary agreement, entitled *Protocol to the Tax Convention Between the Government of Canada and the Government of the French Republic signed on May 2, 1975 and amended by the Protocol of January 16, 1987*, came into force on September 1, 1998 and applies in accordance

Enregistrement

TR/99-19 17 mars 1999

LOI DE MISE EN ŒUVRE DES CONVENTIONS CONCLUES ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE, ENTRE LE CANADA ET LA BELGIQUE ET ENTRE LE CANADA ET ISRAËL, TENDANT À ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'IMPÔT SUR LE REVENU

Proclamation donnant avis que l'accord complémentaire du 30 novembre 1995 ci-après, intitulé Avenant à la convention fiscale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987, est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1998

FRANK IACOBUCCI

Suppléant du gouverneur général

[L.S.]

Canada

Elizabeth Deux, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux à qui les présentes parviennent ou qu'icelles peuvent de quelque manière concerner,

*Salut :**Sous-procureur général*

MORRIS ROSENBERG

Proclamation

Attendu que, aux termes du décret C.P. 1999-138 du 4 février 1999, le gouverneur en conseil a ordonné, en vertu du paragraphe 10(4) de la *Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la France, entre le Canada et la Belgique et entre le Canada et Israël*, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu, chapitre 104 des Statuts du Canada de 1974-75-76, que soit prise une proclamation donnant avis que l'accord complémentaire du 30 novembre 1995 ci-après, intitulé *Avenant à la convention fiscale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987*, est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1998 et s'applique conformément aux dispositions de l'article 21 de cet accord complémentaire,

Sachez que, sur et avec l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, Nous, par Notre présente proclamation, donnons avis que l'accord complémentaire du 30 novembre 1995 ci-après, intitulé *Avenant à la convention fiscale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987*, est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1998 et s'applique

with the provisions of Article 21 of that supplementary agreement.

Of All Which Our Loving Subjects and all others whom these Presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

In Testimony Whereof, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. Witness: The Honourable Frank Iacobucci, a Puisne Judge of the Supreme Court of Canada and Deputy of Our Right Trusty and Well-beloved Roméo A. LeBlanc, a Member of Our Privy Council for Canada, Chancellor and Principal Companion of Our Order of Canada, Chancellor and Commander of Our Order of Military Merit, Governor General and Commander-in-Chief of Canada.

At Ottawa, this third day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ninety-nine and in the forty-eighth year of Our Reign.

By Command,
KEVIN G. LYNCH
Deputy Registrar General of Canada

conformément aux dispositions de l'article 21 de cet accord complémentaire.

De ce qui précède, Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

En Foi de Quoi, Nous avons fait émettre Nos présentes lettres patentes et à icelles fait apposer le grand sceau du Canada. Témoins : L'honorable Frank Iacobucci, un juge puiné de la Cour suprême du Canada et suppléant de Notre très fidèle et bien-aimé Roméo A. LeBlanc, Membre de Notre Conseil privé pour le Canada, Chancelier et Compagnon principal de Notre Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de Notre Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

À Ottawa, ce troisième jour de mars de l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, quarante-huitième de Notre règne.

Par ordre,
Sous-registraire général du Canada
KEVIN G. LYNCH

PROTOCOL

TO THE TAX CONVENTION

BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA

AND

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

SIGNED ON MAY 2, 1975 AND AMENDED

BY THE PROTOCOL OF JANUARY 16, 1987

The Government of Canada and the Government of the French Republic, desiring to amend the Convention between Canada and France for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, signed on May 2, 1975 and amended by the Protocol of January 16, 1987 (hereinafter referred to as "the Convention"), have agreed as follows:

ARTICLE 1

Paragraphs 3 and 4 of Article 2 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

"3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

- (a) in the case of Canada, the taxes imposed by the Government of Canada under the *Income Tax Act* (hereinafter referred to as "Canadian tax");
- (b) in the case of France, the income tax, the corporation tax, the tax on wages and salaries (regulated by the provisions of the Convention applicable, as the case may be, to business profits or to income from independent personal services), the solidarity tax on net wealth, and any withholding tax, prepayment or

AVENANT

À LA CONVENTION FISCALE

ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SIGNÉE LE 2 MAI 1975 ET MODIFIÉE PAR

L'AVENANT DU 16 JANVIER 1987

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française, désireux de modifier la convention entre le Canada et la France tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987 (ci-après dénommée « la Convention »), sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

Les paragraphes 3 et 4 de l'article 2 de la Convention sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« 3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

- a) en ce qui concerne le Canada, les impôts qui sont perçus par le Gouvernement du Canada en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (ci-après dénommés « impôt canadien »);
- b) en ce qui concerne la France, l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la taxe sur les salaires (régie par les dispositions de la Convention applicables, suivant les cas, aux bénéficiaires des entreprises ou aux revenus des professions indépendantes), l'impôt de

advance payment with respect to the aforesaid taxes, (hereinafter referred to as “French tax”).

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the existing taxes to which the Convention shall apply also include, in the case of France, the inheritance tax, but only for the application of Articles 4, 23, 25 and 26.
5. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of important changes which have been made in their respective taxation laws.”

ARTICLE 2

1. Subparagraph (e) of paragraph 1 of Article 3 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
“(e) The term “competent authority” means:
 - (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or his authorized representative;
 - (ii) in the case of France, the Minister in charge of the Budget or his authorized representative;”
2. Paragraph 2 of Article 3 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
“2. As regards the application of the Convention by a Contracting State any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Convention applies, any meaning under the tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.”

ARTICLE 3

Article 4 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“*Article 4*
Resident

1. For the purposes of this Convention, the term “resident of a Contracting State” means:
 - (a) any person who, under the law of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature but the term does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State;
 - (b) that State, its provinces in the case of Canada, the local authorities of that State or of its provinces, and their agencies or instrumentalities;
 - (c) in the case of France, partnerships or other bodies of persons which have their place of effective management in France, and whose partners, shareholders or other members are personally liable to tax therein in respect of their share of the profits under domestic French law; but, with respect to the benefits granted by Canada under the

solidarité sur la fortune, et toute retenue à la source, tout précompte ou avance décomptés sur ces impôts (ci-après dénommés « impôt français »).

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les impôts actuels auxquels s’appliquent la Convention comprennent également, en ce qui concerne la France, les droits de mutation à titre gratuit, mais seulement pour l’application des articles 4, 23, 25 et 26.
5. La Convention s’applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s’ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives. »

ARTICLE 2

1. L’alinéa e) du paragraphe 1 de l’article 3 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
« e) L’expression « autorité compétente » désigne :
 - (i) dans le cas du Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé,
 - (ii) dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé; »
2. Le paragraphe 2 de l’article 3 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
« 2. Pour l’application de la Convention par un État contractant, tout terme ou expression qui n’y est pas défini a le sens que lui attribue le droit de cet État concernant les impôts auxquels s’applique la Convention, à moins que le contexte n’exige une interprétation différente. Le sens attribué à un terme ou expression par le droit fiscal de cet État prévaut sur tout autre sens attribué à ce terme ou expression par les autres branches du droit de cet État. »

ARTICLE 3

L’article 4 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« *Article 4*
Résident

1. Au sens de la présente Convention, l’expression « résident d’un État contractant » désigne :
 - a) toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l’impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, à l’exclusion des personnes qui ne sont assujetties à l’impôt dans cet État que pour les revenus de sources situées dans cet État;
 - b) cet État, ses provinces dans le cas du Canada, les collectivités locales de cet État ou de ses provinces, et leurs personnes morales de droit public;
 - c) dans le cas de la France, les sociétés de personnes et autres groupements de personnes qui ont leur siège de direction effective en France, et dont les associés, actionnaires ou autres membres y sont personnellement assujettis à l’impôt pour leur part des bénéfices en vertu de la législation interne française; mais en ce qui concerne les

Convention, such partnerships and bodies of persons shall not be treated as residents of France except insofar as their partners, shareholders or other members are liable to French tax on income in respect of which these benefits are granted;

- (d) any other person constituted and established in that State and exempted from tax in that State, where the competent authorities agree that for the purposes of the Convention such person shall be deemed to be a resident of that State.
2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:
- (a) he shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- (b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;
- (c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;
- (d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to settle the question by mutual agreement. In the absence of such agreement, such person shall not be considered to be a resident of either Contracting State for the purposes of enjoying benefits under the Convention.”

ARTICLE 4

Article 5 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 5

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term “permanent establishment” includes especially:
- (a) a place of management;
- (b) a branch;
- (c) an office;
- (d) a factory;
- (e) a workshop; and

avantages accordés par le Canada conformément à la Convention, ces sociétés et groupements ne sont considérés comme des résidents de France que dans la mesure où leurs associés, actionnaires ou autres membres sont assujettis à l’impôt français à raison des revenus au titre desquels ces avantages sont accordés;

- d) toute autre personne constituée et établie dans cet État et exonérée d’impôt dans cet État, lorsque les autorités compétentes conviennent qu’aux fins de la Convention cette personne est considérée comme un résident de cet État.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :
- a) cette personne est considérée comme un résident de l’État où elle dispose d’un foyer d’habitation permanent; si elle dispose d’un foyer d’habitation permanent dans les deux États, elle est considérée comme un résident de l’État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l’État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d’un foyer d’habitation permanent dans aucun des États, elle est considérée comme un résident de l’État où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d’eux, elle est considérée comme un résident de l’État dont elle possède la nationalité;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d’aucun d’eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d’un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu’une personne physique est un résident des deux États contractants, les autorités compétentes des États contractants s’efforcent de trancher la question d’un commun accord. À défaut d’un tel accord, la personne n’est considérée comme un résident d’aucun des États contractants pour l’obtention des avantages prévus par la Convention. »

ARTICLE 4

L’article 5 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Article 5

Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l’expression « établissement stable » désigne une installation fixe d’affaires par l’intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L’expression « établissement stable » comprend notamment :
- a) un siège de direction,
- b) une succursale,
- c) un bureau,
- d) une usine,

- (f) a mine, an oil or gas well, a quarry or other place of extraction of natural resources, it being understood that a place of exploration of natural resources is also considered a permanent establishment if it constitutes a fixed place of business within the meaning of paragraph 1.
3. A building site or construction or installation project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:
- the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
 - the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or for collecting information, for the enterprise;
 - the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
 - the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person — other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies — is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.
6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.
7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other."
- e) un atelier, et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles, étant entendu qu'un lieu d'exploration de ressources naturelles est également considéré comme étant un établissement stable s'il constitue une installation fixe d'affaires au sens du paragraphe 1.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :
- il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
 - des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
 - des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
 - une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
 - une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
 - une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 — agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un État contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet État pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.
6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre. »

ARTICLE 5

1. The first sentence of paragraph 2 of Article 6 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“For the purposes of this Convention, the term “immovable property” has the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. It is understood that the term includes options and similar rights relating to such property.”

2. There shall be added to Article 6 of the Convention a new paragraph 5, written as follows:

“5. Where ownership of shares, interests or other rights in a company gives the owner the enjoyment of immovable property situated in a Contracting State and held by that company, the income that the owner derives from the direct use, letting or use in any other form of his right of enjoyment may be taxed in that State. The provisions of this paragraph shall apply notwithstanding the provisions of Articles 7 and 14.”

ARTICLE 6

Article 9 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 9

Associated Enterprises

Where:

- (a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State; or
- (b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State;

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.”

ARTICLE 7

Article 10 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

ARTICLE 5

1. La première phrase du paragraphe 2 de l'article 6 de la Convention est supprimée et remplacée par ce qui suit :

« Pour l'application de la présente Convention, l'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. Il est entendu qu'elle comprend les options, promesses de vente et droits semblables relatifs à ces biens. »

2. Il est ajouté à l'article 6 de la Convention, un nouveau paragraphe 5 rédigé comme suit :

« 5. Lorsque la propriété d'actions, parts ou autres droits dans une société donne au propriétaire la jouissance de biens immobiliers situés dans un État contractant et détenus par cette société, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance sont imposables dans cet État. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent nonobstant les dispositions des articles 7 et 14. »

ARTICLE 6

L'article 9 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Article 9

Entreprises associées

Lorsque :

- a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence. »

ARTICLE 7

L'article 10 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Article 10

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

- (a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company liable to corporation tax which:
 - (i) controls directly or indirectly at least 10 per cent of the voting power in the company paying the dividends where that company is a resident of Canada;
 - (ii) holds directly or indirectly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends where that company is a resident of France;
- (b) notwithstanding the provisions of subparagraph (a), 10 per cent of the gross amount of the dividends if they are paid by a non-resident owned investment corporation that is a resident of Canada to a company that is a resident of France and that controls directly or indirectly at least 10 per cent of the voting power in the company paying the dividends;
- (c) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

- 3. (a) A resident of Canada who is the beneficial owner of dividends received from a company which is a resident of France, which dividends, if received by a resident of France would entitle such resident to a tax credit (“avoir fiscal”), shall be entitled to a payment from the French Treasury of an amount equal to such tax credit (“avoir fiscal”), subject to the deduction from such payment of the tax provided for in subparagraph (c) of paragraph 2.
- (b) The provisions of subparagraph (a) shall apply only to a resident of Canada who is:
 - (i) an individual; or
 - (ii) a company other than a company that holds directly or indirectly at least 10 per cent of the capital of the company resident in France paying the dividends.
- (c) The provisions of subparagraph (a) shall not apply if the beneficial owner of the dividends is not liable to Canadian tax on the dividends and the payment of the French Treasury. However, the competent authorities of the Contracting States may agree to also apply the provisions of subparagraph (a) to any organisation referred to in subparagraph (a) of paragraph 7 of Article 29, but only with respect to that part of the dividends which corresponds to the rights giving rise in such organisations by residents of Canada and provided that, if so requested by the competent authorities, that part of the dividends is taxed in the hands of such residents.
- (d) The provisions of subparagraph (a) shall not apply if the beneficial owner of the dividends does not, when asked by the French tax administration, justify that he is the owner of the interest giving rise to the payment of the dividends and that the holding of that interest does not have as its main objective, or as one of its main objectives, to allow another person, whether a resident of a Contracting State or not, to take advantage of the provisions of subparagraph (a).
- (e) The gross amount of the payment from the French Treasury referred to in subparagraph (a) shall be treated as a dividend for the application of this Convention.

- a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société assujettie à l'impôt sur les sociétés qui :
 - (i) contrôle directement ou indirectement au moins 10 pour cent des droits de vote dans la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident du Canada;
 - (ii) détient directement ou indirectement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident de France;
- b) nonobstant les dispositions de l'alinéa a), 10 pour cent du montant brut des dividendes si ceux-ci sont payés par une société qui est un résident du Canada et une corporation de placements appartenant à des non résidents à une société qui est un résident de France et contrôle directement ou indirectement au moins 10 pour cent des droits de vote dans la société qui paie les dividendes;
- c) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

- 3. a) Un résident du Canada qui reçoit d'une société qui est un résident de France des dividendes dont il est le bénéficiaire effectif et qui donneraient droit à un crédit d'impôt (« avoir fiscal ») s'ils étaient reçus par un résident de France a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à ce crédit d'impôt (« avoir fiscal ») sous réserve de la déduction de l'impôt prévu à l'alinéa c) du paragraphe 2.
- b) Les dispositions de l'alinéa a) s'appliquent seulement à un résident du Canada qui est :
 - (i) une personne physique, ou
 - (ii) une société autre qu'une société qui détient, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital de la société résidente de France qui paie les dividendes.
- c) Les dispositions de l'alinéa a) ne s'appliquent pas si le bénéficiaire effectif des dividendes n'est pas assujéti à l'impôt canadien à raison de ces dividendes et du paiement du Trésor français. Toutefois, les autorités compétentes des États contractants peuvent s'entendre pour appliquer également les dispositions de l'alinéa a) à un ou plusieurs organismes visés à l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 29, pour la fraction des dividendes qui correspond aux droits détenus dans ces organismes par des résidents du Canada à condition que cette fraction des dividendes, si les autorités compétentes l'exigent, soit imposable au nom de ces résidents.
- d) Les dispositions de l'alinéa a) ne s'appliquent pas si le bénéficiaire effectif des dividendes ne justifie pas, lorsque l'administration fiscale française le lui demande, qu'il est le propriétaire de la participation au titre de laquelle les dividendes sont payés et que la détention de cette participation n'a pas comme objet principal ou comme un de ses objets principaux de permettre à une autre personne, résidente ou non d'un État contractant, de tirer avantage des dispositions de l'alinéa a).
- e) Le montant brut du paiement du Trésor français mentionné à l'alinéa a) est considéré comme un dividende pour l'application de la présente Convention.

4. A resident of Canada who receives dividends paid by a company which is a resident of France shall, unless it is eligible to receive a payment from the French Treasury referred to in subparagraph (a) of paragraph 3, be entitled to the refund of the prepayment to the extent that the prepayment has effectively been paid by the company with respect to the dividends. The gross amount of the prepayment refunded shall be deemed to be a dividend for the purposes of the Convention. It may be taxed in France in accordance with the provisions of paragraph 2.
 5. The term “dividends” as used in this Article means income from shares, “jouissance” shares or “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is subjected to the taxation treatment of distributions or to same taxation treatment as income from shares by the laws of the Contracting State of which the company making the distribution is a resident.
 6. The provisions of paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.
 7. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company’s undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.
 8. Nothing in the Convention shall prevent a Contracting State from imposing on the earnings attributable to a permanent establishment, situated in that State, of a company which is a resident of the other Contracting State a tax in addition to the tax allowable under the other provisions of the Convention, provided that any additional tax so imposed shall not exceed 5 per cent of the amount of such earnings. This additional tax shall also apply to profits or gains derived from the alienation of immovable property situated in a Contracting State by a company which is a resident of the other Contracting State, whether or not that company has a permanent establishment in the first-mentioned State. For the purpose of this provision, the term “earnings” means the profits or gains after deducting therefrom the taxes, other than the additional tax referred to herein, imposed on such profits or gains by the first-mentioned State.”
4. À moins qu’il n’ait droit au paiement du Trésor français visé à l’alinéa a) du paragraphe 3, un résident du Canada qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l’application de la Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions du paragraphe 2.
 5. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d’actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l’exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime fiscal des distributions ou au même régime fiscal que les revenus d’actions par la législation de l’État contractant dont la société distributrice est un résident.
 6. Les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne s’appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d’un État contractant, exerce dans l’autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l’intermédiaire d’un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d’une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s’y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l’article 7 ou de l’article 14, suivant les cas, sont applicables.
 7. Lorsqu’une société qui est un résident d’un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l’autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l’imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.
 8. Aucune disposition de la Convention n’empêche un État contractant de percevoir, sur les revenus imputables à un établissement stable, situé dans cet État, d’une société qui est un résident de l’autre État contractant, un impôt qui s’ajoute aux impôts applicables à ces revenus conformément aux autres dispositions de la Convention, pourvu que l’impôt additionnel ainsi établi n’excède pas 5 pour cent du montant de ces revenus. Cet impôt additionnel s’applique également aux bénéfices ou gains tirés de l’aliénation de biens immobiliers situés dans un État contractant par une société qui est un résident de l’autre État contractant même si cette société n’a pas d’établissement stable dans le premier État. Au sens des présentes dispositions, le terme « revenus » désigne les bénéfices ou gains, après déduction des impôts, autres que l’impôt additionnel visé au présent paragraphe, prélevés par le premier État sur ces bénéfices ou gains. »

ARTICLE 8

Subparagraph (c) of paragraph 3 of Article 11 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“(c) is paid with respect to indebtedness resulting from the sale or furnishing on credit by a resident of the other Contracting State of any equipment, merchandise or services, except where the sale or furnishing is made between associated enterprises within the meaning of subparagraphs (a) or (b) of Article 9 or where the payer and the recipient of the interest are associated enterprises within the meaning of the same subparagraphs.”

ARTICLE 9

1. Paragraph 3 of Article 12 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2:

(a) royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner of the royalties, shall be taxable only in that other State if they are:

(i) copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any literary, dramatic, musical or artistic work (but not including royalties in respect of motion picture films nor royalties in respect of works on film or videotape or other means of reproduction for use in connection with television broadcasting), or

(ii) royalties for the use of, or the right to use, computer software, or

(iii) royalties for the use of, or the right to use, any patent or for information concerning industrial, commercial or scientific experience (but not including any such information provided in connection with a rental or franchise agreement);

(b) royalties arising in a Contracting State and paid to the government of the other Contracting State or to an organisation of that other State approved by the competent authorities of the Contracting States, shall be taxable only in that other State.

2. The words “Committee of the Bureau of Film Festivals established under Order-in-Council P.C. 1968-400 dated February 29, 1968” in subparagraph (b) of paragraph 4 of Article 12 of the Convention shall be replaced by the words “Canadian Committee of selection that the Bureau of Film Festivals is authorized to convene under Order-in-Council P.C. 1975-2883 dated December 11, 1975.”

ARTICLE 10

Article 13 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 13

Capital Gains

1. (a) Gains from the alienation of immovable property may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

(b) Gains from the alienation of shares or other rights in a company the assets of which consist principally of

ARTICLE 8

L’alinéa c) du paragraphe 3 de l’article 11 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« c) sont payés au titre d’une dette résultant de la vente ou prestation à crédit par un résident de l’autre État d’un équipement ou de marchandises quelconques ou de services, sauf lorsque la vente ou prestation a lieu entre des entreprises associées au sens des alinéas a) ou b) de l’article 9, ou lorsque le débiteur et le créancier sont des entreprises associées au sens des mêmes alinéas. »

ARTICLE 9

1. Le paragraphe 3 de l’article 12 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 :

a) les redevances provenant d’un État contractant et payées à un résident de l’autre État contractant qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables que dans cet autre État lorsqu’il s’agit de :

(i) redevances à titre de droits d’auteur et autres rémunérations similaires concernant la production ou la reproduction d’une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique (à l’exclusion des redevances concernant les films cinématographiques et des redevances concernant les œuvres enregistrées sur films, bandes magnétoscopiques ou autres moyens de reproduction destinés à la télévision), ou

(ii) redevances pour l’usage ou la concession de l’usage de logiciels d’ordinateur, ou,

(iii) redevances pour l’usage ou la concession de l’usage d’un brevet ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique (à l’exclusion de toute information fournie dans le cadre d’un contrat de location ou de franchise);

b) les redevances provenant d’un État contractant et payées à l’autre État contractant ou à un organisme de cet autre État agréé par les autorités compétentes des États contractants, ne sont imposables que dans cet autre État. »

2. À l’alinéa b) du paragraphe 4 de l’article 12 de la Convention, les mots « Comité du Bureau des Festivals de Films créé en vertu de l’arrêté en conseil C.P. 1968-400 du 29 février 1968 » sont remplacés par les mots « Comité canadien de sélection que le Bureau des Festivals du Film est autorisé à convoquer en vertu de l’arrêté en conseil C.P. 1975-2883 du 11 décembre 1975 ».

ARTICLE 10

L’article 13 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Article 13

Gains en capital

1. a) Les gains provenant de l’aliénation de biens immobiliers sont imposables dans l’État contractant où ces biens sont situés.

b) Les gains provenant de l’aliénation d’actions, part ou autres droits dans une société dont l’actif est constitué

immovable property situated in a Contracting State may be taxed in that State.

- (c) Gains from the alienation of an interest in a partnership or a trust the assets of which consist principally of immovable property situated in a Contracting State may be taxed in that State.
- (d) For the purposes of subparagraphs (b) and (c), and for the purposes of paragraph 2 of Article 22, the term “immovable property situated in a Contracting State” includes immovable property situated in that State which is referred to in Article 6, and the shares or other rights the value of which is derived, directly or indirectly, principally from immovable property situated in that State, and an interest in a partnership or trust, the value of which is derived, directly or indirectly, principally from immovable property situated in that State; but it does not include property, other than rental property, through which the business of the company, partnership or trust is carried on.”

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base may be taxed in that other State.
3. Gains derived by an enterprise of a Contracting State from the alienation of ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that State.
4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.
5. The provisions of paragraph 4 shall not prevent a Contracting State from taxing, according to its law, gains derived by an individual who is a resident of the other Contracting State from the alienation of any property, if the alienator:
- (a) is a national of the first-mentioned State or has been a resident of that State for ten years or more prior to the date of the alienation of the property, and
- (b) has been a resident of that first-mentioned State at any time within the five year period immediately preceding the date of the alienation.”

ARTICLE 11

Paragraph 3 of Article 15 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

- “3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that State.”

principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

- c) Les gains provenant de l’aliénation d’une participation dans une société de personnes (partnership) ou dans une fiducie (trust) dont les actifs sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.
- d) Au sens des alinéas b) et c), et au sens du paragraphe 2 de l’article 22, l’expression « biens immobiliers situés dans un État contractant » comprend les biens immobiliers situés dans cet État qui sont visés à l’article 6, ainsi que les actions, parts ou autres droits dont la valeur est principalement tirée, directement ou indirectement, de biens immobiliers situés dans cet État, et les participations dans une société de personnes (partnership) ou dans une fiducie (trust), participations dont la valeur est principalement tirée, directement ou indirectement, de biens immobiliers situés dans cet État; mais elle ne comprend pas les biens, autres que les biens locatifs, au moyen desquels l’exploitation de la société, société de personnes (partnership) ou fiducie (trust) est exercée.

2. Les gains provenant de l’aliénation de biens mobiliers qui font partie de l’actif d’un établissement stable qu’une entreprise d’un État contractant a dans l’autre État contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d’un État contractant dispose dans l’autre État contractant pour l’exercice d’une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l’aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l’ensemble de l’entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.
3. Les gains d’une entreprise d’un État contractant provenant de l’aliénation de navires ou d’aéronefs exploités par cette entreprise en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l’exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans cet État.
4. Les gains provenant de l’aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l’État contractant dont le cédant est un résident.
5. Les dispositions du paragraphe 4 n’empêchent en rien un État contractant d’imposer, conformément à sa législation, les gains réalisés par une personne physique qui est un résident de l’autre État contractant et provenant de l’aliénation d’un bien, lorsque le cédant :
- a) possède la nationalité du premier État ou a été un résident de cet État pendant au moins dix ans avant la date de l’aliénation du bien, et
- b) a été un résident de ce premier État à un moment quelconque au cours de la période de cinq ans précédant immédiatement la date de l’aliénation. »

ARTICLE 11

Le paragraphe 3 de l’article 15 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

- « 3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d’un emploi salarié exercé à bord d’un navire ou d’un aéronef exploité en trafic international par une entreprise d’un État contractant sont imposables dans cet État. »

ARTICLE 12

Article 17 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“*Article 17**Artistes and Sportsmen*

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsman, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsman in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsman himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsman are exercised.
3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income in respect of activities exercised by a resident of a Contracting State as an entertainer or a sportsman in the other Contracting State if the visit to that other State is principally supported, directly or indirectly, by public funds of the first-mentioned State, its provinces in the case of Canada, its local authorities, or their agencies or instrumentalities thereof. In such case, the income shall be taxable only in the first-mentioned State.”

ARTICLE 13

Paragraph 2 of Article 18 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

- “2. War pensions and allowances (including pensions and allowances paid to war veterans or paid as a consequence of damages or injuries suffered as a consequence of a war) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall, notwithstanding the provisions of Article 23, be exempt from tax in that other State to the extent that they would be exempt from tax if received by a resident of the first-mentioned State.”

ARTICLE 14

Article 19 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“*Article 19**Government Service*

1. Salaries, wages and other similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a province in the case of Canada or a local authority or an instrumentality thereof to an individual who is a national of that State in respect of services rendered to that State, province, authority or agency or instrumentality, shall be taxable only in that State.

ARTICLE 12

L'article 17 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« *Article 17**Artistes et sportifs*

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.
2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'activités exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle ou sportif si la visite dans cet État est principalement financée par des fonds publics du premier État, de ses provinces dans le cas du Canada, de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public. Dans ce cas, les revenus ne sont imposables que dans le premier État. »

ARTICLE 13

Le paragraphe 2 de l'article 18 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

- « 2. Les pensions et allocations de guerre (y compris les pensions et allocations payées aux anciens combattants ou payées en conséquence des dommages ou blessures subis à l'occasion d'une guerre) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont, nonobstant les dispositions de l'article 23, exonérées d'impôt dans cet autre État dans la mesure où elles seraient exonérées d'impôt si elles étaient reçues par un résident du premier État. »

ARTICLE 14

L'article 19 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« *Article 19**Fonctions publiques*

1. Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un État contractant, l'une de ses provinces dans le cas du Canada, ou l'une de ses collectivités locales, ou par l'une de leurs personnes morales de droit public, à une personne physique possédant la nationalité de cet État au titre de services rendus à cet État, province, collectivité ou personne morale, ne sont imposables que dans cet État.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to salaries, wages and other similar remuneration paid in respect of services rendered in connection with a trade or business carried on by a Contracting State, a province in the case of Canada, a local authority, or by one of their agencies or instrumentalities.”

ARTICLE 15

Article 22 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 22

Capital

1. Capital represented by immovable property owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Capital represented by shares or other rights in a company the assets of which consist principally of immovable property situated in a Contracting State and referred to in subparagraph (d) of paragraph 1 of Article 13, may be taxed in that State.
3. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting state has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.
4. Capital represented by shares or other rights (other than shares or other rights referred to in paragraph 2) forming part of a substantial interest in a company which is a resident of a Contracting State may be taxed in that State. A substantial interest is considered to exist when an individual holds, alone or with related persons, directly or indirectly, shares or other rights the total of which gives right to at least 25 per cent of the profits of the company.
5. Capital of an enterprise of a Contracting State represented by ships and aircraft operated by that enterprise in international traffic or by movable property pertaining to their operation, or by containers referred to in paragraph 4 of Article 8, shall be taxable only in that State.
6. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.
7. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, for the purposes of taxation with respect to the solidarity tax on net wealth referred to in subparagraph (b) of paragraph 3 of Article 2 of an individual who is a resident of France and who is a national of Canada but not a national of France, the assets situated outside of France that such person owns on the first of January of each of the five years following the calendar year in which he becomes a resident of France shall be excluded from the base of assessment of the taxes relating to each of those five years. If such an individual loses the status of resident of France for a period of at least three years and then again becomes a resident of France, the assets situated outside of France that such a person owns on the first of

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant, l'une de ses provinces dans le cas du Canada, ou l'une de ses collectivités locales, ou par l'une de leurs personnes morales de droit public. »

ARTICLE 15

L'article 22 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Article 22

Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers que possède un résident d'un État contractant et qui sont situés dans l'autre État contractant, est imposable dans cet autre État.
2. La fortune constituée par des actions, parts ou autres droits dans une société dont l'actif est principalement constitué de biens immobiliers situés dans un État contractant et visés à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 13 est imposable dans cet État.
3. La fortune constituée par des actions, parts ou autres droits (autres que les actions, parts ou autres droits visés au paragraphe 2) faisant partie d'une participation substantielle dans une société qui est un résident d'un État contractant est imposable dans cet État. On considère qu'il existe une participation substantielle lorsqu'une personne physique détient, seule ou avec des personnes apparentées, directement ou indirectement, des actions, parts ou autres droits dont l'ensemble ouvre droit à au moins 25 pour cent des bénéfices de la société.
4. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession libérale, est imposable dans cet autre État.
5. La fortune d'une entreprise d'un État contractant constituée par des navires et des aéronefs exploités par cette entreprise en trafic international, ainsi que par des biens mobiliers affectés à leur exploitation ou par des conteneurs visés au paragraphe 4 de l'article 8, n'est imposable que dans cet État.
6. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.
7. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, pour l'imposition au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune visé à l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 2, d'une personne physique qui est un résident de France et qui a la nationalité canadienne sans avoir la nationalité française, les biens situés hors de France que cette personne possède au 1^{er} janvier de chacune des cinq années suivant l'année civile au cours de laquelle elle devient un résident de France n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt afférent à chacune de ces cinq années. Si une telle personne physique perd la qualité de résident de France pour une durée au moins égale à trois ans, puis redevient un résident de France, les biens situés hors de France que cette personne possède au 1^{er} janvier

January of each of the five years following the calendar year in which again he becomes a resident of France shall be excluded from the base of assessment of the taxes relating to each of those five years.”

ARTICLE 16

1. There shall be added to paragraph 1 of Article 23 of the Convention three new subparagraphs, written as follows:

- “(c) In determining the amount of tax payable in Canada for a taxation year by an individual who died in that year and, at the time was a resident of Canada, the amount of any inheritance tax payable in France, after deduction of the credit provided for in paragraph 2(c)(ii), in respect of property situated in France which forms part of the estate of that person shall be allowed as a deduction from the amount of any tax otherwise payable in Canada, taking into account the deduction that is provided for under subparagraph (a) for tax payable in France, on income, profits or gains of the individual arising in France in that year.
- (d) For the purposes of this paragraph, profits, income or gains of a resident of Canada which may be taxed in France in accordance with the Convention shall be deemed to arise from sources in France.
- (e) Where in accordance with any provision of the Convention income derived or capital owned by a resident of Canada is exempt from tax in Canada, Canada may nevertheless, in calculating the amount of tax on other income or capital, take into account the exempted income or capital.”

2. Paragraphs 2 and 3 of Article 23 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“2. In the case of France, double taxation shall be avoided as follows:

- (a) income arising in Canada and taxable or taxable only in Canada in accordance with the provisions of the Convention shall be taken into account in calculating the French tax when the recipient is a resident of France and the income is not exempt from the corporation tax under French law. In such case, the Canadian tax shall not be deductible from such income, but the recipient shall be entitled to a tax credit deductible from the French tax. This tax credit is equal:
- (i) for income not referred to in (ii), to the amount of French tax corresponding to such income;
 - (ii) for income referred to in Articles 10, 11 and 12, in paragraphs 1 and 5 of Article 13, in paragraph 3 of Article 15, in Article 16, in paragraphs 1 and 2 of Article 17, in paragraph 3 of Article 18 and in Article 21, to the amount of tax paid in Canada in accordance with the provisions of those Articles; however, it may not exceed the amount of French tax corresponding to such income. It is understood that the term “amount of tax paid in Canada” means the amount of Canadian tax effectively and finally paid in respect of such income, in accordance with the Convention, by the resident of France receiving such income.
- (b) A resident of France who owns taxable capital in Canada in accordance with the provisions of paragraphs 1, 2, 3

de chacune des cinq années suivant l’année civile au cours de laquelle elle redevient un résident de France n’entrent pas dans l’assiette de l’impôt afférent à chacune de ces cinq années. »

ARTICLE 16

1. Il est ajouté au paragraphe 1 de l’article 23 de la Convention, trois nouveaux alinéas rédigés comme suit :

- « c) Dans le calcul du montant de l’impôt dû au Canada pour une année d’imposition par une personne physique qui est décédée au cours de cette année et qui était un résident du Canada au moment du décès, le montant des droits de mutation à titre gratuit dus en France, après déduction du crédit prévu au paragraphe 2c)(ii), au titre des biens situés en France qui font partie de la succession de cette personne est porté en déduction de tout impôt par ailleurs dû au Canada, compte tenu de la déduction qu’autorise l’alinéa a) à l’égard de l’impôt dû en France pour cette année sur des bénéfices, revenus ou gains que cette personne tire de sources situées en France au cours de la même année.
- d) Pour l’application du présent paragraphe, les bénéfices, revenus ou gains d’un résident du Canada qui sont imposables en France conformément à la Convention, sont considérés comme provenant de sources situées en France.
- e) Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, des éléments du revenu qu’un résident du Canada reçoit ou de la fortune qu’il possède sont exempts d’impôts au Canada, le Canada peut néanmoins, pour calculer le montant de l’impôt sur d’autres éléments de revenu ou de fortune, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés. »

2. Les paragraphes 2 et 3 de l’article 23 de la Convention sont supprimés et remplacés par ce qui suit :

« 2. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont évitées de la façon suivante :

- a) les revenus qui proviennent du Canada et qui sont imposables ou ne sont imposables qu’au Canada, conformément aux dispositions de la Convention, sont pris en compte pour le calcul de l’impôt français lorsque leur bénéficiaire est un résident de France et qu’ils ne sont pas exemptés de l’impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans ce cas, l’impôt canadien n’est pas déductible de ces revenus, mais le bénéficiaire a droit à un crédit d’impôt imputable sur l’impôt français. Ce crédit d’impôt est égal :
- (i) pour les revenus non mentionnés au (ii), au montant de l’impôt français correspondant à ces revenus;
 - (ii) pour les revenus visés aux articles 10, 11 et 12, aux paragraphes 1 et 5 de l’article 13, au paragraphe 3 de l’article 15, à l’article 16, aux paragraphes 1 et 2 de l’article 17, au paragraphe 3 de l’article 18 et à l’article 21, au montant de l’impôt payé au Canada conformément aux dispositions de ces articles; il ne peut toutefois excéder le montant de l’impôt français correspondant à ces revenus. Il est entendu que l’expression « montant de l’impôt payé au Canada » désigne le montant de l’impôt canadien effectivement supporté à titre définitif à raison de ces revenus, conformément à la Convention, par le résident de France bénéficiaire de ces revenus.

or 4 of Article 22 may also be taxed in France in respect of such capital. The French tax is calculated subject to a deduction of a tax credit equal to the amount of Canadian tax on such capital. This tax credit shall not exceed that amount of the French tax which is attributable to such capital.

- (c) Notwithstanding any other provision of the Convention:
- (i) where a deceased person was at the time of his death a resident of France, France shall apply the inheritance tax to all of the property taxable in accordance with its domestic legislation and shall allow as a deduction from that tax an amount equal to the Canadian tax paid on the gains which, at the time of death and under the provisions of the Convention, were taxable in Canada; such deduction shall not, however, exceed that share of the French inheritance tax, as computed before the deduction is given, attributable to the property in respect of which the deduction shall be allowed;
 - (ii) where a deceased person was at the time of his death a resident of Canada, France shall apply the inheritance tax to all of the property taxable in accordance with its domestic legislation and shall allow as a deduction from that tax an amount equal to the Canadian tax paid on the gains which, at the time of death and under the provisions of paragraph 4 of Article 13, were taxable only in Canada, and that are not referred to in paragraph 5 of the same Article; such deduction shall not, however, exceed the lessor of the two following shares:
 - (aa) the share of the inheritance tax, as calculated before the deduction is given, attributable to the property from the alienation of which are derived the gains referred to above and in respect of which the deduction shall be allowed; and
 - (bb) the share of the Canadian tax attributable to such property, as calculated before the deduction provided for in paragraph 1(c).
- (d) It is understood that the term "amount of French tax corresponding to such income" used in subparagraph (a) means:
- (i) where the tax payable in respect of such income is calculated by applying a proportional rate, the product of the taxable amount of such net income multiplied by the rate which is applied to such net income;
 - (ii) where the tax payable in respect of such income is calculated by applying a progressive scale, the product of the taxable amount of such net income multiplied by the rate resulting from the ratio between the tax actually payable in respect of the total net income taxable under the laws of France and the amount of such total net income.

This interpretation applies by analogy to the term "that amount of the French tax which is attributable to such capital" used in subparagraph (b) as well as to the terms "share of the French inheritance tax, as calculated before the deduction is given, attributable to the property in respect of which the deduction shall be allowed" and "share of the Canadian tax attributable to such property" used in subparagraph (c).

b) Un résident de France qui possède de la fortune imposable au Canada conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2, 3 ou 4 de l'article 22 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt canadien sur cette fortune. Ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.

c) Nonobstant toute autre disposition de la Convention :

- (i) lorsqu'un défunt était un résident de France au moment du décès, la France soumet aux droits de mutation à titre gratuit l'ensemble des biens qui sont imposables selon sa législation interne et accorde, sur ces droits, une déduction d'un montant égal à l'impôt canadien payé sur les gains qui, à l'occasion du décès et selon les dispositions de la Convention, sont imposables au Canada; cette déduction ne peut toutefois excéder la quote-part des droits de mutation français, calculés avant cette déduction, correspondant aux biens à raison desquels la déduction doit être accordée;
 - (ii) lorsqu'un défunt était un résident du Canada au moment du décès, la France soumet aux droits de mutation à titre gratuit l'ensemble des biens qui sont imposables selon sa législation interne et accorde, sur ces droits, une déduction d'un montant égal à l'impôt canadien payé sur les gains qui, à l'occasion du décès et selon les dispositions du paragraphe 4 de l'article 13, ne sont imposables qu'au Canada, et qui ne sont pas visés au paragraphe 5 dudit article; cette déduction ne peut toutefois excéder la moins élevée des deux quotes-parts suivantes :
 - aa) la quote-part des droits de mutation français, calculés avant cette déduction, correspondant aux biens de la mutation desquels proviennent les gains visés ci-dessus et à raison desquels la déduction doit être accordée; et
 - bb) la quote-part de l'impôt canadien correspondant à ces biens, calculé avant la déduction prévue au paragraphe 1(c).
- d) Il est entendu que l'expression « montant de l'impôt français correspondant à ces revenus » qui est employée à l'alinéa a) désigne :
- (i) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant imposable des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué;
 - (ii) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant imposable des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.
- Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression « montant de l'impôt français correspondant à cette fortune » qui est employée à l'alinéa b) ainsi qu'aux expressions « quote-part des droits de mutation français, calculés avant cette déduction, correspondant aux biens à raison desquels la déduction doit être accordée » et « quote-part de l'impôt canadien correspondant à ces biens », qui sont employées à l'alinéa c).

3. The provisions of the Convention, and in particular those of this Article, shall not prevent the application of the domestic legislation of a Contracting State:

- (a) which authorizes enterprises of that State to determine their taxable profits on the basis of a consolidation which may include the results of subsidiaries which are resident in the other Contracting State, or permanent establishments situated in that other State; or
- (b) in accordance with which the first-mentioned State determines the taxable profits of enterprises of that first-mentioned State by deducting the losses of subsidiaries which are resident in the other Contracting State or of permanent establishments situated in that other State, and by including the profits of these subsidiaries or of these permanent establishments up to the amount of the losses deducted.”

ARTICLE 17

Paragraph 1 of Article 24 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

- “1. Individuals who are nationals of a Contracting State shall not be subject in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which individuals who are nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected, notably with respect to the residence. This provision shall apply to individuals whether or not they are residents of one of the Contracting States.”

ARTICLE 18

1. Paragraph 3 of Article 25 of the Convention shall be deleted and paragraphs 4 and 5 shall become paragraphs 3 and 4 respectively.

2. There shall be added to Article 25 of the Convention a new paragraph 5, written as follows:

- “5. If any question, difficulty or doubt arising as to the interpretation or application of the Convention cannot be resolved or dealt with by the competent authorities as a result of the application of the provisions of paragraphs 1, 2 or 3, these questions, difficulties or doubts may, if the competent authorities agree, be submitted to an arbitration commission. The decisions of the commission shall have the force of law. The composition of the commission and the arbitration procedures shall be determined, after consultation between the competent authorities, through an exchange of diplomatic notes between the Contracting States. The provisions of this paragraph shall take effect from the date agreed to in the exchange of diplomatic notes.”

ARTICLE 19

Article 26 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

3. Les dispositions de la Convention, et en particulier celles du présent article, ne s'opposent en rien à l'application de la législation interne d'un État contractant :

- a) qui autorise les entreprises de cet État à déterminer leurs bénéfices imposables en fonction d'une consolidation qui englobe notamment les résultats de filiales résidentes de l'autre État contractant, ou d'établissements stables situés dans cet autre État;
- b) ou conformément à laquelle le premier État détermine les bénéfices imposables des entreprises de ce premier État en déduisant les déficits de filiales résidentes de l'autre État contractant ou d'établissements stables situés dans cet autre État, et en intégrant les bénéfices de ces filiales ou de ces établissements stables à concurrence du montant des déficits déduits. »

ARTICLE 17

Le paragraphe 1 de l'article 24 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

- « 1. Les personnes physiques possédant la nationalité d'un État contractant ne sont soumises dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques possédant la nationalité de cet autre État qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aux personnes physiques qu'elles soient ou non des résidents d'un des États contractants. »

ARTICLE 18

1. Le paragraphe 3 de l'article 25 de la Convention est supprimé et les paragraphes 4 et 5 deviennent respectivement les paragraphes 3 et 4.

2. Il est ajouté à l'article 25 de la Convention un nouveau paragraphe 5 rédigé comme suit :

- « 5. Si les questions, les difficultés ou les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention ne peuvent être réglés, résolus ou dissipés par les autorités compétentes en application des dispositions des paragraphes 1, 2 ou 3, ces questions, ces difficultés ou ces doutes peuvent, d'un commun accord entre les autorités compétentes, être soumis à une commission d'arbitrage. Les décisions de la commission ont force obligatoire. La composition de la commission et les procédures d'arbitrage seront convenues entre les États contractants par échange de notes diplomatiques après consultation entre les autorités compétentes. Les dispositions du présent paragraphe prendront effet à compter de la date fixée par cet échange de notes diplomatiques. »

ARTICLE 19

L'article 26 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

“Article 26

Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.
2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - (a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
 - (b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
 - (c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).”

ARTICLE 20

1. Paragraph 1 of Article 29 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“1. The provisions of this Convention shall not prevent:

 - (a) Canada from imposing a tax on amounts included in the income of a resident of Canada with respect to a partnership, trust, or controlled foreign affiliate, in which he has an interest;
 - (b) France from applying the provisions of Articles 209B and 212 of the “Code général des impôts” or other identical or substantially similar provisions which would amend or replace them.”
2. Paragraph 3 of Article 29 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“3. The competent authorities of the Contracting States may settle the mode of application of the Convention. In particular, they may prescribe the formalities that must be followed by a resident of a Contracting State to obtain, in the other Contracting State, the exemptions or reductions of tax or other tax benefits provided for by the Convention. Such formalities may include the filing of a form certifying residency, indicating in particular the nature and the

« Article 26

Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public. »

ARTICLE 20

1. Le paragraphe 1 de l'article 29 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 1. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent en rien :

 - a) le Canada de prélever un impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident du Canada à l'égard d'une société de personnes (partnership), une fiducie (trust), ou une « corporation étrangère affiliée contrôlée » dans laquelle il possède une participation;
 - b) la France d'appliquer les dispositions des articles 209B et 212 du code général des impôts ou d'autres dispositions analogues ou similaires qui les amenderaient ou les remplaceraient. »
2. Le paragraphe 3 de l'article 29 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 3. Les autorités compétentes des États contractants peuvent régler les modalités d'application de la Convention. Elles peuvent notamment prescrire les formalités que doivent accomplir les résidents d'un État contractant pour obtenir dans l'autre État contractant les exonérations ou réductions d'impôt et autres avantages fiscaux prévus par la Convention. Ces formalités peuvent comprendre la présentation d'un formulaire d'attestation de résidence

amount or value of the income or of the capital in question, certified by the tax authorities of the first-mentioned State.”

3. Paragraph 5 of Article 29 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“5. Contributions in a year in respect of services rendered in that year paid by, or on behalf of, an individual who is a resident of one of the Contracting States or who is temporarily present in that State, to a pension plan that is recognized for tax purposes in the other Contracting State shall, during a period not exceeding in the aggregate sixty months, be treated in the same way for tax purposes in the first-mentioned State as a contribution paid to a pension plan that is recognized for tax purposes in the first-mentioned State, provided that:

- (a) such individual was regularly contributing to the pension plan (or to another pension plan for which that plan has been substituted) over a period ending immediately before he became a resident of or temporarily present in the first-mentioned State; and
- (b) the competent authority of the first-mentioned State agrees that the pension plan corresponds generally to a pension plan recognized for tax purposes by that State.

For the purposes of this paragraph, the term “pension plan” includes especially a pension plan created under a public social security system.”

4. There shall be added to Article 29 of the Convention a new paragraph 7, written as follows:

“7. (a) A mutual fund in securities constituted and established in a Contracting State, not subject to tax in that State, and which receives dividends paid by a company which is a resident of the other Contracting State or interest arising in that other State, may claim as a whole the benefit of the reductions or exemptions of taxes provided for under the Convention for the fraction of the income which corresponds to the rights held in that organisation by residents of the first-mentioned State and which is taxable in the hands of those residents.

- (b) Notwithstanding the provisions of Article 10, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to an organisation that was constituted and is established in the other Contracting State and is operated exclusively to administer or provide benefits under one or more pension or retirement plans, shall be exempt from tax in the first-mentioned State provided that:
 - (i) the organisation is the beneficial owner of the dividends and is generally exempt from tax in the other State; and
 - (ii) the organisation does not own directly or indirectly more than 5 per cent of the capital nor more than 5 per cent of the voting stock of the company paying the dividends; and
 - (iii) the principal class of shares of the company paying the dividends is regularly traded on a stock exchange situated in the first-mentioned State.
- (c) Notwithstanding the provisions of Article 11, interest arising in a Contracting State and paid to an organisation that was constituted and is established in the other

indiquant en particulier la nature et le montant ou la valeur des revenus ou de la fortune concernés, et comportant la certification des services fiscaux du premier État. »

3. Le paragraphe 5 de l'article 29 de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 5. Les contributions pour l'année au titre de services rendus au cours de cette année payées par une personne physique ou pour le compte d'une personne physique qui est un résident de l'un des États contractants ou qui y séjourne d'une façon temporaire, à un régime de pension qui est reconnu à des fins fiscales dans l'autre État contractant sont, pendant une période n'excédant pas au total soixante mois, traitées fiscalement dans le premier État de la même manière que les contributions payées à un régime de pension qui est reconnu à des fins fiscales dans le premier État, pourvu que :

- a) cette personne physique ait contribué de façon régulière au régime de pension (ou à un autre régime de pension auquel il s'est substitué) pendant une période se terminant immédiatement avant qu'elle devienne un résident du premier État, ou qu'elle y séjourne de façon temporaire; et
- b) l'autorité compétente du premier État convienne que le régime de pension correspond de façon générale à un régime de pension reconnu à des fins fiscales par cet État.

Aux fins du présent paragraphe, l'expression « régime de pension » comprend notamment les régimes de pension créés en vertu d'un système public de sécurité sociale. »

4. Il est ajouté à l'article 29 de la Convention un nouveau paragraphe 7 rédigé comme suit :

« 7. a) Un organisme de placement collectif en valeurs mobilières constitué et établi dans un État contractant où il n'est pas assujéti à l'impôt, et qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou des intérêts provenant de cet autre État, peut demander globalement le bénéfice des réductions ou exonérations d'impôt prévues par la Convention pour la fraction de ces revenus qui correspond aux droits détenus dans cet organisme par des résidents du premier État et qui est imposable au nom de ces résidents.

- b) Nonobstant les dispositions de l'article 10, les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un organisme constitué et établi dans l'autre État contractant qui y est géré exclusivement aux fins d'administrer des fonds ou de verser des prestations en vertu d'un ou de plusieurs régimes de pension ou de retraite est exonéré d'impôt dans le premier État pourvu que :
 - (i) l'organisme en soit le bénéficiaire effectif et soit généralement exonéré d'impôt dans l'autre État; et
 - (ii) l'organisme ne détienne directement ou indirectement pas plus de 5 pour cent du capital ni plus de 5 pour cent des droits de vote dans la société qui paie les dividendes; et
 - (iii) la catégorie principale des actions de la société qui paie les dividendes fasse l'objet de transactions régulières sur une bourse de valeurs située dans le premier État.
- c) Nonobstant les dispositions de l'article 11, les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un

Contracting State and is operated exclusively to administer or provide benefits under one or more pension or retirement plans, shall be exempt from tax in the first-mentioned State provided that:

- (i) the organisation is the beneficial owner of the interest and is generally exempt from tax in the other State; and
- (ii) the interest is not derived from the carrying on a trade or a business by the organisation or from an associated person within the meaning of subparagraphs (a) or (b) of Article 9.”

5. There shall be added to Article 29 of the Convention a new paragraph 8, written as follows:

“8. Where an enterprise of a Contracting State that is exempt from tax in that State on the profits of its permanent establishments which are not situated in that State derives income from the other Contracting State, and that income is attributable to a permanent establishment which that enterprise has in a third jurisdiction, the tax benefits that would otherwise apply under the other provisions of the Convention will not apply to any item of income on which the combined tax in the first-mentioned State and in the third jurisdiction is less than 60 per cent of the tax that would be imposed in the first-mentioned State if the income were earned or received in that State by the enterprise and were not attributable to the permanent establishment in the third jurisdiction. Any dividends, interest, or royalties to which the provisions of this paragraph apply shall be subject to tax in the other State at a rate not exceeding 15 per cent of the gross amount thereof. Any other income to which the provisions of this paragraph apply shall be subject to tax under the provisions of the domestic law of the other State, notwithstanding any other provision of the Convention. The preceding provisions of this paragraph shall not apply:

- (a) if the income derived from the other State is in connection with or incidental to the active conduct of a trade or business carried on by the permanent establishment in the third jurisdiction (other than the business of making or managing investments unless these activities are banking or insurance activities carried on by a bank or insurance company);
- (b) if, when France is the first-mentioned State, France taxes the profits of such permanent establishment according to the provisions of Articles 209B or 209 quinquies of the French “Code général des impôts”, as they may be amended without changing the general principle hereof; or
- (c) when France is the first-mentioned State, to income taxed by Canada according to section 91 of the *Income Tax Act*, as it may be amended without changing the general principle hereof.”

6. There shall be added to Article 29 of the Convention a new paragraph 9, written as follows:

“9. Subject to reciprocity, the exemptions from tax and other tax benefits provided for by French laws for the benefit of the French State, its local authorities or their agencies or instrumentalities whose activities are not the carrying on of a trade or business, shall apply in the same conditions respectively to:

organisme constitué et établi dans l’autre État contractant et qui y est géré exclusivement aux fins d’administrer des fonds ou de verser des prestations en vertu d’un ou de plusieurs régimes de pension ou de retraite est exonéré d’impôt dans le premier État pourvu que :

- (i) l’organisme en soit le bénéficiaire effectif et soit généralement exonéré d’impôt dans l’autre État; et
- (ii) les intérêts ne proviennent pas de l’exercice par l’organisme d’une activité industrielle ou commerciale ou d’une personne associée au sens des alinéas a) ou b) de l’article 9. »

5. Il est ajouté à l’article 29 de la Convention un nouveau paragraphe 8 rédigé comme suit :

« 8. Lorsqu’une entreprise d’un État contractant, exemptée d’impôt dans cet État à raison des bénéfices de ses établissements stables qui n’y sont pas situés, bénéficie de revenus provenant de l’autre État contractant qui sont imputables à un établissement stable que cette entreprise a dans une tierce juridiction, les avantages fiscaux qui seraient accordés en application des autres dispositions de la Convention ne s’appliquent pas à un revenu soumis dans le premier État et dans la tierce juridiction à une imposition cumulée dont le montant est inférieur à 60 pour cent de l’impôt qui serait perçu dans le premier État si le revenu était réalisé ou reçu dans ce premier État par l’entreprise et n’était pas imputable à l’établissement stable dans la tierce juridiction. Les dividendes, intérêts ou redevances auxquels s’appliquent les dispositions du présent paragraphe sont soumis dans l’autre État à un impôt n’excédant pas 15 pour cent de leur montant brut. Les autres revenus auxquels s’appliquent les dispositions du présent paragraphe sont soumis à l’impôt selon la législation interne de l’autre État, nonobstant toute autre disposition de la Convention. Les dispositions précédentes du présent paragraphe ne s’appliquent pas :

- a) si les revenus provenant de l’autre État se rattachent, ou sont accessoires, à une activité industrielle ou commerciale effective exercée par l’établissement stable dans la tierce juridiction (autre qu’une activité consistant à effectuer ou gérer des investissements, à moins qu’il ne s’agisse d’une activité bancaire ou d’assurance exercée par une banque ou une société d’assurance); ou
- b) si, la France étant le premier État, les bénéfices de l’établissement stable sont imposés par la France selon les dispositions des articles 209B ou 209 quinquies de son code général des impôts, telles qu’elles peuvent être amendées sans que leur principe général en soit modifié; ou
- c) la France étant le premier État, à un revenu qui est imposé par le Canada selon l’article 91 de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, tel qu’il peut être amendé sans que son principe général en soit modifié. »

6. Il est ajouté à l’article 29 de la Convention un nouveau paragraphe 9 rédigé comme suit :

« 9. Sous réserve de réciprocité, les exonérations d’impôt et autres avantages fiscaux prévus par la législation française au profit de l’État français, de ses collectivités locales ou de leurs personnes morales de droit public dont l’activité est autre qu’industrielle ou commerciale, s’appliquent dans les mêmes conditions respectivement :

- (a) the Canadian State, its provinces, or organisations whose activities are not the carrying on of a trade or business, created within the framework of an agreement concluded or approved by the Contracting States;
- (b) Canadian local authorities;
- (c) agencies or instrumentalities of the Canadian State, its provinces or its local authorities, whose activities are identical or substantially similar to those of the French instrumentalities considered.

The provisions of this paragraph shall also apply, subject to reciprocity, to French taxes other than those referred to in Article 2, except for taxes owed in respect of services rendered.”

7. Paragraph 7 of Article 29 of the Convention shall become paragraph 10.

- a) à l'État canadien, à ses provinces, ou aux organismes dont l'activité est autre qu'industrielle ou commerciale, créés dans le cadre d'un accord conclu ou approuvé par les États contractants;
- b) aux collectivités locales canadiennes;
- c) aux personnes morales de droit public de l'État canadien, de ses provinces ou de ses collectivités locales, dont l'activité est identique ou analogue à celle des personnes morales françaises considérées.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également, sous réserve de réciprocité, aux impôts français autres que les impôts visés à l'article 2 à l'exception des impôts et taxes dus en contrepartie de services rendus. »

7. Le paragraphe 7 de l'article 29 de la Convention devient le paragraphe 10.

ARTICLE 21

1. Each Contracting State shall notify to the other the completion of the procedure required for the bringing into force of this Protocol. The Protocol shall enter into force on the first day of the second month following the day on which the later of these notifications is received.

2. The provisions of the Protocol shall apply:

(a) in Canada:

- (i) in respect of tax withheld at source, for amounts paid or credited to non-residents on or after the day on which the Protocol enters into force; and
- (ii) in respect of other taxes, for any taxation year beginning on or after the day on which the Protocol enters into force;

(b) in France:

- (i) in respect of the withholding taxes, for any amount paid on or after the day on which the Protocol enters into force;
- (ii) in respect of taxes on income which are not levied by way of withholding tax, to income earned in any calendar year or relating to any accounting period beginning on or after the day on which the Protocol enters into force; and
- (iii) in respect of other taxes, to taxation years with respect to taxable events occurring on or after January 1 following the year in which the Protocol enters into force.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2:

(a) the provisions of subparagraph (a) of paragraph 2 of Article 10 of the Convention, as modified by the Protocol, shall apply in respect of Canadian tax withheld at source to amounts paid on or after the day on which the Protocol enters into force, except that the “5 per cent” percentage shall be replaced by:

- (i) “7 per cent” for amounts paid in 1995; and
- (ii) “6 per cent” for amounts paid in 1996;

(b) the provisions of paragraph 8 of Article 10 of the Convention, as modified by the Protocol, shall apply in respect of other Canadian taxes for taxable periods beginning on or after the day on which the Protocol enters into force, except that the “5 per cent” percentage is replaced by the

ARTICLE 21

1. Chacun des États contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur du présent Avenant. Celui-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière notification.

2. Les dispositions de l'Avenant s'appliqueront :

a) au Canada :

- (i) en ce qui concerne l'impôt retenu à la source, pour les montants payés à des non-résidents à compter du jour où l'Avenant est entré en vigueur, et
- (ii) en ce qui concerne les autres impôts, à l'égard de toute année d'imposition commençant à compter du jour où l'Avenant est entré en vigueur;

b) en France :

- (i) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, à toute somme payée à compter du jour où l'Avenant est entré en vigueur;
- (ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents à toute année civile ou à tout exercice comptable commençant à compter du jour où l'Avenant est entré en vigueur; et
- (iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle l'Avenant est entré en vigueur.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 :

a) les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention telle que modifiée par l'Avenant s'appliquent en ce qui concerne l'impôt canadien retenu à la source aux montants payés à compter du jour où l'Avenant est entré en vigueur sauf que le pourcentage de « 5 pour cent » est remplacé par :

- (i) « 7 pour cent » pour les montants payés en 1995; et
- (ii) « 6 pour cent » pour les montants payés en 1996;

b) les dispositions du paragraphe 8 de l'article 10 de la Convention telle que modifiée par l'Avenant s'appliquent en ce qui concerne les autres impôts canadiens, pour toute période d'imposition commençant à compter du jour où l'Avenant est entré en vigueur sauf que le pourcentage de « 5 pour

following percentages for taxable periods beginning on or after that date and ending in the course of the following years:

- (i) 1995: "7 per cent";
- (ii) 1996: "6 per cent".

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, the provisions of paragraph 9 of Article 29 of the Convention, as modified by the Protocol, shall apply for taxation years not prescribed on the date of entry into force of the Protocol.
5. The provisions of the Convention between Canada and France for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in relation to succession duties signed at Paris on March 16, 1951, shall cease to have effect with respect to estates of persons deceased on or after the first day of January of the year next following that during which the Protocol enters into force. That Convention shall terminate on the last date on which it has effect in accordance with the provisions of this paragraph.
6. The Agreement of October 19, 1932, providing for the exemption from taxation of profits derived from the operation of ships is terminated.

ARTICLE 22

1. This Protocol shall remain in force as long as the Convention remains in force.
2. The competent authorities of the Contracting States shall be empowered, after the entry into force of the Protocol, to publish the text of the Convention as amended by the Protocol of January 16, 1987 and by this Protocol.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized to that effect, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Ottawa, on this 30th day of November 1995, in the English and French languages, each version being equally authentic.

(Jean-Pierre Juneau)
**FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA**

(Alfred Siefer-Gaillardin)
**FOR THE GOVERNMENT
OF THE FRENCH
REPUBLIC**

cent » est remplacé par les pourcentages ci-après pour les périodes d'imposition commençant à compter de ce jour et se terminant au cours des années suivantes :

- (i) 1995 : « 7 pour cent »; et
- (ii) 1996 : « 6 pour cent ».

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les dispositions du paragraphe 9 de l'article 29 de la Convention telle que modifiée par l'Avenant s'appliquent aux impositions non prescrites à la date d'entrée en vigueur de l'Avenant.
5. Les dispositions de la Convention entre le Canada et la France tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière de droits de mutation par décès signée à Paris le 16 mars 1951 cessent d'avoir effet à l'égard des successions des personnes décédées à partir du premier janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle l'Avenant est entré en vigueur. Ladite Convention est abrogée à partir de la date à laquelle elle aura effet pour la dernière fois conformément aux dispositions du présent paragraphe.
6. L'Accord du 19 octobre 1932 relatif à l'exonération d'impôts perçus sur les entreprises de navigation maritime est abrogé.

ARTICLE 22

1. Le présent Avenant demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention demeurera en vigueur.
2. Les autorités compétentes des États contractants sont habilitées, après l'entrée en vigueur de l'Avenant, à publier le texte de la Convention tel que modifié par l'Avenant du 16 janvier 1987 et par le présent Avenant.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Avenant.

FAIT en double exemplaire à Ottawa ce 30^e jour de novembre 1995, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA**
(Jean-Pierre Juneau)

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
(Alfred Siefer-Gaillardin)

Registration
SI/99-20 17 March, 1999

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

**Persons and Positions Exclusion Approval Order
(Persons Employed Five Years or More) No. 40**

P.C. 1999-319 4 March, 1999

Whereas, pursuant to subsection 41(1) of the *Public Service Employment Act*, the Public Service Commission has decided that it is neither practicable nor in the best interests of the Public Service to apply certain provisions of that Act to certain persons and to certain positions, and has, on January 28, 1999, excluded from the operation of section 10 and subsections 21(1) and (1.1), 29(3), 30(1) and (2) and 39(3) and (4) of that Act and from the operation of any regulations made under paragraph 35(2)(a) of that Act, certain persons and certain positions to which the persons referred to in the schedules will be appointed;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Canadian Heritage, pursuant to subsection 41(1) of the *Public Service Employment Act*, hereby approves the exclusion made on January 28, 1999 by the Public Service Commission from the operation of section 10 and subsections 21(1) and (1.1), 29(3), 30(1) and (2) and 39(3) and (4) of that Act and from the operation of any regulations made under paragraph 35(2)(a) of that Act, of certain persons and certain positions to which the persons referred to in the schedules will be appointed.

Enregistrement
TR/99-20 17 mars 1999

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Décret n° 40 approuvant l'exemption de certaines personnes et de certains postes (personnes employées depuis cinq ans ou plus)

C.P. 1999-319 4 mars 1999

Attendu que, en vertu du paragraphe 41(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, la Commission de la fonction publique estime qu'il est difficilement réalisable et contraire aux intérêts de la fonction publique d'appliquer certaines dispositions de cette loi à certaines personnes et à certains postes, et a, le 28 janvier 1999, exempté de l'application de l'article 10 et des paragraphes 21(1) et (1.1), 29(3), 30(1) et (2), et 39(3) et (4) de cette loi, ainsi que de l'application des règlements pris en vertu de l'alinéa 35(2)a) de celle-ci, certaines personnes et certains postes identifiés aux annexes auxquels seront nommées les personnes dont le nom apparaît à ces mêmes annexes,

À ces causes, sur recommandation de la ministre du Patrimoine canadien et en vertu du paragraphe 41(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil approuve l'exemption de l'application de l'article 10 et des paragraphes 21(1) et (1.1), 29(3), 30(1) et (2), et 39(3) et (4) de cette loi, ainsi que de l'application des règlements pris en vertu de l'alinéa 35(2)a) de celle-ci, accordée par la Commission de la fonction publique le 28 janvier 1999 à certaines personnes et à certains postes identifiés aux annexes auxquels seront nommées les personnes dont le nom apparaît à ces mêmes annexes.

SCHEDULE I / ANNEXE I**CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY/
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
ROCKBRUNE, M.	EAO-6615	NCR/RCN	PSAC/AFPC
VINCENT, R.	EAO-4038	NCR/RCN	PSAC/AFPC

SCHEDULE II / ANNEXE II**DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD/
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
LANGILE, L.	2123T	NCR/RCN	PSAC/AFPC

SCHEDULE III/ ANNEXE III**DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION/
MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
SOLAKO, M.	38766	ONTARIO	PSAC/AFPC

SCHEDULE IV / ANNEXE IV**DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS/
MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
CLOWE, A.	20859	NFLD/T-N	PSAC/AFPC
DEIR, O.	20863	NFLD/T-N	PSAC/AFPC
DUBIE, W.	20864	NFLD/T-N	PSAC/AFPC
FRANCIS, W.	20903	NFLD/T-N	PSAC/AFPC
GRAHAM, D.	7815	N.S./N-É	PSAC/AFPC
SQUIRES, A.	6270	NFLD/T-N	PSAC/AFPC

SCHEDULE V / ANNEXE V**DEPARTMENT OF HEALTH/
MINISTÈRE DE LA SANTÉ**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
CHYNOWETH, C.	HSHPK-71	NCR/RCN	SSEA/AESS
IUGOVAZ, I.	HPQD-00351	QUEBEC	PIPS/IPFP
JEE, P.	HPHF-603	NCR/RCN	PSAC/AFPC

SCHEDULE VI / ANNEXE VI**DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT/
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
ARMSTRONG, M.	44322	ONTARIO	PSAC/AFPC
BAMBRIDGE, C.	50424	ONTARIO	PSAC/AFPC
BERRY, C.	01735	NCR/RCN	PSAC/AFPC
BISHOP, M.	01769	NCR/RCN	PSAC/AFPC
COLE, C.	43527	ONTARIO	PSAC/AFPC
CONNOLLY, P.	09707	NFLD/T-N	PSAC/AFPC
DRISCOLL, L.	08005	NCR/RCN	PSAC/AFPC
FISHER, M.	03439	NCR/RCN	PSAC/AFPC
GOYETTE, J.	01940	NCR/RCN	PSAC/AFPC
GREGORY, C.	56539	ONTARIO	PSAC/AFPC
HAGEDORN, N.	03776	NCR/RCN	PSAC/AFPC
KUNG, T.	39761	ONTARIO	PSAC/AFPC
LORTIE PROULX, C.	38399	ONTARIO	PSAC/AFPC
MCGRADY, C.	41182	ONTARIO	PSAC/AFPC
RICHARDS, L.	12337	N.S./N-É	PSAC/AFPC
SEHGAL, P.	39866	ONTARIO	PSAC/AFPC
SEYMOUR, C.	02652	NCR/RCN	PSAC/AFPC
WONG, D.	42563	ONTARIO	PSAC/AFPC

SCHEDULE VII / ANNEXE VII**DEPARTMENT OF JUSTICE/
MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
MISUTKA, D.V.	LTCLG3002T	ALBERTA	EXCLUDED/EXCLUE

SCHEDULE VIII / ANNEXE VIII**DEPARTMENT OF INDUSTRY/
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
SERANO, C.	000001582	NCR/RCN	PSAC/AFPC

SCHEDULE IX / ANNEXE IX**DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE/
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
GENDRON, R.	167164	NCR/RCN	PSAC/AFPC

SCHEDULE X / ANNEXE X**DEPARTMENT OF NATIONAL REVENUE/
MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
BOUDREAULT, Y.	1230-70276	ONTARIO	PSAC/AFPC
BRUNET, M.	2860-11192	NCR/RCN	PSAC/AFPC
CHERWINSKI, I.	1233-00920	B.C./C-B	PSAC/AFPC
GENDRON, D.	2826-06462	NCR/RCN	PSAC/AFPC
JILLET, S.	1213-05504	ONTARIO	PSAC/AFPC
LAFLEUR, M.	2716-04115	NCR/RCN	PSAC/AFPC
LAROSE, D.	2725-01447	NCR/RCN	PSAC/AFPC
LAVERTUE, M.	1208-00366	QUEBEC	PSAC/AFPC
LÉONARD-GOULET, C.	3613-08629	NCR/RCN	PSAC/AFPC
PATTERSON, J.	1262-01526	ONTARIO	PSAC/AFPC
POIRIER, P.	1616-10008	NCR/RCN	PSAC/AFPC
SLED, M.	1262-01526	ONTARIO	PSAC/AFPC
TANCORRE, S.	1710-14639	ONTARIO	PSAC/AFPC
THIBAUT, L.	1246-70041	QUEBEC	PSAC/AFPC
WHITELAND, B.N.	3931-05114	ONTARIO	PSAC/AFPC

SCHEDULE XI / ANNEXE XI**DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES/
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
ORANCHUK, D.	92286	ALBERTA	PSAC/AFPC

SCHEDULE XII / ANNEXE XII**DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES/
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
GARDNER, S.C.	RPC-03989	NCR/RCN	PIPS/IPFP
MICHAUD, D.	TRA-01414	NCR/RCN	PSAC/AFPC

SCHEDULE XIII / ANNEXE XIII**DEPARTMENT OF TRANSPORT/
MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
MC GEE-DUBREUIL, S.K.	EXC-03278	NCR/RCN	PSAC/AFPC

SCHEDULE XIV / ANNEXE XIV**STATISTICS CANADA/
STATISTIQUE CANADA**

NAME / NOM	POSITION NUMBER/ NUMÉRO DE POSTE	POSITION LOCATION/ LIEU DU POSTE	BARGAINING AGENT/ AGENT NÉGOCIATEUR
BERTHIAUME, L.	623-601	NCR/RCN	PSAC/AFPC
LAMOTHE, M.	313-614	NCR/RCN	EXCLUDED/EXCLUE
LANDRY-WILLIAMSON, L.	761-630	NCR/RCN	PSAC/AFPC

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

This Exclusion Approval Order is needed in order to give effect to Treasury Board Secretariat Policy on Long-Term Specified Period Employment. This policy stipulates that where a person who has been employed in the same department or agency (including functions that have been transferred from another department by an act of Parliament or Order in Council) as a term employee for a cumulative working period of five years or more without a break in service longer than sixty consecutive calendar days, the department or agency must recommend to the Public Service Commission that he or she be appointed for an indeterminate period as provided for by an exclusion approval order. This Order is the fortieth of this nature to be made since 1979. The most recent was approved by the Governor in Council on December 3, 1998, and it was registered on December 23, 1998 (SI/98-125).

The Order provides for the appointment of fifty-six persons for an indeterminate period to positions at the same group and level that they were occupying for a specified period before their appointment pursuant to this Order. These persons meet the Standards for Selection and Assessment established by the Public Service Commission of Canada pursuant to section 12 of the *Public Service Employment Act*. They are fully qualified for the positions to which they will be appointed.

The Order excludes these persons and the positions to which they will be appointed from the operation of the sections of the *Public Service Employment Act* and Regulations pertaining to rights of certain classes of persons to be appointed in priority to others. It also excludes them from the operation of section 21 of the same act relating to appeals, and from the operation of section 10 concerning merit. The latter is necessary in order to limit access to the targeted positions to these persons, and because their respective qualifications will not be assessed against those of other persons.

Treasury Board Secretariat, departments and agencies, and unions support this Order.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du décret.)

Ce décret est nécessaire à la mise en œuvre de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor sur l'emploi pour une période déterminée de longue durée. Cette politique prévoit que lorsqu'une personne nommée pour une période déterminée travaille dans le même ministère ou organisme (y compris des fonctions qui ont été transférées d'un autre ministère en vertu d'une loi fédérale ou d'un décret) depuis cinq ans ou plus sans qu'il y ait eu interruption de plus de soixante jours civils consécutifs, le ministère ou l'organisme doit recommander à la Commission de la fonction publique que cette personne soit nommée pour une période indéterminée en vertu d'un décret d'exemption. Ce décret est le quarantième décret de cette nature pris depuis 1979. Le plus récent a reçu l'approbation du gouverneur en conseil le 3 décembre 1998 et il a été enregistré le 23 décembre 1998 (TR/98-125).

Le présent décret permet de nommer cinquante-six personnes pour une période indéterminée à des postes des mêmes groupe et niveau que les postes qu'elles occupaient pour une période déterminée avant leur nomination en vertu du présent décret. Ces personnes satisfont aux normes de sélection d'évaluation fixées par la Commission de la fonction publique du Canada en vertu de l'article 12 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. Elles possèdent toutes les compétences nécessaires à l'exercice des fonctions des postes auxquels elles seront nommées.

Le décret exempte ces personnes et les postes auxquels elles seront nommées des dispositions de la Loi et du *Règlement sur l'emploi dans la fonction publique* ayant trait aux droits de nomination en priorité. Il les exempte également de l'application de l'article 21 de la même loi portant sur le droit d'appel et de l'application de l'article 10 ayant trait au mérite. Cette dernière exemption est nécessaire du fait qu'on doit limiter les candidatures à ces personnes et qu'il n'y aura pas d'examen comparatif de leurs compétences.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor, les ministères et les organismes ainsi que les syndicats appuient le présent décret.

Registration
SI/99-21 17 March, 1999

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Coin-Operated Devices Remission Order

P.C. 1999-326 4 March, 1999

His Excellency the Governor General in Council, considering that it is in the public interest to do so, on the recommendation of the Minister of National Revenue, pursuant to subsection 23(2)^a of the *Financial Administration Act*, hereby makes the annexed *Coin-Operated Devices Remission Order*.

COIN-OPERATED DEVICES REMISSION ORDER

INTERPRETATION

- The definitions in this section apply in this Order.
“Act” means the *Excise Tax Act*. (*Loi*)
“eligible period” means the period beginning on January 1, 1991 and ending on April 23, 1996. (*période admissible*)
“eligible supply” means a supply in respect of which the tax payable under Division II of Part IX of the Act would be equal to zero because of subsection 165.1(2) of the Act if that subsection was in effect at the time the supply were made. (*fourniture admissible*)
“net tax” has the same meaning as in Division V of Part IX of the Act. (*taxe nette*)
“person” has the meaning assigned by subsection 123(1) of the Act. (*personne*)
“registrant” means a person who, at any time during the eligible period, was a registrant within the meaning assigned by subsection 123(1) of the Act. (*inscrit*)
“reporting period” has the meaning assigned by subsection 123(1) of the Act. (*période de déclaration*)

REMISSION OF GOODS AND SERVICES TAX

2. Subject to sections 3 to 5, a registrant who, at any time during the eligible period, made eligible supplies is hereby granted, with respect to a reporting period of the registrant beginning in the eligible period, remission of tax payable under Part IX of the Act in respect of eligible supplies made by the registrant, determined by the formula

$$A - B$$

where

- A is the positive or negative amount of the registrant’s net tax for the reporting period; and
B is the positive or negative amount that would have been the registrant’s net tax for the reporting period if that net tax did not include any amount collected or collectible by the registrant as or on account of tax under Division II of Part IX of the Act in respect of eligible supplies.

3. The amount of the remission under section 2 with respect to a reporting period of the registrant is reduced by the total of all

^a S.C. 1991, c. 24, s. 7(2)

Enregistrement
TR/99-21 17 mars 1999

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret de remise sur les appareils automatiques

C.P. 1999-326 4 mars 1999

Sur recommandation du ministre du Revenu national et en vertu du paragraphe 23(2)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant que l’intérêt public le justifie, prend le *Décret de remise sur les appareils automatiques*, ci-après.

DÉCRET DE REMISE SUR LES APPAREILS AUTOMATIQUES

DÉFINITIONS

- Les définitions qui suivent s’appliquent au présent décret.
« fourniture admissible » Fourniture pour laquelle la taxe payable en application de la section II de la partie IX de la Loi serait nulle en raison du paragraphe 165.1(2) de la Loi, si ce paragraphe était en vigueur au moment de la fourniture. (*eligible supply*)
« inscrit » Personne qui, à un moment donné au cours de la période admissible, était un inscrit au sens du paragraphe 123(1) de la Loi. (*registrant*)
« Loi » La *Loi sur la taxe d’accise*. (*Act*)
« période admissible » La période commençant le 1^{er} janvier 1991 et se terminant le 23 avril 1996. (*eligible period*)
« période de déclaration » S’entend au sens du paragraphe 123(1) de la Loi. (*reporting period*)
« personne » S’entend au sens du paragraphe 123(1) de la Loi. (*person*)
« taxe nette » S’entend au sens de la section V de la partie IX de la Loi. (*net tax*)

REMISE DE LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

2. Sous réserve des articles 3 à 5, remise est accordée à l’inscrit de la taxe payable en application de la partie IX de la Loi pour les fournitures admissibles qu’il a effectuées dans une période de déclaration commençant au cours de la période admissible. La remise est calculée selon la formule suivante :

$$A - B$$

où :

- A représente le montant positif ou négatif de la taxe nette de l’inscrit pour la période de déclaration;
B le montant positif ou négatif qui aurait été sa taxe nette pour la période de déclaration si cette taxe nette ne comprenait pas les montants perçus ou percevables par lui au titre de la taxe prévue à la section II de la partie IX de la Loi relativement à des fournitures admissibles.

3. Le montant de la remise accordée en application de l’article 2 pour une période de déclaration de l’inscrit est réduit de

^a L.C. 1991, ch. 24, par. 7(2)

amounts that were collected or collectible by the registrant as or on account of tax under Division II of Part IX of the Act in respect of eligible supplies and that are included in the net tax for the reporting period, or portion of that net tax, that remains unpaid at the time the registrant files an application for remission under section 5, if

- (a) that net tax is a positive amount;
- (b) an assessment of that net tax has not been made under section 296 of the Act before the time at which the registrant files the application; and
- (c) such assessment cannot, because of section 298 of the Act, be made at or after that time.

4. Remission of interest and penalties paid by a registrant in respect of any amount for which a remission under section 2 is granted is hereby granted to the registrant.

CONDITION

5. A remission shall be granted if a registrant files an application in writing for the remission with the Minister of National Revenue not later than two years after the day on which this Order is made, except to the extent to which the amount has otherwise been rebated, credited or remitted to the registrant under the Act or the *Financial Administration Act*.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The *Excise Tax Act* was amended to provide that, after April 23, 1996, the GST payable is equal to zero on goods dispensed from, or services rendered through, the operation of a mechanical coin-operated device that is designed to accept only a single coin of 25¢ or less as the total consideration for the supply dispensed from the device.

The Tax Court of Canada has held that the GST was not applicable to these types of supplies, where the supplies were made before April 24, 1996. This Order ensures consistency of tax treatment for operators of such mechanical coin-operated devices.

total des sommes qui sont perçues ou percevables par l'inscrit au titre de la taxe prévue à la section II de la partie IX de la Loi pour les fournitures admissibles et qui sont incluses dans la taxe nette pour la période, ou une partie de celle-ci, non remise au moment où l'inscrit dépose une demande de remise en vertu de l'article 5, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) cette taxe nette est un montant positif;
- b) une cotisation de cette taxe nette n'a pas été établie en application de l'article 296 de la Loi avant le dépôt de la demande;
- c) une telle cotisation ne peut être établie au moment du dépôt ou après ce moment en raison de l'article 298 de la Loi.

4. Remise est en outre accordée à l'inscrit des intérêts et pénalités qu'il a payés à l'égard de toute somme pour laquelle une remise est accordée en vertu de l'article 2.

CONDITION

5. La remise est accordée à la condition que l'inscrit dépose une demande écrite à cet égard au ministre du Revenu national dans les deux ans suivant la prise du présent décret, dans la mesure où la somme visée par la demande ne lui a pas déjà été remboursée, créditée ou remise en application de la Loi ou de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du décret.)

La *Loi sur la taxe d'accise* a été modifiée afin de prévoir que, après le 23 avril 1996, la TPS est nulle dans le cas des produits distribués ou des services rendus au moyen d'appareils automatiques à fonctionnement mécanique conçus pour n'accepter qu'une seule pièce de monnaie, de 25 cents ou moins, comme contrepartie totale de la fourniture effectuée au moyen de l'appareil.

La Cour canadienne de l'impôt a statué que la TPS ne s'applique pas à de telles fournitures si elles ont été effectuées avant le 24 avril 1996. Le présent décret vise à ce que les exploitants de tels appareils bénéficient d'un même traitement fiscal.

Registration
SI/99-22 17 March, 1999

CANADA LANDS SURVEYORS ACT

Order Fixing March 18, 1999 as the Date of the Coming into Force of the Act

P.C. 1999-329 4 March, 1999

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Natural Resources, pursuant to section 104 of the *Canada Lands Surveyors Act*, assented to on June 11, 1998, being chapter 14 of the Statutes of Canada, 1998, hereby fixes March 18, 1999 as the day on which that Act comes into force.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

This Act establishes the Association of Canada Lands Surveyors as a self-governing association and substitutes it for the Board of Examiners established under the *Canada Lands Surveys Act* as the authority responsible for the examination, admission and qualifications of candidates for commissions as Canada Lands Surveyors.

The Act

- (a) authorizes the Association to establish the standards of qualification, conduct, knowledge and skill of Canada Lands Surveyors;
- (b) authorizes the Association to grant commissions as Canada Lands Surveyors to persons who have acquired the appropriate education, qualifications and work experience;
- (c) authorizes the Association to receive complaints and take disciplinary measures; and
- (d) requires Canada Lands Surveyors to obtain a licence to practice cadastral surveying on Canada Lands.

Enregistrement
TR/99-22 17 mars 1999

LOI SUR LES ARPENTEURS DES TERRES DU CANADA

Décret fixant au 18 mars 1999 la date d'entrée en vigueur de la Loi

C.P. 1999-329 4 mars 1999

Sur recommandation du ministre des Ressources naturelles et en vertu de l'article 104 de la *Loi sur les arpenteurs des terres du Canada*, sanctionnée le 11 juin 1998, chapitre 14 des Lois du Canada (1998), Son Excellence le Gouverneur général en conseil fixe au 18 mars 1999 la date d'entrée en vigueur de cette loi.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du décret.)

La Loi crée l'Association des arpenteurs des terres du Canada à titre d'organisme indépendant et la substitue à la Commission d'examineurs établie par la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada* comme autorité responsable de l'examen et de l'admission des candidats au brevet d'arpenteur des terres du Canada et de la détermination des qualités exigées d'eux.

La Loi :

- a) habilite l'Association à établir les normes de conduite, de connaissances et de compétence des arpenteurs des terres du Canada;
- b) autorise l'Association à octroyer des brevets d'arpenteurs des terres du Canada aux personnes qui ont réussi les études et acquis l'expérience professionnelle jugées nécessaires;
- c) habilite l'Association à recevoir des plaintes et à prendre des mesures disciplinaires;
- d) oblige les arpenteurs des terres du Canada à obtenir un permis pour effectuer l'arpentage cadastral des terres du Canada.

TABLE OF CONTENTS **SOR: Statutory Instruments (Regulations)**
SI: Statutory Instruments and Other Documents (Other than Regulations)

Registration No.	P.C. 1999	Department	Name of Statutory Instrument or Other Document	Page
SOR/99-104	296	Natural Resources	Regulations Amending the Canadian Wheat Board Regulations.....	614
SOR/99-105	315	Fisheries and Oceans	Regulations Amending the Ontario Fishery Regulations, 1989.....	617
SOR/99-106	317	Finance National Revenue	Regulations Amending the Customs Bonded Warehouses Regulations	662
SOR/99-107	320	Industry	Regulations Amending the Radiocommunication Regulations.....	664
SOR/99-108	321	Industry	Regulations Amending the Radiocommunication Regulations.....	670
SOR/99-109	322	Justice	Regulations Amending the Public Agents Firearms Regulations	676
SOR/99-110	323	Justice	Regulations Amending the Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses)	680
SOR/99-111	324	Justice	Regulations Amending the Gun Shows Regulations	681
SOR/99-112	330	Transport	Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Lighting and Retroreflective Devices).....	682
SOR/99-113	331	Environment Health	Order Adding Toxic Substances to Schedule I to the Canadian Environmental Protection Act.....	688
SOR/99-114	333	Environment Treasury Board	Ocean Dumping Permit Fee Regulations (Site Monitoring).....	690
SOR/99-115	336	Justice Treasury Board	Regulations Amending the Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations	708
SI/99-18	295	Foreign Affairs	Order Fixing March 1, 1999 as the Date of the Coming into Force of the Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act	711
SI/99-19		Finance	Proclamation giving notice that the annexed November 30, 1995 supplementary agreement, entitled Protocol to the Tax Convention Between the Government of Canada and the Government of the French Republic signed on May 2, 1975 and amended by the Protocol of January 16, 1987, came into force on September 1, 1998	712
SI/99-20	319	Canadian Heritage	Persons and Positions Exclusion Approval Order (Persons Employed Five Years or More) No. 40.....	732
SI/99-21	326	National Revenue	Coin-Operated Devices Remission Order	736
SI/99-22	329	Natural Resources	Order Fixing March 18, 1999 as the Date of the Coming into Force of the Canada Lands Surveyors Act	738

INDEX SOR: Statutory Instruments (Regulations)**SI: Statutory Instruments and Other Documents (Other than Regulations)**

Abbreviations: e — erratum
n — new
r — revises
x — revokes

Regulations Statutes	Registration No.	Date	Page	Comments
Adding Toxic Substances to Schedule I to the Canadian Environmental Protection Act—Order	SOR/99-113	04/3/99	688	n
Canadian Environmental Protection Act				
Authorization to Export or Import Firearms Regulations (Businesses) —Regulations Amending	SOR/99-110	04/3/99	680	
Firearms Act				
Canadian Wheat Board Regulations—Regulations Amending	SOR/99-104	25/2/99	614	
Canadian Wheat Board Act				
Coin-Operated Devices Remission Order	SI/99-21	17/3/99	736	n
Financial Administration Act				
Customs Bonded Warehouses Regulations—Regulations Amending	SOR/99-106	04/3/99	662	
Customs Tariff				
Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations—Regulations Amending	SOR/99-115	04/3/99	708	
Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act				
Fixing March 1, 1999 as the Date of the Coming into Force of the Act—Order	SI/99-18	17/3/99	711	
Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act				
Fixing March 18, 1999 as the Date of the Coming into Force of the Act—Order	SI/99-22	17/3/99	738	
Canada Lands Surveyors Act				
Gun Shows Regulations—Regulations Amending	SOR/99-111	04/3/99	681	
Firearms Act				
Motor Vehicle Safety Regulations (Lighting and Retroreflective Devices) —Regulations Amending	SOR/99-112	04/3/99	682	
Motor Vehicle Safety Act				
Ocean Dumping Permit Fee Regulations (Site Monitoring)	SOR/99-114	04/3/99	690	n
Financial Administration Act				
Ontario Fishery Regulations, 1989—Regulations Amending	SOR/99-105	04/3/99	617	
Fisheries Act				
Persons and Positions Exclusion Approval Order (Persons Employed Five Years or More) No. 40	SI/99-20	17/3/99	732	n
Public Service Employment Act				
Proclamation giving notice that the annexed November 30, 1995 supplementary agreement, entitled Protocol to the Tax Convention Between the Government of Canada and the Government of the French Republic signed on May 2, 1975 and amended by the Protocol of January 16, 1987, came into force on September 1, 1998	SI/99-19	17/3/99	712	
Implement conventions for the avoidance of double taxation with respect to income tax between Canada and France, Canada and Belgium and Canada and Israel (An Act)				
Public Agents Firearms Regulations—Regulations Amending	SOR/99-109	04/3/99	676	
Firearms Act				
Radiocommunication Regulations—Regulations Amending	SOR/99-107	04/3/99	664	
Radiocommunication Act				
Radiocommunication Regulations—Regulations Amending	SOR/99-108	04/3/99	670	
Radiocommunication Act				

TABLE DES MATIÈRES DORS: Textes réglementaires (Règlements)
TR: Textes réglementaires et autres documents (Autres que les Règlements)

N° d'enregistrement.	C.P. 1999	Ministère	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
DORS/99-104	296	Ressources naturelles	Règlement modifiant le Règlement sur la Commission canadienne du blé ...	614
DORS/99-105	315	Pêches et Océans	Règlement modifiant le Règlement de pêche de l'Ontario de 1989	617
DORS/99-106	317	Finances Revenu national	Règlement modifiant le Règlement sur les entrepôts de stockage des douanes	662
DORS/99-107	320	Industrie	Règlement modifiant le Règlement sur la radiocommunication	664
DORS/99-108	321	Industrie	Règlement modifiant le Règlement sur la radiocommunication	670
DORS/99-109	322	Justice	Règlement modifiant le Règlement sur les armes à feu des agents publics ...	676
DORS/99-110	323	Justice	Règlement modifiant le Règlement sur les autorisations d'exportation ou d'importation d'armes à feu (entreprises)	680
DORS/99-111	324	Justice	Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu.....	681
DORS/99-112	330	Transports	Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (système d'éclairage et dispositifs rétro réfléchissants).....	682
DORS/99-113	331	Environnement Santé	Décret d'inscription de substances toxiques à l'annexe I de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement	688
DORS/99-114	333	Environnement Conseil du Trésor	Règlement sur les prix à payer pour les permis d'immersion en mer (surveillance des sites)	690
DORS/99-115	336	Justice Conseil du Trésor	Règlement modifiant le Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires.....	708
TR/99-18	295	Affaires étrangères	Décret fixant au 1 ^{er} mars 1999 la date d'entrée en vigueur de la Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les mines antipersonnel	711
TR/99-19		Finances	Proclamation donnant avis que l'accord complémentaire du 30 novembre 1995 ci-après, intitulé Avenant à la convention fiscale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987, est entré en vigueur le 1 ^{er} septembre 1998.....	712
TR/99-20	319	Patrimoine canadien	Décret n° 40 approuvant l'exemption de certaines personnes et de certains postes (Personnes employées depuis cinq ans ou plus)	732
TR/99-21	326	Revenu national	Décret de remise sur les appareils automatiques.....	736
TR/99-22	329	Ressources naturelles	Décret fixant au 18 mars 1999 la date d'entrée en vigueur de la Loi sur les arpenteurs des terres du Canada.....	738

INDEX DORS: Textes réglementaires (Règlements)**TR: Textes réglementaires et autres documents (Autres que les Règlements)**
 Abréviations: e — erratum
 n — nouveau
 r — revise
 a — abroge

Règlements Lois	Enregistrement N°	Date	Page	Commentaires
Appareils automatiques — Décret de remise..... Gestion des finances publiques (Loi)	TR/99-21	17/3/99	736	n
Armes à feu des agents publics — Règlement modifiant le Règlement..... Armes à feu (Loi)	DORS/99-109	04/3/99	676	
Autorisations d'exportation ou d'importation d'armes à feu (entreprises) — Règlement modifiant le Règlement..... Armes à feu (Loi)	DORS/99-110	04/3/99	680	
Commission canadienne du blé — Règlement modifiant le Règlement..... Commission canadienne du blé (Loi)	DORS/99-104	25/2/99	614	
Entrepôts de stockage des douanes — Règlement modifiant le Règlement..... Tarif des douanes	DORS/99-106	04/3/99	662	
Exemption de certaines personnes et de certains postes (Personnes employées depuis cinq ans ou plus) — Décret n° 40..... Emploi dans la fonction publique (Loi)	TR/99-20	17/3/99	732	n
Expositions d'armes à feu — Règlement modifiant le Règlement..... Armes à feu (Loi)	DORS/99-111	04/3/99	681	
Fixant au 18 mars 1999 la date d'entrée en vigueur de la Loi — Décret..... Arpenteurs des terres du Canada (Loi)	TR/99-22	17/3/99	738	
Fixant au 1 ^{er} mars 1999 la date d'entrée en vigueur de la Loi — Décret..... Mise en oeuvre de la Convention sur les mines antipersonnel (Loi)	TR/99-18	17/3/99	711	
Inscription de substances toxiques à l'annexe I de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement — Décret..... Protection de l'environnement (Loi canadienne)	DORS/99-113	04/3/99	688	n
Pêche de l'Ontario de 1989 — Règlement modifiant le Règlement..... Pêches (Loi)	DORS/99-105	04/3/99	617	
Prix à payer pour les permis d'immersion en mer (surveillance des sites) — Règlement..... Gestion des finances publiques (Loi)	DORS/99-114	04/3/99	690	n
Proclamation donnant avis que l'accord complémentaire du 30 novembre 1995 ci- après, intitulé Avenant à la convention fiscale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987, est entré en vigueur le 1 ^{er} septembre 1998..... Mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la France, entre le Canada et la Belgique et entre le Canada et Israël, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu (Loi)	TR/99-19	17/3/99	712	
Radiocommunication — Règlement modifiant le Règlement..... Radiocommunication (Loi)	DORS/99-107	04/3/99	664	
Radiocommunication — Règlement modifiant le Règlement..... Radiocommunication (Loi)	DORS/99-108	04/3/99	670	
Saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires — Règlement modifiant le Règlement..... Aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales (Loi)	DORS/99-115	04/3/99	708	
Sécurité des véhicules automobiles (système d'éclairage et dispositifs rétro réfléchissants) — Règlement modifiant le Règlement..... Sécurité automobile (Loi)	DORS/99-112	04/3/99	682	



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing
Public Works and Government Services
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions du gouvernement du Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9